



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

8888

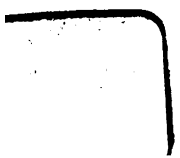


2123

1962
3841



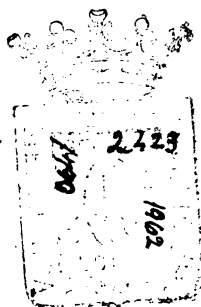
5-53
1/30



Handbuch

für

CONSULN UND CONSULAR-BEAMTE.



1955

1955



2423

HANDBUCH

2423

c

für

Consuln und Consular - Beamte

mit

besonderer Rücksicht auf Deutschland.

Ausgearbeitet

von

Dr. Jochmus,
Consul.



Dessau,

Druck und Verlag von Moritz Katz (Gebrüder Katz).

1852.

Dec 6 1911

1912

vielfach erklärt und ergänzt, und dass der Consul in vielen Fällen ohne Gefahr ein fremdes Reglement darüber befragen kann, worüber das eigene ihn im Stich lässt. Auch wird er oft in den Fall kommen, Verträge und Gewohnheiten zu fragen. Hier soll das vorliegende Handbuch, in dem es die letzteren, so weit, wie es nöthig schien, mitberührt hat, wenn nicht überall eine erschöpfende Antwort, mindestens sichere Fingerzeige geben.

Inwieweit bei dieser Anlage das Buch zugleich als ein Beitrag zu einer Gesamtheorie des Consularrechts, deren Darstellung gewiss von Vielen ungern vermisst wird, zu betrachten sei, überlässt der Verfasser dem Urtheile seiner gelehrten Collegen. Er ist bei seiner Arbeit zunächst von einem practischen Gesichtspunkte ausgegangen. Dass es vornehmlich darum zu thun gewesen ist; den deutschen Consuln, die zum Theil auf spärliche Publicationen hingewiesen sind, wie namentlich die österreichischen, mit diesem Buche zu Hülfe zu kommen, und dass deshalb alles Material, welches für diese von Interesse sein konnte, vorzügliche Berücksichtigung gefunden hat, wird in die Augen springen. Der Verfasser ist so glücklich gewesen, mehrere wichtige Verordnungen der österreichischen Regierung an's Licht zu ziehen, auch sonst Quellen zu benützen, die nur einem sehr kleinen Kreise zu Gute gekommen waren.

Der Verfasser hat das occidentalische Consulatswesen von dem orientalischen getrennt; weil die Uebelstände einer Vermischung Beider den Werth einheitlicher Behandlung bei weitem überwiegen. Es wird dies aus Magnone's sonst vortrefflichem Handbuche für die sardinischen Consuln besonders evident. Wiederholungen waren bei der hier getroffenen Einteilung sehr wohl zu vermeiden, so dass die Absicht des Verfassers, das Material auf einen möglichst kleinen Raum zusammenzudrängen, an ihr nicht scheiterte.

Inhaltsverzeichniss.

I. Abschnitt.

Eingang.

	Seite
Die Vorläufer des Consulatswesens	1
Das Consulatswesen im Mittelalter	7
Die Stellung der Consuln im Mittelalter; ihre Rechte und Pflichten	17
Der Zustand des Consulatswesens nach dem Mittelalter	23

II. Abschnitt.

§. 1. Der General-Consul	35
§. 2. Die besonderen Befugnisse des General-Consuls	36
§. 3. Sein Recht zur Bestellung von Vice-Consuln	37
§. 4. Der Rang des General-Consuls	39
§. 5. Der Consul	40
§. 6. Der Vice-Consul	41
§. 7. Der Handels-Agent	43
§. 8. Die Bureau-Gehülfen der Consuln	44
§. 9. Amtsantritt des Consuls	45
§. 10. Der öffentliche Charakter des Consuls	47
§. 11. Verhältniss des Consuls zu der Regierung, welche ihn bestellt hat	48
§. 12. Insbesondere das Verhalten gegen die Gesandtschaft seines Landes	50
§. 13. Verhältniss der Consuln zu einander	51
§. 14. Verhältniss des Consuls zu der Regierung, bei welcher er beglaubigt ist	52
§. 15. Prärogativen und Immunitäten des Consuls	54
§. 16. Ausnahme	58

VIII

	Seite
§. 17. Befugnisse des Consuls	59
Aufnahme von Urkunden	62
Legalisirung von Urkunden	63
Abnahme von Eiden	64
Certificate	—
Ertheilung von Pässen	65
Aufnahme von Civilstandsacten	67
§. 18. Pflichten des Consuls	68
Negative Pflichten	75
Pflichten beim Ausbruch eines Krieges	76
Von Prisen	77
§. 19. Die Polizei-Aufsicht des Consuls	78
§. 20. Jurisdiction	85
§. 21. Entscheidung der Differenzen zwischen Handeltreibenden	—
§. 22. Criminalgerichtsbarkeit	—
§. 23. Unterstützung der Nationalen vor Gericht	87
§. 24. Verhalten des Consuls bei Seetünfällen	88
§. 25. Bei der Havariégrosse	—
§. 26. Beim Schiffbruch	90
§. 27. Wenn das Schiff von den Interessenten aufgegeben ist oder nicht wieder hergestellt werden kann	93
§. 28. Bei Todesfällen	—
§. 29. Verhalten des Consuls bei Depositen	97
§. 30. Verhalten des Consuls gegen die nationale Kriegsflotte	99
§. 31. Etiquette	100
§. 32. Berichterstattung des Consuls an seine Regierung	102
§. 33. Form der Berichte	104
§. 34. Die Kanzlei des Consuls	105
§. 35. Consulsatsgebühren	107

III. Abschnitt.

Das Consularrecht des Orients.

§. 1. Der gegenwärtige Stand der Consuls im Allgemeinen	110
§. 2. Ehrenrechte und Immunitäten	111
§. 3. Amtsantritt	113
§. 4. Befugnisse des Consuls	114
§. 5. Pflichten des Consuls	115
§. 6. Der Kanzler	116
§. 7. Die Interpreten	117
§. 8. Attachés	118
§. 9. Der Hausstand des Consuls	119
§. 10. Das Recht des Consuls, National-Versammlungen zu berufen	120

	Seite
§. 11. Die Wahl der Deputirten der Nation in der Levante und Barbarei nach dem französischen Reglement	121
§. 12. Jurisdiction	122
§. 13. Mitwirkung des Consuls bei Prozessen, die vor den Landes-Behörden verhandelt werden	124
§. 14. Wenn der Consul selbst in einen Prozess verwickelt ist	125
§. 15. Berichte des Consuls in die Heimath	—
§. 16. Etiquette	—

Anhang.

I. Oesterreich	128
---------------------------------	-----

Belehrung der österreichischen Consular-Beamten über ihr Benehmen gegen österreichische Unterthanen, welche nicht zum Schifferstande oder zu den Seeleuten der Handelsmarine gehören, in ihren Amtsbezirken, ferner in Betreff der Unterstützung eben solcher österreichischer Unterthanen zum Behuf ihrer Verschiffung nach österreichischen Seehäfen

Allgemeiner Consular-Gebühren-Tarif.

I. Abtheilung. Gebühren, welche sich auf den Schiffahrtsbetrieb der österreichischen Handels-Marine beziehen	133
II. Abtheilung. Gebühren für Consular-Amtshandlungen, die nicht unter die erste Tarifs-Abtheilung fallen.	137

II. Preussen	141
-------------------------------	-----

Circulare an sämtliche Königlich Preussische Consule	141
Verordnung, die Verpflichtung der Preussischen Seeschiffer zur Mitnahme verunglückter vaterländischer Schiffsmänner betreffend	149
Auszug aus der Verfügung vom 6. Januar 1837	151
Denkschrift der Königl. Preussischen Regierung über Leitung und Regelung der Auswanderungen	152
Gebühren-Taxe für die Königl. Preussischen Consulate	154
Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 24. Januar 1845 wegen der, in Helsingör zu zahlenden Consulate-Gebühren	156

III. Hannover	157
--------------------------------	-----

IV. Mecklenburg	158
----------------------------------	-----

Instruction für die Grossherzoglichen Consule in den auswärtigen Städten und Seehäfen	158
Gebühren-Taxe	166

V. Belgien	167
-----------------------------	-----

Projet de loi.

Titre Premier. Des Consuls et de la Jurisdiction Consulaire	—
Dispositions Générales	—

	Seite.
Titre II. Dispositions spéciales à la juridiction consulaire dans	
les pays hors de chrétienté	169
Chapitre Premier. De la Juridiction en Matière Civile	
et Répressive	—
Chapitre II. De la Procédure en Matière Civile	171
Chapitre III. De la Procédure en Matière Répressive	175
Bairischer Gebühren-Tarif	187
Der oldenburgische Gebühren-Tarif	—
Hamburgischer Gebühren-Tarif	188
Bremischer Gebühren-Tarif	—
Portugiesischer Gebühren-Tarif	189
Griechischer Gebühren-Tarif von 1835	190
Der niederländische Gebühren-Tarif	—
Spanischer Gebühren-Tarif vom 13. August 1788	191
Russischer Tarif	—
Tarif des droits consul. établis pour les consul. de la sublime	
porte	192
Gebühren-Tarif der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika	193

I. ABSCHNITT.

Eingang.

Die Vorläufer des Consulatwesens.

Die frühesten auf den Schutz des Handels abzielenden Einrichtungen finden sich in Aegypten, wo im 13. Jahrhundert v. Chr. die Tyrier Niederlassungen gründeten, das Land aus seiner Abgeschlossenheit heraus führten und zum Mittelpunkt des damaligen Handelsverkehrs machten, so dass unter Amasis endlich durch erleichternde Vorkehrungen die Blüthezeit des ägyptischen Handels anbrach. Amasis gestattete den Griechen, die er vor allen Völkern begünstigte, ausser andern Privilegien das Recht zur Einsetzung eigner von ihnen selbst gewählter Handelsrichter ihrer Nation. Die Berichte hierüber sind jedoch nicht so vollständig, um zu übersehen, welche Analogie dieses Verhältniss zu dem völkerrechtlichen Institut bietet, das seit dem christlichen Mittelalter unter dem Namen der Consulate bekannt ist.

Dagegen besteht eine evidente Analogie zwischen dieser für den neuern Verkehr so wichtig gewordenen Einrichtung und der, welche in Griechenland unter dem Namen der *Proxenie*, in Rom unter dem des *Patronats* durch den internationalen Verkehr allmählig und wie von selbst ins Leben trat.

Der freie Verkehr zwischen den Staaten Griechenlands beruhte allein auf dem Schutz der Bündnisse (σύμβολα). Ehe dieselben allgemeiner geschlossen waren, die Staaten also rechtlich noch in dauerndem Kriegszustande mit einander lagen, war der Fremde, wenn er eines Gastfreundes entbehrte, der sich seiner annehmen konnte, dem Zufalle Preis gegeben. Daraus entstand das Bedürfniss, sich an Orten, wohin der Handelstrieb oder andere Interessen den Fremden führten, einen Gastfreund zu suchen, um durch ihn sich des Schutzes der Gesetze zu versichern. Solche Gastfreunde, *πρόξενοι*, übernahmen die Verpflichtung, den schutzbedürftigen Fremden zu vertreten, freiwillig*), sei es aus der, bei dem griechischen Charakter besonders anziehend hervortretenden und durch die Gebote der Religion verstärkten Neigung, sich des hilfesuchenden Fremden anzunehmen, sei es aus Motiven des Eigennutzes, dessen Befriedigung oft durch die Vortheile zu erreichen sein mochte, welche den Proxenen von dem Lande, dessen Einwohner sie vertraten, geboten zu werden pflegten.

Die Proxenen vertraten den Fremden in allen öffentlichen Angelegenheiten, wie ein alter Schriftsteller**) sich ausdrückt, „vor dem Volke“, gewiss auch vor Gericht, wo eine solche Vertretung gerade ihren eigentlichen Werth erhielt. An einem äusseren Zeichen, einem beschriebenen Täfelchen (*γράφματα*) erkannten die Gastfreunde einander, und ihr Hospitalitätsverhältniss übertrug sich wohl in der Regel von den Vätern auf die Söhne.

In der Folge fingen die Staaten selbst auf der Grundlage (der geschlossenen Verträge, welche gegenseitigen Rechtsschutz *δικαιοδοσία*) gewährten, an, Bürger einer fremden Nation, welche Vertrauen einflössen, zur Uebernahme der Vermittlung

*) Daher auch *ἐδελονπρόξενος* Thucyd. III., 70. Die Freiwilligkeit hörte aber dann auf, als die Proxenen sich den Staaten oder Städten als solchen verpflichteten. *Ἐξ ἀνάγκης γάρ μοι ἐστὶν ἀπάντων Ἡρακλειῶν ἐπιμελεῖσθαι.* Demosth. adv. Calipp. p. 1237, 17.

**) Pollux, Onomast. 3, 50: *ὁ μὲν πρόξενος, δὲ ταν πόλεως δημοσίων πρεσβητῇ εἰς ἐν ἑλλή πολιαν ὄν, ὡς ὑποδοχῆς καὶ τῶν ἐκείθεν φρονέειν καὶ προφύδου πρὸς τὸν δῆμον καὶ ἑδρας ἐν τῇ διαίτῃ.* Cf. Müller-Jochmus, Geschichte des Völkerrechts im Alterthum. Bd. I. S. 109.

dieses Rechtsschutzes förmlich zu autorisiren, wodurch die Proxenen in eine unmittelbare Beziehung und in ein so inniges Verhältniss zu diesen Staaten traten, dass sie besonders und zwar umfassendere, als die ordentlichen Bürgerrechte in denselben genossen. Ihre theils privatrechtlichen, theils öffentlichen Vortheile, zu denen regelmässig Steuerfreiheit (*ἀνελεία*) und der Vorsitz bei öffentlichen Festen gehörte, wurden unter der Bezeichnung Proxenie zusammengefasst und waren ein mächtiger Antrieb, sich mit der Fürsorge für die Genossen eines fremden Staates beauftragen zu lassen.

Diese Proxenen waren Bürger des Staats, in welchem sie den Rechtsschutz der Fremden vermittelten, bestritten ist, ob sie auch zu gleichem Zweck im Interesse ihrer eignen Staatsgenossen in verbündete Staaten gesendet wurden.

Ganz gleichbedeutend diesem Institut war in Rom das der Patrone*). Ohne Zweifel schon früh, denn es wird in den letzten Zeiten der Republik davon, wie von einer alten Sitte gesprochen, wählten die Nachbarvölker Roms sich in der Stadt Personen von Einfluss, welche ihre Hülfe den Rechtsuchenden gewähren konnten. Später als das Gewicht solches Schutzverhältnisses mehr gefühlt wurde, war die Wahl von der Genehmigung des römischen Senats abhängig und wurde deshalb in der Regel durch Gesandtschaften beantragt. In den Senatsbeschlüssen über die Vollziehung der Wahl, die nicht allein durch die Fremden bewerkstelligt wurde, sondern durch römische Behörden geschah, fanden doch gewöhnlich die Wünsche der fremden Nation, insofern sie sich einer bestimmten Person zuwendeten, die sich dann durch grundlose Weigerung dem Patronat nicht entziehen konnte**), billige Berücksichtigung.

Doch konnte wohl der Peregrine nicht gezwungen werden, sich gerade an die Hülfe des so bestellten Patrons zu wen-

*) Dionys. II. p. 85. Οὐ μόνον δ' ἐν αὐτῇ τῇ πόλει τὸ δημονικὸν ὑπὸ τὴν προστασίαν τῶν πατριῶν ἦν, ἀλλὰ καὶ τῶν ἀπείκων ἀντιῆς πόλεως καὶ τῶν ἐνδ' οὐρανοῦ καὶ φίλα προσελθούσων καὶ τῶν ἐκ πόλεως περὶ τῶν ἐκείνων πόλεως ἔχοντες ἐκείνους ἐκείνους, οὐδ' ἐπὶ τῶν πόλεων.

**) Pindus epist. III, 4.

den, wenn er einen eignen Gastfreund hatte, der ihn nachdrücklicher vor Gericht vertreten konnte.

Die Führung eines Patronats galt für so ehrenvoll*), dass in Rom die hervorragendsten Männer, in den verbündeten Staaten selbst Könige, als Patrone genannt werden. So hatten die Claudier das Patronat für Lacadämon, Cicero für Campanien, und wie die Marceller und Metellus für Sicilien, so die Fabier für die Allobroger, Cassius für die Bruttier, Lentulus für die Tomniten, Piso für die Achäer, Cato für Cypem und Capadocien, die Antonier für die Bononienser, Plinius der Jüngere für Hispanien u. s. w.

Das Patronat knüpfte zwischen seinen Inhabern und den befreundeten Staaten ein hospitalitisches Verhältniss, welches durch ein symbolisches Zeichen, Tesserä**), eine viereckige Marke mit einer Inschrift, die wahrscheinlich den Namen des Clienten und seiner Nation enthielt, anerkannt und gewissermassen sanctionirt wurde. Diese Täfelchen, welche anfangs nur ein Privatverhältniss bezeichneten und aus einer zerbrechlichen Masse bestanden, so dass sie zwei Hälften eines Ganzen bildeten, welche an einander passen mussten, und zum Zeichen, dass die Hospitalität aufgehoben sei, zerbrochen wurden, hatten, als der Patron nicht dem Einzelnen, sondern dem Staate gegenüber verpflichtet war, eine weit grössere Bedeutung. Sie waren eine Legitimation für den Reisenden, welche der Patron auf alle Fälle zu achten verpflichtet war, abgesehen von seinen persönlichen Beziehungen zu dem Inhaber derselben.

Wie die griechischen Proxenen ein Siegel mit den Emblemen der von ihnen vertretenen Nation führten, das sie, um den Angehörigen derselben ihre Wohnung kenntlich zu machen, an der Thür derselben befestigten, so brachten die

*) Plinius a. a. O. III., 4. Wie unter andern auch aus des Dionysius Zeugniß hervorgeht, stand wenigstens ursprünglich nur den Patriciern der honor patrocini zu.

**) Lutat. Stat. Theb. VII., 237. Veteres, quoniam non poterant omnes suos hospites noscere, tesseram illis dabant, quam illi ad hospitium revera ostendebant praeposito hospitii: unde intelligebantur hospites. Ihre Form beschreibt der Scholiast der Medea des Euripides. 613. —

römischen Patrone eine Tesserä zu gleichem Zwecke an ihren Häusern an*). Der grosse Einfluss, den die Patricierfamilien, welche die Peregrinen in ihre Clientel aufnahmen, und vorzugsweise, ursprünglich sogar ausschliesslich, darum angegangen worden, auf die öffentlichen Angelegenheiten Roms übten, lässt auf die Bedeutenheit des Patronats für den damaligen Handel schliessen, den die Römer in ihrem Stolze fast ganz den mit ihnen verkehrenden Bundesgenossen überliessen. Diese befanden sich schaaarenweis auf den Strassen nach Rom, um die Vortheile dieses Patronats auszubeuten.

Wie viel Analoges aber auch dieses Institut des Alterthums mit den Consulaten bietet, so wird doch Niemand einen äusseren Zusammenhang zwischen beiden suchen. Dass die Einrichtung sich in der heidnischen, wie in der christlichen Welt aus gleichen Ursachen entwickelte, erweist nur ihre Unentbehrlichkeit, und könnte allenfalls auf einen inneren durch den nothwendigen Gang der Geschichte gegebenen Zusammenhang hindeuten. Die Barbarei der ersten Jahrhunderte der christlichen Welt versetzte die Nationen gegen einander wieder in einen permanenten Kriegsstand zurück. Sie begegneten einander nur mit dem Schwerte, ein Rechtsverhältniss zu einander war nicht anerkannt. Ihre Bedürfnisslosigkeit überhob sie der Nöthigung, zum Austausch der Landeserzeugnisse einen friedlichen Verkehr mit einander anzustreben. Die Zufriedenheit mit dem, was sie selbst besaßen, oder der leichtere Weg, das mit Gewalt zu erobern, was ausserhalb der Heimath sie lockte, hielt sie ab, dem Handel und Verkehr die grade und sichere Strasse zu öffnen.

Das Christenthum musste erst den auf Gewaltthätigkeit und Rechtsbruch gerichteten Sinn der Nationen brechen und das gegenseitige Anerkenntniss einer Gemeinschaft zwischen ihnen begründen. Dies und die allmählig gemilderte Lebensweise, die aus der endlichen Beruhigung von jahrhundertlangen Raubzügen und Kriegen floss, erweckten die Lust der Nachbarn, in befreundete Verbindung mit einander zu treten und durch Handel, wie durch anderen Verkehr und Austausch Vor-

*) Mém. de l'Acad. t. 49. p. 502. —

thelle zu suchen, die der Krieg nicht gewährte. Doch blieb der Handel nach fremden Ländern immer noch ein Wagniss, indem ihn keine Verträge schützten, sondern nur ein stillschweigendes Uebereinkommen ihn duldete, an dessen Stelle jeden Augenblick die rohe Willkür treten konnte. Insbesondere unterlag der Seehandel vielen Gefahren, da einzelne an den Meeren wohnende Völkerschaften vom Seeraube existirten, und die Seeschifffahrt durch kein allgemein anerkanntes Statut geregelt war.

Dieser Zustand gewährte selbstverständlich einer Institution, wie die Consulate, keinen Boden. Ebenso wie in Griechenland die Proxenie nur auf dem *σύμβολον*, wie in Rom das Patronat nur auf dem Foedus beruhen konnte, so bedurfte in der christlichen Welt die Consulsinstitution zu ihrer Grundlage der Handelsverträge, und diese brachte erst das Mittelalter. Zwar finden sich Spuren, dass dennoch schon vor dem Mittelalter eine Art von Consulaten bei einem vorzugeweise auf den Handel hingewiesenen Volke in Wirksamkeit getreten ist, nämlich die Einsetzung nationaler Richter, welche die Gesetze der Westgothen in Spanien den mit ihnen im Handelsverkehr stehenden Völkerschaften gestatteten*), aber diese Erscheinung steht so vereinzelt, dass die spätere Existenz der Consulate an sie anzuknüpfen eben so gewagt wäre, wie die Ableitung von den im Alterthum vorgefundenen Einrichtungen.

Allerdings kannte die vormittelalterliche Zeit Consuln, aber es waren dies Beamte mit den verschiedensten Functionen in den italienischen und spanischen Städten wie im südlichen Frankreich. Gemeinhin trugen die höchsten Communalbeamten diesen Titel, doch wurde in Italien derselbe auch bald mit dem Handel in Verbindung gebracht durch Einsetzung beson-

*) Die Stelle in den *leges Visigoth.* lautet: *Deum transmarini negotiatores inter se causam haberent, nullus de sedibus nostris eos audire praesumat, nisi tantummodo suis legibus audiantur apud telonarios suos.* Es ist schon anderweit dargethan, dass unter den *Telonarii* keine blossen Zollbeamten, sondern wirkliche Agenten und Richter zu verstehen sind, die unter verschiedenen Benennungen *Bajuli*, *Praepositi*, *Seneschalli*, *priores mercatum* etc. existirten. Eine Bestätigung erhält diese Auslegung der Stelle durch *Cassiodor.*

derer Handelsrichter (*Juges consules*) in den freien Städten, und durch Bestellung eines mit Jurisdiction bekleideten Beamten für die Mannschaft eines Handelsschiffes, der den Titel Meer- oder Schiffaconsul führte*). Sie sind dem Mittelalter unter der Benennung *consuls d'outre mer* bekannt und führten die specielle Aufsicht über die Equipage und die Lebensmittel eines Schiffs. Sie hatten auch häufig den Titel *Vicomte*, der oft mit dem Consulatitel zusammenfällt. Ihre Existenz in den italienischen Handelsstädten Amalfi, Trani, Pisa ist seit dem 12. Jahrhundert zu erweisen; ebenso früh hatte Marseille *consuls de la mer*.

Das Consulatswesen im Mittelalter.

Die Steigerung des Handelsverkehrs drängte, nachdem die Kreuzzüge eine Brücke von Europa nach Asien geschlagen hatten, zunächst in den dem Mittelmeer benachbarten Staaten zur Herstellung einer prompten und dem Fremden Vertrauen erweckenden Rechtspflege. Das herrschende System, denselben nach seinem nationalen Rechte zu richten, erwies sich, wie für den internationalen Verkehr überhaupt, so besonders für den auswärtigen Handel als mächtiger Hebel. Schon das 9. und 10. Jahrhundert sehen besondere Handelsgerichtshöfe entstehen, vor denen der fremde Kaufmann Recht nehmen konnte, ohne sich ihm unbekannten Gesetzen zu unterwerfen. Nachdem die blühendsten italienischen und sicilischen Handelsstädte, nicht minder spanische und französische solche Gerichtshöfe errichtet hatten, und zwar auf dem Wege, dass sie in Folge landesherrlicher Privilegien zur Wahl der rechtsprechenden Consuln, (*juges conservateurs*) durch die Ältesten oder den Vorstand der Kaufmannschaft schritten, folgten im 14. und 15. Jahrhundert auch die nördlichen Staaten mit einer ähnlichen Einrichtung.

*) Masi, Della navigazione e commercio della republ. Pisana. p. 86.
Boucher, Consulat de la mer. T. II., p. 618.

Schon nach den ersten glücklichen Erfolgen der Kreuzzüge waren in den von den christlichen Heeren unterworfenen Theilen des Morgenlandes, namentlich in St. Jean d'Acre, gleichfalls Handelsgerichte für Fremde eingesetzt worden, hauptsächlich auf das Andringen der italienischen Städte, welchen hiermit die ersten Früchte dieser Eroberung in den Schooss fielen.

Wie wohlthätig diese, im Orient vorzugsweise von Frankreich begünstigte und in allen Seehandel treibenden christlichen Staaten nachgeahmte Einrichtung auch für die erste Belebung des überseeischen Verkehrs war, so erschien sie doch bei engerer Verbindung zwischen Ländern von verschiedener Nationalität und Gesittung in ihrer ganzen Unzulänglichkeit. Insbesondere trat im Orient wegen Unbekanntschaft der Fremden mit der Sprache und den Verhältnissen des Landes die Nothwendigkeit hervor, die Jurisdiction von den einheimischen Richtern auf solche zu übertragen, welche sie nach eigenem Rechte richteten, und welche die mit dem Orient in Verkehr stehenden Staaten hier zu bestellen, allmählig das Recht erwarben. Die Kreuzzüge übten in dieser Hinsicht einen sehr folgenreichen Einfluss. Nicht nur in den von den Kreuzfahrern gewonnenen Districten erhielt die europäische Handelswelt, insbesondere die italienischen Städte, bedeutende Immunitäten, welche in der Regel mit eigner Gerichtsbarkeit und Polizeigewalt verbunden waren, sondern auch in mohamedanischen Ländern suchte sie durch Verträge und nicht selten durch Gewalt sich die Ausübung eigener Jurisdiction und Polizei durch Consuln, vorzüglich in den wichtigeren Hafenstädten zu sichern. Die Verträge selbst waren der Natur der bestehenden sehr wankenden Verhältnisse nach gewöhnlich nur auf kurze Dauer geschlossen, schützten indess auch während derselben die Consuln nicht immer gegen mannigfache Gefährdung.

Der lebhafte Verkehr, welchen die italienischen Städte, namentlich Venedig und Genua, beide mit abwechselndem Glücke, mit dem griechischen Kaiserreiche unterhielten, verschaffte ihnen auch hier schon in früher Zeit ansehnliche Privilegien, unter denen die Unabhängigkeit von fremder Juris-

diction für sie den höchsten Werth hatte. Es war den Venetianern schon im 12. und 13. Jahrhundert durch Verträge freigegeben, ihre eignen Rechtsgelehrten zur Ausübung einer umfassenden Magistratur in Constantinopel zu bestellen. Diese Beamten sind unter dem Titel *legato* oder *bailo* bekannt, ein Titel, der häufig auch mit noch ausgedehnteren Functionen, als consularischen, verbunden wurde.

In den Händen dieser Bailos oder Consuls dehnte sich allmählig die venetianische Jurisdiction über die meisten Inseln des Mittelmeers und die Nachbarstätte des Pontus Euxinus, wie über die Handelsplätze der Barbareskenstaaten aus. Aehnlich wie die Venetianer liessen die Städte Genua, Florenz, Pisa und andere ihre Jurisdiction durch Consuls in den meisten an dem Handelsverkehr des Mittelmeers betheiligten Staaten ausüben.

Die den Consuls übertragene Jurisdiction war eine civile und criminelle, und dehnte sich oft nicht blos über die Nationalen des Consuls, sondern auch über protegirte Fremde (*distrittuali*) und nicht blos über den Ort, an welchem der Consul residirte, sondern über ganze Land- und Küstenstriche aus. In einzelnen Fällen schloss das Privilegium der Consuls selbst die Entscheidung von Rechtsstreitigkeiten zwischen ihren Nationalen und Einheimischen ein, doch blieb dabei der *Recours* an die ordentlichen Landesbehörden oder an die Person des Landesherrn offen. Der venetianische Consul in Constantinopel war auch für Einheimische, wenn sie Kläger waren, competent. Beispiele solcher Competenz finden sich ebenfalls in den Barbareskenstaaten, doch sind sie im Ganzen selten und zeugen für eine allzugrosse Abhängigkeit dieser Staaten von den handeltreibenden Nationen, welche ihnen dieses Zuständniss abgerungen. Uebrigens waren die rücksichtlich der Jurisdiction geschlossenen Verträge sehr wandelbar und mannigfach. In der Regel zielten sie auf volle Unabhängigkeit der Consularjurisdiction in fremdem Lande, die im griechischen Kaiserreiche*) und in den mohamedanischen Staaten auch etwa

*) Kaiser Paleologus hatte selbst Bajazet I. eingeräumt, in Constantinopel einen Kadi mit unbeschränkter Jurisdiction zu unterhalten.

nach Vorbehalt von Capitalverbrechen gegen Untertbanen (mitunter auch bei Diebstahl und Raub) allgemein, im Norden aber nur von der Hanse erreicht wurde.

Im 14. und 15. Jahrhundert hatten italienische Handelsstädte auch im nördlichen Europa ihre mit Jurisdiction beklusdeten Consuls bestellt, in London seit 1402, wo dieselben unter Assistenz zweier Rätbe in Streitigkeiten ihrer Landsleute, aber nur dieser, erkannten, und schon früher in den Niederlanden.

Eine beträchtliche Ausdehnung gewann das Consulatswesen durch die mächtige Entwicklung des Handelsverkehrs in einzelnen Theilen des heutigen Königreichs Spanien, in Catalonien und besonders dessen Hauptstadt Barcelona. Dies kleine Königreich unterhielt allein 55 Consula mit festem Sitz im Auslande, deren Zahl sich indess später, als Frankreich, namentlich die Provence, den Handel auf dem Mittelmeer eifriger zu betreiben und an sich zu bringen begann, beträchtlich verminderte. In Italien blühte das spanische Consulatswesen vorzüglich unter den im 15. und 16. Jahrhundert durch die deutschen Kaiser gewährten Begünstigungen.

Die nördlichen Staaten nahmen das Institut später auf. Vor dem 15. Jahrhundert schlossen die Könige von Frankreich und England keine Handelsverträge mit dem Orient, sendeten mithin auch keine Consula, obgleich Marseille seine ausgedehnten Handelsverbindungen mit dem Orient unterhielt und seine Consulate hier uneingeschränkte Jurisdiction ausübten. Dagegen stellten schon im 12. Jahrhundert die deutschen Kaiser ihre Consuls oder Bailos in Syrien, zum Theil mit bewaffneter Hand, an.

Karl VIII. von Frankreich that von Seiten dieses Landes die ersten Schritte für eine officielle Ueberwachung und Leitung des französischen Handels im Orient, jedoch von nicht

Venedig allein gestand seinen Handelsgenossen das Privileg nicht zu, es hatte seit dem 12. Jahrhundert ein eignes Handelstribunal: il Confessorelli Pregadi, dessen Competenz nicht beschränkt werden sollte. Es war für die wichtigeren Handelssachen, der Magistrato de forastieri e di Consoli de mercanti für die geringeren. Hier wurde allen Fremden *Justis administrat*.

barer Wirksamkeit wurde erst der Vertrag König Franz I. mit dem Sultan Suleyman (1535). Dieser Vertrag brachte zugleich Veränderungen in das Institut des Consulatswesens, deren Principien zum Theil noch heute im Orient als Basis desselben gelten. — England vernachlässigte den überseeischen Handel bis zum 14. Jahrhundert und machte erst gegen das 15. hin den Anfang mit der Bestellung von Consulen im Auslande. Durch eine Charte Heinrich's IV. von 1404 wurden die englischen Handeltreibenden in den Hansestädten ermächtigt, sich Beamte zur Ausübung ihrer selbstständigen Jurisdiction zu wählen. Diese wurden dann unter dem Titel: „gubernatores mercatorum“ bekannt, ein Titel, der schon an sich auf umfassende Functionen deutet. Solche Beamte wurden gleichzeitig in den Niederlanden, in Schweden, Norwegen und Dänemark bestellt.

Richard III. setzte 1485 ein englisches Consulat in Pisa auf Grund einer Instruction ein, welche sich im Wesentlichen auf die bestehenden „Gewohnheiten anderer Nationen“ stützte, und übertrug demselben volle Civilgerichtsbarkeit über englische Unterthanen.

Es war dies einer von den wenigen bisher vorgekommenen Fällen, dass die Privilegien des Consulats einem Fremden übertragen wurden. Früher hatten die Catalanier einzelne Consulate Italienern verliehen, und Barcelona hatte 1418 in Dalmatien ein Consulat gegründet und dasselbe einem dort einheimischen Bürger anvertraut. In Spanien mithin scheint dieser Gebrauch, den die Könige von England nun allgemeiner machten, seinen Ursprung genommen zu haben*).

Eine nach Russland Handel treibende englische Gesellschaft erhielt um die Zeit der Errichtung des italienischen Consulats das Recht, sich einen Alderman oder Consul zum Rechtsprechen zu wählen. Ihn assistirten bei dieser Function zwei englische Kaufleute. Die Thätigkeit dieser Behörde, welche grosse Aehnlichkeit mit den an auswärtigen Handelsplätzen bestellten Aldermännern der Hanse hatte, griff indess

*) de Miltitz, manuel des consuls liv. II. chap. I. sect. III. art. VII. pag. 387.

bedeutend über die üblichen Befugnisse der Consuln hinaus; wie denn überhaupt im Norden Europas der Umstand, dass der Handel in den Händen einzelner grosser Corporationen lag, ziemlich unabhängig von landesherrlichem Einfluss den auswärtigen Bevollmächtigten eine umfassende Wirksamkeit verlieh. Aus diesem Gesichtspunkte sind sowohl die Attribute der übrigens an Zahl nur geringen Consuln, welche Schottland im Auslande hatte, als der niederländischen, die seit 1386 in Schweden in Function traten, zu betrachten.

Die Hansestädte hatten in ihren gemeinsamen Comptoirs oder Factoreien statt der Consuln Aldermänner, die mit ihrem aus mehreren Räthen und Unterbeamten gebildeten Collegium weitgreifende Befugnisse ausübten. Die in den bedeutendsten Handelsplätzen nur des Nordens zur Vermittlung des Verkehrs auf der Ost- und Nordsee bestellten hanseatischen Behörden, welche nicht selten in die Rechte auswärtiger Landesherrn tief eingriffen, hatten neben Ausübung der vollen richterlichen und Polizei-Gewalt vornehmlich den Zweck, die Privilegien der Hanse im Auslande aufrecht zu erhalten. Ihre Criminaljurisdiction über die Nationalen schloss nicht blos Geld- und Gefängnisstrafen in sich, sondern sie verhängte selbst die Todesstrafe, doch waren die Erkenntnisse, die überhaupt nur zwischen Landsleuten ergehen konnten, appellabel. Gerichtshöfe dieser Art constituirte die Hanse im 13. und 14. Jahrhundert in Russland, wo der zu Nowgorod errichtete als Muster der übrigen gelten kann, in Holland, in Norwegen und selbst in London, hier jedoch mit der Verpflichtung des hanseatischen Aldermans, dem Alderman von London ein eidliches Versprechen rücksichtlich seines Verhaltens abzulegen. Eduard III. bestätigte allen Handel treibenden Deutschen das Privilegium, nach eigenem Rechte gerichtet zu werden; Streitigkeiten zwischen Fremden und Einheimischen wurden jedoch einem aus Mitgliedern beider Nationen gebildeten Richtercollegium vorbehalten. Dass die Aldermänner der Hanse auch hier im Besitz einer, wenngleich beschränkten Strafgewalt waren, beweist ihre Befugnis, eigne Gefängnisse zu unterhalten.

In Frankreich hatte die Hanse keine so organisirte Nieder-

lassung; mehrere auf Errichtung eines Consulats gerichtete Versuche scheiterten an der Ungunst der politischen Verhältnisse. Dagegen gelang es ihr, im 16. Jahrhundert in Portugal ein Consulat, wenn gleich mit sehr beschränkter Gerichtsbarkeit, einzusetzen.

Trotz der grossen Ausdehnung, welche im Laufe des Mittelalters das Consulatswesen erreicht hatte, fehlte dem Institute dennoch alle einheitliche Regelung, und die Grundlagen, auf denen es beruhte, waren eben so verschieden, wie die politischen Verhältnisse der handeltreibenden Nationen zu einander selbst und ihre Interessen. Indess hatte die innere Organisation ein gemeinsames Merkmal. Die Consuln übten eine zum Theil souveräne Richtergewalt, der die Nationalen des Bezirks sich nicht entziehen konnten. Um hierbei der individuellen Willkür einen Damm zu setzen, waren die Consuln mit Räthen umgeben, und ihre Entscheidungen collegialisch. Die Räthe waren Sachverständige der Nation (*sapientes*) entweder für einen einzelnen Fall oder für eine laufende Frist gewählt. Ihre Zahl war in der Regel vertragsmässig festgestellt.

Um den Consul in seiner Selbstständigkeit nicht zu alteriren, unterlagen selbst Differenzen zwischen ihm und seinen Landsleuten nie der Entscheidung der Landesbehörden, unter denen er fungirte; sie waren durch ein Compromiss oder in der Heimath durch die competente Stelle zu entscheiden. Bei plötzlichem Abgange des Consuls, oder wenn er seine Entscheidung versagte, konnten statt seiner die für solchen Fall in der Regel im Voraus bezeichneten Localbehörden, etwa die Zollbeamten, eintreten.

Die Ausübung selbstständiger Jurisdiction und Polizei ist für das Mittelalter die einzige principielle Basis des Consularinstituts, auf ihr lassen sich indess noch drei Classen von Consulaten deutlich unterscheiden, die in Europa, Asien und Afrika vertheilt unter den Einwirkungen der Localität und der politischen Lage allmählig durch Verträge und Gewohnheit eine von einander beträchtlich abweichende Gestalt erhielten.

Abgesehen von den „Logen“ der Latefner im griechischen Reiche, deren Ursprung vor die Kreuzzüge fällt, eine Con-

sulargerichtsbarkeit aber nachweislich nicht zur Folge hatte bilden die nächste eigenthümliche Gruppe die Handelsfactorien der Christen in Syrien. Sie fallen mit der Eroberung Palästinas zusammen und sind ein eigentliches Resultat derselben. Daraus erklärt sich ihr Charakter und ihre innere Einrichtung. Die Anlegung dieser Factorien beruhte auf Zugeständnissen Vergünstigungen der Sieger gegen ihre Bundesgenossen. Die Könige von Jerusalem und von Cypern nebst ihren Vasallen an der kleinasiatischen Küste dankten den italienischen Städten wenigstens zunächst diesen, durch die Einräumung zahlreiche Niederlassungen und Privilegien im Morgenlande, die von diesen Städten ihnen bei der Ueberfahrt geleisteten Dienste. — Unter diesen Privilegien stand obenan die Befugniß, sich nach eigenem Rechte richten zu lassen. Nächst dem wurden den Europäern in den Handelsstädten, in welchen sie verkehrten, Gebäude zu Magazinen und Wohnungen, gewöhnlich sogar ganze Strassen und Stadttheile überlassen, in denen ihre Beamten wie unbeschränkte Herren fungirten, gleichsam nun unter der anerkannten Souveränität der Stadtbehörden oder Landesherren. Hier wird das Consulat zuerst eine bedeutungsvolle Institution, obgleich hervorgegangen aus sehr bescheidenen Anfängen, indem der Consul ursprünglich nichts war, als der mit der Gerichtsbarkeit durch Wahl betraute Beamte der Handeltreibenden einer bestimmten Nation (Vicomte).

Eine geringe Zahl auf einem nach dem Orient bestimmten Handelsschiffe vereinigter Kaufleute, war entweder nach allgemeiner Anordnung oder nach Gebrauch zur Ausübung der Befugniß genügend, sich zur Schlichtung ihrer Streitigkeiten sowohl während der Fahrt, als auch während des Aufenthalts im Orient einen Schiedsrichter zu wählen, dessen Amt mit ihrem Auftrage erlosch. Dieser Gebrauch bestand in Sicilien^{*)}, Catalonien, der Provence. In der Eigenschaft blosser Schiedsrichter hatten die Consula keinerlei specielle Beziehungen zu

^{*)} Charte Rogers I. von Sicilien von 1129. In Messina folgte schon aus der Vereinigung von drei Kaufleuten die Befugniß zur Wahl eines Consuls. Muratori, *Antiq. Ital. med. aevi*, P. II. Col. 906.

der Regierung des Landes, in welchem sie diese Function übten, mithin auch keinerlei völkerrechtliche Prärogativen.

Jedoch mit der zunehmenden Zahl und Wichtigkeit der christlichen Factoreien hob sich auch das Ansehen dieser Consulu; in ihren Händen ruhte bald die Leitung der ganzen Handelsunternehmungen, und um diesen selbst Schutz gegen Beeinträchtigungen zu sichern, waren die christlichen Staaten darauf bedacht, die Personen dieser Leiter und Vertreter mit wirksamen Privilegien auszurüsten. Die Consulu erlangten demgemäss durch Verträge und Usus eine Ausnahmestellung in ihren Residenzen, und um diese desto erfolgreicher geltend zu machen, von ihren Souveränen den Repräsentativcharakter.

In diesem Charakter waren die Consulu in Syrien von den Landesregierungen ausdrücklich anerkannt. Seit dem Ende des 12. Jahrhunderts ist deshalb bei der nunmehr gewonnenen Bedeutung der Consulate in den Handelsverträgen mit Syrien ihrer regelmässig gedacht.

Die Gunst der Umstände steigerte im Verlauf des folgenden Jahrhunderts den Einfluss der europäischen Handelsstaaten in den Hafenstädten Syriens zu solcher Höhe, dass durch ihn die Autorität der Landesherren ernstlich bedroht war. Es wirkte hierzu neben dem hervorragenden Interesse, welches die christlichen Eroberer in Vorderasien für eine enge Verbindung mit Europa hatten, wesentlich auch der Schutz mit, welchen der römische Stuhl dem europäischen Handel im Orient dadurch angedeihen liess, dass er die Privilegien christlicher Handelslogen bestätigte und überwachte*).

In demselben Jahrhundert, wo sie ihren Höhepunkt erreichten, erloschen diese Privilegien zugleich mit der Macht der Christen im Orient. Statt der untergegangenen Verhältnisse aber bilden sich neue zwischen christlichen und mohamedanischen Ländern, vorzüglich Aegypten und den Barbareskenstaaten. Die Blüthe der hier gegründeten Consulate fällt in das 14. Jahrhundert. Ihre Bedeutung wird daraus ersichtlich, dass trotz der mannigfachen Gefahren, mit welchen

*) Literae invectivae in com. Tripol. et Antioch. principis injustitiam. Lünig, codex dipl. P. II. Col. 2083.

diese Aemter in mohamedanischen Staaten, zumal bei der häufig in Anwendung gebrachten und selbst durch Vertragsstipulationen sanctionirten Sitte: den Consul für die Vergehen und die Verpflichtungen seiner Schutzbefohlenen verantwortlich zu machen, verbunden waren, dennoch die angesehensten Familien, namentlich der italienischen Republiken, sich mit den Consulaten bekleiden liessen. Ohne Zweifel überwogen die Vortheile dieses Amts in der Regel dessen Gefahren. Die Consuln waren die diplomatischen Repräsentanten ihrer Sender und genossen das Vorrecht: „das Angesicht des Königs zu sehen“, bei dem sie accreditirt waren. Vom Sultan von Aegypten findet sich eine vierwöchentliche Frist für die Ausübung dieses Vorrechts festgesetzt. Dagegen verkehrten die Consuln frei mit den Ministern des Staats; ihrer ferneren Privilegien wird unten noch gedacht werden.

In eine besondere Gruppe lassen sich die seit dem 13. Jahrhundert von den Nachbarstaaten des Mittelmeers, so wie von Frankreich, Deutschland und England in Europa gegründeten Consulate vereinigen. Die Privilegien der Consuln in dieser Gruppe werden, besonders in Rücksicht der Rechtspflege auf ein kleineres Maass zurückgeführt, doch bleiben sie der Regel nach noch Inhaber der Civil- und Criminal-Jurisdiction, ihre weitem Functionen aber beschränken sich mit der Ausübung der Polizei in ihrem Verwaltungsbezirk auf die Berathung ihrer Nationalen, und die Ueberwachung der Maasse und Gewichte, wie des Geldverkehrs. Auch sie genossen völkerrechtliche Privilegien, stehen, von ihren Regierungen mit repräsentativem Charakter bekleidet, unter dem besondern Schutz des Völkerrechts und bilden somit die wahren Stützen, der ohne ihre persönliche Autorität und Zwischenkunft oft wirkungslosen Handelsverträge. Waren gleich ihre Befugnisse nicht so umfassend, wie die der Consuln im Orient, so war doch in Europa durch die politischen Beziehungen der Regierungen zu einander die Ausübung derselben mehr als dort garantirt.

Die Stellung der Consulu im Mittelalter; ihre Rechte und Pflichten.

Die Consulu der italienischen Republiken gehörten zu den höchsten Staatsbeamten, die Förmlichkeiten ihrer Wahl glichen in Venedig, dessen Consulatsverfassung als das Muster diesfälliger Einrichtungen in den anderen Staaten des Mittelalters erscheint, denen der Dogenwahl; sie wurde hier vom grossen Rath, in Genua vom Rath der Alten vollzogen, jedoch der Regel nach nur für kurze Zeit. Eine Acte von 1548 bestimmt die normale Dauer des Amts auf drei Jahre. In Spanien und Frankreich war die Wahl zunächst in den Händen der grösseren Handelsgesellschaften oder Municipalitäten, welche sie auf Grund landesherrlicher Privilegien, die zum Theil widerrufen waren, ausübten, der Krone aber das Bestätigungsrecht vorbehalten; ebenso in Deutschland und England, wo indess mit der seit dem Ende des 15. Jahrhunderts üblichen lebenslänglichen Bestallung der Consulu der König allein das Ernennungsrecht ausübte und die Patente derselben in seinem Namen ausfertigen liess. Auch in Frankreich traten allmählig die Consulu in unmittelbare Abhängigkeit vom Könige. Bis dahin wählten die französischen wie die spanischen Handelsstädte ihre Consulu in der Regel nur auf ein Jahr, und ertheilten ihnen in eigenem Namen, zuweilen im Namen des Recteurs, des höchsten Municipalbeamten, ihre Vollmachten, welche ganz die Bedeutung der späteren Accreditive hatten. Unbegründete Weigerung der Uebernahme eines Consulatsamts zog Geldstrafe nach sich, doch stand es den spanischen Consulu frei, vor Ablauf ihres Amtsjahres den Posten zu verlassen, sofern sie einen genügenden Stellvertreter bestellt hatten. Die Befugniss zur Bestellung eines solchen war allgemein eingeräumt, und ebenso allgemein bestand die Verpflichtung der Consulu, so lange eine Substitution nicht geschehen, auf ihrem Posten zu bleiben. Der Stellvertreter war dem Consul persönlich verantwortlich, wogegen dieser selbst der betreffen-

den Handelsgesellschaft oder Municipalität für den Substituten, wie für seine eigene Person haftete.

Jemehr die Landesherrn selbst bei der Bestellung der Consuln concurrirten, desto mehr verlängerte sich die Dauer des Amts derselben, sowohl in Frankreich wie in Spanien. Auch dann blieb ihnen das Recht, sich einen Stellvertreter zu geben, woraus zugleich das Recht zur Ernennung von Vice-Consuln hergeleitet wurde, das allgemein, selbst wenn es in Verträgen nicht stipulirt war, ausgeübt werden durfte. Bei Todesfällen war die Wahl eines provisorischen Nachfolgers entweder den Räthen des Verstorbenen oder den vereinigten Handelsleuten des betreffenden Orts anheimgegeben. Unfähig zur Wahl waren Bescholtene oder Banquerouteurs, durch das Statut von Marseille wurden auch Piloten, Schiffscapitaine und Patrone, Mäkler und Künstler ausgeschlossen. Beim Abgange auf seinen Posten leistete der Consul einen, nicht selten während der Function zu erneuernden Eid wegen seines Verhaltens, für welches er nicht nur mit seinem Vermögen haftete, sondern in einzelnen Fällen auch besondere Bürgen zu bestellen hatte.

Diese Voraussetzungen ergeben, dass die Consulatsverwaltung sich nur in den Händen angesehener Familien befand; namentlich war dies ausser in Italien auch in Spanien der Fall, wo die Handelsstädte im Uebrigen nicht Bedenken trugen, ihre Consulate Ausländern von Distinction, zumal wenn diese von ihrem Landesherrn empfohlen waren, mit allen Attributionen zu übertragen.

Der Titel der Consuln wechselt, besonders in Italien; das Mittelalter kennt Vice-Consuln, General-Consuln aber nur dem Begriffe, nicht dem Namen nach. Dieser Rang besteht unter dem Namen Bajlo, Podestà, Consulo primario, auch Emينو. Nach dem 13. Jahrhundert kommt der Titel General-Consul allmählig in Gebrauch, obgleich schon früher zwischen den Functionen der verschiedenen Grade dieser Beamten ein scharfer Unterschied festgehalten wurde, in welchem die Regel, dass bei Streitsachen die Appellation vom Vice-Consul an den Consul gehe, sich besonders bemerkbar machte.

Die Amtshandlungen Beider bezogen sich auf dieselben Gegenstände, nur dass die Vice-Consuln in keinem offiziellen Rapport mit der Regierung standen.

Der Consul war Inhaber aller Rechte, welche seine Stellung als Vorsteher, Protector, Richter, Notar, Civilstandsbeamter seiner Landsleute, endlich als Chef der Polizei, als Verwalter des Vermögens der Nationalen und politischer Agent bedingte. Seine Pflichten entsprachen diesen Rechten. Sie bestanden wesentlich darin: seine Landsleute vor den Behörden des fremden Landes innerhalb seines Amtsbezirks überall zu vertreten, sie gegen Verletzungen und Gewaltthaten zu schützen, ihnen in der Noth Beistand zu gewähren, namentlich beim Schiffbruch sich der verunglückten Menschen und Güter anzunehmen, bei Prozessen gerechtes Urtheil zu fällen, — worauf insbesondere sein zu leistender Eid gerichtet war — aber auch Prozesse durch Vermittelung des Streits zu verhüten, Acte der freiwilligen Gerichtsbarkeit aufzunehmen, sich der Regulirung des Nachlasses seiner ohne Einsetzung eines Curators verstorbenen Landsleute zu unterziehen, denselben in sichere Verwahrung zu nehmen, sodann über Zucht und Sitte zu wachen, die Beobachtung der bestehenden Handelsstatuten, der Landesgesetze und insbesondere der Handelsverbote, in mohamedanischen Ländern vorzugsweise den Handel mit Wein zu beaufsichtigen, nach einigen Statuten, der Verification der Waaren an der Zollstätte beizuwohnen, ferner die Kirche und den religiösen Cultus der Nationalen zu schützen und zu beaufsichtigen, deren Vermögen zu verwalten, die ihren Händen anvertrauten Zölle aufzubewahren, Gegenstände, die aus einem Schiffbruch gerettet waren, ordentlich zu asserviren, über regelmässige Zahlung der Zölle und Gebühren zu wachen, den Schmuggel zu verhindern und endlich die Integrität der bestehenden Handelsverträge zu schützen.

Ueber diese Amtshandlungen hatte der Consul regelmässige Berichte an seine landesherrliche Behörde einzuliefern. Die ihm übertragene Strafgewalt beschränkte sich zwar der Regel nach auf Geld- und Gefängnisstrafen, war jedoch auch durch einzelne Statute, so durch das Venetianische, auf Capitalverbrechen ausgedehnt. Am weitesten ging sie, wie schon

oben angedeutet, in den mohamedanischen Ländern und der Etablissements der Hansa. Wegen Vollzugs ihrer Entscheidungen konnten die Consuln die competente Ortsbehörde an gehen. —

Um eine mögliche Collision ihrer Amtspflichten mit ihrer persönlichen Interessen zu verhüten, war den Consuln allgemein, insbesondere aber den italienischen, bei bedeutender Geldstrafen untersagt, Handel zu treiben; auch finden sich Verbote gegen Uebernahme amtlicher Functionen zu Gunsten der Angehörigen einer fremden Nation, doch war dieses nicht ungewöhnlich und in einzelnen Fällen sogar ausdrücklich gestattet. —

Das „Exequatur“ erhielten die Consuln von den Regierungen, bei welchen sie durch Creditive ordentlich beglaubigt waren, in der Form von Privilegien, Bullen oder Diplomen. Sie waren dadurch die politischen Vertreter ihrer Nation, ihre Person und ihr Eigenthum war unverletzlich. *)

Bei ausbrechendem Kriege durfte der Consul mit seinen Angehörigen und Landsleuten das feindliche Gebiet in einer zur Erledigung seiner Geschäfte erforderlichen, gewöhnlich vertragsmäßig festgesetzten Frist ungefährdet verlassen. Seine Ehrenrechte in christlichen Ländern waren denen gleich, welche später an die Gesandten übertragen wurden. Allgemein stand ihm das Recht der Flagge, und das Recht, Waffen zu tragen, zu; letzteres aber in der Regel nur für seine Person und seine höchsten Beamten. **) Für seinen Haushalt waren Vorschriften getroffen, wie sie einerseits die Würde der durch ihn repräsentirten Nation erforderte, andererseits der Usus der Landesregierung zuliess. Es finden sich hierüber häufig Bestimmungen in den Verträgen.

*) In italienischen Urkunden findet sich ausdrücklich die Bezeichnung: *Ministro politico* und *representanti la Signoria*. Der genuesische *Podestà* von Peru schloss selbst Verträge mit den benachbarten Fürsten ab, ebenso der *Fiorentinische* mit der *Pforte*.

**) In italienischen Städten auch für einen Diener, wenn sonst nichts entgegenstand. Carl V. ertheilte 1519 den Consuln von *Baredona* in Neapel und *Sicilien* das volle Bürgerrecht und alle damit zusammenhängenden Vortheile. Dergleichen Fälle sind jedoch isolirt. —

Im Orient, besonders in mohamedanischen Ländern war der Consul von einem fürmlichen, aus Edlen, Beamten und Domestiken gebildeten Hofstaate umgeben; nicht minder im griechischen Reiche. Er hatte ein festes herkömmliches Ceremonial, das wie seine Prärogativen noch vielfach durch Verträge gesichert zu sein pflegte; heispielsweise ist das französische Ceremonial für den Consul von Aegypten zu erwähnen, worin sich die Substanz der üblichen Gebräuche findet. — Im griechischen Reiche gehörte zu den Consular-Prärogativen das Recht des Handkusses bei Hofceremonien, bei welchen im Uebrigen die Consuln eine vorgeschriebene, durch die Machtstellung ihrer Staaten und deren politische Beziehungen zum Reiche bestimmte Rangordnung zu beobachten hatten. In den Barbarenstaaten hatte der Consul das Recht, den Tappich des Grossherrn zu küssen. Daran schloss sich der Anspruch auf feierliche Begrüssung bei der Ankunft eines neuen Consuls, das Recht der Feier seiner Installation durch Kanonenschläge, und endlich das Recht, mit Gefolge anzugehen. Auf ein Geschenk des Landesherrn hatte der Consul wohl nur dann Anspruch, wenn er selbst ihm von seinem Souverain diesen Beweis von Aufmerksamkeit, der in mohamedanischen Ländern nicht leicht unterbleb, gegeben hatte.

Zu den Beamten des Consuls gehörte in der Levante vor Allen ein Dolmetsch oder Drogman, als öffentliches Organ in allen Verhandlungen zwischen dem Consul und der fremden Landesbehörde, ferner ein Geistlicher zur Leitung des Gottesdienstes der Nationalen und ein Kanzler oder Notar, Vertreter der Consularkanzlei. Die letzteren beiden Functionen finden sich bei kleineren Consulaten mitunter in einer Person vereinigt, dagegen war bei den grösseren, namentlich der italienischen Republiken, das Personal sehr bedeutend, es gehörten dazu Schatzmeister, Connetables, (Militärchefs) Gemeindevocaten, Aerzte, Chirurgen, Apotheker, Schreiber zum Verzeichnen der den Nationalen gehörigen Effecten, und eine grosse Zahl von Dienern, entweder zur Beaufsichtigung der Fondgebäude oder zu anderen mit der Verwaltung des Fonds Vermögens zusammenhängenden Verrichtungen. Nur die letzteren wurden von dem Consul besoldet, die anderen bezogen

ihren Sold aus dem Vermögen der Gemeinde, dem Cottimo. Ihr Einkommen war ein festbestimmtes, die höchsten Beamten hatten ausser demselben aber mitunter das Recht, an der Tafel des Consuls zu sitzen.

Von der Regel, dass diese Beamten dem letzteren durch seinen Souverain beigegeben, nicht von ihm gewählt wurden, finden sich nur geringe Abweichungen. Ein Statut von Marseille erlaubt dem Consul die Wahl wenigstens eines Notars. Die spanischen und französischen Consulate hatten anfänglich kein grosses Personal, im 16. Jahrhundert aber haben auch sie eine Menge von Unterbeamten, Almoseniers, Boabos, Zagos, welche bei öffentlichen Aufzügen ihr Geleit ausmachten. In den Verträgen auch zwischen christlichen Staaten finden sich Bestimmungen über den Umfang des dem Consul beizugebenden Personals; es pflegte ausser der Levante nur gering zu sein, in der Regel bestand es aus einem Notar und einem oder zwei Schreibern. —

Die Consuls waren theils als Staatsbeamte besoldet und bezogen ausserdem Gebühren von den eingehenden Schiffs-Ladungen, oder sie waren bloss auf die letzteren angewiesen. Der Sold wie die Gebührensätze waren nach der Localität und den sonstigen Verhältnissen des Handelsplatzes, der die Residenz eines Consuls bildete, sehr verschieden. Von den venetianischen Consuls war z. B. der in Alexandrien mit 350 Ducaten, der in Tana mit 250 besoldet. Ausserdem bezogen Beide eine Gebühr von allen an der Douane deklarierten venetianischen Waaren. Für den Consul von Alexandrien betrug diese Gebühr 3 auch 4 pro Cent des Verkaufspreises. Die Regel war 1 pro Cent, in kleineren Häfen $\frac{1}{2}$ auch $\frac{1}{4}$.

Die Consuls anderer Staaten waren in der Regel gar nicht oder nur gering besoldet, der toscanische in Rom hatte nur 60 Scudi, seine Räte 20, der Consul in London war auf einen Gewinnantheil an den Bankgeschäften angewiesen. Die spanischen Consuls erhoben Gebühren von gehenden und kommenden Waaren. Man begriff sämtliche Gebühren unter der Bezeichnung *consulagium* (*droit*). —

Neben dem *Consulagium* genossen die Consuls an Orten, wo sie repräsentirten, noch manche andere Vortheile, beträcht-

liche Tafel- und Repräsentationsgelder, auch wurden ihnen Besuche bei Hofe, wenn Reisen damit verbunden waren, vergütigt.

Vice-Consuln hatten keinen Anspruch auf Tafel- und Repräsentationsgelder, dagegen mussten ihnen Auslagen für Amtreisen im Interesse der Gesamtheit ihrer Nationalen ebenso ersetzt werden, wie den Consuln. Aussergewöhnliche Leistungen für Einzelne geben sowohl dem Consul wie dem Vice-Consul einen Anspruch nur an diese.

Der Zustand des Consulatwesens nach dem Mittelalter.

Seit dem Ende des 16. Jahrhunderts ist die Institution allgemein und ihre völkerrechtliche Grundlage durch eine grosse Zahl von Verträgen festgestellt, die in den wesentlichen Punkten, wie es scheint, geflissentlich harmoniren. Sie blieb indess in christlichen Ländern nicht das, was sie früher gewesen war. Die Ideen der Zeit versagten den Genuss nationalen Rechts in den souverainen christlichen Staaten dem Fremden, und die Ausübung einer besonderen unabhängigen Jurisdiction durch die Consuln schwand demnach überall vor der landesherrlichen Gerichtsbarkeit, welche das neue Staatsrecht als einen substantiellen Theil der Souveränität des Landesherrn aufzufassen anfang. Den Consuln blieb nur die freiwillige Gerichtsbarkeit und bei Streitsachen ihrer Nationalen das Recht schiedsrichterlicher Entscheidung, entweder unbeschränkt, wie grösstentheils gegenüber der Schiffsmannschaft, oder nur auf Verlangen beider Parteien, vorausgesetzt, dass sie dem Handelsstande angehörten; denn sehr selten bleibt auch jetzt der Fall, dass die Consuln beauftragt waren, diesem Stande nicht angehörigen Personen ihre amtlichen Dienste zu leisten.

Nur im Orient und in den Barbareskenstaaten, in der Türkei, Aegypten, in Algier, Tunis, Tripolis und Marocco bestand die volle Jurisdiction der Consuln fort, wodurch zwischen dem Consulatwesen in christlichen und nichtchristlichen Län-

denn eine vollkommene Scheidung eintrat, dergestalt, dass zwar Beide in ihrem Zwecke noch übereinstimmen, aber auf verschiedenen Gesichtspunkten beruhen und eine sehr verschiedene innere Bedeutung haben. Diese Scheidung markirte sich hauptsächlich durch die mit dem Ende des 16. Jahrhunderts allgemein angenommene völkerrechtliche Sittensichender Gesellschaften in den christlichen Staaten. Ein Theil der früheren Functionen der Consuln und somit der Bedeutung ihres Amtes wurde auf die Gesandten übertragen, die Consuln entsagten ihrem diplomatischen Charakter und traten in die Stellung blosser Handelsagenten zurück, wogegen in mohamedanischen Staaten, auch als sie endlich in den völkerrechtlichen Verkehr Europas aufgenommen wurden, sich die Consulate ihre Prärogativen, insbesondere ihre Jurisdictionsbefugnisse erhielten, deren es aber auch vielmehr als in christlichen Ländern bedurfte, wo inzwischen die Rechtspflege sich soweit erhoben hatte, den Fremden wie den Einheimischen zu schützen. —

Für die Ausbreitung des so gestalteten Instituts über die Handelsplätze Europas und der anderen Erdtheile blieben die Souveräne, in deren Händen allein nun nach der Beseitigung des übergrossen Einflusses der Handelsgesellschaften das Schicksal dieser in ihrer handelspolitischen Bedeutung immer mehr erkannten Einrichtung lag, unausgesetzt thätig, und fast jeder neue Handelsvertrag gedenkt der besonderen Belehung und Sicherung des Handels durch gegenseitig anzustellende Consula.

Vorzugsweise spricht sich in den Verträgen der Souveräne von Spanien und Frankreich die Richtung auf Herstellung einer festen und allgemeinen Basis des Consularsystems aus, wofür u. A. die Bestimmung eines zwischen seiner katholischen Majestät und Frankreich im Jahre 1769 (13/2.) geschlossenen Vertrags zeugt, welche diesen letzteren allen Nationen zum Beitritt offen hält. Doch es trat, so präcis auch die Sätze dieser Convention waren, ihr kein Staat bei, wenigleich sie bei späteren Vertragsabschlüssen nicht unbeachtet blieb. Durch die beiden genannten Staaten war neben Italien zumeist auf die Ausbreitung des Consularwesens hingewirkt worden, zumal im Orient hatte Frankreich die Bahn gebrochen, als die Chri-

sten dort wieder fremd geworden. Es kam aber eine Epoche, welche die neue Pflanzung ganz vernachlässigte. Die Consulate sowohl in der Levante, als in Europa wurden erbliche, vom Eigennutze ausgebeutete Pfründen, welche die Berechtigten durch unfähige Pächter verwalten liessen. Der herrschende Finanzgeist liess sie zu Gegenständen der Speculation herabsinken und untergrub ihr Ansehen. Es kam gegen das Ende des 16. Jahrhunderts dahin, dass die Consularfunctionen sich in den Händen von Individuen fanden, die von Schiffscapitainen bestellt waren und von ihnen auch wieder entfernt werden konnten. Die Stellung der Consuln wurde keine ehrenvollere, auch als sie in unmittelbare Abhängigkeit von den Handelskammern traten; ebenso wenig zeigte sich im Orient das von den Gesandtschaften übernommene Recht der Einsetzung und Controle von vorthellhafter Wirksamkeit. Eine feste Grundlage und neues Leben konnte das Institut nur durch unmittelbare Abhängigkeit von der Landesregierung zurückgewinnen. Karl IX. hatte den Handelsgesellschaften und deren Specialbevollmächtigten das Recht, Consuln zu bestellen, entzogen, er hatte sie von Vertretern einer speculirenden Association zu Vertretern der Nation gemacht. Das sollten sie endlich durch eine Ordonanz von 1681, welche die Ernennung dem Landesherrn vorbehielt, wieder werden; entscheidend aber griff erst die Hand des grossen Ministers Ludwigs XIV., Colberts, ein, dessen musterhaftes Reglement bis auf die neueste Zeit ausreichend gewesen ist. —

Von England her erfuhr das Consularinstitut anfanglich aus doppelter Rücksicht keine nennenswerthe Unterstützung, einmal, weil dieses Land dem Handel nicht in allen europäischen Häfen gleiche Theilnahme zuwandte, insbesondere mit den südeuropäischen Ländern wenig verkehrte, sodann, weil es lange das Zugeständniss voller Reciprocität anderen Handelsstaaten weigerte. Seine Unterhandlungen mit Frankreich gediehen erst in dem Vertrage vom 11. April 1713 zu der Erklärung, dass eine Einigung über die Orte, wo künftig Consuln bestellt werden sollten, erfolgen werde. Diese Erklärung wiederholte sich in einem Vertrage vom 26. September 1786, und ein Jahr darauf wurde sogar eine Frist von zwei Monaten zur

Ausarbeitung eines Consularreglements festgesetzt, welches sich auf die in beiden Ländern bestehende Praxis stützen sollte — doch alle diese Verabredungen blieben erfolglos. Zwar schickte Frankreich nach dem angeführten Vertrage Consuls nach englischen Handelsplätzen, sie erhielten aber das Exequatur nicht, und erst seit 1814 sind die Schwierigkeiten beseitigt, welche sich der gegenseitigen Bestellung von Consuls entgegengestellt hatten, — doch blieb es wegen des Reglements bei der Praxis; denn auch der Handelsvertrag von 1826 bestimmte nichts wegen der Consuls. —

Streitigkeiten zwischen Frankreich und Holland, die von 1697 — 1739 anhielten und sich auf die Prärogativen der Consuls bezogen, führten endlich zu dem Beschluss, sich beiderseits der Sendung von Consuls ganz zu enthalten und statt ihrer einfache Marineagenten in Function treten zu lassen, die sich dann auch unter dem Titel von Marine-Commissären in derselben finden. Obgleich jener Beschluss nicht förmlich aufgehoben worden, hat man holländischer Seits doch allmählig Consuls bestellt, wozu sich endlich auch Frankreich selbst entschloss. Mit England kamen die General-Staaten nicht viel weiter, als mit Frankreich, wir sehen ihre Handelsagenten noch im 18. Jahrhundert in Edinburg unter dem Titel von Marine-Commissären figuriren. Sie bestritten die Prärogativen der Consuls und versagten z. B. 1685 dem dänischen, wie allen übrigen, ausser im Haag, die Freiheit von Auflagen und Zöllen;*) die Befreiung von den letzteren wurde noch 1701 dem venetianischen Consul in Amsterdam ausdrücklich abgesprochen; auch versagten sie dem Consul Beilegung eines öffentlichen Charakters,**) sowie sie ferner dadurch dauernde

*) Resolutie van de Herren Staaten van Hollandt, raekkende het versoek van Abo, Consul van Sijne Koninghlycke Majesteyt van Deenemarcken tot Amsterdam, om te hebben exemptie van des Lands Impositien en Excijsen, afgeslagen; mitsgaders alle de vrydommen aen andere Consuls gegeven in te trekken; vom 13. März 1685. (Groot Placaetboek. Band V, S. 246.

**) In einer Erklärung an den Hof von Kopenhagen, worin sie ausführen, dass die Regel, sich durch eigene Unterthanen vertreten zu lassen, nur auf öffentliche Minister Anwendung habe, nicht auf Consuls, „die niet gewoon zyn onder de publique Ministres te worden ge-

Differenzen mit anderen Regierungen herbeiführten, dass sie sonst feststehende Rechte der Consuls unwirksam machten,*) oder, obgleich sie gelegentlich die Praxis, fremde Unterthanen als Consuls zu bestellen, für richtig anerkannten, dennoch oft die Uebertragung der Consulate in ihrem Lande an eigene Unterthanen ablehnten.***) — Zwischen Portugal und Frankreich bestand seit 1667 eine vertragsmässige auf Reciprocität gegründete Einigung über die Bestellung von Consuls. Seit 1619 tritt auch Russland, das bisher nur mit England in grösserem Verkehr stand, ohne jedoch Consuls zu bestellen, mit Frankreich in Verbindung und räumt den französischen Consuln selbst die Jurisdiction über ihre Nationalen ein, beschränkt ihre Befugnisse aber wieder mit der Errichtung besonderer Handelsgerichte, 1787. Auch mit dem Königreiche beider Sicilien stipulirt Russland durch Vertrag vom 17. Januar 1787 die Einsetzung von Consuls, welche jedoch in der Regel Unterthanen der bestellenden Regierung sein müssen. Erst in diesem Jahrhundert vereinbarte es etwas Näheres über denselben Gegenstand mit Preussen und Oesterreich. Seine Verträge mit Polen blieben in dieser Beziehung bedeutungslos.***)

reckent.“ — Doch darf diese Erklärung wohl nicht zu streng genommen werden; denn als der Consul der Generalstaaten vom Gouverneur von Cadix beleidigt und verhaftet war, betrachteten sie dies dem Hofe von Madrid gegenüber als einen Bruch des Völkerrechts. Dass diese Ansicht übrigens die allgemeine war, zeigt ein Streit, der 1634 zwischen der Republik Venedig und Papst Urban VII. wegen Beleidigung des Venetianischen Gesandten zu Ancona durch den dortigen Gouverneur ausbrach. Um einen offenen Bruch zu verhüten, wurde dem beleidigten Consul Genugthuung gegeben.

*) Eine Erklärung von 1754 weist das dänische Seits gestellte Verlangen, dass die Gerichte der Republik verhindert werden möchten; über Streitigkeiten zwischen dänischen Schiffscapitänen und Matrosen zu entscheiden, zurück. Gr. Placaet boek. B. VIII. S. 824.

**) Vertrag mit Schweden von 1686. Dänemark weigerte sich, einen eigenen Unterthan als holländischen Consul fungiren zu lassen, obgleich Holland dies angelegentlich wünschte; dieses versagte dann aber auch der dänischen Regierung das Nämliche, während es einen eigenen Unterthan ein persisches Consulat in Amsterdam verwalten liess. —

***) Traktaty między mocarstwami Europejskimi T. I. st. 224 u. Traktaty, Konwencye handlowe i graniczne von 1764—1791. (Warschau 1791.)

Peter der Grosse hatte sein Augenmerk besonders auf Holland und Frankreich gerichtet, er bestellte Consule in Amsterdam und Bordeaux, 1723 auch in Cadix.*) Das ottomaniache Reich erwarb sich in den zahlreichen Handelsverträgen, welche es seit dem 16. Jahrhundert mit christlichen Mächten schloss, regelmässig das Recht, in denselben seine Handelsagenten, Schah-Benders zu bestellen, wovon jedoch selten Gebrauch gemacht wurde; nur in Livorno hatte die Pforte einen Procurator unter diesem Titel bestellt.**) Ihre Verträge stellen rücksichts dieser Beamten die Rechtsprechung fest, die selbst in Betreff der Gerichtsbarkheit fast allgemein zugestanden ist. Es sollten nämlich diesen Verträgen zufolge die Unterthanen der hohen Pforte in Spanien, Frankreich, England und anderen Ländern unter ausschliesslicher Jurisdiction ihrer Schah Benders stehen. —

Diese kurzen Andeutungen geben einen ungefähren Ueberblick über den Umfang, welchen das Consularwesen bis zu dem gegenwärtigen Jahrhundert gewann. Einen neuen Aufschwung erhielt dasselbe durch die Verbindung Europas mit dem neuen Continent, und die weltenschütternden Begebenheiten, welche den Anfang dieses Jahrhunderts füllen. Seit 1844 ist besonders das englische Consularwesen ins Auge zu fassen, vorzüglich wegen seiner Ausdehnung auf Amerika. England schloss zahlreiche Handelsverbindungen mit den emancipirten spanischen Colonien Amerikas und etablierte seit 1822 dort General-Consule, Consule und Vice-Consule; es nahm aber Veränderungen des Systems vor. War bis 1814 der grössere Theil seiner Consulate in den Händen von Kaufleuten fremder Länder gewesen, die in der Regel kein Sakir von der Regierung bezogen hatten, so schaffte eine Parliamentsacte

*) Russland gewährte nach 1734 Ausländern und zwar den Britten das Recht, im Lande Fectoreien anzulegen; so hatten auch die Deutschen in Moskau ihre Niederlassung (Гостина), die Dänen in Nowgorod Weliki. Mit solchen Niederlassungen hingen gewöhnlich besondere Jurisdictionshafnungen der Consule, und das Recht, mit den Nationalen zu berathen und zu beschliessen, zusammen. Ausser Russland duldete sie Portugal am längsten. —

**) Almanaco Toscano pro. 1839. S. 185. cfr. die Conv. zwischen der Pforte und Belgien v. 3. August 1838. Art. VI.

in Folge der Klagen des Handelsstandes dieses System ab. Die Consuls sollten nach dieser Acte (1826) keine Gebühren beziehen, sondern auf festen Gehalt gesetzt werden; demgemäss ward angeordnet, dass ein brittischer Consul weder direct noch indirect an Handelsgeschäften Theil nehmen dürfe.

Mit geringen Ausnahmen erhielt sich dieses System bis 1832, dann wurde eine beträchtliche Reduction der Consular-Gehalte vorgenommen, und den Consuls als Entschädigung dafür wieder die Erlaubniss erteilt, Handel zu treiben. Damit war allerdings das System von 1826 umgestürzt und die Ausnahme zur Regel gemacht, indess lag eine wichtige Erfahrung vor, die gewiss nicht ohne Einfluss auf die allgemeinere Annahme eines gemischten Systems, das jetzt als das geltende angesehen werden darf, geblieben ist.

Noch folgenreicher wird vielleicht die mehrfach nachgeahmte Anstellung brittischer Consuls im chinesischen Reich, wo sie allerdings sich für jetzt nur in fünf Häfen aufhalten, aber im Besitze unbeschränkter Jurisdiction sind. —

Auch andere See-Staaten haben nach Maassgabe ihrer Verhältnisse zur Fortbildung des Consularwesens beigetragen; Frankreich hat selbst unter der Revolution das Ansehen seiner Consuls aufrecht zu erhalten gewusst;*) Ludwig der XVIII. widmete dem Institut seine Sorgfalt mit grossem Erfolge. Die Regierung des letzten Königs hat das alte Reglement durch umfassende Ordonnanzen ersetzt. Während des Jahres 1833 erschienen zehn verschiedene Verordnungen über das Consularrecht, 1836—1847 folgten deren noch sechs, Das im Jahre 1796 entstandene preussische Reglement ist besonders für Deutschland wichtig geworden,**) eben so wie die sardinischen von 1815 und 1835 für Italien. In beiden Staaten haben diese Reglements zahlreiche Ergänzungen erhalten,

*) Nachdem durch die französische Verfassung vom 22. Frimaire des Jahres VIII. (13. Dezember 1799) die Executivgewalt an drei Consuls übertragen war, wurden die Titel General-Consul, Consul und Vice-Consul umgewandelt in Commissaire-général, Commissaire und Sous-Commissaire des relations commerciales. Beschluss vom 26. Frimaire des Jahres VIII.

**) Indem es z. B. von der hannoverschen Regierung bis auf wenige Sätze wörtlich aufgenommen ist.

Die vorhandenen zahlreichen **Reglements**, zusammen genommen mit den geltenden Verträgen, geben unstreitig hinreichendes Material für eine Gesamt-Theorie des Consularwesens, wenngleich über einzelne Punkte noch erhebliche Differenzen bestehen. Dagegen deutet der Umstand, dass zwischen vielen Staaten, welche entweder gar keine Handelsverträge geschlossen, oder in ihnen wegen der Consuln nichts festgesetzt haben, dennoch eine gegenseitige Bestellung derselben stattfindet, dass ferner viele Verträge sich ganz allgemein auf das Herkommen berufen, mehr als Alles auf gemeinsame Grundlagen. —

Gemeinsam ist auch der Zweck, welchen die Regierungen mit der Erhaltung und Weiterbildung des Instituts verbinden. Die Consuln aller Länder haben wesentlich gleiche Aufgaben: Schutz des Handels und der Schifffahrt, Schutz und Ueberwachung der Verträge, Unterstützung der Angehörigen ihrer Nation, Vertretung auch der Interessen Abwesender, Schlichtung entstandener Differenzen, Erleichterung und Belebung des Verkehrs — das ist die Summe consularischer Functionen.

Die äussere Organisation des Instituts hat auf der Grundlage der Reciprocität im Laufe der Zeit immer mehr an Gleichmässigkeit zugenommen, sowohl in mohamedanischen, als in christlichen Ländern. Hier wie dort dieselbe Hierarchie von General-Consuln, Consuln, Vice- oder Proconsuln;*) sie ist

*) Es widerspricht dem nicht die neuere französische Eintheilung der Consulate, welche auf der Ordonanz von 1833 beruht. Hiernach bestehen folgende Grade der consularischen Hierarchie: General-Consulate, Consulate erster und zweiter Klasse und Consulareleven. Auch die General-Consulate zerfallen in zwei Klassen. Eine Ordonanz vom 21. August 1843 bezeichnet die Consulate, welche zur ersten und die, welche zur zweiten Klasse gehören. Der letzteren werden die Vice-Consuln subsumirt. Ein Schreiben des Ministers Broglie vom 20. Nov. 1833 sieht gerade in der Aufrechthaltung der Hierarchie die Basis der Reorganisation des französischen Consularwesens. Es werden hier vorweg einige Bemerkungen über das Institut der Consular-Eleven angeschlossen. Dasselbe verdankt seinen Ursprung den Bemühungen Ludwigs XVIII. um die Reorganisation der diplomatischen Vertretung im Auslande; die Ord. von 1833 behielt es bei und gab in Betreff desselben eine Reihe von Bestimmungen, die hier kurz resumirt werden sollen:

von allen Staaten angenommen, welche ein grösseres Consularsystem erhalten können. — Um eine Vorstellung von der Ausdehnung des Instituts, welche es gegenwärtig in einzelnen Ländern erlangt hat, zu geben, genügt zu bemerken, dass Grossbritannien 23 salarirte General-Consuln, 121 salarirte Consuln, 82 salarirte und 253 nicht salarirte Vice-Consuln erhält; Preussen 12 General-Consuln (die meisten besoldet)

Die Consular-Eleven werden auf den Vorschlag des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten vom Könige ernannt. Ihre Zahl war zunächst auf 15 festgesetzt. Sie wurden sonst aus den Söhnen und Enkeln der Consuln, die eine längere Dienstzeit zurückgelegt hatten, gewählt; die Ord. vom 26. April 1845 hat indess diese Vorschrift aufgehoben. Es ist erforderlich, dass sie die Rechte studirt haben und mindestens einer fremden Sprache, entweder der deutschen oder der englischen oder der spanischen mächtig seien. Ihre Studien beziehen sich auf Mathematik, Planzeichnen, Statistik, Handelswissenschaften und das gesamte Consularrecht. In der Levante ist die Erlernung der griechischen und türkischen Sprache Erforderniss. Die Eleven haben hier vor dem Drogman in Gegenwart des Consuln in bestimmten Fristen ein Examen abzulegen, ausserdem jährlich über einen vom Minister der auswärtigen Angelegenheiten gegebenen Stoff ein Memoire auszuarbeiten.

Die Eleven stehen immer zur Disposition des Consuln oder General-Consuln, bei welchem sie residiren und werden in der Regel zur Bearbeitung der Correspondenzen und Berichte verwendet. Ihr Verhältniss zum Consul ist das einer strengen Subordination; wegen Vergehen gegen die Subordination, schlechter Führung, wegen Schulden oder wenn sie sich ohne Genehmigung ihres Chefs verheirathen, können sie abgerufen werden. Der Consul giebt ihnen Wohnung und Tisch, empfängt dafür jährlich eine Entschädigung von 500 Francs ausser den 2000 Francs, welche ihm für den Eleven zur Bestreitung aller Unkosten überwiesen werden.

Die Eleven tragen Uniform. Bei Gelegenheit öffentlicher Festlichkeiten, an denen der Commandeur eines französischen Kriegsschiffes oder fremde Consuln Theil nehmen, haben sie keinen Rang. —

Der Regel nach sollen aus ihnen die Consuln zweiten Ranges genommen werden, in der Barbarei indess und selbst in der Levante können sie bei vorzüglicher Qualification mit Uebergang der Zwischenstufen ein General-Consulat übernehmen. Zu ihrer besseren Ausbildung ist Bedacht genommen, dass sie, so oft als möglich, das Departement wechseln. —

Consulareleven (alumni-consulares) finden wir sonst nur noch in Neapel. Die portugisischen Mandatare sind durchaus den Vice-Consuln anderer Staaten substituiert, es ist nur eine Veränderung des Namens.

und gegen 250 Consuls und Vice-Consuls; wogegen auswärtige Regierungen in Preussen 9 General-Consuls und 120 Consuls und Vice-Consuls halten. Sardinien hat in der Levante 4 General-Consulate, ebenso viele Consulate, 3 Vice-Consulate und 5 Consulardelegationen, in christlichen Staaten 12 General-Consulate, 41 Consulate und eine grosse Anzahl von Vice-Consulaten. Frankreich hatte im Jahre 1849 111 besoldete General-Consuls und Consuls, in demselben Jahre die Vereinigten Staaten von Nordamerika 107 Consuls, Vice-Consuls und Agenten. Die Stadt Hamburg hat gegen 200 Consuls und bestellt deren jährlich mehr, selbst an Orten, mit denen sie nur in geringem Verkehr steht. *) Die österreichische Regierung bezieht sich Versäumtes nachzuholen, und das neue Handelsministerium richtet seine Aufmerksamkeit besonders auf die Levante und auf Amerika. Nach der Reform der Consulate in türkisch Albanien ist im Gebiete der nordamerikanischen Union ein wichtiger Schritt durch die Bestellung eines General-Consuls in New-York, und die dadurch begründete Centralisation der dortigen Consulate geschehen. Die Regierungen erkennen die grössere Centralisation als eine der wesentlichen Garantien für die Erreichung der dem Consularwesen zum Grunde liegenden Absichten. Das vorerwähnte Schreiben des Grafen Broglio spricht sich auch hierüber sehr bestimmt aus. — Ein anderer wichtiger Punct ist die Frage über die Besoldung der Consuls. Das Zweckmässigste ist auch hier erkannt, es hat sich aber noch nicht durchführen lassen. Seit längerer Zeit hat nicht nur die Publicistik, sondern auch die Staatsgewalt sich in Nordamerika am lebhaftesten mit dieser Frage beschäftigt. Im Jahre 1833 vertrat der Bericht des Staats-Sekretärs Livingston an den Senat die

*) Die Hamburgischen Consuls haben keine Besoldung und keine Sporteln; ihr Amt ist ein Ehrenamt; nur die in aussereuropäischen Häfen Bestellten haben für jede von ihnen verlangte Unterschrift eine Gebühr von einem spanischen Thaler. Eigenthümlich ist der Vorgang bei der Bestellung eines Consuls; es geht derselben eine öffentliche Aufforderung zur Anmeldung voran. Die Erwählung selbst geschieht durch den Senat, nachdem die Commerzdeputation einen von der versammelten Kaufmannschaft genehmigten Wahlaufsatz eingereicht hat.

Besoldung unter ausführlicher Motivirung; auch der Staats-Sekretair Clayton scheint der Sache ein geneigtes Ohr zu leihen, die nach den Darstellungen amerikanischer Organe so hoch angeschlagen wird, dass sie von der Besoldung der Consuls die Beseitigung der meisten der bei dem gegenwärtigen System bestehenden Uebelstände hoffen. Die Klagen über die letzteren lassen sich vielfach hören. „The incompetency of many of our consuls — heisst es in einem geachteten Blatte — the inadequacy of their compensation, the extremely inefficient manner in which their duties are often performed, are among the many evils to which the present system has given rise.“ Dasselbe Blatt enthält das Schreiben eines Wohlunterrichteten (eines Herrn Balestier) am 21. Juni 1849 an den Staats-Sekretair John M. Clayton gerichtet, worin alle Gründe für die Besoldung der Consuls erschöpft sind; es schlägt im Interesse der Staatskasse jedoch vor, alle unwichtigen Posten mit unbesoldeten Agenten zu besetzen. — Es hat den bestimmten Anschein, als ob die meisten Regierungen endlich geneigt wären, dem Ansehen ihrer Consuls selbst mit Geldopfern zu Hülfe zu kommen. Ein anderer im Interesse dieser gemachter Versuch ist fast ganz ohne Erfolg geblieben, nämlich die von den portugisischen Cortes im Jahre 1821 beschlossene Fusion des consularischen mit dem diplomatischen Corps, vermöge deren die *chargés d'affaires politiques et commerciales* geschaffen wurden. Möglich, dass auch dieser Gedanke des berühmten Diplomaten, der ihn begünstigte, irgendwo einmal wieder belebt wird. —

Uebersicht der gesamten Consulargesetzgebung: Frankreich, die Ordonanzen von 1681, 1687, 1722, 1759, 1779, 1781, 1816; die verschiedenen Ordonanzen aus dem Jahre 1833; Ord. vom 28. Mai 1836, vom 6. November 1842, vom 21. August 1843, vom 26. April 1845, vom 27. Juli und 25. August 1845, vom 4. August 1847.

Spanien: Ord. von 1568; Tarif vom 23. August 1788; Ord. vom 8. Mai 1827; Instructionen vom 4. September 1834.

Portugal: Instruction vom 9. October 1789.

Preussen: Reglement v. 18. September 1796, nebst Nachträgen.

Niederlande: Die Reglements vom 28. October 1791 und vom

22. Januar 1814; 2. Juni 1816, 30. Januar und 31. Juli 1817, 28. März und 3. April 1818, 3. März 1821, 5. Juni 1822 und 17. Januar 1846.

Belgien: Arrêté vom 22. Januar 1814. — Instruction vom 29. September 1831.

Oesterreich: Das politische Edict betreffend die Handelschiffahrt von 1774; Instructionen, Circularien, Edicte und Tarife v. 6. Octbr. 1750; 10. März 1779; 1. Februar 1783; 14. März 1786; 9. Februar 1790; 26. November 1796; 9. Juni 1798; 5. Januar 1799; 24. Februar 1800; 13. November 1802; 4. Dezember 1804; 30. November 1822; 4. Mai und 9. October 1824; 5. Juli 1830; 27. Dezember 1832; 11. September 1834; 13. November 1835; Reglement über die Consulargebühren, Wien, 1846.

Grossbritannien: Instruction v. 1826; 18. Mai 1829; 5. Juli 1825.

Dänemark: Ordonanz von 1748 und 1759. Instruction vom 9. October 1824.

Schweden: Ord. von 1793. Reglement von 1830.

Russland: Instruction von 1723. Reglement vom 25. October 1820, nebst ergänzenden Instructionen vom 7. August 1827. Ord. vom 21. October und 16. Dezember 1824; vom 31. Januar und 21. Februar 1825; vom 5. October 1826; 5. März 1831.

Baiern: Tarif vom 20. September 1833.

Meklenburg: Instruction von 1818.

Hannover: Reglement vom 11. April 1817; und eine Reihe späterer Verordnungen.

Hamburg: Reglement von 1851.

Griechenland: Instruction vom 13. Januar und 26. Dezember 1834. Ord. vom 11. Februar 1835.

Türkei: Reglement vom 1. März 1839.

Sardinien: Reglements von 1815 und 1835.

Vereinigte Staaten von Nord-Amerika: Congress-Acten vom April 1792; Februar und März 1799. Instruction v. 2. März 1833.

Brasilien: Consularsystem von 1834; Tarif von 1838.

Uruguay: Consular-Reglement von 1835.

II. ABSCHNITT.

§. 1. Der General-Consul.

Der General-Consul ist der höchste Consularbeamte innerhalb eines Territorii, das gewöhnlich aber nicht nothwendig das ganze Gebiet eines Staates einschliessen wird,*) und seine

*) Von dem österreichischen General-Consul in Warschau dependiren z. B. auch die österreichischen Consulate an der preussischen Ostseeküste, wie von dem österreichischen General-Consulat in Paris die österreichischen Consulate an der Nordgrenze Spaniens bis zum Cap Finisterre; von den General-Consuln in Hamburg in der Regel die nord-deutschen Consuln. Das portugiesische Reglement spricht (§. 8) diesen Grundsatz am deutlichsten aus: *Les consuls généraux peuvent être accrédités près de plusieurs puissances, si le gouvernement de sa majesté le trouve à propos. En tout cas, wird hinzugefügt — ils établirent leur résidence autant que possible dans la ville ou se trouvera le siège du gouvernement étranger.* Andere Reglements weisen vorzugsweise den wichtigsten Handelsplatz des Districts dem General-Consul als Wohnsitz an. Selten aber wird dieser überhaupt in seine Wahl gegeben sein; in der Regel verständigen sich darüber die beiderseitigen Regierungen. Das Brasilianische Reglement ist in diesem Punkte dem portugiesischen gleich.

Es verdient noch bemerkt zu werden, dass die bekannten Verträge die Wahl der Aufenthaltsorte der Consuln entweder der sendenden oder der empfangenden Regierung allein überlassen, oder ausdrücklich die Orte ausschliessen, welche keinen Consul bedürfen; vergl. Verträge zwischen Frankreich und Bolivia vom 9. Dezember 1834; zwischen Frankreich und Brasilien vom 8. Januar 1826; Die Convention zwischen

Aufgabe besteht im Wesentlichen darin, über die Führung der ihm untergeordneten Consuln, sei es in Bezug auf ihre Amtsverwaltung, sei es in Bezug auf ihren Lebenswandel, zu wachen und den ertheilten Instructionen ihre gleichmässige oder vom Gouvernement beabsichtigte Anwendung zu sichern. Das General-Consulat bildet den Mittelpunkt eines bestimmten Consular-Etablissements und von ihm gehen die auf die Reglements und Weisungen der Regierung basirten Instructionen und Verhaltensbefehle an die zu seinem District gehörigen Consuln, Vice-Consuln und Handelsagenten aus. —

§. 2. Die besonderen Befugnisse des General-Consuls.

Die besonderen Befugnisse des General-Consuls fliessen einestheils aus seiner Stellung als Zwischenglied zwischen seinem Gouvernement und den ihm untergebenen Consular-Beamten, anderentheils aus seinem Aufsichtsrecht über dieselben.*) Durch ihn wird die Correspondenz zwischen der Regierung und diesen Consular-Beamten in der Regel ausschliesslich vermittelt, werden die erlassenen Reglements und Verordnungen an die Letzteren mitgetheilt; durch ihn wird die Regierung in fortlaufender Kenntniss über die Führung der Beamten und die gesammte Consular-Verwaltung erhalten. Die Grenzen seines Aufsichtsrechts sind jedoch nirgends genau bezeichnet; nach dem Sinne der vorhandenen Reglements schliesst es unzweifelhaft das Recht ein, die Kanzleien des Consulatbezirks zu revidiren.**)

Preussen und Russland vom 19. November 1818 macht es zulässig, dass der preussische Consul in Brody zugleich die Functionen für Radawillow übernehme. Eine solche Doppelstellung ist nur in Grenzbezirken möglich. Es bedarf dann einer Beglaubigung bei beiden betreffenden Landesregierungen und eines beiderseitigen „Exequatur.“

*) Handelsvertrag zwischen Preussen und Russland vom 19. November 1818 „qui, de droit, sera chargé de veiller sur la Conduite des Consuls et de leur donner des directions.“

**) Das sardinische Reglement von 1835 ertheilt ihm das Recht, die Kanzleien der Consuln seines Bezirks zu revidiren mit bestimmten

die Wirksamkeit des General-Consuls in keiner Beziehung. Seine ihm in Verträgen ausdrücklich beigelegte, für den Fall der Abwesenheit einer Gesandtschaft seines Souverains allgemein zugestandene Befugniss, sich im Interesse der Förderung des Handels oder zur Hinwegräumung von Schwierigkeiten und Unzuträglichkeiten oder mit Beschwerden wegen Verletzung seiner Nationalen durch die Landesregierung direkt an diese zu wenden, ist nur insofern ein Vorrecht vor den Consuln; als es ihm freisteht, seine Vorstellungen an die höchsten Landesbehörden zu richten. —

§. 3. Sein Recht zur Bestellung von Vice-Consuln.

Fast überall legen Verträge und Consularstatuten dem General-Consul die Befugniss bei, Vice-Consuln und Handels-Agenten zu bestellen; er theilt diese Befugniss mit den Consuln, welche Chefs eines Districts sind. Dieselbe ist entweder gleich in seiner Bestallung enthalten, der gewöhnlichste Fall, oder sie wird ihm nachträglich für seine Person ertheilt, ein in Frankreich übliches Verfahren.*) Auch unterscheiden sich die Reglements darin, dass sie entweder nur ein blosses Präsentationsrecht einräumen oder die Bestellung mit Einholung der nachträglichen Bestätigung des Gouvernements zulassen.***) Als genereller Grundsatz ist anzunehmen, dass die

Worten; vor 1835 ging hier sein Aufsichtsrecht noch weiter. Das portugiesische Reglement bestimmt: *Le consul général visitera son district — pour le moins une fois tous les trois ans.* §. 35.

*) Nach belgischem Reglement.

**) Die spanischen General-Consuln sind durch Circular vom 29. August 1833 ermächtigt, Vice-Consuln ohne vorgängige Genehmigung des Königs zu ernennen. Die Mexicanischen haben ein unbedingtes Ernennungsrecht, nach brasilianischem Reglement ist nachträgliche Zustimmung des Kaisers erforderlich. Die preussische Regierung ernennt entweder „aus eigener Bewegung“ oder „auf Vorschlag des Consuln“ — den Vice-Consul. Die hannoversche untersagt ihren Consuln ausdrücklich, diese Befugniss „ohne ihr Vorwissen und besondere Genehmigung“ auszuüben; ebenso das Mecklenburg-Schweriner und Oldenburger Reglement.

Befugnisse der Consulu grosser Staaten in, dieser Beziehung weiter gehen, als der der kleineren. Der General-Consul hat ebenso das Recht, einen von ihm bestellten Vice-Consul wegen nicht entsprechenden Verhaltens vorläufig vom Amte zu suspendiren. Zur Absetzung ist die Zustimmung des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten erforderlich, an welchen der General-Consul bei jeder von ihm verhängten Suspension ungesäumt zu berichten hat. *) Bei Präsentation einer Person zum Vice-Consul oder zum Handelsagenten hat der General-Consul die Gründe, welche für dieselbe sprechen, darzulegen, insbesondere aber darauf zu achten, dass dem Präsentirten seitens der Regierung, deren Unterthan er ist, keine Schwierigkeiten gegen die Annahme des Amtes bereitet werden können. Er hat sein Augenmerk vorzugsweise auf die Angehörigen seiner Nation zu richten, und erst wenn unter diesen ein geeigneter Candidat nicht vorhanden ist, seinen Vorschlag auf einen Unterthan der Regierung, bei der er beglaubigt ist, zu lenken. Die vom General-Consul bestellten Vice-Consulu und Agenten erhalten auch von ihm die Bestellung und werden durch ihn selbst auf ihre Pflichten vereidigt. **) Sie fungiren unter seiner Verantwortlichkeit. ***) Die Grenzen dieser

Allgemein zugestanden ist das Recht des Vorschlags. Die General-Consulu und Consulu der Hohen Pforte ernennen Vice-Consulu und Agenten, in Folge besonderer Autorisation des Ministers.

*) Nach brasilianischem Reglement kann ein noch nicht bestätigter Vice-Consul vom betreffenden Consul mit vorgängiger Zustimmung des Gesandten entfernt werden, nach der kaiserlichen Bestätigung hat der Consul nur an das Gouvernement zu berichten. Nach dem Reglement für Schweden und Uruguay können die General-Consulu und Consulu ohne Weiteres berichten und dann einsetzen. Nach sardinischem Reglement suspendirt der Consul und berichtet. Die betreffende Gesandtschaft hat aber das Recht, die Suspension aufzuheben. Der Consul bleibt dann bis zum Eingang der ministeriellen Entscheidung in Function.

**) Das Formular der Bestellung erhalten die General-Consulu vom Minister der auswärtigen Angelegenheiten; der sardinische Consul erhebt auf ein von ihm ertheiltes Patent eine Gebühr von 20 Frs.; sonst ist eine solche Gebühr nicht üblich. Die Eidesnorm müssen die General-Consulu gleichfalls vom Gouvernement erbitten. Siehe das sardinische Reglement §. 16.

***) Etwas weit dehnt das portugiesische Reglement die Verant-

Verantwortlichkeit im Ganzen und Grossen sind näher nicht festzustellen; sie ergeben sich aus allgemeinen Rechtsregeln, indem der General-Consul für die von ihm bestellten Beamten, wie für seine Stellvertreter, für die vom Gouvernement ernannten wegen strafbarer Vernachlässigung seiner Aufsichtspflichten haftet. —

§. 4. Der Rang des General-Consuls.

Die meisten Regierungen haben den Rang ihrer Consuln festgesetzt und ihnen Dienstuniform gegeben.*) Die Consuln der Seemächte sind dem Range nach gewöhnlich den Marine-Offizieren einer gewissen Charge gleichgestellt. Ihrem Range entsprechend ist der Schiffsgross nationaler Seeschiffe. Der englische General-Consul rangirt mit einem Post-Kapitän der Flotte und einem Major der Armee. Beim Besuche eines nationalen Kriegsschiffes wird er mit 9 Kanonenschlägen begrüsst; mit gleicher Zahl begrüssen französische Kriegsschiffe ihren General-Consul, der den Rang eines Contre-Admirals hat. Der brasilianische trägt die Uniform eines Marine-Obersten, ebenso der General-Consul von Montevideo. Der portugiesische rangirt mit einem Schiffskapitän und wird mit neun Schüssen begrüsst. Der sardinische General-Consul hat 7 Schüsse bei Kommen und Gehen.***) — Handelsschiffe, die keine Kanonen führen, hissen die Flagge; die eine wie die andere Ceremonie geschieht aber nur bei der ersten Visite. (Das Weitere darüber unten.)

wortlichkeit aus. „Il est seul responsable pour tous les actes consulaires pratiqués dans le district de son ressort.“ §. 36.

*) Selbst Regierungen, die nur ein kleines Consularsystem erhalten, wie die hannoversche.

**) Dampfschiffe und andere, wenn sie im Hafen liegen, sind einer möglichen Gefahr ihrer eignen Maschinen oder anderer Schiffe wegen, vom Schiffsgross entbunden. In Portugal genossen die General-Consuln noch besondere Auszeichnungen gemäss der Bestimmung des §. 135 des Reglements. „Les consuls généraux de Portugal, lorsqu'ils se trouveront dans les possessions de la couronne, seront considérés dans tous

§. 5. Der Consul.

Der Consul ist entweder einem General-Consul untergeordnet oder nicht; im letzteren Falle steht er in unmittelbarem Verkehr mit der Landesregierung und hat das Recht, Vice-Consuln und Handels-Agenten zu bestellen.*) Es liegen ihm dann die Functionen eines Districtschefs ob. Der Consul wird wie der General-Consul vom Landesherrn bestellt und erhält von demselben sein Patent. Dasselbe trägt ausser dem Namen des Souverains, den des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten; die Bestellung erfolgt unter den am Orte der zu wählenden Residenz üblichen Formen.***) — Ist der Consul einem General-Consulat untergeordnet, so hat er an dieses bei gegebenem Anlass zu berichten und Verwaltungsbefehle einzuholen; er hat sich streng nach denselben zu achten. Wie oft er regelmässige Berichte über die Schiffahrts- und Handelsverhältnisse, namentlich über Ein- und Ausfuhr in dem Hafen seiner Residenz, an den General-Consul zu erstatten hat, wird von speciellen Anweisungen abhängen; gewöhnlich sind kurze Fristen beliebt (monatliche oder vierteljährliche) damit der General-Consul das Material für seine an das Gouvernement zu erstattenden Generalberichte immer bereit habe. Der Consul ist ermächtigt, mit den Landesbehörden seines Bezirks zum Besten seiner Handeltreibenden Nationalen in Verkehr zu treten.***) Bleiben hier seine Vorstellungen unbeachtet, wendet er sich nicht an die höchsten Behörden, son-

les actes et occasions solennelles comme des agents diplomatiques d'une classe immédiatement au dessous des chargés d'affaires. —

*) Vertrag zwischen Frankreich und Spanien vom 13. März 1769. Frankreich und Frei-Staaten von Nord-Amerika vom 14. November 1788. Artikel II.

**) Vertrag zwischen den Niederlanden und Mexiko vom 15. Juni 1827, und Niederlanden mit Neu-Granada vom 1. Mai 1829, wie eine grosse Zahl anderer Verträge. —

***) In dringenden Fällen gestatten mehrere Reglements dem Consul sich direkt an das fremde Gouvernement zu richten, wenn die Sache gar keinen Aufschub leidet. Dagegen ist es dem Consul unbenommen, gegen eine etwaige Beeinträchtigung in seinem Amte, besonders bei ausbrechenden Feindseligkeiten im Lande, Verwahrung einzulegen.

dem an das General-Consulat und wenn ein solches nicht besteht, an das heimische Gouvernement. —

Der Rang des Consuls ist von den Regierungen, welche etwas darüber bestimmt haben, fast gleichmässig festgesetzt. Der englische Consul rangirt mit einem „commander in Navy“ und wird beim Besuch eines englischen Kriegsschiffs mit sieben Kanonenschlägen begrüsst. Ebenso viele hat der französische Consul erster Klasse, der mit dem Kapitän eines Kriegsschiffs rangirt und der Consul zweiter Klasse, der einem Fregatten-Kapitän gleichsteht. Nach dem Reglement von Montivideo rangirt er mit dem Oberstlieutenant; nach sardinischem Reglement gebührt ihm ein Schiffsgruss mit 5 Schüssen. — Einen bestimmten Anspruch auf ein General-Consulat erwerben die Consulu durch die Länge ihrer Dienstzeit nicht. *)

§. 6. Der Vice-Consul.

Der Vice-Consul ist, er mag von der Regierung unmittelbar oder vom Consul bestellt sein, diesem vollen Gehorsam im Dienste schuldig, und hat sich mit Vorstellungen und Beschwerden an ihn zu wenden. **) In bestimmten Fristen hat er an denselben über den Handelsverkehr am Orte seines Wohnsitzes zu berichten. Seine Befugnisse sind in der Regel beschränkt, namentlich in Bezug auf Jurisdiction, Nach-

*) Nach dem französischen Reglement sollen aus den Consulu die General-Consulu, wie aus den zweiter, die erster Klasse hervorgehen; es concurriren mit ihnen jedoch die Beamten des Handelsamts. Andere Reglements lassen diesen schwer zu bestimmenden Punkt unberührt. Das franz. Reglement setzt auch das beim Dienst Eintritt notwendige Alter (25 Jahr) fest; andere Reglements haben auch davon abgesehen; dergleichen Dinge lassen sich allgemein nicht wohl festsetzen.

**) Ausdrücklich bestimmen die österreichischen, brasilianischen, portugiesischen und amerikanischen Instructionen, dass die Vice-Consulu ausser in ganz dringenden Fällen, nur mit dem General-Consul correspondiren sollen. Die oldenburgische Instruction von 1843. „Die Vice-Consulu vermitteln ihre Beziehungen zu dem grossherzogl. Staats- und Kabinetts-Ministerium in der Regel durch denjenigen Consul oder General-Consul, in dessen Consularbezirk sie angestellt sind. (§. 3.)

lass- und Havereiregulirungen, Paastertheilung und dergleichen.*)" Da er unter Verantwortlichkeit seines Districtschefs handelt, so hängt es davon ab, einen wie weiten Spielraum dieser ihm gelassen. Es ist ersichtlich, dass die Regierungen, welche die Ernennung der Vice-Consuln in die Hand ihrer Consuln gelegt haben, die Befugnisse der Ersteren am meisten eingeengt haben, z. B. die französische.

Der öffentliche Charakter der Vice-Consuln stellt sie mit den Consuln und General-Consuln auf gleiche Linie, sie nehmen an den Immunitäten und Ehrenrechten der Letzteren Theil. In dringenden Fällen, namentlich beim Ausbruch epidemischer Krankheiten, dürfen sie direkt an den heimischen Minister berichten. Mit den Behörden ihres Arrondissements stehen sie im Schriftverkehr. Mehrere Reglements bezeichnen den Rang der Vice-Consuln.***) Auf Avancement haben sie keinen Anspruch. Die Function der Vice-Consuln darf nicht vor dem Eintreffen der landesherrlichen Bestätigung beginnen.***) In Betreff der

*) Das französische Reglement entzieht ihnen namentlich die Civilstandsakte, gestattet aber, dass der Consul ihnen seine Jurisdiction in dem Umfange, wie sie ihm zusteht, übertrage. Ordonanz vom 26. October 1833. Article II. „Les viceconsuls et agents consulaires n'auront point de chancelier et n'exerceront aucune jurisdiction. Sie dürfen keine Deposita annehmen. — Auch ist ihnen durch mehrere Reglements, namentlich das französische, sardinische, englische das Recht, Wechsel auf den Staatsschatz bei gemachten Auslagen zu ziehen, versagt. Das portugiesische Reglement §. 74 und Circular des englischen Ministeriums vom 13. November 1834 lautet: „Les viceconsuls ou mandataires ne peuvent tirer sur le trésor que par l'entremise du consul général dont ils relèvent.“

**) Der Brasilianische trägt die Uniform eines Schiffslieutenants. Das portugiesische Reglement 136: „Les viceconsuls ont rang égal avec les capitaines de frégate, et les mandataires avec les capitaines de corvette.“ Der sardinische wird vom Kriegsschiffe mit 3 Schüssen begrüßt. Das in alten Verträgen oft erwähnte Recht der Vice-Consuln, Stock und Degen zu tragen, hatte nur in Spanien Bedeutung; der portugiesische Mandatar hat 3 Schüsse.

***) Das portugiesische Reglement §. 7.: „Les viceconsuls et mandataires sont nommés par le consul général; néanmoins leur diplôme ne devient définitif, qu'après la confirmation du roi par le ministre des affaires étrangères.“

Gebühren der Vice-Consula bestehen abweichende Bestimmungen; in der Regel theilen sie die von ihnen erhobenen mit dem Districtschef zur Hälfte. *)

§. 7. Der Handels-Agent.

Handelsagenten werden entweder von der Regierung selbst in ein fremdes Land zum temporären Aufenthalt gesendet oder vom General-Consul oder Consul bestellt. Sie geniessen keinerlei Immunitäten oder Emolumente, noch das Recht, Gebühren zu erheben. Sind sie von der Regierung gesandt, so haben sie nichts desto weniger sich mit dem General-Consul, in dessen Bezirk sie sich aufhalten, in Vernehmen zu setzen. Ein General-Consul oder Consul, der solche Agenten bestellt und ihnen Instructionen ertheilt, ist für ihre Führung verantwortlich. Die Bestellung geschieht, wie bei den Vice-Consuln, nicht ohne Approbation des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten. Die Handels-Agenten haben keinen öffentlichen Charakter, mithin nicht das Recht, Urkunden aufzunehmen oder zu beglaubigen, Pässe zu ertheilen, oder irgend eine Jurisdiction zu üben. Sie sind nichts als die Correspondenten ihrer Besteller.**) Die ihnen auferlegten Verpflichtungen können sie auf Niemanden übertragen, noch dürfen sie sich ohne Genehmigung ihres Chefs zeitweise einen Stellvertreter, noch Unteragenten bestellen. Der Consul ist befugt, sie von ihren Functionen zeitweise zu suspendiren, aber nicht, sie ohne Genehmigung des Ministers ihres Amtes zu entheben. — Es ist ihnen unbenommen, im Falle einer ausgesprochenen Suspension, ihre Rechtfertigung direkt an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten zu bringen. —

*) Der portugiesische erhält die Hälfte, der brasilianische $\frac{3}{4}$, der französische gar nichts, der preussische das Ganze.

**) Das nordamerikanische Reglement empfiehlt vorzugsweise solche zu bestellen, die nicht Handel treiben. Sie können von den General-Consuln und Consuln ernannt werden, es ist davon aber sofort Nachricht an den Minister zu geben. Art. 40 und 41.

Aufträge einer anderen Regierung als der, von welcher der Agent bestellt ist, anzunehmen, ist ihm ohne Genehmigung der letzteren nicht gestattet.

Auf Beförderung im Consulardienste erwirbt er keinen Rechtsanspruch.

§. 8. Die Bureau-Gehülfen der Consuln.

Der Consul hat je nach dem Umfange seiner Amts-Geschäfte das Recht, sich eines oder mehrerer Büreaugehülfen zu bedienen; dieselben werden entweder von ihm selbst gewählt oder von seiner Regierung ernannt.*) Im ersteren Falle trägt, er die unbedingte Verantwortlichkeit für dieselben, im anderen sind die ernannten Personen von öffentlichem Charakter, und der Consul haftet für sie nur nach Massgabe seines Verhältnisses als Vorgesetzter.

Die Person, welche die Büreaugeschäfte des Consuls leitet, heisst der Kanzler. Sie wird vom Consul vereidigt, auch wenn die Ernennung vom Souverain ausgeht. Ihr werden die Acten und das Siegel der Kanzlei übergeben. Gleich nach der Vereidigung wird vom Consul die Namensunterschrift des Kanzlers an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten, wenn dieselbe nicht bekannt ist, eingeschickt, damit, bei vorgenommenen Legalisationen durch den Kanzler, kein Zweifel der Authenticität entstehe. —

Die Functionen des Kanzlers bestehen im Wesentlichen darin: die Consulsacts zu redigiren, das Siegel zu führen, Auszüge aus den Acten zu machen, die Schiffskapitäne zu den

*) Die französische Regierung hat in Betreff der Kanzler die präciseiten Bestimmungen erlassen. Sie müssen 25 Jahr alt, dürfen mit dem Consul, in dessen Bureau sie fungiren, nicht verwandt sein. Vom Könige können sie den Ehrentitel der Consuln zweiter Klasse erhalten. Ord. vom 26. April 1845. Die österreichischen Consuln müssen vor der Ernennung der Kanzler, wie der Agenten, Alter, Nationalität, Unterthanenschaft angeben und über ihre Führung berichten. Rescript der Triester Seebehörde vom 12. Juni 1838.

Douanen zu begleiten, legale Uebersetzungen zu machen, bei Verkäufen durch das Consulat die Leitung zu übernehmen, beim Schiffbruch und dergl. den Consul zu vertreten. —

Wenn ein General-Consulat von einer diplomatischen Person verwaltet wird und kein Vice-Consul an demselben Orte ist, so liegen in der Regel dem Kanzler die gesammten Consulatsgeschäfte ob. —

Der vom Souverain ernannte Kanzler hat ein festes Gehalt, mitunter auch noch einen Gebührenantheil;*) der vom Consul bestellte hat mit diesem selbst über seine Besoldung Vertrag zu schliessen.**)

§. 9. Amtsantritt des Consuls.

Nach der Ankunft am Orte seines Aufenthalts meldet der Consul sich, falls kein Gesandter seines Souverains anwesend ist, oder der Minister der auswärtigen Angelegenheiten dieserhalb nicht selbst das Erforderliche übernommen hat, unter Vorlegung seiner Bestellung, im Originale oder in Abschrift, bei der betreffenden Behörde, die in der Regel das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten sein wird, und beantragt die Ertheilung des landesherrlichen „Exequatur.“ — In Republiken ertheilen dasselbe gewöhnlich die Syndici,***) nach Befragen des Senats, in der Schweiz jede Central-Regierung für sich, für Ostindien der Souverain von Grossbritannien, für die Jonischen Inseln der Lord-Commissar nach Bewilligung des Senats, für Sardinien die „Royale Audience.“

Eine Regel der Zweckmässigkeit ist, dass der Minister der auswärtigen Angelegenheiten, dessen Souverain einen

*) In Russland und Uruguay z. B. $\frac{1}{2}$. Wegen der Sicherung ihrer Immunitäten s. Vertrag zwischen Frankreich und Texas vom 25. September 1839.

**) Ist der Kanzler beurlaubt, oder sonst zu fungiren verhindert, so schlägt er usuell seinem Consul einen vereidigten Stellvertreter vor.

***) Oder es wird von dem Syndicus nur dem Petenten zugefertigt, während es der Senat selbst ertheilt, wie in Hamburg.

Consul bestellen will, erst bei der jenseitigen Regierung anfragt, ob der Ertheilung des „Exequatur“ an die bestimmte Person ein Bedenken entgegenstehe, und falls dies verneint wird, dem zu Bestellenden selbst das Patent zugefertigt wird, um ihm vor den jenseitigen Behörden als Legitimation zu dienen. — Das „Exequatur“ wird fast überall gratis ertheilt,*) auch werden in der Regel von dem Neubestellten Consul keine weiteren Garantien wegen seines Verhaltens verlangt.**)

Mehrere Reglements***) verpflichten den Consul, sofort nach Empfang des „Exequatur“ Abschrift desselben an sein Gouvernement gelangen zu lassen; wird auch gemeinhin diese nicht gefordert, so ist doch die Meldung darüber unerlässlich. Auch muss, falls nicht anderweitig amtlich dafür gesorgt wird, der Consul öffentlich seine Bestellung alsdann bekannt machen.****) Erst mit dem „Exequatur“ versehen, darf der Consul Amtshandlungen vornehmen; er übernimmt das Amt, falls es nicht ein neucreirtes ist, unter gleichen Immunitäten und Förmlichkeiten, wie sein Vorgänger, sonst entscheiden die

*) In Spanien, England, Sardinien wird eine Gebühr entrichtet, und zwar in Spanien 32 Piaster vom Consul und 16 vom Vice-Consul; in Sardinien 40 Francs, in Brasilien vom Consul gegen 400 Francs, vom Vice-Consul $\frac{1}{3}$.

**) Der portugiesische General-Consul muss seiner eignen Regierung vor der Bestellung durch eine achtungswerthe Person Garantie leisten. Die amerikanischen Freistaaten verlangen ebenfalls Garantie: „As soon as a Consul receives notice of his appointment, he is required to execute a bond, with such sureties as shall be certified by the district attorney of the united states for the district in which he resides, to be sufficient. He is to transmit the bond executed to this departement for the approval of the secretary of state, and if he receives no notice, that further security will be required, he will, with all convenient despatch, after receiving his commission and instructions, depart for the place of his destination, giving notice to the departement of the time of his departure and of the vessel in which he embarks.“ Kap. I. Art. I. des Reglements.

Die brasilianische Regierung lässt jeden fremden Consul vor Antritt der Function einen Eid wegen seines Wohlverhaltens leisten.

***) Darunter das belgische, holländische, das türkische und das nordamerikanische.

****) Nordamerikanisches Reglement: This he must see made public in the manner usual in such country. Art. 2. ch. II.

Ortsgewohnheiten, über welche er von seinen älteren Collegen Information wird einziehen können. Diesen, sowie den höchsten Ortsbehörden wird der Consul sich nach dem Amtsantritt vorzustellen haben, wozu ihn einige Reglements ausdrücklich verpflichten.

§. 10. Der öffentliche Charakter des Consuls.

Der Streit der Theorie, ob der Consul die Eigenschaft eines öffentlichen Beamten habe, ist durch die Praxis der Verträge längst bejahend entschieden. *) Dieselbe Praxis unterscheidet seinen Charakter aber auch bestimmt von dem eines diplomatischen Agenten. **) Seine ausschliesslich auf den Handelsverkehr sich beziehende Function ist mit Geschäften verbunden, welche ihrer Natur nach nur von öffentlichen Beamten verrichtet werden können. Die Führung eines Amtsiegels, als ein wesentliches Attribut jeder Consulatsverwaltung, und seine Vollmacht, Urkunden öffentlich zu beglaubigen, charakterisirt seine Stellung zu seiner Landesregierung. Dieses Verhältniss hindert aber nicht, dass der Consul unter der Jurisdiction der Regierung steht, unter welcher er seinen Wohnsitz hat, und den dortigen Landesgesetzen unterworfen ist. ***) Doch kann in der Regel ein Consul von der fremden Landesbehörde, ausser im Falle eines schweren Verbrechens, nicht verhaftet und gefangen gehalten werden, er müsste denn Unterthan der Regierung sein, bei welcher er beglaubigt ist. Dagegen kann er bei ungesetzlichem Verhalten von dieser

*) Vergleiche den Vertrag zwischen Spanien und Oesterreich vom 1. Mai 1725: „le Consul ou quelqu'autre de leurs Ministres publics...“ Im Verträge zwischen Portugal und Grossbritannien vom 19. Februar 1802 wechseln die Benennungen „ministre publique“ und „agent royal.“ s. o.

**) Unter Anderem der Vertrag zwischen den Niederlanden und Neu-Granada.

***) Vertrag zwischen Portugal und Grossbritannien vom 19. Februar 1802: „Dans tous les cas, soit civils ou criminels ils sont entièrement assujétis aux lois de pays, ou ils résideront.“ Vertrag zwischen Russland und Oesterreich vom 1. November 1783.

Regierung seiner Function durch Entziehung des „Exequatur“ enthoben werden. *) Jedesmal würde eine ungerechtfertigte Verletzung des Consuls in seinem Amte durch die Landes-Regierung eine Reclamation, geeigneten Falls die Anforderung zur Genugthuung oder selbst eine Kriegserklärung hervorrufen. **) Die Regierung, welche einen bei ihr accreditirten Consul seines Amts enthebt oder ihn sonst in seinen vorgeschriebenen Verrichtungen stört, hat demnach der jenseitigen Regierung die Motive ihres Handelns darzulegen. Durch Ertheilung des „Exequatur“ übernimmt die betreffende Regierung die Verpflichtung, den Consul in seinem Ansehen zu schützen. Ein Anspruch auf Exterritorialität oder Exemption von der dortigen Gerichtsbarkeit, wie sie Personen diplomatischen Charakters haben, steht demselben aber unter keinen Umständen zu. Der Verkehr des Consuls mit seiner Regierung ist ein freier, seine amtliche Correspondenz in keinem Falle aufgefangen werden darf. Das Vorstehende hat Anwendung auf die Consuls aller Grade, General-Consuls, Consuls und Vice-Consuls, die ihrem öffentlichen Charakter nach, sich in nichts von einander unterscheiden.

§. 11. Verhältniss des Consuls zu der Regierung, welche ihn bestellt hat.

Der Consul ist verpflichtet, sich überall an die ihm ertheilten Instructionen zu halten und nur innerhalb der Grenzen derselben seine Befugnisse auszuüben, überhaupt der Regierung alle die Treue und Folge zu leisten, welche sie von ihren Beamten zu fordern berechtigt ist. In Fällen, welche

*) Vertrag zwischen England und Amerika vom 19. November 1794.

**) H. Vertrag zwischen Spanien und den Niederlanden vom 10. August 1816. Art. V. „Sera réputé offense commise envers les Puissances alliées, l'Arrestation des Consuls pour dettes des particuliers ou du Souverain respectif, puisque pour leur réclamation les Regences doivent employer les Recours adoptés par les Nations civilisées.“

an sich zweifellos, aber durch seine Instructionen nicht berührt sind, lässt er sich durch Gebrauch und Herkommen leiten, bei etwaigem Zweifel aber hat er in allen wichtigen Fällen bei dem ihm vorgesetzten Ministerium anzufragen. Er steht mit dem Gouvernement durch das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten in regelmässiger Verbindung und hat sich in allen amtlichen Dingen an dieses zu wenden; in's Besondere sind, wenn nichts anderes angeordnet ist, seine Berichte über den Stand des Handels und der Schifffahrt, und seine Mittheilungen über Vorstellungen an die Behörden seines Bezirke an das genannte Ministerium zu richten. Vielfach ist indess den Consuln gestattet, auch mit anderen Behörden zu correspondiren. Die englischen und französischen berichten an das Marineministerium,*) in allen die Kriegsflotte angehenden Fällen, ebenso die sardinischen, die österreichischen an die See-Behörde in Triest,**) die preussischen an das Handelsministe-

*) Auch sind die Consuln mitunter angewiesen, mit dem Finanz-Ministerium zu correspondiren; in England steht die gesammte Correspondenz unter Leitung eines Specialbevollmächtigten, surintendant. — Den preussischen Consuln, welche die königl. sächsischen Unterthanen mitvertreten, ist ausnahmsweise gestattet, auch an das sächsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten direct zu berichten.

**) Seitdem mit dem 1. Mai 1850 die Central-Seebehörde in Triest errichtet ist, haben die Consuln in allen Seeschiffahrts- und Sanitäts-Angelegenheiten, „sowie in's Besondere in allen, die österreichische Handelsmarine betreffenden Geschäften, jene Behörde als unmittelbar vorgesetzte Reichsbehörde anzuerkennen, somit ihren Weisungen Folge zu leisten und die auf genannte Gegenstände Bezugnehmenden Eingaben, Anzeigen und Berichte an sie zu dirigiren.“ An das Handelsministerium, dem mit dem 13. October 1849 das österreichische Consulatswesen untergeordnet worden ist, gehen alle Eingaben in Personal-, Disciplinar-, Kassen-, Rechnungs- und inneren Dienstangelegenheiten, Nachrichten über Handel, Industrie, Zollwesen.

Ueber Gegenstände, die für beide Stellen gleiches Interesse haben, wird gleichzeitig an beide berichtet; namentlich in den Jahresberichten; über Angelegenheiten der äusseren Politik correspondiren die Consula mit dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Circular d. d. Wien, den 26. April 1850.

Die Central-Seebehörde berichtet an das Handelsministerium wegen Nichtbefolgung ihrer Weisungen seitens der Consuln, dringt inzwischen aber auf Vollzug. §. 19 der Amts-Instruction der Central-Seebehörde.

rium, die dänischen an den Generalrath der Douanen und des Handels, die griechischen ausser an den Marineminister auch an den General-Admiral der Flotte, andere an die Grenz-Behörden; die Consuln kleinerer Länder, wie die hannoverschen, oldenburgischen, berichten an das gewöhnlich mit dem auswärtigen Amt verbundene Kabinettsministerium.

Der Consul verpflichtet sich der ihn bestellenden Regierung durch einen Eid,*) den er entweder mündlich in die Hände des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten leistet, oder bei Abwesenheit vom Orte von eigner Hand geschrieben übersendet; insbesondere ist dann die Unterschrift eigenhändig beizusetzen.

§. 12. Insbesondere das Verhalten gegen die Gesandtschaft seines Landes.

In den Ländern, in welchen ein Gesandter seines Souveräns residirt, ist der Consul demselben untergeordnet.***) Der Chef des Consularetablissemments unterhält die Verbindung zwischen diesem und der Gesandtschaft, doch ist derselbe nie zu regelmässigen Berichten an die Letztere verpflichtet; sondern er berichtet an sie in der Regel nur, wenn es sich um schleunige Erledigung einer Angelegenheit handelt und durch einen Bericht an das heimische Gouvernement eine nachtheilige Verzögerung entstehen würde. Dagegen wendet der Consul sich immer an die Gesandtschaft, um durch sie Vorstellungen an die Regierung des Landes zu bringen, in welchem

*) Das Hamburger Reglement von 1851 erlässt den Diensteid und fordert nur Einsendung eines Reverse. Das oldenburgische von 1843 fordert eidlichen Revers. Nach belgischem Reglement genügt eidlicher Revers, der Consul muss aber noch in Person schwören, sobald er sich das erste Mal am Wohnsitze des Ministers befindet. Artikel 4 des belgischen Reglements.

**) Portugiesisches Reglement §. 56: „Dans les pays, ou il existe une légation, il (le consul général) lui sera subordonné pour tous les objets qui ne seront pas de nature purement consulaire. —

er fungirt. Er ist verpflichtet, sich den ihm von der Gesandtschaft zugehenden Vorschriften und Entscheidungen zu fügen, sofern dieselben nicht in offenem Widerspruch mit seinen Instructionen stehen. In diesem Falle hat er die Entscheidung des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten einzuholen.

§. 13. Verhältniss der Consuln zu einander.

Die Consuln haben, damit der Zweck ihrer Sendung desto sicherer erreicht wird, sich gegenseitig Mittheilungen über die Handels- und Verkehrsinteressen zu machen. Insbesondere hat Einer des Andern Aufmerksamkeit auf den etwaigen Handel mit verbotenen Waaren und auf die Schiffe zu lenken, welche des Handels mit Contrebande verdächtig sind. Dasselbe gilt in Bezug auf die Schiffe, welche Sklavenhandel treiben.

Kein Reglement bestimmt etwas Näheres über den zwischen den Consuln einzuleitenden Austausch von Mittheilungen der erwähnten Art, es ist dies allein ihrem Pflichteifer überlassen.

Die Competenz der Consuln zum Einschreiten, im Falle ein nationales Seeschiff verunglückt, oder eine Nachlassenschaft zu reguliren ist, bestimmt die Nähe des Wohnorts zu dem Platze, an welchem sich das gescheiterte Schiff oder der Nachlass befindet.

Damit die benachbarten Consuln derselben Nation nöthigenfalls mit einander verkehren können, was z. B. dann nothwendig werden kann, wenn es sich um die Heimschaffung verunglückter Schiffleute handelt, und in dem Hafen des einen Districts sich kein geeignetes Fahrzeug befindet, muss der Consul, welcher sein Amt antritt, hiervon den zunächst Wohnenden schriftliche Anzeige machen.*)

*) Reglement der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika. Art. 4.

§. 14. Verhältniss des Consuls zu der Regierung, bei welcher er beglaubigt ist.

Das dem Consul ertheilte „Exequatur“ ist in der Regel in Form einer öffentlichen Erklärung an die Unterthanen gerichtet, denen es die Beobachtung der dem Consul schuldigen Achtung anempfiehlt. Es sichert ihm den Schutz der Regierung, hinsichts seiner Privilegien und Rechte. Der Consul hat aber von seinen durch dasselbe erlangten Rechten gegenüber der Regierung des Landes, welche ihm dasselbe ertheilt hat, nur insoweit Gebrauch zu machen, als die Umstände es erfordern; insbesondere hat er sich der Befugniss, dieser Regierung Vorstellungen wegen ungerechtfertigter Erhöhung der Zolltarife oder sonstiger Beeinträchtigung seiner Nationalen, zu machen mit Mässigung und Besonnenheit zu bedienen. Er mischt sich nicht unaufgefordert in Angelegenheiten, welche zwischen seinen Nationalen und dieser Regierung oder deren Unterthanen verhandelt werden. Verlangt die Regierung Erklärungen von ihm, so muss die betreffende Behörde dieserhalb Anzeige an ihn ergehen lassen; er empfängt die Deputirten derselben in seiner Wohnung, und kann ausser dem Falle eines Prozesses nicht citirt werden. Ist der Consul aber in dieser Weise um eine Erklärung angegangen, so hat er dieselbe, sie mag mündlich oder schriftlich abzugeben sein, nicht zu verzögern. *) In seinen Vorstellungen und sonstigen Correspondenzen an die Behörden, bedient sich der Consul der Sprache des Landes und wenn er dieser nicht mächtig ist, der französischen. In der Regel gehen seine Eingaben nur an die Behörden innerhalb seines Arrondissements.

Der Consul hat das Recht, von dieser Regierung entsprungene Matrosen zu reclamiren, und ihr Vagabonden seiner Nation zu denunciiren, sowie deren Ergreifung **) zu beantragen, erstattet aber ohne Vorzug die dafür aufgewendeten

*) Vertrag zwischen Frankreich und Spanien vom 13. März 1769, Art. II.

**) Vertrag zwischen Schweden und den Nord-Amerikanischen Freistaaten vom 4. Juli 1827.

Kosten. Seine eines Verbrechens angeschuldigten Nationalen können ohne sein Wissen von der Regierung weder in Haft gehalten noch in Freiheit gesetzt werden. Es muss ihm die Möglichkeit gelassen werden, dieselben zu reclamiren, und nach Umständen an die eigene Regierung auszuliefern. *)

Etwaige Recherchen der Douanenbeamten auf den Schiffen seiner Landsleute wegen vermutheter Contrebande, oder der Polizeibehörde zur Ergreifung flüchtiger Individuen, können nicht ohne Assistenz des Consuls oder seines Vertreters vorgenommen werden; derselbe erscheint jedoch hierbei nur als „einfacher Zeuge.“ **) Kehren die Visitationen regelmässig wieder, so haben die Douanenbeamten dem Consul eine bestimmte Stunde für ihren Besuch am Bord der Schiffe anzugeben, für welche er oder sein Dollmetscher sich bereit zu halten hat. ***) Erscheint er oder sein Stellvertreter trotz rechtzeitiger Anzeige nicht, so darf die Visitation dennoch vor sich gehen.

Wenn die Regierung sich veranlasst sähe, den Consul wegen verübter Vergehen zu strafen oder seines Amtes zu entheben, so bleibt doch sein Archiv unverletzlich, und es dürfen die von ihm angelegten Siegel nicht abgenommen werden. †)

Im Allgemeinen setzt die Stellung des Consuls Wohlverhalten gegen die Regierung des Landes, und Vermeidung alles Dessen voraus, woraus Conflict zwischen ihr und seinen Nationalen oder deren Regierung erwachsen könnten. Er hat

*) Vertrag zwischen Frankreich und den Nordamerikanischen Freistaaten vom 14. November 1798, Art. II.

**) Vertrag zwischen Frankreich und Spanien vom 2. Januar 1768 und später; zwischen Sicilien und Dänemark vom 6. April 1748; zwischen Sicilien und den Niederlanden vom 27. August 1753; zwischen Sicilien und Schweden vom 30. Juni 1742, wie nach den sardinischen und vielen anderen Verträgen.

***) Vertrag zwischen Frankreich und Spanien vom 13. März 1769, Art. IV.

†) Vertrag zwischen Preussen und Griechenland vom 12. August 1839 Art. XVI.; zwischen Amerika und Griechenland vom 22. December 1837 Art. XII.; und zwischen Amerika und Portugal vom 26. August 1840 Art. X.

streng auf die Beobachtung der Landesgesetze zu halten und allen Eifer anzuwenden, um Collisionen irgend welcher Art zu begegnen. Ist ihm ein diplomatischer Charakter von seiner Regierung beigelegt, so genießt er die Behandlung eines Ministers dritter Klasse.

§. 15. Prärogativen und Immunitäten des Consuls.

Eine der wichtigsten Prärogativen des Consuls ist das schon berührte, ihm fast allgemein gemachte Zugeständniss der Nichtbeschränkung seiner persönlichen Freiheit durch die Regierung, in deren Territorium er seine amtliche Thätigkeit ausübt, selbst, wenn er Strafgesetze verletzt. Der Grundsatz, dass er nur im Falle eines schweren Verbrechens*) (*crime atroce*) durch diese Regierung soll verhaftet werden können, ist selbst durch Verträge sanctionirt, in der Regel aber nur durch Connivenz zugestanden, so dass die Verhaftung allerdings *de jure* auch wegen leichter Vergehen und wegen Schulden statthaben kann. Einzelne Staaten haben dieses consularische Vorrecht einseitig durch Landesgesetze sicher gestellt, andere haben es mindestens in der Praxis geachtet. In den nordamerikanischen Freistaaten darf die Verhaftung nur auf Grund eines Verhaftsbefehls des obersten Gerichtshofes erfolgen;***) die griechische Instruction erfordert, indem sie die-

*) Zwischen Spanien und Frankreich ist durch die Convention vom 13. März 1769 Art. II. als Grundsatz festgestellt: „*Les Consuls jouiront de l'immunité personnelle sans qu'ils puissent être arrêtés ni traduits au prison, excepté le cas de crime atroce, et celui, ou les consuls seraient des négocians puisque pour lors cette immunité personnelle doit seulement s'entendre pour dettes ou autres causes civiles, qui n'impliquent pas du commerce qu'ils exercent par eux mêmes ou par leurs commis.*“

**) Constitution der Vereinigten Staaten Art. III. §. 2.: „*In all cases affecting ambassadors, other public ministers and consuls, and those in which a state shall be a party, the supreme Court shall have original jurisdiction.*“ Das Wort „*original*“ besagt offenbar, dass er die erste Instanz bildet. Nach der Acte vom 24. September 1789 sind indeß auch Districtsgerichtshöfe competent.

selbe auf Verbrechen einschränkt, Bericht an das auswärtige Amt und an die betreffende Gesandtschaft, vor der Verhaftung; *) ähnlich ist das Verfahren in Preussen, das als die Regel der allgemeinen Praxis gelten kann. **) Als allgemeiner

*) Art. 7 der Instruction vom 28. Februar 1839; nur bei schweren Verbrechen wird nachträglich berichtet.

**) Nach preussischem Verfahren gilt die Regel, „dass solche fremde Consularbeamte, welche sich nicht in dem preussischen Unterthanenverbande befinden, sobald sie diesseits weder Handel noch Gewerbe treiben, von der diesseitigen Gerichtsbarkeit ausgenommen sind und dass daher ein in diese Kategorie fallendes Verbrechen an diejenige Regierung, in deren Diensten der Consul steht, behufs der Untersuchung und Bestrafung zu überlassen sein würde. Diese Exemption würde sich indessen immer nicht auf solche strafgesetzlich verbotene Handlungen erstrecken können, durch welche die Rechte des diesseitigen Staats unmittelbar verletzt werden, imgleichen nicht auf solche Fälle, wo das Interesse der öffentlichen Ordnung und Sicherheit es erheischt, den Schuldigen sofort zur Verantwortung zu ziehen. Was noch insbesondere die Frage wegen der diesseitigen Verhaftung eines in den königl. Staaten angestellten fremden Consularbeamten betrifft, so ist es, und zwar ohne Unterschied, ob ein Verbrechen dazu Anlass gibt, oder ein Privatverhältniss, wie letzteres z. B. bei dem Civil-Schuldenverhältniss obwaltet, unter der Voraussetzung sonstiger gesetzlicher Begründung, an und für sich unbenommen, eine Maassregel dieser Art eintreten zu lassen, gleichviel welchem Staate der zu verhaftende Consular-Beamte als Unterthan angehört. Es würde aber vorkommenden Falls, wenigstens in Civilsachen, zuvor bei dem königl. Ministerium der auswärtig. Angelegenheiten deshalb besonders anzufragen sein, und würde letzteres demnächst, wenn die Verhaftung zur Ausführung kommt, der fremden Regierung, deren Consuldienst betheilig ist, unverzüglich davon Nachricht geben, damit diese auf Ersetzung Bedacht nehmen könne. Eine ähnliche Communication ist auch als vorbehalten zu betrachten, wenn es sich um die Eröffnung eines diesseitigen Criminalverfahrens gegen einen in den königl. Staaten angestellten fremden Consularbeamten handelt. Die in den preuss. Gesetzen zunächst für den Civil-Personal-Arrest allgemein vorgeschriebene Schonung gegen Fremde von einem Range würde übrigens auch einem consul-missus zu Theil werden.“

Man vergleiche die Verträge zwischen England und den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika von 1794, zwischen letzteren und Schweden von 1827, zwischen Spanien und Frankreich von 1769; der ersterwähnte lässt den Consul von der Regierung, bei der er residirt, strafen, wenn der Fall seines Vergehens vorgesehen ist; sonst darf seine Entsetzung und Heimsendung erfolgen, vorausgesetzt, dass darüber an seine Regierung berichtet wird.

Grundsatz ist auch der im griechischen Reglement ausgesprochene anzusehen, nach welchem der Consul von der Regierung, in deren Territorium er wohnt, nicht wegen solcher Vergehen vor ihre Strafgerichte gezogen wird, welche er gegen die Regierung, von der er bestellt ist, ausgeübt hat;*) es müsste denn zugleich ein öffentliches Aergerniss darin enthalten sein. Gebrauch ist, den Consul wegen Vergehen, die nicht gegen den Staat, in dem er residirt, gegen die Verfassung desselben begangen, oder sonst von schwerer Natur sind, seiner heimischen Regierung zur Bestrafung zu überlassen, geeigneten Falls unter Entbindung von seinen Functionen heimzusenden, dabei aber zugleich an die jenseitige Regierung zu berichten, um Nachtheile, welche aus der Erledigung des Postens erwachsen könnten, zu verhüten. —

Fortsetzung des §. 15.

Unbedingt und durch eine grosse Reihe von Verträgen ist die Unverletzlichkeit der Consularwohnung garantirt, auch wenn der Consul strafgerichtlich verfolgt würde.**) Er ist jedoch seinerseits verpflichtet, dieselbe nicht zu einem Asyl für Ver-

*) Das griechische Reglement Art. 3: „Pour ce qui regard les crimes et les delits de la part des consuls, qui n'offensent pas l'ordre public du lieu de leur résidence, mais seulement le gouvernement du Roi, la connaissance en appartient aux tribunaux grecs.“

In Frankreich kann der fremde Consul nicht vor Gericht gestellt werden für Acte, die er im Auftrage seiner Regierung und mit Billigung französischer Behörden unternimmt. Arrêts de la chambre de requêtes vom 13. vent. an. IX.

**) Im Fall seiner Entsetzung und Heimsendung bleibt sein Archiv unter seinem Siegel. Vertrag zwischen den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika und Schweden vom 4. Juli 1827 Art. 13 und vielfach. Es hängt damit die Sicherheit seiner Correspondenz zusammen, über die das griechische Reglement bestimmt: „Dans aucun cas il n'est permis aux Autorités locales, de se saisir de la correspondance d'office d'un consul.“ —

brecher zu machen. *) In Civil-Angelegenheiten genießt der Consul gesetzlich keinen Vorzug vor Privatleuten, insbesondere ist ihm ein Anspruch auf grössere Förmlichkeiten bei seiner Vorladung vor Gericht gesetzlich nicht eingeräumt, doch pflegen dieselben von den Regierungen, unter welchen überhaupt Exemptionen bestehen, in der Regel beobachtet zu werden. **)

Fortsetzung des §. 15.

Der Consul ist frei von persönlichen Lasten, als von Militär- und Wachdiensten, vom Dienst in der Bürgerwehr und vom Geschwornendienst, ferner von militärischer Einquartierung, ***) von Uebernahme einer Tutel oder Curatel und von jeder Personalsteuer; jedoch wird ihm eine Exemption vom Eingangszoll nur ausnahmsweise zugestanden. †)

*) Sehr bestimmt lautet darüber die Convention zwischen Frankreich und Spanien vom 2. Januar 1768: „Die Consularwohnung dürfe weder für Personen noch für Sachen ein Asyl bilden.“

**) In einigen Verträgen ist stipulirt, dass, wenn es sich um das blossе Zeugnis eines Consuls handelt, derselbe in seiner Wohnung zu vernehmen sei, doch ist dies nicht immer respectirt worden; z. B. bei einer Entscheidung des Gerichtshofs in Aix am 11. Juli 1843. Ob dem Consul vor Gericht ein besonderer Platz anzuweisen ist, wie das englische und nordamerikanische Reglement wollen, wird grossentheils von der persönlichen Stellung abhängen, welche er gegen die Localbehörden einnimmt; einen Anspruch darauf dürfte er schwerlich geltend machen können. Im übrigen ist das vorstehende Citat aus dem preussischen Consularhandbuche zu vergleichen.

***) Die Befreiung von der Quarterlast ist jedoch vielfach in beschränkendem Sinne zu verstehen, indem sie nach den Bestimmungen der Verträge im Falle der Nothwendigkeit, d. h. wenn alle anderen Häuser des Orts ohne Ausnahme belegt sind, aufhört; auch bezieht sich die Exemption nur auf die persönliche Wohnung, nicht auf die der attachirten Beamten an demselben Ort, da sie mehr der Kanzlei als der Personen wegen gewährt wird. Ist daher die letztere von der Consularwohnung getrennt, so wird sie immer am letzten eine Einquartierung aufzunehmen haben. Vergl. übrigens den Vertrag zwischen Preussen und Russland vom Jahre 1818.

†) Eine Ordre des Königs von Spanien vom 4. Juni 1790; ein Schreiben des Turiner Ministers an einen sardinischen Consul vom 2.

Er ist befugt, an seinem Hause das Wappen seiner Nation anzubringen*) und die nationale Flagge aufzuziehen. Beides hat aber nur den Zweck, dieses Haus als die Consular-Wohnung kenntlich zu machen. Auch auf dem Boote, auf welchem der Consul sich an Bord eines nationalen Schiffes begibt, darf er die Flagge aufziehen.

§. 16. Ausnahme.

Consuln, welche Unterthanen des Landes sind, in welchem sie residiren, oder daselbst Grundbesitz oder Eigenthum erwerben oder Handel treiben, sind von einem Theil der vorgenannten Begünstigungen ausgeschlossen.**)

August 1816, ein Schreiben des französischen Ministers der auswärtigen Angelegenheiten vom 7. vent. des Jahres XIII. und ein Circular der Regierung von Algier an die fremden Consuln vom 27. November 1834 sprechen sich gegen die Exemption aus.

*) Gewöhnlich ist dies von der eignen Regierung freigestellt, nicht geboten. Z. B. sagt das holländische Reglement §. 10.: „zullen zij Ons wapen van middelmatige grotte mogen platsen boven de deur hanner woning“ — der Gebrauch, die Flagge auszuhängen, wird daher immer seltener; in Hamburg z. B. wehen keine Flaggen an den Consular-Wohnungen. — Die Consuln in Spanien haben eigentlich nicht einmal das Recht, das Wappen anzubringen, sondern nur einen Schild mit der Bezeichnung des Consuls, doch ist es jetzt stillschweigend gestattet, Wappen und Flagge anzubringen, nur muss letzteres im Hausflur sein, während sein Platz über der Hausthür ist. In Amerika ist die Flagge gestattet, statt des Wappens aber nur eine Inschrift; in Oesterreich (ausser Triest), Preussen, Sicilien, wird nur das Wappen gebraucht, ebenso in Petersburg, während sonst in ganz Russland die Flagge gestattet ist; in Odessa auch das Wappen; in Dänemark ist die Flagge nur auf den Böten erlaubt. Das Verbot dagegen ist durch Dekret von 1831 erneuert. Die amer. Consuln müssen die Inschrift: „Consulat der Vereinigten Staaten“ in englischer Sprache und in der Sprache des Landes, wo sie residiren, anbringen.

**) Vertrag zwischen Preussen und Amerika vom 10. Septbr. 1828 Art. X. Der Vertrag zwischen Frankreich und Texas vom 25. Septbr. 1839 spricht die Regel mit dem Wortlaute vieler anderen Verträge aus: „Les Consuls, Vice-Consuls et agents consulaires respectifs, ainsi que

wird die Unterthaneneigenschaft ihren Rechten und Pflichten nach in keiner Beziehung geändert, im zweiten theilt der Consul die Lasten des einheimischen Grundbesitzers, bleibt jedoch im Genuss der Rechte, welche abgesehen davon seine Stellung verleiht; im dritten unterliegt er den gesetzlichen Bestimmungen, wie jeder Handeltreibende des Orts, ohne alle davon unabhängigen Prärogativen aufzugeben. Unter Anderen würde es bei eintretendem Banquerott den Localbehörden unbedingt gesattet sein, seine Wohnung zu betreten und seine Handlungsbücher, zu deren Führung er verpflichtet wäre, einzusehen. — Das „Exequatur“ an eigene Unterthanen wird in der Regel mit der Klausel „unbeschadet seiner bürgerlichen Pflichten“ ertheilt, doch werden fast überall gewisse Freiheiten zugestanden, dazu gehört zunächst die vom Dienst in der Bürgerwehr,*) auch wohl von der Armenpflege, wie überhaupt von städtischen Ehrenämtern.

§. 17. Befugnisse des Consuls.

Die Befugnisse des Consuls fallen im Wesentlichen mit seinen Pflichten zusammen, bei denen sie demnach mitberührt

leurs Chancelliers jouiront dans les deux pays des privilèges généralement attribués à leurs charges, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toute fois, qu'ils ne soient citoyens du pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin, qu'ils ne fassent le commerce, dans lequel cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions, que les autres particuliers.“ — Vergl. Verträge zwischen Frankreich und Bolivia vom 9. Dezember 1834 und zwischen Frankreich und den nordamerikanischen Frei-Staaten vom 14. Novemb. 1788 Art. II.

*) Die niederländische Ord. vom 5. Juni 1822 gestattet den Einheimischen, sich in der Bürgergarde vertreten zu lassen. In Republiken, wie in Hamburg, sind die Consuln auch vom Besuch gesetzgebender Versammlungen dispensirt, wegen ihrer Stellung zu einer fremden Regierung. Auch in Frankreich sind einheimische Consuln vom Dienst der Bürgerwehr befreit. Arrêt de la cour de cassation vom 26. April 1834.

werden; besonders hervorzuheben sind aber ausser dem bereits erwähnten Rechte zur Bestellung von Vice-Consuln und Agenten:

- a. die Befugniss, öffentliche Acte und Willenserklärungen seiner Landsleute auf- und anzunehmen.
- b. Urkunden seiner Landsleute zu legalisiren und Eide abzunehmen.
- c. Certificate über alle Gegenstände der Schifffahrt und des Handels auszustellen.
- d. Pässe und Visa zu ertheilen.
- e. Zur Unterdrückung eines Tumults auf einem seinen Nationalen gehörigen Schiffe oder zur Vollstreckung einer von ihm gefällten richterlichen Entscheidung die öffentliche Gewalt zu requiriren; Deserteure verhaften zu lassen.*)
- f. Seine Landsleute wegen verübter Betrügereien oder ungebührlichen Verhaltens zu verwarnen, und allenfalls über sie an's Gouvernement zu berichten.
- g. Zu fordern, dass seinem amtlichen Charakter die gebührende Achtung erwiesen und seinen Anordnungen von den Nationalen, Schiffscapitainen oder der Mannschaft Folge geleistet werde.
- h. Bei einer Veränderung in der Person des Schiffsführers mitzuwirken und dieselbe, bei Krankheiten oder sonstigen Zufällen von seiner Genehmigung abhängig zu machen;***) die Entlassung von Matrosen im Auslande und das Engagement neuer zu verhindern.

*) Die Haftzeit ist indess durch Verträge mehrfach beschränkt, und wird auch ohne dieselben nicht auf lange ausgedehnt werden können. Der Consul wird das erste geeignete Fahrzeug benutzen müssen, den Deserteur in die Heimath zu liefern. Die in den gedachten Verträgen festgesetzte Frist ist eine dreimonatliche. Die Behörden sind ermächtigt, den Gefangenen freizulassen, wenn inzwischen der Consul ihn nicht repatriirt. England, Amerika und Griechenland sind ohnehin nicht sehr bereit, zur Verhaftung der Deserteurs mitzuwirken. Verträge zwischen Sardinien und Preussen setzen drei, zwischen den Hansestädten und Amerika nur zwei Monat fest.

**) Das politische Edict der österreichischen Regierung §. 15 verlangt Aufnahme der Gründe solches Wechsels durch den Capitain.

- i. Beim Verkauf nationaler Schiffe mitzuwirken, und denselben unter ~~den unten~~ ~~darunter~~ liegenden Voraussetzungen ebenfalls zu verhindern.
- k. Die Tragfähigkeit der nationalen Schiffe und ihren sonstigen Zustand zu prüfen, und event. die Abfahrt zu untersagen.
- l. In dringenden Fällen Couriere an das Gouvernement zu schicken.*)
- m. Die offizielle Correspondenz mit Umgehung der gewöhnlichen Post dem Capitain eines nationalen Schiffs zur Beförderung zu übergeben.
- n. Versammlungen seiner Nationalen zu berufen und dieselben als Präsident zu leiten.**)
- o. In Fällen, welche sich unten ergeben werden, ex officio in Angelegenheiten derselben einzuschreiten.***)

*) Diese Befugniß ist jedoch nur von einzelnen Regierungen eingeräumt, auch von Sardinien; die Consuln von Montivedeo sind ermächtigt, in dringenden Fällen ein Schiff zu expediren.

**) Die Befugniß wird den Consuln zwar durch das englische, nordamerikanische, brasilianische, holländische Reglement zugestanden, ohne dass jedoch eine Strafe für die Ausbleibenden bestimmt wäre, wie im Orient.

***) Den allgemeinen Grundsatz spricht das oldenburgische Reglement §. 14 aus: „Der Consul darf in Privatangelegenheiten oldenburg. Unterthanen von Amtswegen und ohne Aufforderung Seitens der Beteiligten nur da einschreiten, wo dies im allgemeinen Interesse zur Aufrechthaltung der allgemeinen Ordnung oder zur Wahrung der Interessen abwesender oder hilfloser Personen erforderlich ist. Zu den Fällen dieser Art gehören vorzugsweise: wenn dem Consul irgend ein Umstand bekannt wird, durch den das Interesse der oldenburg. Flagge compromittirt oder deren Sicherheit gefährdet werden könnte, oder die oldenburg. Schiffsahrtspolizeigesetze verletzt werden, so hat er nach sorgfältiger Erwägung aller Umstände, mit möglichster Vorsicht Sorge dafür zu tragen, dass durch die angemessensten und wirksamsten Maasregeln, nöthigenfalls durch Requisition der Behörde Abhülfe geschafft werde; z. B. wenn bestehende Handels- und Schiffsahrts-Verträge verletzt oder die Neutralität der oldenburg. Flagge nicht geachtet würde; wenn ein oldenburg. Schiff sich zum Sklavenhandel, zu Seeräuberel, zu Führung von Kriegsgontrebande, Verkehr mit blockirten Häfen gebrauchen liesse; wenn es falsche Pässe führte oder fichte oldenburg. Pässe von fremden Schiffen gebraucht würden.“

Aufnahme von Urkunden.

In der Regel nimmt der Consul nur Acte auf, welche zwischen seinen Landsleuten geschlossen werden; es ist ihm indess unbenommen, auch solche, welche zwischen den letzteren und Fremden, selbst Einheimischen geschlossen werden, aufzunehmen, nur wird er vermeiden müssen, den öffentlichen Notaren einen Anlass zu Beschwerden über Entziehung der Geschäfte zu geben. Auf alle Fälle muss er dafür sorgen, dass die gesetzlichen Formen streng erfüllt, die Parteien gehörig recognoscirt und die Urkunden von zwei mit den gesetzlichen Erfordernissen versehenen, männlichen Zeugen, die weder mit ihm, noch mit seinem Kanzler in Verwandtschaft oder anderem, auf die Verhandlung möglicher Weise Einfluss habenden Nexus stehen, unterschrieben werde.

Der Consul ist zur Aufnahme aller gesetzlich erlaubten Verträge berechtigt, namentlich zu Bodmereiverträgen, Kauf-, Verkauf-, Schenkungsverträgen, desgl. auch nimmt er Testamente seiner Nationalen auf, oder verwahrt, wenn sie ihm versiegelt übergeben werden, dieselben in seinem Depositorium. Kaufverträge über ein nationales Handelsschiff aber müssen von ihm, oder dürfen mindestens nur mit seiner Autorisation geschlossen werden. Er prüft die Vollmacht des Capitains zum Verkauf, und wenn dieselbe genügend, so fordert er, im Falle der Käufer ein Fremder ist, die Schiffspapiere zurück, welche er gleichzeitig mit der Meldung des Verkaufs an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten einsendet. *) Das

*) Art. 23 des belgischen Reglements dem Art. XVIII. des türkischen wörtlich gleichlautend ist: „Si un capitain belge vend son navire dans un port étranger, le consul dans l'arrondissement duquel le port se trouve, se fera remettre immédiatement par le capitaine les lettres et papiers de mer, lui en donnera reçu, les biffra et les coupera en sa présence, et les renverra en cet état au ministre des affaires étrangères.“ Das portugiesische Reglement §. 85.: „Le Consul ne consentira pas à la vente ou aliénation d'un navire portugais dans son district, avant qu'on ne lui ait montré les pleins-pouvoirs ou tout autre document légal qui autorise une telle aliénation. Si l'acheteur n'était pas sujet de sa majesté très fidèle il reclameroit les documents qui de-

selbe geschieht, wenn die völlige Unbrauchbarkeit des Schiffes vom Führer erwiesen ist.

Die Originale der aufgenommenen Urkunden bleiben in den Acten der Kanzlei, der Ausfertigung, welche die Parteien erhalten, wird das Consulats-Siegel begedruckt.

Legalisirung von Urkunden.

Legalisirt werden durch den Consul in der Regel nur von fremden Behörden aufgenommene Urkunden; um den in der Heimath aufgenommenen Schriftstücken durch seine Unterschrift und Siegelung Authenticität zu verleihen, bedarf er der besonderen Autorisation des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten. Von Privatpersonen aufgenommene Schriftstücke legalisirt der Consul gar nicht, ausser wenn der Extrahent es auch auf die Gefahr, dass eine rechtliche Wirkung ausbleibt, dennoch wünschen sollte; überhaupt unterzieht der Consul sich dieser Function nur, wenn kein Gesandter seiner Regierung am Orte residirt.

Aus jeder Legalisation muss hervorgehen, dass dem Consul die Behörde oder der Beamte, von dem das Schriftstück gezeichnet ist, bekannt sei, dass, und weshalb er die Ueberzeugung von der Richtigkeit der Unterschrift habe.*) Die Eigenschaft des erwähnten Beamten ist gleichfalls zu bezeichnen.

Abschriften aus den Acten der Registratur können in authentischer Form auch von dem Kanzler gegeben werden,

montreraient la nationalité du bâtiment; ces documents seront tous envoyés au gouvernement.“ So auch nach dänischem Reglement Art. 23, was ausserdem anordnet, dass das dem Schiff eingebrannte Zeichen zur Erkennung seiner Nationalität (Dansk Eiendom) vertilgt werden solle. Das russische Reglement schreibt §. 23 vor: Wird ein nationales Schiff im District des Consuls oder in dessen Nähe verkauft, so bittet der Consul die Ortsbehörden, den Notaren, Maklern etc. zur Pflicht zu machen, die Autorisation des Capitains zu diesem Verkauf zu prüfen. Die Schiffspapiere sind dem Minister des auswärt. Handels einzusenden.

*) Französische Ord. vom 25. October 1833 Art. 7. Es bedarf wohl kaum der Erwähnung, dass die vorstehenden Sätze sich nicht in allen Instructionen vorfinden; sie stehen indess unzweifelhaft in jeder Notariatsordnung.

doch ist auch hier, wie bei allen aus der Kanzlei hervorgehenden Schriftstücken, welche öffentlichen Glauben haben sollen, das Consulatssiegel beizudrücken.

In den Actenstücken dürfen sich keine leeren Zwischenräume zwischen den Zeilen, keine Rasuren, Striche und dergleichen finden, oder es müssen dieselben vor der Unterschrift vom Consul durch einen Vermerk bezeichnet werden.

Abschriften müssen im Ganzen und nicht stückweise gemacht werden; eine Copie der Copie ist ungültig, wenn sich das Original nicht in den Acten befindet. Jede Abschrift muss als solche bezeichnet sein.

Verlorene Actenstücke können ein zweites Mal ausgefertigt werden, wenn der Verlust glaubhaft nachgewiesen ist.

In jedem Document müssen die aufzuführenden Personen genau bezeichnet sein, nach Stand, Vor- und Zuname, Alter, Dispositionsfähigkeit; die Daten und Ziffern mit Buchstaben geschrieben werden.

Besteht das Document aus mehreren Blättern, so werden dieselben mit einem Faden verbunden, auf dessen Enden das Siegel gedrückt wird.

Der Consul fügt der Unterschrift seines Namens den amtlichen Character und Grad bei. —

Abnahme von Eiden.

Bei Abnahme von Eiden hat der Consul sich genau an die Bestimmungen der Gerichtsordnung seines Landes zu halten. Bei der Vereidigung von Fremden ist deren landesübliche Eidesnorm zu Grunde zu legen. In Fällen, wo der Consul autorisirt ist, Vice-Consula und Consularagenten den Amtseid abzunehmen, wird er nöthigenfalls das Formular vom Minister der auswärtigen Angelegenheiten erbitten müssen.

Kein Eid kann ohne Protokoll abgenommen werden, in welchem die Person des Schwörenden genau zu bezeichnen ist.

Certificats

haben den Zweck, vor den heimischen Behörden producirt zu werden; der Consul ertheilt dieselben seinen Landsteuten auf

deren Verlangen, jedoch nur in Bezug auf Handel und Schifffahrt; es gehören dahin besonders Ursprungsatteste, Gesundheits-, Verladungsscheine u. dgl. Bei der Ausstellung derselben ist eine besondere Vorsicht erforderlich; der Consul wird daher in der Regel nur das certificiren können, was entweder durch eigenen Augenschein oder durch ganz zuverlässige Quellen zu seiner Kenntniss gelangt ist.*)"

Ertheilung von Pässen.

Die Ertheilung von Reisepässen gehört nicht eigentlich zum Ressort der Consuln, die Befugniss dazu unterliegt vielmehr verschiedenen Beschränkungen. In der Regel darf sie überhaupt nur ausgeübt werden, wenn keine Gesandtschaft des vom Consul vertretenen Landes am Orte ist.***) Für diesen Fall ist ihm durchgehends die Ertheilung von Pässen und Visa an die Angehörigen seiner Nation, wenn dieselben mit gültigen Pässen die Heimath verlassen haben, zu ihrer Weiterreise, sowie an unverdächtige Fremde,****) welche in seine Heimath reisen, nach Massgabe der Landesgesetze gestattet.†)

*) Mehrere Reglements erwähnen ausdrücklich des Falls, wo ein Consul das Eigenthum an Waaren einem Nationalen bescheinigt, obgleich dieselben einem Fremden gehören; geschieht dies wissentlich, so verhängt das Reglement der Vereinigten Staaten eine Geldbusse von 10,000 Dollars und Gefängnisstrafe bis zu 3 Jahren.

**) Das französische und nordamerikanische Reglement erwähnen dieser Beschränkung durch die Gesandtschaft nicht.

***) An Fremde dürfen überall nur Visa ertheilt werden; ein Consul der dagegen handelt, zahlt nach dem Reglement der Vereinigten Staaten eine Geldstrafe von 100 Dollars.

†) Ganz übereinstimmend sind hierin das preussische, französische und sardinische Reglement. Das letztere untersagt Pass- und Visaertheilung bei Reisen nach der Levante, nach den Barbarenstaaten und nach Amerika. Nach dem Vertrag zwischen Preussen und Russland vom ¹⁹/₁₁ 1818 Art. III. hat der Consul das Recht, Pässe an Handeltreibende zu ertheilen, die von seiner Residenz nach einer andern Provinz desselben Landes gehen. Oesterreichische Consuln dürfen Fremden die Pässe nicht visiren. In einem Schreiben des Triester Centr. Seeguberniums vom 13. Januar 1818 heisst es: Ai Consoli I. K. residenti in Luoghi dell' Estero nei quali non si trova un I. K. Ambasciata è permessa soltanto in Casi Urgenti di rilasciare de Passaporti

Der Consul hat bei Pass- und Visa-Ertheilungen die Identität der Person sorgfältig zu prüfen. Landesgenossen, welche nicht in die Heimath zurückkehren, hat er eine Prolongation des Passes nach Ablauf desselben, oder eine Erneuerung zu versagen, wenn der Inhaber nicht nachweisen kann, dass er seiner Militärpflicht bereits genügt hat oder davon befreit worden ist. *)

Die französischen Consuls sind in der diesfälligen Befugnis am wenigsten beschränkt, am meisten die englischen, sie ertheilen gar keine Pässe.

Einzelne Reglements unterscheiden bei der Befugnis zur Passertheilung und Visirung zwischen Consuls und Vice-Consuls, **) gestatten aber, dass der Erstere dem Letzteren dieselbe soweit er sie selbst besitzt, durch Uebermittlung von Formularen überträgt. Diese Formulare tragen an der Spitze gewöhnlich das nationale Wappen.

Für die Ertheilung von Schiffspässen bestehen besondere Vorschriften. Allgemein zugestanden ist dem Consul Erneuerung derselben bei erwiesenem Verlust, wenn die Schiffe in die Heimath zurückgehen; auch darf er auf die von seinen Nationalen im Auslande neuerworbenen Schiffe einen provisorischen Pass in die Heimath geben; oder wenn er selbst in dringenden Fällen ein Schiff dorthin ausrüstet.

ai soli sudditi Austriaci, ma giammai a sudditi esteri, non essendo del resto in regola autorizzati, che semplicemente di monire col Loro vidit i Passaporti che loro vengono esibiti dai sudditi Austriaci.

*) Instruction für die oldenb. Cons. §. 9. — In demselben heisst es weiter: „Sollte von dem Consul die Ausstellung eines Passes erbeten werden, ohne dass der Impetrant seinen alten Pass zu produciren vermöchte, so ist solcher zur Weiterreise zu verweigern, und lediglich ein Pass zur Rückreise in die Heimath zu ertheilen, es wäre denn, dass derselbe neben seiner Qualität als oldenburg. Unterthan den Verlust seines Passes glaubhaft nachweisen könnte.

**) v. 20. Februar 1822. Ultimamente il caso è succeduto, che un Viceconsole Austr. si è permesso di vidimare il passaporto estero di un Suddito estero per autorizzarlo ad entrare negli Stati I. A. Tale irregolare procedere etc.

Aufnahme von Civilstandsacten.

Von einigen Regierungen, denen von Frankreich, Sardinien, Griechenland, Portugal, ist der Consul zur Uebernahme der Functionen eines Civilstands-Beamten autorisirt. *) Es gebührt ihm daher die Aufzeichnung von Geburten und Sterbefällen, von Adoptions-, Eheschliessungs-, Emancipations-Acten, dergl. Wie der Consul zur Kenntniss der Geburts- und Sterbefälle gelangt, ist verschieden bestimmt. Die auf der Fahrt vorgekommenen muss der Capitain ihm durch ein darüber aufgenommenes Protokoll nachweisen. **) Der Consul hat bei diesen Acten die in der Heimath üblichen Formen streng zu beachten, insbesondere bei Vollziehung einer Ehe die üblichen drei Aufgebote vorangehen zu lassen, und dieselbe durch Anschlag in seiner Kanzlei bekannt zu machen. Der französische Consul ist befugt, unter Umständen von zwei Aufgeboten zu dispensiren.

Die Register, für welche die Consula gewöhnlich Schemata von ihren Gouvernements erhalten, sind doppelt zu führen, die Seiten nummerirt, ohne Intervalle und leere Blätter.

Das eine der Register wird am Schluss des Jahres an den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten eingesendet, das andere verbleibt der Kanzlei und ist nach den vom Minister etwa eingehenden Berichtigungen zu modificiren. ***)

*) vergl. die Art. 60 und 87 des Code civil.

Die französische Ordonnanz vom 23. October 1833 Art. 2. „Ces actes sans distinction seront tous inscrits de suite et sans aucun blanc, par ordre de date, sur un ou plusieurs registres tenus doubles, qui seront coté par première et dernière, et paraphés sur toutes les pages par le consul. — Doppelte Register auch nach griechischem Reglement.

**) Art. 48 des code civil, und das sardin. Regl. vom 20. Juni 1837. — Das portug. Reglement §. 61: „Les actes de naissance seront inscrits dans les huit jours après la naissance de l'enfant lequel doit être présenté à la chancellerie consulaire devant deux temoins. On y énoncère le jour, l'heure, et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms,

***) Die französischen, griechischen und sardinischen Consula haben noch die besondere Verpflichtung, alle sich in ihrem Arrondissement

ist auch der im griechischen Reglement ausgesprochen, nach welchem der Consul von der Regierung des Territoriums, in welchem er wohnt, nicht wegen solcher Verbrechen, welche er gegen die Strafrechtsordnung, von der er bestellt ist, ausgeübt hat,*) es kann zugleich ein öffentliches Aergerniss darin enthalten sein, den Consul wegen Vergehen, die gegen den Staat, in dem er residirt, gegen die Verfassungen begangen, oder sonst von schwerer Natur sind, heimischen Regierung zur Bestrafung zu überlassen, wenn Falls unter Entbindung von seinen Functionen heimisch, dabei aber zugleich an die jenseitige Regierung zu denken, um Nachtheile, welche aus der Erledigung des Potentials erwachsen könnten, zu verhüten. —

Fortsetzung des §. 15.

Unbedingt und durch eine grosse Reihe von Verträgen ist Unverletzlichkeit der Consularwohnung garantirt, auch wenn Consul strafgerichtlich verfolgt würde.**) Er ist jedoch andererseits verpflichtet, dieselbe nicht zu einem Asyl für Ver-

*) Das griechische Reglement Art. 3: „Pour ce qui regard les crimes et les delits de la part des consuls, qui n'offensent pas l'ordre public du lieu de leur résidence, mais seulement le gouvernement du pays, la connaissance en appartient aux tribunaux grecs.“

In Frankreich kann der fremde Consul nicht vor Gericht gestellt werden für Acte, die er im Auftrage seiner Regierung und mit Billigung französischer Behörden unternimmt. Arrêts de la chambre de requêtes vom 13. vent. an. IX.

**) Im Fall seiner Entsetzung und Heimsendung bleibt sein Archiv unter seinem Siegel. Vertrag zwischen den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika und Schweden vom 4. Juli 1827 Art. 13 und vielfach. Es hängt damit die Sicherheit seiner Correspondenz zusammen, über die das griechische Reglement bestimmt: „Dans aucun cas il n'est permis aux Autorités locales, de se saisir de la correspondance d'offices d'un consul.“ —

brecher zu machen. *) In Civil-Angelegenheiten genießt der Consul gesetzlich keinen Vorzug vor Privatleuten, insbesondere ist ihm ein Anspruch auf grössere Förmlichkeiten bei seiner Vorladung vor Gericht gesetzlich nicht eingeräumt, doch pflegen dieselben von den Regierungen, unter welchen überhaupt Exemptionen bestehen, in der Regel beobachtet zu werden. **)

Fortsetzung des §. 15.

Der Consul ist frei von persönlichen Lasten, als von Militär- und Wachdiensten, vom Dienst in der Bürgerwehr und vom Geschwornendienst, ferner von militärischer Einquartierung, ***) von Uebernahme einer Tutel oder Curatel und von jeder Personalsteuer; jedoch wird ihm eine Exemption vom Eingangszoll nur ausnahmsweise zugestanden. †)

*) Sehr bestimmt lautet darüber die Convention zwischen Frankreich und Spanien vom 2. Januar 1768: „Die Consularwohnung dürfe weder für Personen noch für Sachen ein Asyl bilden.“

**) In einigen Verträgen ist stipulirt, dass, wenn es sich um das blosse Zeugnis eines Consuls handelt, derselbe in seiner Wohnung zu vernehmen sei, doch ist dies nicht immer respectirt worden; z. B. bei einer Entscheidung des Gerichtshofs in Aix am 11. Juli 1843. Ob dem Consul vor Gericht ein besonderer Platz anzuweisen ist, wie das englische und nordamerikanische Reglement wollen, wird grossentheils von der persönlichen Stellung abhängen, welche er gegen die Localbehörden einnimmt; einen Anspruch darauf dürfte er schwerlich geltend machen können. Im übrigen ist das vorstehende Citat aus dem preussischen Consularhandbuche zu vergleichen.

***) Die Befreiung von der Quartierlast ist jedoch vielfach in beschränkendem Sinne zu verstehen, indem sie nach den Bestimmungen der Verträge im Falle der Nothwendigkeit, d. h. wenn alle anderen Häuser des Orts ohne Ausnahme belegt sind, aufhört; auch bezieht sich die Exemption nur auf die persönliche Wohnung, nicht auf die der attachirten Beamten an denselben Ort, da sie mehr der Kanzlei als der Personen wegen gewährt wird. Ist daher die letztere von der Consularwohnung getrennt, so wird sie immer am letzten eine Einquartierung aufzunehmen haben. Vergl. übrigens den Vertrag zwischen Preussen und Russland vom Jahre 1818.

†) Eine Ordre des Königs von Spanien vom 4. Juni 1790; ein Schreiben des Turiner Ministers an einen sardinischen Consul vom 2.

Er ist befugt, an seinem Hause das Wappen seiner Nation anzubringen*) und die nationale Flagge aufzuziehen. Beides hat aber nur den Zweck, dieses Haus als die Consular-Wohnung kenntlich zu machen. Auch auf dem Boote, auf welchem der Consul sich an Bord eines nationalen Schiffes begibt, darf er die Flagge aufziehen.

§. 16. Ausnahme.

Consuln, welche Unterthanen des Landes sind, in welchem sie residiren, oder daselbst Grundbesitz oder Eigenthum erwerben oder Handel treiben, sind von einem Theil der vorgenannten Begünstigungen ausgeschlossen.**)

August 1816, ein Schreiben des französischen Ministers der auswärtigen Angelegenheiten vom 7. vent. des Jahres XIII. und ein Circular der Regierung von Algier an die fremden Consuln vom 27. November 1834 sprechen sich gegen die Exemption aus.

*) Gewöhnlich ist dies von der eignen Regierung freigestellt, nicht geboten. Z. B. sagt das holländische Reglement §. 10.: „zullen zij Ons wapen van middelmatige grotte mogen platsen boven de deur hunner woning“ — der Gebrauch, die Flagge auszubängen, wird daher immer seltener; in Hamburg z. B. wehen keine Flaggen an den Consulate-Wohnungen. — Die Consuln in Spanien haben eigentlich nicht einmal das Recht, das Wappen anzubringen, sondern nur einen Schild mit der Bezeichnung des Consulates, doch ist es jetzt stillschweigend gestattet, Wappen und Flagge anzubringen, nur muss letzteres im Hausflur sein, während sein Platz über der Hausthür ist. In Amerika ist die Flagge gestattet, statt des Wappens aber nur eine Inschrift; in Oesterreich (ausser Triest), Preussen, Sicilien, wird nur das Wappen gebraucht, ebenso in Petersburg, während sonst in ganz Russland die Flagge gestattet ist; in Odessa auch das Wappen; in Dänemark ist die Flagge nur auf den Böten erlaubt. Das Verbot dagegen ist durch Dekret von 1831 erneuert. Die amer. Consuln müssen die Inschrift: „Consulat der Vereinigten Staaten“ in englischer Sprache und in der Sprache des Landes, wo sie residiren, anbringen.

**) Vertrag zwischen Preussen und Amerika vom 10. Septbr. 1828 Art. X. Der Vertrag zwischen Frankreich und Texas vom 25. Septbr. 1839 spricht die Regel mit dem Wortlaute vieler anderen Verträge aus: „Les Consuls, Vice-Consuls et agents consulaires respectifs, ainsi que

wird die Unterthaneneigenschaft ihren Rechten und Pflichten nach in keiner Beziehung geändert, im zweiten theilt der Consul die Lasten des einheimischen Grundbesitzers, bleibt jedoch im Genuss der Rechte, welche abgesehen davon seine Stellung verleiht; im dritten unterliegt er den gesetzlichen Bestimmungen, wie jeder Handeltreibende des Orts, ohne alle davon unabhängigen Prärogativen aufzugeben. Unter Anderen würde es bei eintretendem Banquerott den Localbehörden unbedingt gesattet sein, seine Wohnung zu betreten und seine Handlungsbücher, zu deren Führung er verpflichtet wäre, einzusehen. — Das „Exequatur“ an eigene Unterthanen wird in der Regel mit der Klausel „unbeschadet seiner bürgerlichen Pflichten“ ertheilt, doch werden fast überall gewisse Freiheiten zugestanden, dazu gehört zunächst die vom Dienst in der Bürgerwehr,*) auch wohl von der Armenpflege, wie überhaupt von städtischen Ehrenämtern.

§. 17. Befugnisse des Consuls.

Die Befugnisse des Consuls fallen im Wesentlichen mit seinen Pflichten zusammen, bei denen sie demnach mitberührt

leurs Chanceliers jouiront dans les deux pays des privilèges généralement attribués à leurs charges, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toute fois, qu'ils ne soient citoyens du pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin, qu'ils ne fassent le commerce, dans lequel cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions, que les autres particuliers.“ — Vergl. Verträge zwischen Frankreich und Bolivia vom 9. Dezember 1834 und zwischen Frankreich und den nordamerikanischen Frei-Staaten vom 14. Novemb. 1788 Art. II.

*) Die niederländische Ord. vom 5. Juni 1822 gestattet den Einheimischen, sich in der Bürgergarde vertreten zu lassen. In Republiken, wie in Hamburg, sind die Consuln auch vom Besuch gesetzgebender Versammlungen dispensirt, wegen ihrer Stellung zu einer fremden Regierung. Auch in Frankreich sind einheimische Consuln vom Dienst der Bürgerwehr befreit. Arrêt de la cour de cassation vom 26. April 1834.

N. Der Consul darf seinen Beistand nur Landsleuten, oder doch nur Angehörigen der Staaten widmen, die mitzuvertreten seine Regierung ihm ausdrücklich aufgetragen hat. Es wird ihm jedoch nie zur Last gelegt werden, wenn er ausseramtlich den Angehörigen befreundeter Nationen seine Dienste leistet. *)

O. Er ist verpflichtet, verunglückte Seeleute oder Andere**) im Auslande hülflos gewordene Nationale, die in die Heimath zurückkehren wollen, falls denselben kein Vergehen zur Last fällt, oder sie sich sonst einer Unterstützung nicht unwürdig gemacht haben, mit Reisegeld zu versehen und ihnen eine möglichst billige Rückfahrt zu vermitteln. Die zu bewilligenden Sätze sind durch fast alle Reglements ziemlich übereinstimmend festgesetzt. Z. B. bei Reisen über Land setzt das preussische Reglement 2½ Sgr. als Maximum pro Meile und 10 Sgr. pro Tag fest, das russische 25 Silberpeken pro Tag, 10 auf die deutsche Meile. Das belgische 1 Fr. täglich; das türkische 1 Fr. 25 Cent., das sardinische 80 Cent., zu Lande 10 Cent. à Meile, das holländische 50 Cent. und 10 für die Stunde des Marsches. Der gewährte Vorzuschussbetrag ist auf dem Passe zu bemerken.***)

Das Bemühen des Consuls muss zunächst dahin gehen, die unentgeltliche Mitnahme auf nationalen Schiffen zu bewirken. Die Schiffscapitaine sind unter gewissen Voraussetzungen zu dieser Mitnahme verpflichtet,†) es steht ihnen aber

lichkeit besorgen zu lassen.“ Dergleichen Bestimmungen rühren von den Regierungen kleiner Länder her, welche ihre Consuln nicht besolden.

*) Die Consuln deutscher Länder sind sogar angewiesen, jedem Deutschen, soweit die jenseitigen Regierungen es zulassen, mit Rath und That beizustehen, und in vielen Fällen ist es geschehen.

**) Das preussische Reglement, das der Vereinigten Staaten und andere sprechen nur von Seeleuten. Das erstere ist in allen diesen Punkten von vorzüglicher Bestimmtheit.

***) Russisches Regl. §. 44, Circ. der hannöv. Reg. vom 7. März 1844 und die meisten ändern.

†) Auf eine begründete Weigerung steht Geldstrafe, für den brasilianischen Schiffscapitain z. B. auf jeden Mann, dessen Mitnahme verweigert wird, 20,000 Reals. Die Weigerung ist dem Minister zu berichten. Hannov. Regl. vom 23. März 1833.

nach frei, im Falle sie sich dazu verstehen, die Mitgenommenen zu Arbeiten auf dem Schiffe zu verwenden. Der Consul muss ein diesfälliges Abkommen vermitteln und zu Protokoll nehmen. Wie weit die Capitaine zur Mitnahme verpflichtet sind, ist verschieden festgesetzt; entweder entscheidet das Verhältniss der Mitzunehmenden zu dem Schiffsraum oder zur Equipage. *)

Ueber jedes Abkommen, welches der Consul in dieser Beziehung mit dem Capitain schliesst, ertheilt er demselben Bescheinigung.

Ist keine Gelegenheit, die Rückbeförderung auf einem nationalen Kriegs- oder Handelsschiff zu bewirken, so sucht der Consul die Rückfahrt auf einem fremden Schiffe, welches in einen Hafen seiner Heimath läuft, zu bewerkstelligen, oder er überweist die zu Befördernden dem Consul des nächsten Hafens, oder bewirkt deren Rückkehr zu Lande. Für die Tage, welche sie gezwungen sind, auf die Abreise zu warten, darf der Vorschuss ebenfalls bewilligt werden.

Den Personen, welche nicht im Stande sind, sich die nothwendigsten Kleidungsstücke selbst anzuschaffen, kann der Consul dieselben ankaufen.

Für den gewährten Vorschuss lässt derselbe sich einen Revers ausstellen, auf Grund dessen in der Heimath allenfalls die Rückforderung geschehen kann. In seinem Bericht hat der Consul das Schiff, mit welchem die Heimkehr geschehen, und die Personen, genau zu bezeichnen.

Kranke, welche die Fahrt nach Hause nicht mitmachen können, sind in eine gute, öffentliche Krankenanstalt unterzu-

*) Das portug. Reglement §. 121 verlangt die Mitnahme, wenn die Zahl der Mitzunehmenden nicht $\frac{1}{4}$ der Equipage übersteigt; das Brasilianische bestimmt Art. 67: Le capitain d'un navire de 100 à 200 tonneaux sera tenu de recevoir et conduire au port de sa destination quatre marins, et un de plus pour chaque 50 tonneaux en sus; nach franz. Reglement 2 Mann à 100 Tonnen, sei es als Matrosen oder Passagiere; im ersten Falle schreibt der Consul sie in die Schiffsrolle ein mit Beifügung ihres Soldes, auch im letzteren Falle werden sie eingetragen mit Bemerkung über Entschädigung des Capitains. Circ. der Marine vom 31. Mai 1849; nach dem Reglement der Vereinigten Staaten auch 2 Mann à 100 Tonnen.

bringen;*) die Aufnahme wird in der Regel nicht verweigert werden, wenn der Consul den richtigen Weg einschlägt. Sind diese Kranken Schiffsleute, welche der Capitain zurücklässt, so hat der Consul sich von demselben einen angemessenen Verpflegungsvorschuss überweisen zu lassen.

Nationale, die als Matrosen auf fremden Schiffen gedient haben, sind dadurch des Rechts einer solchen Unterstützung verlustig geworden, es müsste denn sein, dass sie wider ihren Willen auf dem fremden Schiffe gehalten, etwa im Kriege gepresst wären.**) Die Unterstützung von Vagabunden und Hausirern ist untersagt.

P. Ist einer seiner Nationalen im Consulardistrict verstorben, so übernimmt der Consul, falls ein dazu Verpflichteter sonst nicht vorhanden ist, die Beerdigung; ist der Nachlass ausreichend, so werden daraus die entstandenen Kosten genommen, wo nicht, so hat der Consul die Auslagen zu machen und der Staatskasse zu liquidiren.***) Ist der Verstorbene ein Matrose, und der Capitain des Schiffes, auf welchem er verdingen war, noch im Hafen, so sind von ihm im letzteren Falle die Kosten einzuziehen. Der Consul wird daher gut thun, wenn ihm gefährlich Kranke vom Schiffscapitain zurückgelassen werden, die Vorschussforderung gleich auf die Begräbnisskosten mit auszudehnen.

Q. Der Consul ist verpflichtet, Alles, was bei einem Schiffbruch verloren gegangen, Wracks, Anker, Ankertane u. dergl., wenn es in fremde Hände gekommen, zu reclamiren und den Rettungslohn nach den üblichen Sätzen zu bezahlen. Er hat ferner Gegenstände, welche nationale Kriegsschiffe bei ihrer Anwesenheit im Hafen, auf dem Lande zurückgelassen haben, in Verwahrung zu nehmen, und bei erster Gelegenheit in die Heimath zu befördern, wenn die Kosten nicht den

*) Vergl. die Verordnung der Hannöverschen Regierung vom 8. Februar 1847.

**) Die Unterstützung pro Mann darf in der Regel einen bestimmten Betrag nicht überschreiten; der Consul der Vereinigten Staaten kann bis 10 Dollars bewilligen, der Hannöversche bis 6 Thaler.

***) Nach dem mecklenburg. Reglement ist der Consul angewiesen, auch die kleinen Schulden des Verstorbenen zu bezahlen.

Werth übersteigen. In solchen Fällen wird vorher an der geeigneten Stelle anzufragen sein.

R. Der Consul hat auf den richtigen Gebrauch der Flagge zu sehen, sowie auch darauf, dass das Schiff, welches in See gehen will, mit Mundvorrath und Medicin hinlänglich versehen sei. Es ist ferner seine Aufgabe, das Augenmerk darauf zu richten, dass Kriegsschiffe seiner Nation im Hafen mit den ihnen gebührenden Ehrenbezeugungen empfangen werden.

S. Mehrere Reglements verpflichten den Consul, das seinen Nationalen angehörige Handelsschiff nicht eher aus dem Hafen zu entlassen, als bis es alle Verbindlichkeiten und Förmlichkeiten erfüllt hat. *) Eine solche Verpflichtung kennen, wie sich von selbst versteht, diejenigen Reglements nicht, welche den Schiffscapitainen keinen Zwang zur Meldung beim Consul auferlegen.

T. Der Consul muss über alle Veränderungen auf den Seewegen, welche die Schiffe seiner Nation gewöhnlich nehmen, Erkundigung einziehen, namentlich über Errichtung oder Unterdrückung von Leuchttürmen, Barren, über Veränderungen bei Sandbänken u. dergl.; er muss sich zu dem Zweck mit den am Orte publicirten hydrographischen Plänen bekannt machen, und die Schiffscapitaine informiren, oder die gesammelten Bemerkungen seinen Berichten an das Gouvernement einverleiben.

Ueber seine Verpflichtung zur Berichterstattung wird unten noch näher die Rede sein.

Negative Pflichten.

U. Der Consul darf ohne Erlaubniss seiner Regierung keine Agentur übernehmen, sich in keine Privat-Correspondenz politischen Charakters einlassen, sich in die politischen Verhältnisse der Regierung, unter welcher er fungirt, nicht

*) Das portug. Reglement §. 95. Le consul commencera par examiner, si les droits du port, de douane et autres légalement dus ont été acquittés; et si les autorités compétentes du pays l'ont déjà expédié, il visera le rôle d'équipage.

mischen. Wird seine politische Thätigkeit gebraucht, so darf er darüber speciellé Ordre erwarten. In der Regel wird es seiner Regierung nicht unlieb sein, wenn er ihr über wichtige politische Begebenheiten des Landes, die, ohne dass er sein Ansehen irgendwie compromittirt, zu seiner Kenntniss kommen, Bericht erstattet.*)

V. Er muss sorgfältig vermeiden, dass die Resultate seiner Amtsthätigkeit, namentlich seine Berichte, durch seine Schuld in die Oeffentlichkeit kommen; es muss der Regierung allein vorbehalten bleiben, ob sie die Veröffentlichung geschehen lassen wolle oder nicht.

W. Er hat sich der Annahme von Geschenken und Auszeichnungen fremder Souveraine zu enthalten, sofern ihm dazu nicht die landesherrliche Genehmigung ertheilt wird.**)

Pflichten beim Ausbruch eines Krieges.

Beim Ausbruch eines Krieges hat der Consul, wenn seine Landesregierung an demselben nicht Theil nimmt, über strenge Aufrechterhaltung der Neutralität zu wachen. Er ist nicht nur verpflichtet, Schiffe seiner Nation vor dem Handeln mit Kriegs-Contrebande zu warnen, sondern auch, wenn dies geschieht, dagegen einzuschreiten und die erforderlichen Anzeigen an seine Regierung zu machen. Dagegen liegt ihm ob, die nationalen Schiffe in ihrer Neutralität zu schützen und dem jetzt von allen Nationen angenommenen Grundsatz: „Frei Schiff — frei Gut“ — Geltung zu verschaffen. Er wird seine Landsleute gehörig darüber instruiren, welche Häfen etwa in Blockadezustand versetzt sind, welche Gegenstände gewöhnlich oder insbesondere unter den kriegführenden Parteien als Contrebande betrachtet werden,***) und wie sie überhaupt die Schiffe am sichersten in die heimischen Häfen bringen.

*) Reglement der Vereinigten Staaten Art. 45.

**) Das französische und sardinische Reglement untersagen den Consula auch das Schliessen einer Ehe im Auslande ohne Genehmigung des Landesherrn. Art. 99 des sard. Regl. von 1845.

***) Im Allgemeinen Militäreffecten und Munition; es kommt auf die Auslegung an, was Alles hierunter zu begreifen sei; oft enthalten Ver-

Er hat auf die Aufhebung eines unrechtmässigen Embargo hinzuwirken, für die Schiffsmannschaft rücksichtlich der durch dasselbe erlittenen Verluste Entschädigung zu fordern, und überall da, wo es erforderlich ist, in dringenden Fällen mit gleichzeitiger eigner Reclamation an seine Regierung zu berichten.

Hat der Friedensbruch zwischen dieser und der Regierung, bei welcher er fungirt, stattgefunden, so hat er seine Landsleute von der Abzugsfrist,*) wenn eine solche vertragsmässig feststeht, zu unterrichten, und darüber zu wachen, dass innerhalb derselben ihre Interessen nicht gefährdet werden. Er selbst bleibt auf seinem Posten, bis seine Regierung ihn zurückberuft, oder die feindliche ihm das „Exequatur“ entzieht.

Von Prisen.

Mehrere Regierungen haben ihre Consuln autorisirt, bei Seekriegen, insbesondere Hinsichts der zu machenden Beute an feindlichen Schiffen mitzuwirken, selbst Mark- oder Kaperbriefe an Schiffsführer auszugeben, welche sich anheischig machen, auf Kaperei zu gehen. Um Kaperbriefe auszugeben, bedarf der Consul jedoch specieller Ermächtigung des Ministers; das französische, sardinische und brasilianische Reglement stellen die näheren Bedingungen einer solchen Ermächtigung fest. Der Consul muss den Zustand des Schiffs untersuchen, seine Tragfähigkeit, seine Festigkeit und die Bewaffnung, er verificirt die Schiffsrolle und lässt vom Capitain wegen Erfüllung seiner Verpflichtungen vor Abgang in See eine verhältnissmässige Caution bestellen. Alsdann signirt er die Schiffspa-

träge die einzelnen Artikel namentlich, welche als Contrebande gelten sollen; solche Verträge wird der Consul einzusehen haben. In neuester Zeit ist dem Begriff der Kriegscontrebande eine unbillige Ausdehnung gegeben, indem auch Wein und Lebensmittel dazu gerechnet werden, ausserdem aber alle Gegenstände, aus denen Kriegsvorräthe bereitet werden können.

*) Die Abzugsfrist ist in der Regel auf 3 oder 6 Monate, mitunter kürzer, oder überhaupt nicht fest bestimmt.

piere. Es ist ihm für diese Gelegenheit die höchste Umsicht empfohlen.

Hat der Schiffsführer eine Prise gemacht, und wird dieselbe dem Consul präsentiert, so hat er genauen Bericht über alle bei der Wegnahme des Schiffs stattgehabten Umstände zu fordern, den Capitain über den Markbrief und den Grund zu befragen, warum das Schiff in diesen Hafen gebracht ist. Er besteigt das Schiff, nimmt ein Protokoll über die Aussagen der Offiziere und der Schiffsmannschaft auf, lässt dasselbe von den Ersteren und mindestens zwei Individuen der Letzteren beedigen, und stellt dann den Zustand des genommenen Schiffs selbst in Gegenwart dieser Zeugen fest. Hat der Consul keinen Kanzler, so ist nach dem sardinischen Reglement, ausser dem Schiffsführer und den zwei zu vereidigenden Schiffsleuten noch ein Zeuge erforderlich. Die Siegelung durch den Consul geschieht sogleich bei Aufnahme des ersten Protokolls; die Inventur und weitere Instruction übernimmt nachgehends der Consul gemeinschaftlich mit zwei dort ansässigen Kaufleuten seiner Nation. Ist er zugleich berechtigt, über die Legalität der Prise zu erkennen, so zieht er auch hierzu die beiden Assessoren heran;*) und wird die Prise für legal erklärt, so kann er den Verkauf derselben vornehmen. Gegenstände, welche nicht zu erhalten sind, dürfen auch vor Feststellung der Legalität verkauft werden. Der Verkauf ist öffentlich gegen Meistgebot, und die Namen der Käufer sind in das darüber aufzunehmende Protokoll aufzuzeichnen.

Hat der Corsar seine Schiffspapiere nicht in Ordnung, so ist der Consul ermächtigt, ihn als Seeräuber zu behandeln. Ueber sein Verfahren hat er Bericht an das Gouvernement zu erstatten.

§. 19. Die Polizei-Aufsicht des Consuls.

Der Consul hat volle Polizeigewalt über die Handelsschiffe seiner Nation. Dieselben müssen ihm bei ihrem Einlaufen in

*) Nach dem brasil. Reglement Art. 55 wählt der Capitain, welcher die Prise gemacht hat, die beiden Sachverständigen.

einen Hafen seines Districts demgemäss durch ihren Führer angemeldet werden, und zwar, wenn der Consul in der Nähe wohnt, durch den Capitain in Person, bei Entfernung schriftlich. *) Auf die Flussschiffahrt hat die Vorschrift in der Regel nicht Anwendung. **) Wird die Meldung, wo sie geboten ist, unterlassen, so verfällt der Führer des Schiffs in eine Geldstrafe, deren Höhe nach preussischem Reglement 5 Thlr., nach oldenburgischem 5 bis 25 Thlr., nach dänischem 50 Riks'd., nach schwedischem 100, nach sardinischem 25 Liv., nach brasilianischem 10,000 Reis, nach nordamerikanischem 500 Dollars ist. Die dem Capitain zur Meldung verstattete Frist ist gewöhnlich 24 Stunden, einige Reglements geben ihm drei, selbst vier Tage. ***) Die Strafgeelder fallen gewöhnlich in die Kassen der See-Invaliden. Kann der Consul die Strafe nicht selbst vollstrecken, so geschieht es auf Grund seines Berichts von den competenten Behörden der Heimath.

Bei unfreiwilligen Landungen, einer sogen. simplen Relache, ist der Capitain nicht gehalten, sich beim Consul zu melden, und seine Schiffspapiere vorzulegen, sein Aufenthalt müsste sich denn über 24 Stunden ausdehnen. †)

*) Russisches Reglement Art. 22. Landet ein Schiff in einem Hafen, der zwar zum Consularbezirk gehört, aber nicht in der Residenz des Consuls liegt, so verhandelt der Capitain mit dem Consul schriftlich; vergl. die Circular-Verfügung der königl. preuss. Regierung vom 18. Februar 1846.

**) Das preuss. und oldenburg. Reglement, des letztern §. 6. „Die Küsten- und Flussschiffahrt ist jedoch von obiger Verpflichtung gänzlich befreit.“

***) z. B. das preuss. Reglement.

†) Instruction für die oldenburg. CC. §. 6: „Die oldenburgischen Schiffer sind schuldig, unter Vorzeigung ihrer Schiffspapiere bei dem Consul sich zu melden, sofern sie in dem Hafen, wo der Consul residirt, wirklich löschen oder laden, nicht aber, wenn sie aus andern Gründen, etwa aus Noth, oder um Zoll etc. zu bezahlen, in den Hafen einlaufen (sofern nicht die im Consularbezirk geltenden einheimischen Gesetze und Anordnungen ein anderes vorschreiben).“ In Spanien können Schiffe, deren Papiere nicht rechtzeitig dem Consul vorgelegt werden, selbst mit Gewalt gezwungen werden, den Hafen zu verlassen. -- Dagegen erlässt das Hamburger Reglement von 1851 (§. 13) den „Hamburger Schiffen und sonstigen Hamburgern“ sich beim Consul zu mel-

Fortsetzung des §. 19.

Der Consul darf allerdings der Regel nach die Meldung des Schiffscapitains abwarten, er hat indess, falls zu zweifeln wäre, dass dieselbe in allen Fällen geschehe, selbst geeignete Maassregeln zu ergreifen, um schnell von der Ankunft der Schiffe unterrichtet zu sein. Es steht ihm frei, die Sanitäts-Behörden des Hafens zu veranlassen, dass sie die Schiffe seiner Nationalen nicht eher abfertigen, als bis der Capitain sich über erfolgte Meldung beim Consul ausgewiesen hat.

Der Consul darf die Schiffe seiner Nation zu jeder Zeit ungehindert betreten, ihm ist der Einblick in die Schiffspapiere, eine vollständige Controle der Mannschaft und der in derselben vorgehenden Veränderungen gestattet. Ausländer, welche auf dem Schiffe verheuert sind, sind gleich wie die andere Mannschaft seiner Aufsicht unterworfen.

Bei Ankunft des Schiffs im Hafen, lässt der Consul sich den Namen desselben, den Namen der Rheder und des Capitains angeben, den Namen des Versicherers, den Weg, welchen das Schiff genommen, ob es Unglücksfälle erlitten und wo? ob ihm unterwegs Kriegsschiffe aufgestossen seien, wohin dieselben ihre Richtung genommen u. dergl. Ist keine Sanitätsbehörde am Orte, so lässt sich der Consul den Gesundheitsschein vorlegen und zieht Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Mannschaft ein.

Welche Papiere der Schiffs-Capitain sonst noch vorzulegen hat, ist verschieden bestimmt.*) In der Regel sind zu präsentiren:

den; verlangt aber gleichwohl (§. 14) die Einsendung eines Berichts über die Einfuhr; die Consuln sind wegen der nöthigen Ermittlungen an die Zollbehörden verwiesen.

*) Nach portug. Reglement lässt der Consul vorlegen: le journal — passport — patente de santé et le rôle d'équipage; voir §. 84. Il (le consul) demandera également à voir le registre, lequel contient l'entrée et la sortie de toutes les marchandises chargées dans ce voyage avec l'indication des marques et numéros des colis, noms des chargeurs et des consignataires, ports de charge et de destination et frets à percevoir. Sur le même registre doivent être inscrits les noms,

- a. Der Schiffspass.
- b. Die Musterrolle (rôle d'equipage), welche die Anzahl, die Namen und die Nationalität der zur Schiffsmannschaft gehörigen Personen ergibt.
- c. Der Messbrief (document du mesurage) über die Tragfähigkeit des Schiffes.
- d. Der Beylbrief (certificat de construction), aus dem hervorgeht, wo das Schiff gebaut, wer dessen jetziger Eigenthümer ist, wie er es erworben, und ob er Unterthan des Landes ist, unter dessen Flagge das Schiff fährt.

Sonst wird noch gefordert:

- e. Vorlegung des Schiffsjournals.)*
- f. Des Logbuchs und nach einigen Reglements gar
- g. der Conoissements.

Der Bericht des Capitains wird zu Protokoll genommen, worin der Tag der Ankunft des Schiffes bemerkt wird; oder der Letztere wird mit dem Namen des Schiffes und der Rheder etc. in ein eigenes Register eingetragen.

Fortsetzung des §. 19.

Gewöhnlich werden die Schiffspapiere in der Kanzlei des Consuls während der Zeit, welche das Schiff im Hafen zubringt, deponirt.***) Derselbe ist aber verpflichtet, das Schiff

ports de depart et lieux où doivent se rendre tous les passagers; ce livre doit être signé par le capitaine et par le subrécargue, quand il y en a.

Das Manifest der Ladung fordern das französische, spanische, portugiesische, amerikanische und türkische Reglement, andere Regierungen stehen im Interesse der Handelsfreiheit von dieser Forderung ab.

*) Das Schiffsjournal zeichnet der Consul unter Hinzufügung der ihm nothwendig scheinenden Bemerkungen. §. 81 des portugiesischen Reglements.

**) Portugiesisches Reglement: Les documents resteront déposés dans la chancellerie jusqu'au départ du navire; gewöhnlich haben die Kanzleien im Hausflur eine Boite zur Aufnahme der zu übergebenden Papiere.

binnen 24 Stunden zu expediren; die Capitaine, welche zuerst präsentirt haben, werden zuerst abgefertigt.*) Die Papiere sind so zusammenzubinden, dass das Consulatssiegel nur auf eines derselben gedrückt zu werden braucht.***) Vor der Abfahrt haben die Capitaine dem Consul zu erklären, ob sie ihre Ladung gelöscht, was sie an Rückfracht eingenommen haben, welches der Bestimmungsort der Waaren ist. Die Letzteren müssen nach Quantität und Qualität angegeben werden.***)

Dem Consul ist mehrfach das Recht zugestanden, sich vor der Abfahrt der Schiffe die Quittungen über erlegte Hafengebühr, Maklergelder u. dergl. vorlegen zu lassen; er prüft dieselben zugleich im Interesse seiner Landsleute, um dieselben gegen Uebervortheilung zu schützen.

Ist keine Sanitätsbehörde am Orte, so ertheilt der Consul den Gesundheitsschein.†)

Der Tag des Abgangs des Schiffes wird in sein Register eingetragen.

Schluss des §. 19.

Wenn, so lange das Schiff im Hafen liegt, Differenzen auf demselben entstehen, so hat der Consul die göttliche Beile-

*) Les capitaines qui ont remis leurs manifestes les premiers, sont les premiers expédiés.

**) Il fixera ensemble le certificat, le manifeste et les connaissements; et le bout du fil ou ruban seront réunis et cachetés sous le sceau consulaire.

***) Einzelne Reglements sind von rigoröser Strenge; das portugiesische bestimmt §. 98: si le bâtiment ne va pas sur lest, il (consul) réclamera un exemplaire de chaque connaissement et deux manifestes. Nach §. 108 kann der Capitain sogar darüber vereidigt werden, dass sich nicht andere Ladung, als die angegebene auf dem Schiffe befindet. —

†) Es giebt drei Arten derselben: patente nette, patente nette, clean bill, worin bescheinigt wird, dass keine epidemische Krankheit im Lande herrsche; p. suspecte, toucha, suspected bill, bei positiver Gewissheit von der Existenz einer solchen Krankheit und p. brute, bratta, foul bill, wenn obrigkeitliche Bekanntmachungen darüber erlassen sind. —

gang derselben zu versuchen. Gelingt ihm dies nicht, so folgt das im nächsten §. dargestellte Verfahren. Mehrere Reglements verpflichten ihn, ein strenges Auge auf die Führung der Schiffsmannschaft zu haben, wenn dieselbe an's Land steigt. Unter Umständen kann der Consul ihr das Verlassen des Schiffs untersagen, ohne Zweifel immer bei einer am Orte herrschenden epidemischen Krankheit. Seine polizeiliche Aufsicht hat den doppelten Zweck, einestheils die Schiffsmannschaft gegen Gefahr und Schaden zu schützen, anderntheils deren Verhalten gegen die Passagiere, wie gegen die Ansässigen und Landesbehörden in den gesetzlichen Schranken zu halten, und eine Benachtheiligung seiner eigenen Regierung zu verhüten. In letzterer Beziehung ist es besonders der Verkehr mit Handelscontrabande, welchem der Consul entgegenzutreten hat.

Wenn nationale Schiffe, welche Contrabande geladen hatten, nach der Confiscation der Letzteren, ihm mit den übrigen Waaren überliefert werden, so kann er ihnen die Aufnahme in seinen Gewahrsam und die Erhaltung für die Interessenten nicht versagen.

Im Uebrigen ist zu bemerken, dass die Controle des Consuls sich nur auf das Innere des Schiffs und nicht auf Gegenstände bezieht, welche die Hafenpolizei angehen. *)

§. 20. Jurisdiction.

Die Jurisdiction ist mehr eine Pflicht als ein Recht des Consuls, da ihre Ausübung grösstentheils in den Willen der Parteien gegeben ist. Ueber den Umfang derselben ergeben die bestehenden Verträge oder besondern Instructionen das Nähere; nicht alle Consuls sind in dieser Beziehung mit gleicher Ermächtigung ausgerüstet, die englischen z. B. haben eine sehr beschränkte, **) nach der Localität aber verschiedene

*) Vertrag zwischen Frankreich und den Freistaaten von Nordamerika v. 14. Novbr. 1788. Art VIII.

**) Sie beklagten sich darüber im Jahre 1835 beim Parlament. Die spanische Regierung versagt fremden Consuls jede Jurisdiction im Lande.

Jurisdiction. Dennoch steht etwas Gemeinsames fest. Die meisten Verträge bestimmen, oder wo sie fehlen, ist es stillschweigend angenommen, dass alle Streitigkeiten zwischen den Capitainen und der Schiffsmannschaft oder nur zwischen einzelnen Individuen der Letzteren, oder zwischen dem Schiffsvolk und den Passagieren, wegen Lohn, Fracht, Lebensunterhalt u. dergl. durch den schiedsrichterlichen Spruch des Consuls zu beendigen sind, dergestalt, dass jedoch den Parteien nach ihrer Heimkehr die weitere Verfolgung der Sache auf dem ordentlichen Rechtswege offen steht. *) Die Verhandlung, der ein Versuch gütlicher Beilegung vorangeht, ist summarisch, die Sentenz wird kostenfrei ertheilt; der Consul ist befugt, dieselbe provisorisch in Vollzug zu setzen.

*) Folgende Bestimmung findet sich in zahlreichen Verträgen: „Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auroient le Droit comme tels, de servir de Juges et d'arbitres dans le differends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Equipages des Bâtimens de la Nation, dont ils soignent les Interets, sans que les Autorités locales puissent intervenir, à moins que la conduite des Equipages et du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls etc. ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Decisions; bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit, qu'elles ont à leur retour de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Vergl. Vertrag zwischen Frankreich und Nord-Amerika vom 14. November 1788. Art. VIII.

Zwischen Russland und Amerika vom 18. Decbr. 1832. Art. VIII.

Zwischen Preussen und Amerika vom 1. Mal 1828. Art. X.

Zwischen Preussen und Mexico v. 18. Febr. 1831.

Zwischen Amerika u. Griechenland v. 22. Decbr. 1837. Art. XII.

Zwischen Schweden u. Griechenland v. 22. Novbr. 1836. Art. V.

Frankreich gestattet unbedingt die Ausübung der Jurisdiction fremder Consuls an Bord der Schiffe Avis du conseil d'Etat 28. Octbr. bis 20. Novr. 1806 Merlin repert.

Die Hansestädte sind nie von diesem Grundsatz abgewichen, selbst wenn darüber in Verträgen nichts bestimmt war; die Gerichte der nordamerikanischen Union haben dagegen in letzter Zeit dagegen gehandelt, weshalb die Hansestädte, ausser Hamburg, noch mit ihnen in Unterhandlung stehen. —

Der sicilische Consul sucht den Streit der Parteien zu schlichten und wenn es nicht gelingt, dieselben dahin zu vermögen, dass sie die Sache bis zu ihrer Heimkunft anstehen lassen. —

§. 21. Entscheidung der Differenzen zwischen Handeltreibenden.

Während bei Streitigkeiten zwischen Parteien vorgedachter Art, der Consul durch das Anrufen einer derselben competent wird, entscheidet er zwischen anderen Nationalen nur, wenn beide ihn übereinstimmend zum Schiedsrichter wählen. Er muss auch hier bemüht sein, den Streit durch Vergleich (à l'amiable) zu beendigen. Gelingt es, so nimmt er denselben in das allemal zu führende Protokoll auf, und kann dann sofort die Vollziehung desselben erwirken, da ein weiteres Rechtsmittel nicht Platz greift. *)

Kommt es zum Erkenntniss, so müssen die von den Parteien genannten Zeugen vernommen und nach den Vorschriften der Gerichtsordnung vereidigt werden. Die Verhandlung ist auch hier summarisch. Haben die Parteien der Appellation schriftlich vor dem Consul entsagt, so bleibt es dabei; **) wo nicht, so ist es ihnen in der Regel unbenommen, ob sie sich an die Landesbehörden oder an den competenten Gerichtshof der Heimath wenden wollen. ***)

§. 22. Criminalgerichtsbarkeit.

Der Consul ist überall befugt, über leichte Vergehen, die auf dem Schiffe während der Fahrt oder im Hafen verübt sind, †) zu erkennen. Unter leichten Vergehen werden solche

*) Vertrag zw. Dänemark u. Russland v. 14. Octbr. 1782.

**) Das brasilianische Reglement.

***) Das portugiesische Reglement §. 64: Les portugais ne pourront appeler du jugement arbitrale consulaire à des autorités étrangères; de semblables jugements ne pourront être révisé, que par les tribunaux du royaume.“ —

†) Abweichend davon bestimmt das brasilianische Reglement, Artikel 41: Dans le cas où ces délits seraient commis à bord des navires après leur entrée dans un port étranger, les consuls ne s'en mêleront en aucune manière, laissant aux parties à se pourvoir devant les tribunaux du pays.

verstanden, die nicht mit einer schwereren, als einer Geld- oder Polizeistrafe belegt werden. Das sardinische Reglement z. B. zählt zu denselben: Desertion vom Schiffe bei freiwilliger Rückkehr auf dasselbe;*) versäumte Meldung des Schiffs-Capitains über die Ankunft des Schiffes; Entlassung von Schiffsleuten in fremdem Lande gegen ihren Willen und gegen den Heuervertrag; Verheuerung derselben auf fremde Schiffe; Weigerung der schuldigen Löhnung; Verbalinjurien; auch thätliche Injurien der Matrosen unter einander. Thätliche Beleidigung des Capitains gehört zu den schwereren Vergehen.

Der Consul darf bei leichten Vergehen nur auf Anrufen der verletzten Partei einschreiten; er vernimmt die Parteien und Zeugen, und führt über die Verhandlung ein genaues Protokoll. Bei Injurienklagen vereidigt er nur die Zeugen, nicht die Parteien. — Die Parteien erhalten Abschrift der Verhandlung in amtlicher Form.**)

Bei schweren Vergehen oder bei Verbrechen schreitet der Consul ex officio ein. Er sucht auch hier den Thatbestand des Verbrechens durch Vernehmung und Vereidigung der Zeugen, zu denen in diesem Falle auch der Damnificat gehören

*) Nach demselben Reglement genügt zum Beweise der Desertion unerlaubte Abwesenheit vom Schiffe und der Eid des Capitains. Den Beweis der Insubordination constituirte der Eid des Capitains und eines Schiffsleutenants, der zugegen war, oder zweier Matrosen, die zwar nicht zugegen waren, aber die Sache positiv bekunden, unbeschadet des Gegenbeweises.

Nach demselben Reglement kann der Consul auf eine Geldstrafe bis zu 30 Fr. und auf Detention am Bord des Schiffes bis zu 30 Tagen erkennen; diese Detention kann in entsprechende Arreststrafe verwandelt werden, damit die Schiffe die Arbeitskraft nicht zu lange entbehren. — Auch der Consul von Uruguay ist ermächtigt, auf 30 Tage Detention zu erkennen.

**) Instruction für die oldenburgischen Consula §. 13. „Bis zu einer abermaligen Untersuchung und Entscheidung der competenten Behörde sind die Parteien verpflichtet, sich der Entscheidung des Consuls willig zu unterziehen. Eine solche Entscheidung hat der Consul durch ein Protokoll zu bekunden und den Beteiligten Ababschrift desselben unter dem Consulatsiegel mitzutheilen.“ Auch über einen Vergleich hat er Abschrift des Protokolls mitzugeben. —

würde, und durch Vernehmung des Inhabiten, festzustellen, bringt die Person des Letzteren in sicheren Gewahrsam und sendet dieselbe nebst den aufgenommenen Protokollen auf dem nächsten geeigneten Schiffe, wo möglich auf einem Kriegsschiff, in die Heimath, indem der Schiffsführer vorher verpflichtet wird, die sichere Ablieferung an die Polizeibehörden des Hafens, in dem er landet, zu übernehmen.

Ist aber keine Gelegenheit zur sicheren Heimsendung des Maleficanen, so stellt der Consul an die Ortsbehörden das Ersuchen, denselben bis zu einer solchen, in Haft zu nehmen.*)

§. 23. Unterstützung der Nationalen vor Gericht.

Auch wenn die Nationalen des Consuls ihren Prozess vor die Landesgerichte bringen, oder wenn sie einen Anspruch gegen einen Einheimischen vor diesen Gerichten zu verfolgen genöthigt sind, muss doch der Consul auf ihr Verlangen ihnen rathend zur Seite stehen, sie mit den einschlagenden Gesetzen, kaufmännischen Usancen, Seerechten u. dergl. bekannt machen, und soviel wie möglich dazu wirken, dass die Sache in den gesetzlichen Formen verhandelt werde und sein Client sich nicht selbst durch irgend eine Unbesonnenheit präjudicire.

Auch bei Criminalanklagen gegen einen Angehörigen seiner Nation, darf dem Consul von den Landesgerichten die Assistenz in der Prozessverhandlung und die Verteidigung desselben, nicht versagt werden. Beides ist vielmehr ausdrückliche Pflicht des Consuls.

Er vertritt ex officio die Interessen abwesender Nationalen, besonders bei einem ausgebrochenem Banquerott. Dabei liegt ihm jedoch, falls keine andere Person am Orte mit einer Procuration der Interessenten versehen ist, die baldige Beschaffung derselben für sich ob.**)

*) Das brasil. Regl.

**) Vertrag zwischen Frankreich und Russland vom 11. Januar 1787. Bei Abwesenheit der Interessenten lässt auch das brasilian. Regl. die Bevollmächtigung zu; sonst aber bestimmt es Art. 77: Ils (les consuls) ne pourront se présenter en justice comme fondés de pouvoirs de quelque personne que ce puisse être.

Entstünden Differenzen zwischen dem Consul selbst und einem seiner Nationalen, so dürfen dieselben nicht vor die Ortsgerichte gezogen werden, sondern die Partei, welche sich verletzt glaubt, hat sich mit ihrer Beschwerde an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten zu wenden, und dessen Entscheidung zu gewärtigen.*)

§. 24. Verhalten des Consuls bei Seeunfällen.

Es sind zwei Fälle zu unterscheiden, wobei die Thätigkeit des Consuls in Anspruch genommen werden kann; bei der Havarie, die wiederum entweder eine leichte oder schwere sein kann, und beim Schiffbruch.

Eine leichte, einfache oder particuläre Havarie (avarie particulière, simple,**) particular average) hat stattgefunden, wenn das Schiff zwar verletzt ist, aber keiner Reparatur bedarf und desshalb nicht in einen Nothhafen einzulaufen braucht. Ist es aber im Hafen angekommen, wo der Consul residirt, so muss die Havarie vor diesem gegen Empfang einer einfachen Bescheinigung darüber angedient werden.

§. 25. Bei der Havariegrosse.

Bei der schweren Havarie (avarie grosse, generale average), ist vor dem Consul im Nothhafen durch den Schiffscapitain ein ordentlicher Seeprotest (sea protest, extended protest, rapport de mer) zu erstatten. Behufs der erforderlichen Schiffsreparaturen sind dann folgende Formalitäten zu beobachten:

- a. Der Capitain bittet den Consul um Ernennung von Sachverständigen, die den Zustand des Schiffes fest-

*) Vergl. die Entscheidung des Pariser Cassationshofes vom 27. September 1800. Auch in ähnlichen Fällen ist von französischen Gerichtshöfen dieses Princip gewahrt worden.

**) Auch échouement sans bris.

stellen, die Möglichkeit der Wiederherstellung prüfen, die Kosten derselben und die der Entladung berechnen.

- b. Die Consuln ernennen zu diesem Zwecke Sachverständige und vereidigen dieselben, mit Aufnahme eines Protokolls.
- c. Die Sachverständigen erstatten ihr Gutachten, wovon es abhängt, ob der Consul den Capitain zu einer Bodmerei (*emprunt à la grosse, bottomry*) ermächtigen kann. Dies geschieht nicht, wenn die Kosten den von der Reparatur zu hoffenden Vortheil übersteigen würden.
- d. Der Consul legalisirt alle bei dieser Gelegenheit aufzunehmenden Actenstücke, die aus seiner Kanzlei hervorgehen, sowie die Rechnungen der Handwerker.

Die sämmtlichen Papiere werden, wenn das Schiff den Nothhafen verlässt, dem Capitain übergeben,*) damit auf Grund derselben der Consul des Bestimmungsorts die Dispatche vornehmen kann, falls die Interessenten sich nicht vergleichen, oder die Landesbehörden nicht selbst die Regelung übernehmen.

In der Regel haben Verträge bestimmt, ob diese Behörden oder der Consul competent sei,**) auch können unter Umständen die Interessenten oder die Assecuranz-Statuten entscheiden. Sind Angehörige des Landes, in welchem der Consul residirt, oder Ausländer bei der Haverei betheiligt, so treten bei der Regulirung statt des Consuls immer die Landesbehörden ein. Jener übernimmt die Regelung nur dann, wenn bloss Angehörige seiner Nation Schaden erlitten haben, und ihm dieselbe nicht durch eine specielle Anordnung entzogen ist,***)

*) Portug. Regl. §. 90. Si le bâtiment naufragé avait été chargé pour un autre port, le consul enverra une copie de l'inventaire, du rapport et de sa ratification au consul portugois du port de destination.

**) In Frankreich steht die Regulirung dem fremden Consul zu. Arrêt de la cour Royal d'Aix 2. März 1828.

**) Vertrag zwischen Frankreich und Nordamerika vom 14. November 1789 Art. VI.; Frankreich und Mexico vom 8. Mai 1827; Frankreich und Bolivia vom 19. December 1834.

In jedem Falle aber schützt er die Interessenten gegen Betrügereien, und sucht den erlittenen Schaden, wie die entstandenen Kosten genau zu registriren, so dass den Betheiligten ihre etwaigen Regress- und Schadenersatzansprüche gehörig gesichert werden. *)

Sobald dem Consul ein Seeunfall bekannt wird, begiebt er sich, ohne persönliche Meldung des Capitains abzuwarten, an Bord des Schiffes, zieht genaue Erkundigung über alle Einzelheiten des Unfalles ein, nimmt die Aussage des Capitains und der Mannschaft, so weit dies nöthig ist, zu Protokoll und vereidigt dieselben. Das Protokoll muss insbesondere den Gegenstand der Ladung und die Namen der Eigenthümer von Schiff und Gut, den Ausgangs- und Bestimmungsort deselben angeben.

Es ist genau zu prüfen, ob dem Unfälle nicht ein Verbrechen zu Grunde liegt, und ob nicht wenigstens strafbare Handlungen damit in Verbindung stehen. **)

§. 26. Beim Schiffbruch.

Auch hierbei ist ein förmlicher Seeprotest aufzunehmen, ***) darauf ist, falls die Landesbehörden dem Consul ein einseitiges Vergehen zugestehen, durch ihn die Bergung der Schiffsgüter zu betreiben. In der Regel ist den erwähnten Behörden eine Einnischung nur insoweit gestattet, als der Consul ihre Hilfe zur Aufrechthaltung der Ordnung, und um seinen Befehlen Nachdruck zu geben, selbst requirirt hat. †)

*) Oldenb. Instr. §. 11.

**) Besonders das Verbrechen der Baraterie. Art. 408 des franz. Code pénal; *altération; déguisement des marchandises*.

***) Ein Schreiben der Triester Seebehörde vom 8. Octbr. 1833 fordert den Consul auf: di assumere in caso di un naufragio un processo verbale col Capitano, e coll' Equipaggio del naufragato Bastimento sulle pretese dell' uno e dell' altro, di esaminarlo, prendendo anche ispezione del giornale di Bardo, di liquidare il loro conti, e d'informarne dettagliatamente il Governo. —

†) Vertrag zwischen Frankreich und Spanien vom 2. Janr. 1760; 27. Decbr. 1774; 24. Decbr. 1786. Zwischen Frankreich und den Nord-

Die gerettete Mannschaft ist verpflichtet, für die Bergung der Schiffsgüter mitzuwirken, ebenso die Mannschaft anderer nationaler Schiffe im Hafen, und wenn diese nicht anreicht, kann der Consul noch andere Arbeiter gegen Tagelohn engagiren. Die Matrosen des verunglückten Schiffes erhalten keinen Bergelohn, mit den übrigen hat der Consul ein möglichst billiges Abkommen zu treffen.

Der Consul muss auch hier untersuchen, ob der Unfall nicht durch Schuld des Schiffsführers veranlasst worden ist, etwa durch Ueberladung, Unaufmerksamkeit, durch ein falsches Manoeuvre, oder Verlassen der gewohnten Meerstrasse. Er revidirt daher bei einem Seebericht jedes Mal das Schiffsjournal. Ueberhaupt sucht er die gesammten Schiffspapiere so schnell als möglich, in seine Hände zu bekommen.

Für die Unterhaltung der verunglückten Mannschaft ist Sorge zu tragen.

Demnächst sind die Förmlichkeiten hier wie bei der Havariegrösse. Der Consul ernennt Sachverständige, um mit ihnen ein Inventarium der geborgenen Güter anzunehmen; hat er einen Kanzler, so wird auch dieser hinzugezogen. Den inventarisirten Gegenständen wird, wenn möglich, die Werthangabe beigelegt; für sichere Unterbringung derselben ist der Consul, falls keiner der Interessenten am Orte ist, verantwortlich.

Insoweit das Schiffspersonal zu Tode gekommen, wird darüber ein Protokoll aufgenommen und Abschrift desselben nebst Inventar an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten eingesendet.

Auch die Interessenten erhalten Abschrift des Inventars. Dem Consul fallen alle Auslagen zur Last, für die Bergung der Güter, wie für die Unterhaltung der Mannschaft; er zieht dieselben von den Interessenten ein, die auch verpflichtet sind, ihn für eine behufs der Bergung der Güter unternommene Reise, nach dem Tarif, zu entschädigen.

Amerikanischen Freistaaten v. 14. Novbr. 1788. Frankreich u. Mexico v. 8. Mai 1827. Frankreich und Russland v. 11. Janr. 1787. Königr. beider Sicilien u. Dänemark z. S. April 1748 etc.

a. Es ist ein gültiges Testament vorhanden, und die Vollstrecker desselben sind ernannt.

Dann mischt sich von dem Augenblicke an, wo das Testament eröffnet, und die ernannten Vollstrecker die Verwaltung übernommen haben, der Consul nicht in die Sache. Bis dahin schützte er die Nachlassgegenstände, wenn es dessen bedurfte, nach den ihm ertheilten allgemeinen Vorschriften, gegen Verkümmern.

b. Es ist zwar ein Testament vorhanden, aber keine Vollstrecker ernannt, und die Interessenten nicht anwesend, oder es findet sich

c. gar kein Testament vor; dann hat in beiden Fällen der Consul nach den bestehenden Verträgen entweder selbst ungesäumt ein Inventar des Nachlasses anzufertigen, und die Nachlassobjecte unter Siegel zu legen,*) wobei die competente Ortsbehörde assistirt, oder die Inventur und Siegelung ist dieser Behörde selbst oder einem öffentlichen Notar vorbehalten, dann assistirt jenen der Consul.**). Der erstere Fall ist der häufigere. Ist auf dem Testamente Inventur und Siegelung verboten, so entscheiden die Landesgesetze, wie weit dies zu beachten ist.***)

Ueber die von der Ortsbehörde angelegten Siegel ist der Consul befugt, sein Amtssiegel zu legen, wie umgekehrt jene Behörde das Consulatssiegel mit dem ihrigen kreuzen kann.

*) Dieses Recht hat er nach sehr vielen Verträgen. Z. B. zwischen Frankreich und Bolivia v. 9. Decbr. 1834. Zwischen Frankreich und den nordamerikanischen Freistaaten vom 14. Novbr. 1788. Art. V. Zwischen Sicilien und Dänemark v. 13. März 1756 und zwischen Sicilien und Schweden v. 30. Juni 1742. —

**) Vertr. zwischen Frankreich und Dänemark v. 23. Aug. 1743 und Frankreich und Russland v. 11. Januar 1787 mit Spanien vom 13. März 1769 Art. VIII.; Russland mit Oesterreich vom 1. Novbr. 1785. In Spanien nimmt der Handelsrichter unter Assistenz des Consuls das Inventar auf.

***). Passiva und die Handelsbücher sind in das Inventar aufzunehmen. Das Reglement der Vereinigten Staaten will, dass die letztern genau beschrieben und am Anfange wie am Schluss vom Consul mit Certificaten versehen und besiegelt werden sollen, so das Zusätze unmöglich sind. Zu den Handelsbüchern gehören auch die Briefbücher.

In diesem Falle dürfen die Siegel auch nur von beiden Theilen gemeinschaftlich abgenommen werden.*)"

Auch dann, wenn sich die Landesbehörde in die Inventur des Nachlasses mischt, hat doch nach allgemeinem Gebrauch der Consul die Befugniss, durch zwei, auch wohl drei erfahrene und zuverlässige Landsleute seiner Wahl dem Nachlass verwalten und nöthigenfalls veräussern zu lassen.

Ueberall müssen die Ansprüche der Gläubiger streng gewahrt bleiben.***) Bevor dieselben nicht befriedigt und die entstandenen Kosten nicht gedeckt sind, darf eine Auslieferung des Nachlasses an die Erben, deren Legitimation der Consul gehörig zu prüfen hat, nicht stattfinden.

Den Todesfall muss der Consul, sobald derselbe ihm bekannt wird, seinem unmittelbar vorgesetzten Minister, und den nächsten Anverwandten des Verstorbenen, ausserdem aber in einem öffentlichen Blatte seines Bezirks bekannt machen, damit die Interessenten am Nachlasse sich melden können. Erfolgen binnen Jahresfrist keine Reclamationen derselben, so wird die Auslieferung an die Erben und zwar entweder an diese persönlich oder durch Vermittelung des Ministers in der Regel geschehen können; andere Präclusivfristen hat der Consul nicht das Recht festzustellen.

Melden sich trotz gehöriger Bekanntmachung binnen Jahresfrist auch keine Erben, so hat der Consul die Verfügung des

*) Vertr. zwischen Frankreich und Mexico v. 8 Mai 1827; zw. Preussen u. Mexico v. 18. Febr. 1831.

**) Die Ansprüche der Gläubiger müssen gehörig nachgewiesen sein: Die Convention zwischen Frankreich und den nordamerikanischen Freistaaten vom 14. Novbr. 1798 bestimmt daher: „Lorsque les dettes n'auront été contractées par Jugement, par Acté ou par Billet, dont la signature sera reconnue, le payement ne pourra en être ordonné qu'en fournissant par le Créancier Caution suffisante et domiciliée, de rendre les sommes indûment perçus, principal intérêts et frais. Les quelles cautions repèndent démerceront dûment dechargée après une année en tems de paix et deux en tems de guerre.“ Hier ist jedoch nur von dem Falle die Rede, wo die Gläubiger selbst Verwaltung und Verkauf des Nachlasses besorgen. Verwaltet der Consul oder seine Landsleute, so wird der Zahlung auf alle Fälle der Beweis der Forderung, und wäre es vor Gericht, vorangehen müssen.

Gouvernements einzuholen, inzwischen aber die Nachlassgegenstände im Depositum zu behalten, wenn sie keiner Dotation unterliegen. Der englische Consul hat den Erlös aus denselben an die Lords of the Treasury nebst Bericht einzusenden; andere Reglements schreiben ähnliches vor. Erscheinen die Erben persönlich oder durch einen gehörig legitimirten Bevollmächtigten, nachdem der Consul einige Zeit hindurch den Nachlass in Gewahrsam gehabt, zum Empfange desselben, so muss der Consul, nachdem er über seine Verwaltung Rechnung gelegt hat, sich Decharge ertheilen lassen. Eine Abschrift derselben erhält der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Was in Betracht der Erbschaftsabzüge durch die Landesregierung (Abzugsgeld oder Abschuss) Rechtsens ist, damit muss der Consul sich bekannt machen und das Interesse der Erben auch in dieser Beziehung wahren. *)

Stirbt ein Matrose auf dem Schiffe, so lässt der Consul sich das von dem Capitain aufgenommene Inventar des Nachlasses vorlegen und nimmt über den Todesfall ein Protokoll

*) Der Abschuss, census hereditatis vel legati, droit de détraction wurde früher allgemein von dem Nachlass eines Verstorbenen, derselbe mochte Unterthan sein oder Fremder, erhoben, wenn er ins Ausland kam. In neuerer Zeit ist die Steuer meistens abgeschafft oder doch auf Retorsion beschränkt. Wheaton, éléments du droit international T. I. p. 108 und Kents commentaries on American law. Vol. II. p. 67-69. Siehe Vertrag zwischen Preussen und den Vereinigten Staaten von Nordamerika von 1828 Art. XIV. Elliots, american diplomatic code. col. I. p. 388.

Ein ähnliches Institut ist das Heimfalls- oder Fremdlingsrecht, droit d'aubaine, jus albinagii, d. h. das im Mittelalter besonders geübte Recht des Fiscus, den gesammten Nachlass des im Lande verstorbenen Fremden, mit Ausschluss aller Testaments-, Vertrags- und Intestaterben, einzuziehen. Durch Herkommen und Verträge ist es aber in der neueren Zeit überall, zuletzt mit Frankreich, wo es zur Schmach der Nation bis zur Revolution bestand, aufgehoben worden. Die französische National-Versammlung beseitigte es 1791; durch den code Napoleon ward es zwar 1803 wieder hergestellt, aber eine Ordonnanz vom 14. Juli 1819 hob es gegen alle Nationen auf, die es selbst nicht ausübten. Dieses Recht würde jetzt ebenfalls nur noch retorsionsweise ausgeübt werden können.

auf, welches er dem Minister übersendet; eben so verfährt er, wenn der Verstorbene kein Seemann ist.

§. 29. Verhalten des Consuls bei Depositen.

Deposita können aus einem Schiffbruch, aus einem Nachlass, oder aus freiwilliger Uebergabe an den Consul herrühren.

Die Bestimmungen der Reglements sind in diesem Punkte mangelhaft. Ueberall ist die Rechtsregel geltend, dass der Depositar nur wegen Unterlassung der gewöhnlichen Sorgfalt für die deponirten Güter hafte. Wie weit er die Verantwortlichkeit mit seinem Kanzler theilt, ist gleichfalls nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen zu beurtheilen.

Einige Reglements haben sich geradehin bemüht, die Verantwortlichkeit zu theilen. Nach brasilianischem Reglement muss sich in jeder Consular-Canzlei für aufzubewahrende Gelder eine Kasse finden, zu der drei Schlüssel gehören, von denen einer in Händen des Consuls, der zweite in denen des Vice-Consuls, der dritte in denen eines am Orte ansässigen achtbaren Kaufmannes ist. Ist ein solcher unter den Nationalen nicht zu finden, so darf es ein Einheimischer sein. Nach griechischem Reglement hat einen Schlüssel der Consul, den zweiten der Chef der localen Zollbehörde; nach französischem Reglement der Consul einen, dessen Kanzler den zweiten. Das Depositum wird durch den Letzteren in Gegenwart des Consuls in ein besonderes Register, dessen Seiten paginirt sind, eingetragen.*) Grössere Gegenstände können in besonderen Magazinen untergebracht werden; die Kassen mit Geldern und Pretiosen müssen sich aber immer im Hause des Consuls befinden. Diese Gegenstände werden zunächst in Beutel gethan, die mit den Privatsiegeln des Consuls und des

*) Franz. Ord. v. 24. Oktober 1833 Art. II. Les chanceliers de nos consulats pourront après en avoir préalablement obtenu l'autorisation de nos consuls, recevoir le dépôt d'objets litigieux, ainsi que de tous autres effets mobiliers, sur la demande qui leur en sera faite par leurs nationaux ou dans leur intérêt.

Kanzlers geschlossen werden. Sie erhalten ein Etiquet, worauf der Name des Eigenthümers angegeben ist. *)

*) Verfasser bedauert, dass es ihm nicht gelungen ist, sich in Besitz des österreichischen Depositen-Reglements zu setzen; er muss sich auf die Mittheilung des folgenden Nachtrags beschränken:

Instruction für die Consularämter betr. Die Depositen-Angelegenheiten v. 13. November 1836.

Erläuterung in Betreff geldvertretender Urkunden:

1) Ist bei der Hinterlegung einer geldvertretenden Urkunde der Werth derselben lediglich aus ihrem Nominalbetrage zu entnehmen, so ist dieser letztere in die Valuta der Conventions-Münze reducirt, in das Depositen-Journal einzutragen, und hiernach auch seiner Zeit die tarifmässige Gebühr einzuholen, wofür die Partei, die es betrifft, nicht nachweist, dass noch vor der Erfolglassung der hinterlegten Urkunde ihr Werth unter den Nominalbetrag herabgesunken sei, d. h. dass die Urkunde denjenigen Werth nicht mehr besitze, von welchem die Gebühr gefordert werden will. Wird aber in dem Falle einer eingetretenen Werthsverringerung diese nachträglich, jedoch vor Erfolgung des Depositums ordentlich bewiesen, so ist der nachgewiesene, geringere Betrag der Gebührenbemessung zum Grunde zu legen, oder wenn bereits eine den nachgewiesenen Werth überschreitende Gebührenzahlung Statt gefunden hatte, der entrichtete Mehrbetrag zurück zu erstatten, wobei es sich von selbst versteht, dass die Herstellung eines solchen Beweises jeder Zeit der Partei überlassen bleiben muss und dass dieselbe, so lange sie ihn nicht geführt hat, zur Berichtigung der Gebühr nach dem im Journal eingetragenen Nominalbetrage verpflichtet ist.

Wird dagegen:

2) Schon bei der Deponirung einer Urkunde der in Rede stehenden Art erkannt, oder von der Partei erwiesen, dass ihr wirklicher Werth geringer ist, als der Betrag, auf den sie lautet, so ist der nachgewiesene eigentliche Werthsbetrag im Depositen-Journale anzusetzen und auch nur von diesem die Gebühr abzunehmen.

Wird endlich

3) gleich bei der Hinterlegung von dem Uebergeber bemerkt, dass dieselbe gar keinen oder einen geringeren, als den im Nominalbetrage ausgedrückten Werth habe, ohne dass jedoch die Richtigkeit dieser Angabe an sich erkennbar wäre oder dargethan würde, so hat die Journalisirung der Urkunde in der vorgeschriebenen Weise zwar nach dem Nominalbetrage zu geschehen, es ist jedoch die diesfällige Angabe des Hinterlegers der Journalpost in der Anmerkungscolonne beizufügen, um, Falls dieselbe später gehörig erwiesen würde, bei Ausfolgung der Urkunde und Abnahme der Gebühr darauf die geeignete Rücksicht nehmen zu können.

Wien, 6. Mai 1838.

§. 30. Verhalten des Consuls gegen die nationale Kriegsflotte.

Da Kriegsschiffe das Recht der Exterritorialität haben, so hat der Consul die Befugniss, gegen eine Seitens der Regierung, unter welcher er residirt, etwa beabsichtigte Visitation Einsprüche zu erheben, wogegen er verpflichtet ist, im Fall ein Verbrecher oder ein militairpflichtiges Individuum auf ein Kriegsschiff seiner Nation entflieht, zu dessen Auslieferung mitzuwirken.

Bei der Ankunft eines Kriegsschiffes seiner Nation muss der Consul dem Commandeur desselben sich in jeder Beziehung dienstwillig zeigen, zunächst aber das wegen der gegenseitigen Begrüssung Erforderliche mit den Ortsbehörden im Einverständniss des Commandeurs arrangiren, so dass jedes Missverständniss vermieden wird. Eine Information des Schiffs-Commandanten über die am Orte üblichen Begrüssungsformen wird der Consul auf Verlangen in jedem Falle zu ertheilen haben. Wenn er dem Schiffe seine Dienste, namentlich auch, was die Versorgung mit Mundvorrath betrifft, nicht versagen darf, hat er andererseits zu fordern, dass die Ankunft desselben ihm sofort angezeigt werde. Wegen der gegenseitigen Visiten ist das Nähere in den Reglements festgesetzt.*) Steht der Commandeur des Schiffs dem Range nach niedriger, als der Consul, so schuldet er diesem den ersten Besuch, wo nicht, so lässt er ihn durch einen Subalternoffizier begrüßen, und empfängt 24 Stunden darauf den Consul. Bei etwa eintretender Gefahr darf der Letztere den Schutz der Kriegsflotte ansprechen, es kommen hierbei jedoch so viele Fälle in Frage, dass dieselben sich nicht specialisiren lassen; hat andererseits ein Kriegsschiff Seesunglück erlitten, so ist der Consul wie bei Handelsschiffen zu aller Hülfeleistung verpflichtet, vorausgesetzt jedoch, dass er sich mit dem Commandeur desselben

*) Das französische Reglement enthält hierüber sehr genaue Bestimmungen, die unten gegeben werden.

über die zu ergreifenden Maassregeln verständigt.*) Die Ueberfahrt auf der Flotte, entweder nach einem anderen Hafen oder nach der Heimath, kann der Consul nur mit Bewilligung des Marineministers erlangen. Dagegen ist kein Bedenken, dass beim Tode eines Consuls dessen Familie einen Anspruch auf die Ueberfahrt hat.**)

§. 31. Etiquette.

Die Regeln der Etiquette kommen nur in Betracht, wenn der Consul sich Führern von Kriegsschiffen seiner Nation gegenüber befindet.

Dem Commandeur eines Geschwaders macht der General-Consul, wie der Consul unbedingt den ersten Besuch; die Führer einzelner Schiffe dagegen erweisen diese Ehre dem General-Consul und Consul zuerst. Das ist Vorschrift des französischen Reglements. Aehnlich bestimmt das griechische: dass, wenn ein griechisches Staatsschiff im Hafen landet, der Consul, falls der Führer kein höherer Befehlshaber — Commandant oder Vice-Admiral — ist, ihm blos durch einen Boten seine Dienste anzubieten habe; darauf erwartet er die erste Visite; dem Vice-Admiral macht der Consul die erste Visite. Auch das englische Reglement ist ähnlich.***) Der

*) Es wird dem Consul besonders eingeschärft, ein sich annäherndes Kriegsschiff vor dem Einlaufen in den Hafen zu warnen, falls in demselben oder im Lande eine epidemische Krankheit herrschte.

**) Das französische Reglement verordnet, dass, wenn ein franz. Kriegsschiff in einem Hafen liegt, an dem ein franz. Consul wohnt, der Commandant des Kriegsschiffs statt desselben die Polizeigewalt über die im Hafen liegenden Schiffe übt.

**) §. 24 der allgemeinen Instruction: „It has been decided that whenever the Captain of one of Her Majestys ships of war, being a Post Captain or a Commodore wearing a blue pendant, shall signify to the Consul, in writing, his arrival at the port at which the consular resides, the Consul (or Vice-Consul in ports where there is a Consul-General) will take the earliest opportunity of waiting in person on the Commander of the ship, and of affording him such assistance as he may require. Commanders of Her M. navy will, on their arrival at

Consul der Vereinigten Staaten von Nordamerika empfängt von einem einzelnen Kriegsschiff die erste Visite durch einen vom Commandeur zu ihm beordneten Offizier. Den General-Consul besucht der Commandeur in Person zuerst; er müsste denn ein Geschwader führen. Zum Gegenbesuch ist dem Consul ein Boot zu stellen. *) Nach dem portugiesischen Reglement wird von Handelsschiffen bei Ankunft des Consuls die Flagge gehisst; die Mannschaft in Reih' und Glied aufgestellt.

Auf dem Kriegsschiff wird der General-Consul vom ersten Commandanten auf dem Verdeck empfangen, die Truppe ist in Waffen.

Der französische General-Consul wird vom Schiffscapitain auf dem Verdeck (au haute de l'escalier) empfangen, die Mannschaft steht mit Gewehr beim Fuss, der Tambour hält sich zum Schlagen fertig**). Der Consul erster Klasse wird auf dem hinteren Schiffsraum empfangen, die Bemannung bildet ohne Waffen Spalier. Der Consul zweiter Klasse wird ebenfalls auf dem hinteren Schiffsraum, aber durch den zweiten Offizier des Schiffs, empfangen. Die Mannschaft versammelt sich nicht. Diese Ehrenbezeugungen erfolgen, wenn die französischen Consuln die erste offizielle Visite am Bord des Schiffs machen, (nicht bei Wiederholungen) wenn sie sich nach Frankreich einschiffen, oder wenn sie das Schiff, das sie an ihren Bestimmungsort gebracht hat, verlassen, vorausgesetzt, dass sich nicht ein Agent höheren Ranges am Orte befindet. ***)

any such ports, wait upon Her Majestys Consuls, but they will be waited upon by Vice-Consuls. Consuls-General and Consuls, in all cases, wait upon Flag-Officers and Commanders wearing a red or white pendant, without waiting for any previous communication. The Officers commanding H. M. ships of war have orders to furnish a boat to convey the Consul on board, and to re-land him, on the Consul notifying his wish to have a boat so sent for him. The Consul will strictly attend to the foregoing Instructions."

*) Vergl. das Schreiben des Ministers der ausw. Angel. vom 25. Juni 1830 und vom Marine-Département vom 22. Juni 1833.

**) Die französische Ordonnanz vom 31. Oktober 1827.

***) Ueber den Besuch des Schiffsführers beim Consul bestimmt das französ. Regl. vom 7. Nov. 1833: „Si le commandant est capitain de vaisseau, les officiers du consulat le recevront au débarcadere."

§. 32. Berichterstattung des Consuls an seine Regierung.

Die Bestimmungen der verschiedenen Reglements hierüber lassen sich dahin resümiren:

a) Der Consul hat jährlich, und zwar um den Schluss des Kalenderjahres, (November, December, Januar) einen Hauptbericht an das Gouvernement einzusenden, der nicht nur ein genaues Verzeichniss aller während des Jahres dort eingelaufenen nationalen oder unter nationaler Flagge fahrenden Schiffe, nebst Angabe des Tonnengehalts, des Werths der Ladung, sowohl der eingebrachten als der zurückgenommenen, der Bemannung enthält, sondern sich auch über die Handelsverhältnisse des Orts und Landes im Allgemeinen, die Production, Ein- und Ausfuhr im Ganzen, besonders hervorragende Industriezweige, neue Erfindungen u. s. w. auslässt.

b) Innerhalb des Jahres, zu gewissen Fristen, gewöhnlich halb- oder vierteljährlich einen Bericht über Ein- und Ausfuhr von nationalen Schiffen zu erstatten. *)

Der eine wie der andere Bericht muss so viel, wie möglich, durch amtliche Tabellen oder sonstige Publicationen

*) Mehrere Reglements fördern monatliche Anzeige über den Gang der Schifffahrt, wahrscheinlich durch die Erfahrung bestimmt, dass durch zu lange Unterbrechung der Berichte, diese oft ganz in Vergessenheit kommen und die Minister der auswärtigen Angelegenheiten oft in dem Falle sind, zu klagen, dass nicht einmal die Jahresberichte eingehen. Für den sardinischen Consul ist ohne Zweifel aus diesem Grunde bestimmt, dass er allmonatlich an das Ministerium zu schreiben habe, gleichviel ob etwas zu berichten ist oder nicht. Der Nordamerikanische alle 3 Monate, um wenigstens zu zeigen, dass er auf seinem Posten ist. Die Hauptberichte sind am Schlusse des Jahres zu geben; im Uebrigen wird sich die Zeit wohl am Besten nach dem Gange der Schifffahrt wählen lassen. — Manche Regierungen pflegen ihren Consuln bestimmte Fragen vorzulegen, deren Beantwortung in dem Hauptberichte erfolgen solle; solche Fragen finden sich im preuss. Handelsarchiv für 1851, Heft II. S. 39, und in R. Fynns Handbuch für englische Consuln, S. 68. Der russische Consul soll wöchentlich einen Preis-Courant der Waaren an das Departement des auswärtigen Handels einsenden. §. 50 des russischen Reglements.

beglaubigt, auch von den Handelsberichten angesehener Häuser begleitet sein.

Der Hauptbericht muss aber noch ausführliche Angaben über die bestehenden Zolltarife, die während des Jahres in denselben eingetretenen Veränderungen, über erlassene Ein- und Ausfuhrverbote, zu zahlende Hafen- und Schiffsungelder, sowie über die in Betreff des Handels und der Schifffahrt bestehende Gesetzgebung enthalten, und auch hier, so weit wie möglich, durch amtliche Nachweise bestätigt sein.

Dieser Bericht muss überhaupt zeigen, welche Conjunctionen für den Activ- und Passivhandel zwischen dem dortigen Lande und der Heimath bestehen, auch muss aus ihm hervorgehen, wie die Preise der eingehenden Waaren in den dortigen Häfen sich stellen, ob Mangel oder Ueberfluss an gewissen Artikeln ist, welche Gegenstände sich zur Einfuhr besonders eignen u. s. w.

c) Diesem Bericht ist ein Verzeichniss der von dem Consul oder seinem Kanzler aufgenommenen öffentlichen Acte, als Verträge, Civilstandsacte, Certificate, Legalisationen, Pässe nebst Berechnung der erhobenen Gebühren*) dergestalt beizufügen, dass der Minister ein anschauliches Bild der Thätigkeit des Consuls erhält.

d) Ein Verzeichniss der am Orte ansässigen Nationalen fordern nicht alle Reglements, dagegen ist der Consul überall zur Angabe militairpflichtiger Personen verbunden, wenn solche sich unter denselben befinden.

e) Der Consul berichtet ausserdem in der Zwischenzeit so oft, als ein Vorfall zu melden ist, der voraussichtlich für sein Gouvernement von Interesse ist, oder so oft es sich um die Einholung von Verhaltensregeln für ihn handelt. Beim Ausbruch epidemischer Krankheiten oder bei Anzeichen feindseliger Verhältnisse des Landes, in welchem er residirt, zu anderen oder zwischen Nachbarländern ist schleuniger Bericht unerlässlich.

*) Nach türkischem Regl. ist der Bericht über Gebühren und Auslagen halbjährlich zu erstatten; in gleichen Fristen müssen die Vice-Consuln an ihre Chefs die Berichte einsenden. Art. XIX. Nach nord-amerikanischem Reglement vierterjährlich. Vergl. Art. 51 des Regl.

In solchen und ähnlichen Fällen sind die Consula auch gewöhnlich verpflichtet, an die nächsten Gesandtschaften ihrer Regierung zu berichten. Insoweit dieselben auch mit dem Commerz- oder Marine-Ministerium*) oder mit den Grenzbeförden zu correspondiren haben, ist in den Reglements besonders bestimmt. In dringenden Fällen wird der nächste Weg der beste sein.

§. 33. Form der Berichte.

Am entsprechendsten ist die Briefform der Berichte, auch die am meisten in Anwendung gekommene. Gehen sie durch das auswärtige an ein anderes Departement, so liegen sie in doppeltem Couvert, von denen das innere unversiegelt bleibt.***) Heterogene Gegenstände dürfen nicht in einen Bericht zusammengetragen werden, besonders dann nicht, wenn sie für verschiedene Departements bestimmt sind, und Beschlüsse derselben zu erwarten stehen. Sie können aber in ein Couvert geschlossen werden.***)

Die Berichte dürfen nichts Unwesentliches enthalten, keine Vorschläge und Ausführungen, die nicht auf sorgfältiger Prüfung beruhen; sie dürfen sich andererseits nicht ins Allgemeine verlieren und nicht von dem Gegenstande, auf welchen es ankommt, abschweifen.†)

*) Die Gesundheitsberichte gehen in der Regel ans Marine-Ministerium; der sardinische Consul ist angewiesen, sich auch und vorzugsweise mit dergleichen Berichten an den Gouverneur der Grenzdivision zu wenden.

**) Das portugies. Reglement stellt dem Consul die Correspondenz mit dem Marine- und Finanzminister frei; „mais de semblables dépêches — bestimmt es — ne seront transmises que décahetés et par l'entremise du ministre des relations extérieures!“

***)) Holländ. Regl. Art. 25. Das Nordamerik. Regl. fordert Duplicate der Berichte transmitted by a different conveyance.

†) Circular der sardin. Regierung vom 5. September 1835.

Der Consul hat bei seinen Berichten darauf zu achten, dass der Regierung nicht unnütze Portokosten zur Last fallen; er bedient sich eines leichten Papiers und sucht die Correspondenz auf dem billigsten Wege zu befördern.*) Die Berichte sind fortlaufend nummerirt.***) Bei einem Todesfall in der Familie seines Landesherrn und des Fürsten, in dessen Lande er residirt, wird die amtliche Correspondenz des Consuls schwarz gesiegelt. Es ist auf den Gebrauch hierbei zu achten.***)

§. 34. Die Kanzlei des Consuls.

Die zur Consulatskanzlei gehörigen amtlichen Actenstücke sind Eigenthum der Regierung, welche den Consul bestellt hat, und demnach für sie gewissenhaft zu bewahren. Der Consul und sein Kanzler, wenn derselbe vom Landesherrn bestellt ist, sind gleichmässig dafür verantwortlich, sonst der Erstere allein. Der leichteren Uebersicht wegen, müssen die Acten nach den Gegenständen, welche sie betreffen, geordnet sein. Wie dies geschieht, hängt von dem Umfange der Kanzleigeschäfte ab, in der Regel werden indess folgende Abtheilungen zu machen und darnach Register anzulegen sein:

*) Das Regl. der Verein. Staaten Art. 8.; written on foolscap paper in a fair hand, living an inch margin allround the page. Bei langen Berichten sollen kurze Randbemerkungen den Inhalt angeben. Portug. Reglement §. 51 Lorsque le consul g. aura à envoyer quelques papiers en Portugal, s'il y a un bâtiment à expédier, il pourra les mettre sous le couvert de la dépêche adressée au directeur de la douane, en lui annonçant le nombre des dépêches ou papiers et l'autorité à laquelle il doit les faire parvenir.

**) Dasselbst §. 53. On numérottera régulièrement les dépêches, aussi bien que les articles de celles qui seront adressées à des autorités supérieures.

***) Nach portugies. Reglement dauert der Gebrauch schwarzer Farbe 15 Tage vom officiellen Bekanntwerden des Todesfalls; sonst findet sich darüber keine Bestimmung.

- a. ein Archiv-Buch, worin das Inventarium verzeichnet ist; wozu die Instructionen, Reglements, Handbücher, Administrativ-Gesetze, Handelsverträge und deren Sammlungen, Tarife, Polizei-Verordnungen, Lokalstatuten etc. gehören.
- b. Ein Actenstück für die mit dem auswärtigen Ministerium geführte Correspondenz.
- c. Für die im Auftrage dieses Ministeriums mit anderen Behörden geführte Correspondenz.
- d. Für die mit den Territorialbehörden des Districts geführte, und zwar deren Concepte und Copien.
- e. Für die mit Privatpersonen geführte, auf amtliche Gegenstände Bezug habende.
- f. Zum Verzeichnen der ein- und ausgehenden Schiffe.
- g. Für aufgenommene Protokolle, Verklarungen u. s. w.
- h. Für die Verzeichnung von ertheilten Legalisationen, Certificaten, geschlossenen Verträgen.
- i. Für Civilstandsacte, sofern dieselben zu den Amtsverrichtungen gehören.
- k. Ueber angenommene Deposita, und endlich
- l. über empfangene Gebühren und übernommene Auslagen.

Für grössere Kanzleien ist ein Katalog dieser Actenstücke erforderlich; ein Separatindex findet sich am Schlusse jedes Actenhefts. Die Blätter sind paginirt und fest geheftet, am besten in chronologischer Ordnung; Lücken sind zu vermeiden.*)

Geht ein Actenstück verloren, so ist ein Protokoll darüber aufzunehmen, und gelegentlich zu berichten.

Ein neuernannter Consul hat, wenn er keine Kanzlei auf seinem Posten vorfindet, selbst nach den gegebenen Andeutungen eine solche anzulegen, anderenfalls sich dieselbe von

*) Reglement der Vereinigten Staaten Art. 9. „where blanks occur (as in the book of original letters from the covers and unwritten pages) a cross must be made over the blank page, and it is not to be numbered. — Art. 10. The consular books are not to be mixed with those of the Consuls private affairs.

seinem Vorgänger übergeben zu lassen. Sind etwa Fonds der Kanzlei oder Deposita vorhanden, so werden auch diese übergeben. Er nimmt dann gemeinschaftlich mit diesem ein Inventar auf, wovon drei Exemplare anzufertigen sind. Das eine davon verbleibt der Kanzlei, das zweite wird dem Minister der auswärtigen Angelegenheiten übersandt, das dritte dient dem abgehenden Consul als Decharge.

Findet der neuernannte Consul seinen Vorgänger nicht mehr auf dem Posten, so wird ihm die Kanzlei entweder von dem betreffenden General-Consul oder von den Erben des Vorgängers oder sonstigen Inhabern übergeben. Auch in diesem Falle ist die Aufnahme eines Inventars erforderlich. Die Büreaukosten trägt der Consul; die Siegel, eins zum Schwarz-, das andere zum Rothdruck, werden ihm geliefert. *)

§. 35. Consulsgebühren.

Auslagen.

Die Höhe der Gebühren, welche der Consul entweder von den einlaufenden Schiffen seiner Heimath oder für die Arbeiten seiner Kanzlei erhebt, ist durch Tarife festgestellt. Ein Exemplar solches Tarifs ist in der Kanzlei zur Ansicht der Zahlungspflichtigen anzuheften; **) er darf bei Geldstrafe, selbst bei Strafe der Absetzung nicht überschritten werden, noch dürfen Gebühren erhoben werden, welche der Tarif nicht enthält.

Wird dagegen die Zahlung einer tarifmässigen Gebühr verweigert, so steht es dem Consul frei, dieserhalb bei dem Minister der auswärtigen Angelegenheiten Beschwerde zu führen; zu executivischen Maasregeln im Interesse seiner Gebühren

*) Der holländische Consul muss auch das Siegel auf eigene Kosten anschaffen; dem nordamerik. werden die Kosten für Siegel, Wappen und Flagge erstattet; für die letztere wird von den meisten Regierungen nur die erste Auslage gewährt.

**) Einleitung zum österreichischen Tarif von 1846; türkisches Reglement Art. XIX.

ist er nicht befugt; Retention der Schiffspapiere steht ihm in einzelnen Fällen nach dem Reglement der Vereinigten Staaten von Amerika zu. Die meisten Reglements haben die Schiffsgebühr nach verschiedenen Ländergruppen höher oder niedriger normirt; dieselbe wird nach Lasten oder Tonnen berechnet, in Portugal allein nach Masten.

Bei der Flussschiffahrt fällt die Schiffsgebühr in der Regel fort. Die Kanzlei bezieht nicht für alle von ihr vollzogenen Acte eine Gebühr, namentlich fällt dieselbe bei erwiesener Armuth des Extrahenten fort.

Bei längeren Actenstücken, auch bei Prozessverhandlungen, wird die Gebühr nach der Zahl der geschriebenen Seiten berechnet.

Die auf ein festes Einkommen gestellten Consule sind in der Regel angewiesen, die percipirten Gebühren an das Gouvernement abzuführen. *)

Vertritt ein Consul im Auftrage des Letzteren auch die Angehörigen einer anderen Nation, so ist er berechtigt, auch von diesen die tarifmässigen Gebühren zu beziehen. **)

Ueberall, wo der Consul als Privatmann im Interesse seiner Landsleute handelt, steht ihm eine Gebühr nicht zu.

Die Auslagen, Unterstützung an Hilflöse, Briefporto u. dergl., werden vierteljährlich, spätestens am Schluss des Jahres berechnet und mit Belegen dem Ministerium der auswärt. Angelegenheiten, oder wenn das Porto von der Gesandtschaft erstattet wird, die Liquidation desselben an diese eingereicht. Eine über den Schluss des Jahres verabsäumte Einsendung hat Nichtzahlung zur Folge.

Mehrere Reglements, das englische, französische und portugiesische, stellen den General-Consuln und Consuln frei, Wechsel auf die Staatskasse zu ziehen, untersagen dies jedoch

*) Mitunter ist Theilung der Gebühren zwischen dem Consul und Kanzler oder Vice-Consul vorgeschrieben; die Antheile sind dann bestimmt. Etwas zu complicirt ist die Theilung zwischen dem General-Consul dem Vice-Consul und Kanzler.

**) Wie die preussischen Consuln von den sächsischen, die österreichischen von den Unterthanen Toskanas, die sardinischen von den Montenegrinern.

den Vice-Consuln. Den sardinischen ist insgesamt ausdrücklich verboten, solche Wechsel zu ziehen. Andere Reglements schweigen darüber. *)

*) Der niederländ. Consul muss in der Heimath einen Commissionär bestellen, der ihm die Finanzangelegenheiten mit dem Gouvernement ordnet.

III. ABSCHNITT.

Das Consularrecht des Orients.

§. 1. Der gegenwärtige Stand der Consuln im Allgemeinen.

Zu den nichtchristlichen Ländern, in welchen die europäischen Mächte Consuln bestellt haben, gehört die europäische und asiatische Türkei, Aegypten, Tunis und Tripolis, das Kaiserthum von Marocco und jetzt auch China. Einzelne christliche Mächte vermitteln auch ihre Beziehungen zu Persien durch Consuln. Die Consulate sind hier ausschliesslich auf Grund bestehender Verträge errichtet, die mit einander ziemlich conform, selbst wohl bis auf den Wortlaut übereinstimmend sind. Für die Levante werden die Consuln der Regierungen, welche bei der hohen Pforte durch einen Minister repräsentirt sind, durch diesen bestellt und beaufsichtigt. Die Art der Abhängigkeit ist jedoch verschieden, je nachdem die Consuln in der Türkei selbst oder in Aegypten oder in den Donaufürstenthümern residiren. Die unabhängigere Stellung der letzteren wirkt auf die Stellung der Consuln zurück. Alle haben jedoch an die Legation zu berichten. *) Bei Abwesenheit

*) Dies gilt mindestens von den ägyptischen, nicht immer von denen in den Donaufürstenthümern; in Betreff der Ersteren verordnet das sardinische Reglement, dass sie nicht verbunden sein sollen, bei Bestellung von Proconsuln die Legation zu befragen.

eines Gesandten erweitert sich der Einfluss der Consule, welche Chefs grösserer Districte sind, bis zur Repräsentationsbefugniß, die ihnen seitens der Pforte beim Amtsantritt durch Verleihung des Barats, durch welches sie zum Range des Baliosbey, etwa eines Ambassadeurs erhoben werden, ausdrücklich zugestanden wird.

Den Unterthanen dieser Länder ist die Uebernahme fremder Consulate aus diesem Grunde untersagt*); es fungiren nur consules missi.

Die alte Sitte, beim Amtsantritt Geschenke an den Souverain zu überreichen, besteht nicht mehr. Zwischen England und Algier wurden sie 1816 durch Vertrag abgeschafft, so wie überhaupt alle Regierungen sich allmählig von den officiellen Geschenken befreiten. Doch wurden sie von mehreren (Russland und Oesterreich verstanden sich nicht dazu) noch in der Form zugestanden, dass der neuankommende Consul sie in seinem Namen übergab, um sich der Bereitwilligkeit der Behörden zum Schutze gegen Seeräuberei zu versichern. Auch ist es üblich geblieben, dem Kaiser von Marocco bei persönlicher Vorstellung des Consuls ein Geschenk zu überreichen.

Die alte Unsitte, den Consul für Vergehen und namentlich Schulden seiner Nationalen haften zu lassen, ist überall durch Verträge aufgehoben; er haftet für die letzteren nur bei schriftlicher Bürgschaft. Bei eintretendem Friedensbruch hat der Consul mit seinen Angehörigen freies Abzugsrecht, das in der Regel auf drei und sechs Monate Frist ausgedehnt ist. —

§. 2. Ehrenrechte und Immunitäten.

Der Consul repräsentirt seinen Souverain; mehrere Verträge geben ihm diese Stellung in den unzweideutigsten

**) Vertrag zwischen der Pforte und Grossbritannien von 1809. Das vom Consul in seinem Namen zu übergebende Geschenk darf nicht 500 Pfd. übersteigen.

Ausdrücken. *) Er hat das Recht des Wappens und der Flagge unbeschränkt. Sein Haus ist ein unverletzliches Asyl; **) er hat Anspruch auf 2 Janitscharen (Yassaktchi) zur Bewachung desselben, die ihm aus der Garde des Grossherrn, des Dey, Bey oder Gouverneurs zu stellen sind; ***) die Unterhaltung derselben fällt dem Consul nicht zur Last. Dieses Ehrenrecht ist mehr als eine Schutzmassregel gegen den brutalen Charakter der Bevölkerung zu betrachten. Der Zutritt zur Person des Souverains bei Hoffesten ist dem Consul nicht versagt. Die älteren Bestimmungen über das hierbei zu beobachtende Ceremonial sind jedoch mehrfach modificirt, namentlich bestehen die Vertragsstipulationen über den Vortritt nicht mehr; sie waren einander widersprechend und sind daher von selbst unwirksam geworden. †) Einzelne Verträge haben für die officiellen Visiten gewisse Fristen festgesetzt.

*) Vertrag zwischen Frankreich und Algier vom 21. März 1619 stipulirt für die französ. Consuln: le respect ethonneur qui est due à un officier, qui représente la personne d'un si grand monarque; ebenso zwischen Frankreich und Marocco vom 28. Mai 1767 Art. XI. vergl. auch den Vertrag zwischen Grossbritannien und der Pforte vom September 1675 und zwischen Grossbritannien und Tunis vom 30. August 1716. „Consul britannique qui réside ici pour représenter à tous égards la Personne de sa Majesté; auch zwischen Schweden und Tripolis vom 15. April 1741 Art. XVIII., danach gebühren ihm alle Ceremonien of heder och respect.

**) Nach einzelnen Verträgen selbst für Muselmänner und Mauren. Dem Hause dürfen von den Landesbehörden keine Siegel angelegt werden. Beamte oder sonstige Unterthanen des Landes dürfen es wider den Willen des Consuls nicht betreten.

***) Es ist hinsichts der Zahl zwischen dem Consul und dem General-Consul zu unterscheiden. Der sard. General-Consul soll z. B. 2 haben, der Consul 1, aber die Zahl schwankt, der General-Consul in Tunis hat 3. — Sardinien hat im Orient Consuln erster, zweiter und dritter Klasse und Attachés dieser drei Klassen; der orientalische Consul steht dem Grade nach gleich einem General-Consul in christlichen Ländern, der Vice-Consul dem Consul, der Proconsul dem Vice-Consul.

†) Der englische und französische Consul erscheinen, um Differenzen zu vermeiden, nie zu gleicher Zeit beim Bey von Tunis, dessen Verträge das Recht des Vortritts mehreren Regierungen zugestanden

Begiebt der Consul sich in Person zu den Landesbehörden, so geschieht es in der Amtstracht und umgeben von den Dragomans und Gardien; der gewöhnliche Verkehr ist der schriftliche. —

Der Consul genießt Steuerfreiheit, insbesondere berechtigten ihn fast alle Verträge, Gegenstände seines häuslichen Bedarfs, Möbel und Lebensmittel zollfrei einzuführen, eben so das, was zu Geschenken für den Landesherrn bestimmt ist.*)

Der Consul darf weder wegen Vergehen noch wegen Schulden verhaftet werden. —

§. 3. Amtsantritt.

Der Consul überreicht bei seiner Ankunft auf dem Posten, nachdem er, gewöhnlich durch Vermittlung der Gesandtschaft, sein Berat**) erhalten, dieses dem Gouverneur des Orts seiner Residenz. Durch das Berat ist er zu allen Ehrenrechten und Amtshandlungen zugelassen. Die Ertheilung desselben wird seitens des Gouverneurs den Unterthanen des Districts öffentlich bekannt gemacht, wogegen der Consul sich seinen Nationalen, die er zu einer Versammlung zu berufen hat, persönlich vorstellt. Ist ein Vorgänger auf dem Posten noch anwesend, geschieht die Berufung der Versammlung und die Präsentation durch diesen. —

Die Vice-Consuln erhalten, wenn sie einem besonderen District vorstehen, statt des Berats nur einen Firman, gleichfalls durch Vermittlung der Gesandtschaft; Proconsuln und Subaltern-Beamte, die zur Jurisdiction eines Consuls gehören, werden einfach als solche anerkannt.

haben. Hier allein ist überhaupt noch vom Vortritt die Rede. Erscheinen sonst die Consula im Corps, so nimmt gewöhnlich der Aelteste das Wort für Alle.

*) In Marocco erhalten neue Consulate gewöhnlich eine Baustelle für das Consulatgebäude gratis, der Bey von Tunis giebt ein Haus gegen Miete.

**) In Marocco heisst das „Exequatur“ issaulia oder quilsab.

Einen Anspruch auf feierliche Aufnahme, wie sie dem Consul zu Theil wird, haben diese nicht. *)

Bei der Ankunft des Consuls in Tunis, Alexandrien, in Jassy, Bukarest übersendet er sofort authentische Abschrift seines Creditifs an den Minister der auswärtigen Angelegenheiten, welcher ihm die Stunde des Empfangs durch den Fürsten anzeigt. Der Consul macht diese Visite in Begleitung seiner Beamten, in der Moldau und Wallachei zu Wagen. Die Visite wird vom Minister der auswärtigen Angelegenheiten erwidert. Der Vicekönig von Aegypten giebt gewöhnlich ein Geschenk. —

§. 4. Befugnisse des Consuls.

- a. Der Consul ist befugt — durch zahlreiche Verträge — seine Interpreten und Courtiers (brokers) nach Belieben zu wechseln, es müsste denn die eigne Regierung ihm hierin eine Schranke gesetzt haben,
- b. Er hat das Recht zur Ausübung seines Gottesdienstes in einem selbst gewählten oder ihm zu diesem Zweck angewiesenen Gebäude, zu welchem alle seine dort anwesenden Landsleute Zutritt haben. Der Gebrauch der Glocken steht ihm frei.
- c. Belangreich erscheint die Befugniss des Consuls, seine Residenz zu verlassen und auf dem Lande zu wohnen, da sie vielfach in Verträgen stipulirt ist.
- d. Er ist berechtigt, die aus der Heimath eingelaufenen Schiffe so oft zu besuchen, als es ihm beliebt; seine Schaluppe führt die nationale Flagge.
- e. Er darf in seinem Hause Wein geniessen und für den eignen Bedarf einführen.
- f. Reclamationen an die Behörden richten, sich an die Minister wenden.

**) Der Consul wird mit einer Ehrensalue begrüßt; besonders ist die Aufnahme feierlich in Tanger. Magnone, §. 97.

- g. Er hat ein unbedingtes Recht auf die Regulirung des Nachlasses verstorbener Nationalen.
- h. Ebenso ist sein Einschreiten bei Seeunfällen derselben durch die Behörden unbehindert.
- i. Er ist der gerichtliche Vertheidiger der Angeklagten seiner Nation.
- k. Er ist befugt, elternlos gewordene Kinder, die keinen Vormund haben, an sich zu nehmen und nach Hause zu schicken.
- l. Die Beweggründe eines zum Islam übertretenden Individuums zu prüfen. Dasselbe muss seinen Entschluss in der Regel drei mal in drei auf einander folgenden Tagen vor dem Consul erklären. Der letztere sorgt dabei, dass durch diesen Uebertritt die Interessen seiner Landsleute nicht gefährdet werden und hat die erforderlichen Massregeln für deren Sicherstellung zu ergreifen. *)
- m. Er hat das Recht, die Waaren zu confisciren, die fälschlich unter seiner Landesflagge kommen. **)

§. 5. Pflichten des Consuls.

In den Barbareskenstaaten hat der Consul die Pflicht, die Ankunft eines nationalen Schiffs sofort dem Gouverneur anzuzeigen, eine Bestimmung, die vielfach Aufnahme in die Verträge gefunden hat und darum für die dortigen Regierungen wichtig, weil sie Vorkehrungen gegen das Entlaufen der Sklaven auf christliche Schiffe zu treffen haben. Auf die Meldung erfolgt die übliche Begrüssungssalve. Entflichen dennoch Sklaven und ist dem Consul nicht nachzuweisen, dass er über

*) Der niederländische Consul in Persien (der Opperste ofte President) hat das Recht, eine Person, die sich convertiren will, zu ergreifen und hinzuschicken, wo es ihm beliebt. Vertrag zwischen Niederlanden und Persien vom 17. November 1623.

**) Vertrag zwischen Oesterreich und der Pforte vom 1617.

deren Absicht und ihren Aufenthalt auf einem seinen Nationalen gehörigen Schiffe rechtzeitig hätte Anzeige machen können, so ist er von jeder Verantwortung frei. Er hat mit besonderer Sorgfalt das Schiffsvolk zu überwachen, das nach französ. Reglement nur mit seiner Erlaubniss das Schiff verlassen darf, den Besuch der Gasthäuser zu verhindern, oder doch nur den Aufenthalt in solchen zu gestatten, die unter besonderer Aufsicht der Schiffsoffiziere stehen. — Seine Verantwortung in gesundheitspolizeilicher Rücksicht ist von besonderer Schwere; er hat sich umständlich mit den bestehenden Quarantäne-Vorschriften bekannt zu machen, und seine Nationalen durch alle ihm zu Gebote stehenden Mittel gegen die Gefahr einer Epidemie zu schützen. —

Der Consul hat sich des Kaufs solcher Gegenstände zu enthalten, die aus einer an dem dortigen Lande gemachten Beute herrühren, bei Strafe der Confiscation derselben oder seiner Entsetzung im Wiederholungsfall. Er darf bei keiner gegen die Gebiete der Regierungen, bei denen er beglaubigt ist, etwa geübten Kaperei theilhaftig sein. Auch darf er von Unterthanen derselben, sie mögen Türken, Mauren oder Juden sein, nicht borgen.*)

§. 6. Der Kanzler.

Der Kanzler wird entweder vom Souverain bestellt oder vom Consul, der desselben bedarf, gewählt. Der französische Consul wählt ihn aus den Drogmanen oder Interpreten, ohne dass der Dienst des Kanzlers von den Verrichtungen des Drogmans befreit. Der Consul ist für ihn verantwortlich, er lässt sich vor dem Eintritt desselben in den Dienst den Amtseid leisten und übergiebt ihm dann das Siegel; der Kanzler

*) Mehrere Regierungen haben es ihren Consuln ganz ausdrücklich untersagt, entweder selbst Handel treiben, oder daran indirect Theil zu nehmen, bei Strafe der Absetzung. Nach sardinischem Regl. können sie jedoch durch einen vom Minister der auswärtigen Angelegenheiten gezeichneten Dispensbrief dazu autorisirt werden.

ist Secretair, Notar, Archivar. In grösseren Kanzleien fungirt zu seiner Unterstützung ein ebenfalls vom Consul in Pflicht genomener Vice-Kanzler.

Statt des Consuls verkehrt vorzugsweise der Kanzler mit dem Schiffsvolk; er nimmt die Meldungen an, prüft die Schiffspapiere, und wohnt der Ausladung der Waaren bei.

Beim Tode des Consuls übernimmt sofort der Kanzler die Geschäftsführung unter dem Titel eines chargé d'affaires, oder eines Proconsuls oder ohne Veränderung seines Titels. Er führt den neuen Consul in sein Amt ein und stellt denselben der von ihm berufenen Versammlung der Nationalen vor.

Patente, vermittelt deren der Consul einen Agenten ernannt; sind gewöhnlich vom Kanzler mitzuzeichnen. Der Letztere genießt Exemption von Steuern und Auflagen.

§. 7. Die Interpreten.

Auch die Interpreten sind von Steuern und sonstigen Auflagen frei; dass sie Muselmänner seien, ist in der Regel nicht erforderlich. Sind sie es nicht, so können sie auch nicht vor die dortigen Landesgerichte gestellt, noch verhaftet werden. Vor den Behörden repräsentiren sie den Consul durchaus. Was sie übersetzen, gilt als von ihm gesprochen, ein Uebersetzungsfehler wird nicht vermuthet. *) Die Verkehrssprache mit den Behörden ist in der Türkei die türkische, in Aegypten, Tunis, Marocco die arabische, in der Wallachei und Moldau die wallachische und moldauische. **) — Die Drogmanen sind dem Consul zu unbedingter Folgeleistung verpflichtet, sie haben ihm Rechenschaft von allen ihren mit den Ortsbehörden gepflogenen Verhandlungen zu geben. Die von ihnen angefertigten Uebersetzungen werden von ihnen unter Hinzufügung der Originaldocumente gezeichnet.

*) Vertrag zwischen Grossbritannien und der Pforte vom September 1675.

**) Jeder an den Kaiser von Marocco adressirte Brief muss von der Hand eines Unterthans sein.

Bei der Mangelhaftigkeit anderer Reglements muss hier auf das französische und sardinische besonders zurückgegangen werden.

Nach dem Ersteren werden die *Secrétaires interprètes* und Drogmanen auf Vorschlag des auswärtigen Ministers vom Könige ernannt. Wenn hiermit die Bestimmung der Verträge zu streiten scheint, wonach die Consuln befugt sein sollen, ihre Dollmetscher nach Belieben zu entlassen und andere zu nehmen, so fällt der Widerspruch damit, dass es sich hier nur um die Festsetzung einer Befugniss gegen die Pforte und die anderen mohamedanischen Regierungen handeln könnte.

Die französischen *Secrétaires interprètes*, deren es überhaupt nur 3 nach dem Reglement geben soll, werden aus den Drogmanen gewählt.

Nach dem sardinischen Reglement werden die Drogmanen wie die Proconsuln von dem Districtschef ernannt, jedoch mit Genehmigung des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten, und vorher eingeholtem Einverständniss des Gesandten in Constantinopel, wenn die Ernennung für Landesgebiete der hohen Pforte geschieht.

Handwerker, Banquiers oder überhaupt Leute mit offenem Geschäft dürfen nicht gewählt werden.

Das letztgenannte Reglement verbietet den Interpreten, ohne Erlaubniss ihrer Vorgesetzten in die Häuser der Localbeamten zu gehen oder Privatleuten bei deren Angelegenheiten ihre Dienste zu leisten.

Sie dürfen ein orientalisches Kostüm tragen.

§. 8. Attachés.

In der Regel haben die General-Consuln noch junge unbesoldete Beamte, *Volontairs* um sich, welche sich unter ihrer Leitung für den Consulatsdienst ausbilden. Diese haben sich, wie auch die französischen Eleven, vorzüglich durch Erlernung der orientalischen Sprachen zu brauchbaren Drogmans auszubilden. Sie sind, so weit möglich, aus den Unterthanen der Regierung zu wählen, welche das Consulat erbält. Der Con-

sul darf sie ohne Bestätigung des Ministers ernennen. Sie müssen unverheirathet sein und im Hause des Chefs wohnen, der Chef kann aber den Consens zur Heirath ertheilen. Für die Erhaltung von mehr als zwei Attachés, welche der Consul mit Nahrung, Licht und Heizung versieht, hat er einen Entschädigungsanspruch an die Regierung, und zwar nach sardinischem Reglement 900 Fr. für die Person. Der verheirathete Attaché darf diese Remuneration baar fordern, die unter dem Titel einer Unterstützung gewährt wird. *)

§. 9. Der Hausstand des Consuls.

Er ist verpflichtet, ein geräumiges Wohnhaus zu beziehen, das, wenn nicht zugleich eine Kapelle, doch mindestens eine Kanzlei aufnehmen kann.

Sein Dienstpersonal ist, jedoch nur durch vereinzelte Bestimmungen, der Zahl nach festgesetzt. Es wird hier keine andern Regeln geben, als die, welche die consularische Würde vorschreibt. Es wird aber darauf ankommen, da die Domestiken des Consuls gewisse Freiheiten gegenüber der Landesregierung genießen, da sie namentlich steuerfrei sind**) und rücksichtlich ihrer jurisdictionellen Verhältnisse wie die Nationalen des Consuls behandelt werden, welche Grenze die Landesregierung, sei es durch Vertrag oder Gewohnheit der Aufnahme von Unterthanen in den fremden Dienst gezogen

*) Ueber die französischen Eleven ist in der Einleitung gesprochen. Ueber ihre Prüfung und Beförderung das Regl. vom 5. October 1847, wodurch die Art. 5, 6, 7, 11, 12, 19 und 21 der Ord. vom 10. August 1833 abrogirt sind. Vergl. auch die Ord. vom 16. April 1845, welche die Bestimmung, dass die Eleven 5 Jahr in ihrem Grade dienen müssen vor der Beförderung, aufhebt.

**) Vertrag zwischen der Pforte und Venedig vom 21. Juli 1718, Art. XIV. „Pour tout ce que les Bayles, Consuls, Drogmans et Gens de leur suite achèteront pour leur propre Argent, ainsi que pour leurs provisions de bouche et leurs vêtements, on ne pourra exiger d'eux aucun Tribut sous le dénomination de *Badsch*, *Reft*, *Kassabyé* ou *Mass-dariyé* (*Messetaria*).

hat. Es findet sich die Zahl zehn erwähnt, ein solches Personal wird jedoch nur der General-Consul beanspruchen können. —

Das Letztere steht unter dem Schutz der Behörden und ist unverletzlich.

Den sardinischen Consuln ist seitens ihrer eignen Regierung die Aufnahme von Negersclaven in ihren Dienst untersagt, um zu verhindern, dass dem Sklavenhandel Vorschub geleistet werde.

Wegen unordentlichen Verhaltens der Janitscharen kann der Consul ihre Bestrafung von ihren militairischen Vorgesetzten verlangen. —

§. 10. Das Recht des Consuls, National-Versammlungen zu berufen.

So oft das öffentliche Interesse es erfordert, berufen die Consuln, oder ihre Beamte (die Eleven) die Nationalen des Hafens zur Berathung über Gegenstände des Handels und der Schifffahrt. Zu den Versammlungen können auch die Schiffscapitaine und selbst Nichtkaufleute hinzugezogen werden. Die Handeltreibenden verfallen bei unmotivirtem Ausbleiben in eine Geldstrafe. *) Die Versammlung findet im Hause des Consuls statt, der den Vorsitz führt, aber keine deliberative Stimme hat. Fassen die Anwesenden antigouvernementale Beschlüsse, oder kann die Ordnung in der Versammlung sonst nicht erhalten werden, so ist der Consul befugt, sie aufzulösen; er hat in solchen Fällen schleunig an den Gesandten oder Minister zu berichten. Ist der Consul an der Leitung der Berathung verhindert und seine Vertretung erforderlich, die nach französischem Reglement der erste Deputirte **) übernimmt, so wird darüber ein Vermerk in das über die Berathung aufzunehmende Protocoll gestellt.

*) Nach französischem Reglement 10 Frs.

**) Siehe den folgenden §.

Der Consul zeichnet die gefassten Beschlüsse; (auch wenn die Nationalen in corpore ein Schreiben erlassen, wird es vom Consul (oder Eleven) gezeichnet und lässt, nachdem er sie redigirt hat, sie von Allen mitzeichnen, die an der Berathung Theil genommen haben. —

Die ordentlichen Versammlungen werden nur von Handel-treibenden besucht; von einem Handelshause ist nur ein Associé zuzulassen; Banqueruteurs sind ausgeschlossen.

Der Antrag einer grösseren Zahl von Nationalen verpflichtet den Consul, eine Versammlung zu berufen.

§. 11. Die Wahl der Deputirten der Nation in der Levante und Barbarei nach dem französischen Reglement.

Der rechtsprechende Consul hat überall zwei Nationale als Beisitzer. Die Wahl derselben wird nach französischem Reglement dergestalt bewerkstelligt:

Am 1. December jedes Jahres findet eine Versammlung der Nationalen behufs Vollziehung dieser Wahl statt. Dort wird eine Commission von 6 Mitgliedern ernannt, die gemeinsam mit dem Consul oder Vice-Consul vier zu Deputirten wählt.

Wenige Tage darauf ist eine zweite Versammlung, in der die Namen der 4 Erwählten proclamirt werden; es wird ihre Führung, ihr Talent, ihre Zahlungsfähigkeit erörtert. Lässt die Versammlung sie zu, so werden ihre Namen und Vornamen auf vier besondere Zettel geschrieben, die gleichmässig zusammengebogen und in eine Urne gethan werden. Der Jüngste in der Versammlung zieht mit verbundenen Augen zwei Zettel, die er dem Consul oder Vice-Consul übergiebt. Der Letztere öffnet sie und theilt die gezogenen Namen mit. Diese werden nun als die Deputirten des nächsten Jahres proclamirt. Der Consul oder Eleve nimmt den Proclamirten den Eid ab und führt sie in ihre Function ein.

Zur **Wahlfähigkeit** gehört ein Alter von **25 Jahren**, **zwei-jährige Ansässigkeit am Orte**, **Unterhaneneigenschaft durch Geburt oder Naturalisation**. Bei der Wahl eines Naturalisirten muss die betreffende Urkunde der Kanzlei vorgelegt und darüber ein Vermerk aufgenommen werden. — Wer die **mu-hamedanische Religion** angenommen oder eine Frau, die **Unterthanin eines fremden Landes** war, **geheirathet hat**, ist **ohne Genehmigung des Chefs der Executivgewalt nicht wahlfähig**.

In Häfen, wo die Nationalen **6 Etablissements** haben, werden zuerst **2 Deputirte** gewählt, deren **Function 2 Jahre** dauert. Zu diesen wird alljährlich einer hinzugewählt, dergestalt, dass der ältere oder der übrigbleibende Deputirte der erste ist, der zweite ihn in dieser Eigenschaft das folgende Jahr ersetzt und sofort bei jeder Wahl.

Wo nur **5 Etablissements** oder weniger sind, wird nur einer gewählt, der jährlich in der bezeichneten Weise ersetzt wird.

Stirbt einer der Deputirten oder geht er in die Heimath zurück, so wird schleunig zur Ersatzwahl geschritten.

Die Akten können nicht eher wieder gewählt werden, als zwei Jahr nach ihrem Rücktritt, es müsste denn an sonst wählbaren Personen ganz fehlen.

Wer bei der Wahl sich unerlaubter Mittel bedient, ist für immer davon ausgeschlossen.

Die Deputirten wachen über den Handel der Nationalen, sie können im Interesse desselben auf Berufung einer **Versammlung** antragen; die **Consuln und Vice-Consuln** sind gehalten, mit ihnen über Gegenstände des Handels zu conferiren.*)

§. 12. Jurisdiction.

Der Consul hat die **gesammte Civil- und Criminal-Jurisdiction**. Die Letztere umfasst entweder alle Verbrechen, oder

*) Ihre frühere Verbindlichkeit zu regelmässigen Handelsberichten hat seit der Ordon. vom 18. April 1835 aufgehört.

es sind besonders schwere, wie Mord, ausgeschlossen. Die Verträge besagen hierüber das Nähere, sie stellen aber auch hier nur die Befugniss der Consuls gegenüber den mohamedanischen Landesbehörden fest, weitere Beschränkungen bleiben den resp. Instructionen vorbehalten. Diesen zufolge wird der Consul zwar auch in den schwersten Fällen die Untersuchung führen, aber er hat nicht das Recht, die höchsten Strafen zu vollstrecken. Das französische Reglement giebt ihm daher nur das Recht, besonders gemeingefährliche Individuen zu verhaften und heimzusenden. *)

In die Civilgerichtsbarkeit des Consuls hat die Landes-Justiz sich nie zu mischen, ausser wenn der Streit zwischen Genossen des Consuls und Eingeborenen verhandelt wird. Alsdann entscheidet ein Specialgericht und bei einer gewissen Höhe des Streitobjects (in der Türkei 4000 aspres), der Grossherr in Person oder sein Stellvertreter. Der Consul verhandelt unter Assistenz von zwei Notablen **) seiner Landesgenossen, und nur, wenn geeignete Personen nicht am Orte sind, ohne sie, aber mit einem vereidigten Secretair.

Des Letzteren Pflicht ist es, ein genaues Protokoll zu führen, worin die etwalgen Zeugenaussagen aufzunehmen sind. Die Zeugen werden durch den Consul vereidigt, nicht christliche in der für sie am meisten bindenden Form. Landsleute, die ihr Zeugniß vor Gericht verweigern, kann der Consul zur Ablegung desselben zwingen, wenn sie nicht in ihrer eignen Sache oder über einen sie persönlich indirect interessirenden Gegenstand auszusagen haben.

Stellt sich bei Criminalanklagen die Unschuld des Angeklagten heraus, so ist die Haft aufzuheben, noch bevor das Erkenntniß publicirt ist.

*) Art. 82 des Edicts von 1778. Der Schiffscapitain, welchem der Verhaftete übergeben wird, erhält eine Anweisung an den Marine-Beamten des ersten Hafens, dem er ihn überliefert. Art. 83.

**) Art. 6 ders. Ord.: „Nos consuls se feront assister pour rendre toutes sentences définitives, en matière civile de deux nos sujets choisis parmi les plus notables qui se trouveront dans leurs consulats et auxquelles nous attribuons voix délibérative.“

Die Instructionen bestimmen das Strafmass, bis zu welchem der Consul erkennen darf.

Die Justiz ist summarisch und kostenfrei.

§. 13. Mitwirkung des Consuls bei Prozessen, die vor den Landes-Behörden verhandelt werden.

Alle Prozesse der Nationalen des Consuls, welche, vor die Landesgerichte gezogen werden, können nur in seiner oder seines Drogmans Assistenz verhandelt werden. Ohne diese dürfen die betreffenden Personen jede Auslassung verweigern.*)

Lässt der Consul sich durch seinen Drogman vertreten, so darf er selbst nie gezwungen werden, persönlich vor Gericht zu erscheinen; sendet er aber jenen nicht, so wird, falls er rechtzeitig avertirt ist, ohne seine Assistenz verfahren. In solchem Falle würde die Weigerung der Partei, sich auszulassen, fruchtlos sein.

Der Consul assistirt auch der Publication strafgerichtlicher Erkenntnisse durch die Landesbehörden.**)

Auch wenn seine Landsleute Verbrechen gegen Eingeborene verüben, können sie nur mit seinem Wissen gerichtlich verfolgt werden; entfliehen sie, so ist er nicht verantwortlich, falls nicht erwiesen ist, dass er ihnen zur Flucht Vorschub leistet.

Ist ein Schiff bei der Abfahrt begriffen, so darf es durch einen Prozess nicht aufgehalten werden, sondern der Consul oder sein Interpret entscheidet die Sache summarisch.

Um Prozesse zu verhindern, müssen in der Türkei die Consuls die von ihnen geschlossenen Kauf-, Darlehns-, Bürgschaftsverträge etc. dem Kadi präsentiren, der sie einregistriert,

*) Vertrag zwischen dem Königreiche beider Sicilien und Tripolis vom 3. Juni 1741. „Sans l'intervention et le concours des quels (drogmans) aucune action ne pourra avoir lieu ni sur la personne, ni sur les biens dun sujet du susdit Roi de deux Siciles!“

**) Vertrag zw. Grossbritannien und Tunis vom 7. Januar 1824; es muss ihm zwei Tage vor dem Termin Kenntniss davon gegeben werden.

um bei etwaigem Prozess den Parteien eine Stütze zu geben. Als Beweis geschehener Eintragung ertheilt derselbe ein Hodget. *)

§. 14. Wenn der Consul selbst in einen Prozess verwickelt ist.

Ist der Consul selbst an einem Prozess theilhaft, sei es als Partei oder sonst, so tritt entweder die Vermittlung des Gesandten ein, oder es entscheidet, wenn die Sache vor die Landesbehörden gehört, ein höherer Beamter des Landes, in der Türkei der Pascha.

Streit zwischen den Consulen verschiedener Nationen, ist durch das Zusammenwirken der betreffenden Gesandtschaften zu vermitteln.

§. 15. Berichte des Consuls in die Heimath.

Von den Berichten gilt dasselbe, was oben angeführt ist; nur darf bemerkt werden, dass die Gesundheitsberichte hier von besonderer Wichtigkeit sind; auch ist es den Consulen in der Levante und Barbarei besonders zur Pflicht gemacht, genaue Nachweise über das in ihren Districten thätige amtliche Personal zu geben, und den diesfälligen Berichten die Data der Patente neuangestellter Vice-Consulen und sonstiger Beamten beizufügen.

§. 16. Etiquette.

Da die Förmlichkeiten im Verkehr mit den Landesbehör-

*) Vertrag zwischen der Pforte und Oesterreich von 1718 und Russland vom 21. Juni 1783 Art. IX. Uebrigens findet sich diese, wie die anderen Bestimmungen dieses §. so häufig in den Verträgen, dass weitere Citate entbehrlich schienen.

den nicht durchaus feststehen, so hat der Consul beim Amtsantritt seinen Vorgänger darüber zu befragen.

In der Regel macht er nach der Installirung, wie schon oben bemerkt, dem Souverain oder seinem Minister eine feierliche Visite, umgeben vom Corps seiner Nationalen, etwa in folgender Ordnung: Die Drogmane an der Spitze des Zuges, ihnen folgen die Kaufleute, geführt von den Deputirten, dann die Schiffscapitaine und Commis, und zuletzt alle Anderen. Ausser dem Consul tragen die Eleven und Kanzler Degen. Der Zug geht in derselben Ordnung zurück.

Bei der Ankunft eines Pascha oder Gouverneurs nach der Residenz des Consuls, macht dieser ihm die erste Visite; bei weiteren Entfernungen schickt er den Drogman mit den Glückwünschen seiner Nationalen.

Kommen untergeordnete Beamte an den Ort seiner Residenz, z. B. ein Kadi, ein Digdaban, so wartet der Consul die erste Visite ab, und empfängt dann die Beamten in der Umgebung seiner Nationalen.

Bei der Geburt eines grossherrlichen Prinzen schliesst sich der Consul den üblichen Demonstrationen an, ebenso bei Hoffestlichkeiten. Er erleuchtet nebst seinen Landsleuten drei Nächte hindurch sein Haus. Der Consul begrüsst bei dergleichen festlichen Anlässen mit seinem Geleit den Pascha, Bey oder Gouverneur, und giebt Bälle, Feuerwerke und dergl. *)

Beim Tode eines Drogmans oder irgend eines Handelstreibenden, wird auf dem Consulargebäude eine schwarze Fahne aufgezogen; dies pflegt auch von den Consuln befreundeter Nationen zu geschehen. Die am Orte Anwesenden begeben sich ins Sterbehaus und begleiten die Leiche zur Kirche; ist es die eines Consuls, so erscheinen die Janitscharen mit ihren Abzeichen.

Sonst beschränken sich die Consuln wohl darauf, ihre Hausbeamten zum Begräbniss zu schicken.

*) Nach einem alten Gebrauch halten die Consuln in ihrem Hause eine Art Caffeesaal, wo Jeder, welcher Nation er angehört, eine Erfrischung einnehmen kann.

Besuche auf nationalen Kriegsschiffen, machen die Consuln gleichfalls in Umgebung ihrer Drogmanen, Beamten und Gardien.*)

*) Das sardinische Reglement schreibt vor, dass der Schiffs-Commandeur bei seiner Visite von seinem Stabsmajor begleitet sei; vom Consul wird ein Drogman und ein Gardist entgegengeschickt. Hat der Commandeur Generalsrang, so müssen ihm alle Consulatsbeamte entgegengehen. Der Consul hat inzwischen die vornehmsten Nationalen des Orts in seinem Hause versammelt.

A n h a n g.

Es werden hier noch einige bisher nicht veröffentlichte Actenstücke mitgetheilt, andere, die zwar bekannt und vorne schon erwähnt, ihrer Wichtigkeit halber aber hier ausführlich zu geben sind, damit in dieser für alle Consuln berechneten Zusammenstellung nichts Wesentliches fehle. Der mitgetheilte belgische Gesetzentwurf wird von um so grösserem Interesse sein, als die Erste Kammer, deren Berathungen er noch unterliegen wird, die Substanz desselben nicht angreifen, sondern sich mit denselben bescheidenen Amendirungen begnügen dürfte, wie sie die Repräsentanten-Kammer vorgenommen hat. Die Mittheilung der Gebührentarife schien unerlässlich.

I. Oesterreich.

Belehrung

der österreichischen Consular-Beamten über ihr Benehmen gegen österreichische Unterthanen, welche nicht zum Schifferstande oder zu den Seeleuten der Handelsmarine gehören, in ihren Amtsbezirken, ferner in Betreff der Unterstützung eben solcher österreichischer Unterthanen zum Behuf ihrer Verschiffung nach österreichischen Seehäfen.

I. Abtheilung.

§. 1. So oft ein Marine-Consul-Amt in die Lage kommt, von der Anwesenheit österreichischer Unterthanen, welche nicht zum Schifferstande oder zu den Seeleuten der Handelsmarine gehören, in sei-

nen Bezirke Kenntniss zu nehmen, hat es zu ermitteln, ob jene mit oder ohne Genehmigung der österreichischen Regierung sich dort befinden.

§. 2. In der Regel sind sie nur im ersteren Falle berechtigt, die Amtsthätigkeit und thunliche Unterstützung des betreffenden Consularamts in Handels- und anderen Angelegenheiten in Anspruch zu nehmen.

§. 3. Personen, die zwar ihre Eigenschaft als österreichischer Unterthan glaubhaft nachweisen, von denen es aber gewiss oder in Ermangelung ordentlicher Reisepässe wahrscheinlich ist, dass sie sich ganz unbefugter Weise in das Ausland begeben haben, steht kein Recht zu, von den österreichischen Consuln besondere Amtshandlungen zur Schlichtung oder Förderung ihrer Privatangelegenheiten in Anspruch zu nehmen, und geschieht es dennoch, so sind ihnen dieselben zu versagen. Vielmehr sind dergleichen Individuen zur schleunigen Rückkehr in die Heimath anzuhalten, auch ist ihnen kein Schriftstück zu ertheilen, das ihren längeren Aufenthalt daselbst erleichterte.

Nur wenn sich solche willkürliche Attentate gegen derlei Individuen ereignen sollten, die zugleich mit Rücksicht auf die Landesgesetze und Staatsverträge den Schein einer der österreichischen Regierung in ihren Unterthanen zugefügten Verletzung annehmen, sollten die Consuln ex officio angemessene Schritte thun, die Würde der österreich. Regierung zu wahren oder eine entsprechende Ausgleichung herbeizuführen.

§. 4. Bei österreichischen Unterthanen, die vor einem Consul zur Begründung ihres Aufenthaltsrechts glaubwürdig ausführen, dass sie die bezeichnete Erlaubniss der österreichischen Regierung erhalten, aber die Urkunde darüber verloren haben, oder die sich auf schon erloschene Reisepässe oder abgelaufene Bewilligungen der österreichischen Regierung berufen, hat derselbe darauf Bedacht zu nehmen, ob die Erlangung einer Ersatzurkunde oder die Erneuerung der erloschenen Bewilligung bereits nachgesucht worden, oder etwa gleichzeitig mittheilst des Consular-Amts anhängig gemacht werde, und ob nicht Umstände vorhanden sind, welche die abschlägliche Bescheidung dieses Ansuchens als gewiss oder wahrscheinlich vermuthen lassen.

Ist letzteres nicht, und gehen auch aus den persönlichen Verhältnissen solcher Individuen gegen die Fortsetzung ihres dortigen Aufenthalts keine Bedenken hervor, so ist jenes Einschreiten zu berücksichtigen, wonach inzwischen dieselben von den Consuln den befugt anwesenden österreichischen Unterthanen in so lange gleich zu halten und vor Beanständungen ihres dortigen Aufenthalts zu schützen sind, als dieses Verfahren in Erwartung der ausständigen Entscheidung in verhältnissmässiger Frist als gerechtfertigt erscheint.

Wo die hier vorausgesetzten Bedingungen fehlen, sind die Bezeichneten von den Consular-Aemtern eben so wie jene österreich. Unter-

einer erlöschenden Bewilligung der österreich. Regierung zum dortigen Aufenthalt versehen sind, können, auch wenn ihre Abkunft aus den österreichischen Staaten erwiesen ist, nach dem österreichischen Landesgesetz, insbesondere dem Auswanderungsgesetz von 1832 doch ihres Unterthanenrechts verlustig geworden sein, weshalb es darauf ankommt, dass nicht etwa sonst ein gegründetes Bedenken bestehe, solche Personen noch als österreichische Unterthanen zu betrachten.

§. 12. Bietet sich dem Consular-Amt Gelegenheit, dürftigen österr. Unterthanen, die sich nach der Heimath begeben wollen oder sollen, zur unentgeltlichen Verschiffung dahin behülflich zu sein, so haben sie ihnen nach Kräften hierin beizustehen, auch den sich unbefugter Weise dort aufhaltenden österreichischen Unterthanen.

§. 13. Sind bei solcher Unterstützung aber Auslagen erforderlich, welche dem Staate zur Last fallen würden, wenn der Ersatz nicht von den Betheiligten beschafft wird, so sollen lediglich die besoldeten und jene unbesoldeten Consular-Aemter, welche dem Central-See-goub. in Triest unmittelbar untergeordnet sind, unter den in den flg. §§. enthaltenen Bedingungen befugt sein, der Regierung ähnliche Auslagen zuzurechnen.

§. 14. Beruht die Entfernung eines österreichischen Unterthans aus dem Consular-Bezirke auf einem rücksichtswidrigen Einschreiten der Local- oder Landes-Autoritäten (5) und wird dieses durch die Berufung auf ein gleiches Verfahren jener Regierung in ähnlichen Fällen unterstützt, so dürfen die dazu ermächtigten Consuls (13) die Reisekosten der Verschiffung solcher mit oder ohne Erlaubniss der österreichischen Regierung sich dort aufhaltenden Individuen nach den österreichischen Staaten auf das zulässige geringste Ausmaass, insoweit sie von den Betreffenden nicht selbst bestritten werden können, gegen Vorbehalt des Ersatzes bei eintretender Zahlungsfähigkeit, worüber sie eine verbindliche Erklärung auszustellen haben, der österreichischen Regierung zur Vergütung zurechnen.

§. 15. Geht das Ansuchen um Unterstützung zur Rückreise von den Personen, die nach den österreichischen Staaten zu kommen wünschen, aus, so sind die bezeichneten Consuls ermächtigt, für ihre Einschiffung der Regierung Auslagen anzurechnen, insofern die Bedingungen eintreten:

- a. dass die Betreffenden als im Consular-Bezirke befugt Anwesende zu behandeln sind,
- b. dass Umstände vorliegen, welche dieselben zur Heimreise auffordern; oder sonst wegen besonderer Rücksichten z. B. Ablauf der Passzeit; Schiffbruch, Hilfsbedürftigkeit u. s. w.;
- c. dass das Unvermögen überzeugend dargethan ist, diese Reise ohne solche Unterstützung zu machen,
- d. dass die Unterstützung nicht das §. 14 angedeutete Maass überschreitet und in der daselbst angedeuteten Weise stattfindet,

e. endlich, dass die anwendbare Vorsicht beobachtet werde, damit nicht eine andere Verwendung des Unterstützungsbetrags stattfinden könne.

Nur bei genauer Beobachtung dieser Bedingungen, wobei zu a. die Nachweisung der in §. 9 angedeuteten Qualifications-Rubriken gegeben werden soll, wird die Vergütung solcher Auslage seitens der Regierung geleistet werden.

§. 15. Die amtliche Aufrechnung anderer Geldunterstützungen ist dem Consular-Amt ohne vorangehende besondere Bewilligung nicht gestattet.

§. 17. Hinsichtlich der Unterstützung, die österreichischen Unterthanen aus dem Schifferstande oder aus den Seeleuten der Handels-Marine gewährt werden darf, wird auf die bestehenden besonderen Vorschriften verwiesen.

Triest, 30. November 1840.

Allgemeiner Consular-Gebühren-Tarif.

I. Abtheilung.

Gebühren, welche sich auf den Schiffahrtsbetrieb der österr. Handels-Marine beziehen.

Postenzahl	B e z e i c h n u n g der Gebühren und der Amtshandlungen, wofür sie zu entrichten sind.	Gebühren-Betrag.	
		Fl.	Kr.
1	Allgemeine Tonnengebühr für die Zulassung und Abfertigung eines Schiffes, wenn die Besorgung eines Transportgeschäftes damit in Verbindung steht, in den mit k. k. Consulat-Aemtern bestellten Stapelorten, und zwar von jeder Schiffstonne:		
	a. bei den Consular-Aemtern im adriatischen Meere, in türkisch Albanien und auf den jonischen Inseln	—	3
	b. bei den Consular-Aemtern in andern Häfen	—	6
	mit der Beschränkung auf den Marinal-Gebühren-Betrag für jedes Schiff		
	in den Häfen zu a. von	12	—
	in den Häfen zu b. von	24	—

Postgelder	Bezeichnung	Gebühren-
	der Gebühren und der Amtshandlungen, wofür sie zu entrichten sind.	Betrag.
		fl. Kr.

Zusatzbestimmungen.

§. 1.

Bei periodischen Fahrten, wodurch zwischen bestimmten Häfen eine beständige förmlich geregelte Verbindung erhalten wird, ist die Tonnengebühr in den Bestimmungshäfen mit der Hälfte der allgemeinen Gebühr zu entrichten.

§. 2.

Wird das Einlaufen des Schiffes durch ein zwingendes widerwärtiges Ereigniss veranlasst, und findet aus dieser Ursache kein anderes als das Transportgeschäft der Ausscheidung von Waaren vor Erreichung des Bestimmungsortes Statt, so entfällt die Tonnengebühr mit der Hälfte der allgemeinen Tonnengebühr.

§. 3.

Findet ein freiwilliges Einlaufen und Verweilen im Hafenorte im freien Verkehre ohne Vornahme eines Transportgeschäftes statt, so tritt die Verpflichtung zur Abstattung einer Tonnengebühr im Betrage des vierten Theiles der allgemeinen Tonnengebühr ein.

§. 4.

Das unfreiwillige, durch ein zwingendes Ereigniss verursachte Einlaufen ohne Uebernahme eines Transportgeschäftes ist auf die Dauer der Zwangsursache frei von jeder Tonnengebühr; wird aber der Aufenthalt im Hafenorte nach dem Aufhören der Zwangsursache fortgesetzt, so entspringt daraus die aus der Bestimmung des vorstehenden §. 3 hervorgehende Gebührenschuldigkeit.

§. 5.

Wenn Capitaine oder Führer von Schiffen in Ermangelung eines k. k. Consular-Amtes an den Stapelorten, wo sie eingelaufen, ein anderwärts aufgestelltes zur Ingerenz berufenes k. k. Consular-Amt zu Amtshandlungen in Anspruch nehmen, welche nach den vorstehenden Bestimmungen die Entrichtung einer Tonnengebühr bedingen, so hat in derlei Fällen die diesen Bestimmungen entsprechende Gebührenbehandlung in Anwendung zu kommen.

Posten-Nr.	Bezeichnung der Gebühren und der Amtshandlungen, wofür sie zu entrichten sind.	Gebühren- Betrag.
		Fl. Kr.

§. 6.

Insofern die als Postschiffe verwendeten Schiffe in Folge besonderer Anordnungen für die Zulassung und Abfertigung keiner Tonnengebühr unterliegen, wird darin durch den gegenwärtigen Tarif nichts geändert, wonach folglich die ~~zugestandene~~ **Gebührenfreiheit** ungeschmälert belassen wird.

Erläuterungen zu Post 1.

a. Die Zulassung und Abfertigung eines Schiffes umfasst alle damit verbundenen gewöhnlichen Amtshandlungen, wonach das mit dem Schiffscapitain oder Schiffsführer ~~aufgenommene~~ **Constitut**, die Prüfung, Protocollirung und Verificirung oder Vidirung der Sanitätsfäden, Mannschaftsrollen, Manifeste, Ladungsscheine und anderen Schiffs-Urkunden, so wie alle bezüglichen amtlichen Ausfertigungen, ~~die nicht gemäss besonderer Bestimmungen~~ einer eigenen Gebühr unterliegen, darunter begriffen sind.

b. Unter Transportgeschäft wird die Waareneinschiffung auf das Schiff, oder die ~~Waarenausschiffung~~ von demselben verstanden.

Die ~~Bevorräthigung~~ **des Schiffes mit Lebensmitteln** oder anderen Erfordernissen auf die Reise, die ~~Ans-~~ **bes-** ~~serung~~ **serung** des Schiffes und seiner Einrichtung, so wie die ~~bloß aus diesem Anlasse stattfindende~~ **Aus- und Wieder-** ~~einschiffung~~ **einschiffung** von Ladungsgegenständen, die Ein- oder Ausschiffung von Reisenden und deren Gepäck, ferner von Briefen, Geldgruppi und Pakette sind Handlungen, welche den mit einer Tonnengebühr belegten Transportgeschäften nicht zugezählt werden, und daher die Einhebung einer solchen Gebühr nicht begründen.

c. Die ~~Schiffstonnen-Anzahl~~ **Schiffstonnen-Anzahl** ist aus der Aichungs-Urkunde zu erheben, in deren Ermangelung der aus anderen Bord-Urkunden ersichtliche oder durch ein sonst glaubwürdiges Zeugniß bestätigte Tonnengehalt zum Anhaltspunkte zu dienen hat.

- 2- Taxe, wenn nach geschehener Abfertigung eines Schiffes nochmals eine zur consularamtlichen Schiffsabfertigung gehörige Amtshandlung der Erneuerung, Berichtigung oder Certivirung von Schiffspapieren vorzunehmen ist.

1 30

Erläuterungen zu Post 2.

Diese Taxe findet keine Anwendung, insofern gemäss den vorstehenden Bestimmungen eine gebührenfreie Abfertigung stattfindet, oder die neuerliche Amtshandlung

Postenzahl	B e z e i c h n u n g der Gebühren und der Amtshandlungen, wofür sie zu entrichten sind.	Gebühren- Betrag.	
		Fl.	Kr.
	auf einer blos amtlichen Veranlassung beruht, in welchem Falle sie ohne weitere Gebühren-Entrichtung zu geschehen hat, oder insofern der Fall einer vorher nicht vorhande- nen Tonnengebühren-Schuldigkeit eintritt, wo lediglich diese einzubeheben ist.		
3	Taxe für die Substitution eines Capitains oder Schiffs- führers	5	—
4	Taxe für jede Berichtigung der Mannschaftsrolle . .	—	15
5	Taxe für jeden Passavanti a. zu Fahrten von und nach Häfen oder Rheden im adriatischen Meere, in türkisch Albanien und auf den jonischen Inseln	5	—
	b. zu allen andern unter a. nicht begriffenen Fahrten	10	—
	Erläuterungen zu Post 5.		
	Wenn entweder der Hafen, von welchem das Schiff ausläuft, oder der Bestimmungsort, nach welchem es sich begiebt, nicht zu den unter a. bezeichneten Häfen oder Rheden gehört, so ist für das ausgefertigte Passa- vanti die höhere Gebühr von 10 Fl. zu erlegen.		
6	Taxe für die Aufnahme einer Seeerklärung oder eines Haverei-Vorfalles — prova di fortuna — a. wenn darin umständlich der Sachbestand sammt dem Ergebnisse der Untersuchung über dessen Veranlassung angegeben ist — mit Inbegriff des Zeugenverhörs	8	—
	b. wenn sie blos in summarischer Aufnahme des Sachbestandes und der angegebenen Veranlas- sung besteht	3	—

II. Abtheilung.

Gebühren für Consular-Amtshandlungen, die nicht unter
~~die erste Tarifs-Abtheilung fallen.~~

Postenzahl	B e z e i c h n u n g der Amtshandlung, für welche die Gebühr zu entrichten ist.	Gebühren- Ausmass.	
		Fl.	Kr.
1	Für die Ausfertigung eines Reisepasses auf eine oder mehrere Personen	2	—
2	Für einen Reisepass, ausgefertigt lediglich für einen oder mehrere Matrosen und andere zu den niederen Dienstklassen gehörige Schiffsleute oder für Lehrlinge und Dienstboten	—	30
3	Für die Vidirung eines zu diesem Behufe vorgewiesenen oder zum Amte gehrachten Passes	—	30
	Zusatzbestimmung a. zu den vorstehenden drei Postenzahlen. Dürftigen Personen, denen die Tagelöhner überhaupt zugezählt werden, sind die vorerwähnten Amtshandlungen gebührenfrei zu leisten. Erläuterungen zu Post 3. Zur Zusatzbestimmung a. Alle gedungenen Hüter von Weidevieh aus Siebenbürgen, das in der benachbarten Türkei weidet, sind als Tagelöhner zu betrachten.		
4	Für jede Decretation oder Zwischenverfügung an die Parteien in einem Civil-Rechtsstreite mit Einschluss der Compromiss-Fälle	1	—
5	Für jedes über einen Rechtsstreit ausgefertigte Urtheil a. wenn der streitige Gegenstand den Werth von 500 Fl. C.-M. nicht übersteigt b. wenn dessen Werth höher ist	6 12	— —
6	Für jeden Sequestrations-Act und für jede Anlegung der amtlichen Sperre, die Protocoll-Aufnahme und die Decretation an die Parteien darüber inbegriffen . .	5	—

Postenzahl	Bezeichnung der Amtshandlung, für welche die Gebühr zu entrichten ist.	Gebühren- Ausmass.	
		Fl.	Kr.
7	Bei amtlicher Verwahrung eines Depositums a. für den Act der Uebernahme sammt Empfangs- schein b. vor der Ausfolgung von Geld oder Geld vertre- tenden Urkunden oder Sachen von Werth für die stattgefundene Verwahrung und sämtliche mit der Ausfolgung verbundene Amtshandlungen	2	— 1 Procent des Werthes.
8	Für die Aufnahme eines Inventars sammt Protocoll und Decretion, und zwar als tägliche Gebühr, wenn zum Inventiren oder Aufzeichnen mehrere Tage er- forderlich sind	5	—
9	Für jeden durch einen oder mehrere Sachverständige vorgenommene Schätzung oder einen auf ähnliche Weise aufgenommenen Sach- oder Urtheilsbefund, dann für die Erforschung und Feststellung von See- und Flussschäden jeder Zeit die amtlichen Erlasse und Ausfertigungen inbegriffen und zwar: a. die fixe Gebühr von b. vom Gesamtwerthe der inventirten und ge- schätzten Gegenstände	2	— 1/4 Proct.
Zusatzbestimmungen zu den Posten 8 und 9.			
1. Ausser den hier bezeichneten Amtsgebühren sind noch den vom Consular-Amt zugezogenen Sachver- ständigen und Schätzleuten angemessene Entgeltbeträge für ihre Bemühungen zu entrichten, die insgesamt, ohne dass wegen deren grösserer Anzahl eine höhere Anforderung gestellt werden darf, für jeden der in den Posten 8 und 9 bezeichneten Acte mit der fixen Gebühr von 2 Fl. und mit einer $\frac{1}{2}$ % nicht übersteigenden Procentualgebühr vom Werthe der inventirten, beur- theilten oder geschätzten Gegenstände ein für allemal bemessen werden können.			
2. Sollte die Aufnahme der Inventur oder des Sachbestandes oder die Schätzung an Orten geschehen, oder auf Gegenstände Bezug nehmen, die wegen der Gefahr eines vorhandenen Pest- oder anderen an- steckenden Krankheitsstoffes die Gesundheit bedrohen!			

Posten- zahl	Bezeichnung der Amtshandlung, für welche die Gebühr zu entrichten ist.	Gebühren- Ausmass.	
		Fl.	Kz.
	können, so wird es in derlei ausserordentlichen Fällen dem Amtsvorsteher gestattet, zur angemessenen Vertheilung unter alle dabei verwendeten Individuen mit Einschluss der Consular-Bediensteten noch eine besondere Retribution bis zum Belaufe der zwiefachen (Post 8) mit 5 Fl. festgesetzten fixen Gebühr einzuhoben.		
10	Für die Vornahme einer gerichtlichen oder freiwilligen Feilbietung sammt Protocolli a. die fixe Gebühr und zwar bei längerer Dauer der Feilbietung täglich mit b. von dem durch Feilbietung eingegangenen Betrag	3	Procent
11	Für die Abfassung eines Ehevertrages, einer letztwilligen Erklärung (Testamentes) oder einer Schenkungsurkunde	5	—
12	Für die Abfassung der (Post 11) eben genannten Urkunden, wenn die Personen, in deren Namen dieselben verfasst werden, dem Stande der Matrosen oder anderer niederer Dienstklassen oder Tagelöhner angehören	1	30
13	Für die amtliche Eröffnung und Publicirung oder Ablesung, auch Protocollirung eines Testamentes oder einer letztwilligen Erklärung	4	—
14	Für Abfassung eines Vertrages, ausser den zu Post 11 genannten	6	—
15	Für die Aufnahme eines Protestes, Gegenprotestes, Abfassung einer Vollmacht, Verzichtleistung, Cession, Eigenthums-Uebertragung eines Compromisses u. dgl.	2	—
16	Für eine Tagsatzung, Aufnahme einer Aussage oder Eröffnung in protocollarischer Form, für ein Zeugenverhör oder einen anderen Act amtlicher Untersuchung, sämmtlich in Parteisachen, dann für die angesuchte amtliche Registrirung einer Urkunde, insofern die hier bezeichneten Amtshandlungen nicht unter eine andere Bestimmung des Tarifes fallen	1	40

Postenzahl	B e z e i c h n u n g der Amtshandlung, für welche die Gebühr zu entrichten ist.	Gebühren- Ausmass.	
		Fl.	Kr.
17	Die erste authentische Abschrift, die Legalisirung, inbe- griffen, von Original-Urkunden, Entscheidungen und anderen Erlassen des Consular-Amtes, wenn jene Ab- schrift bestimmt ist, das beim Amte zurück behaltene Original, für welches bereits eine Consular-Gebühr gemäss dem Tarife abgestattet wurde, zu ersetzen .		gebühren- frei
18	Für jede Legalisirung von Urkunden und Unterschriften, die nicht (Post 17) gebührenfrei, zu geschehen hat	1	—
19	Für jedes Zeugniß oder Certificat in Parteisachen, auf welches nicht eine andere Bestimmung dieses Tarifes anzuwenden ist	1	30
20	Für jede amtliche Verlautbarung auf Ansuchen einer Partei insofern nichts anderes in diesem Tarife be- stimmt ist	1	—
Erläuterungen zu Post 20.			
a. Wenn die Verlautbarung in verschiedenen Spra- chen geschieht, zählt jede Sprache einzeln bei der Ge- bühren-Bemessung:			
b. Die Druckkosten der Verlautbarung sind von der Partei zu tragen.			
21	Für die Abfassung eines Gesuches, Promemoria, Re- curses oder einer anderen Schrift, die nicht von Amtswegen stattfindet und nicht in einer anderen Tarifs-Bestimmung berücksichtigt ist	2	—
22	Für jeden halben Bogen einer Abschrift	—	12
23	Bei Dienstreisen in Parteisachen		
	a. die Vergütung der aufgewendeten, den Verhält- nissen angemessenen Reisekosten,		
	b. besonderes Taggeld auf die Dauer der erforder- lichen Abwesenheit, und zwar:		
	aa. dem General-Consul, General-Agenten und Consul	6	—
	bb. dem Vice-Consul	5	—

Postenzahl	B e z e i c h n u n g der Amtshandlung, für welche die Gebühr zu entrichten ist.	Gebühren- Ausmass.	
		Fl.	Kr.
	cc. dem Kanzler, Dolmetsch- oder Consular- Agenten	4	—
	dd. einem Consular-Beamten niederer Kategorie	3	—
	ee. einem beim Consular-Amte angestellten Diener	1	30
Zusatzbestimmungen.			
1. Dem Amtsverweser eines General-Consulates einer General-Agentie oder eines Vice-Consulates ge- bührt das Taggeld nach der Kategorie des Postens, den er versieht.			
2. Die Partei, in deren Angelegenheit die Reise unternommen wird, kann zur Entrichtung der Reise- kosten und Tagegelder für mehr als einen Beamten, ohne ihre vor dem Reise-Antritte erklärte Einwilligung nicht verhalten werden; auch hat sie die Vergütung derartiger Auslagen für Diener des Amtes nur insofern zu leisten, als selbe zu den Commissions-Verrichtungen erforderlich gewesen sind.			

II. Preussen.

Circulare

an sämtliche Königlich Preussische Consulp.

Vom 30. Januar 1815.

Das Preussische Consular-Reglement vom 18. September 1796 §. III. Lit. A. und §. VII. legt den Königlich Preussischen Consuln ausdrücklich die Pflicht auf, sich bei Unglücksfällen der Preussischen Schiffer und Matrosen, imgleichen der verlassenen und verarmten Preussischen Matrosen anzunehmen, und ihre Rückkehr in die Heimath auch durch Vorschüsse zu bewirken.

Wie bei dergleichen Auslagen und deren Wiedereinzahlung verfahren werden soll, ist zwar in den Circular-Verfügungen vom 19. August 1797, 28. Dezember 1799 und 12. Februar 1800, imgleichen in verschiedenen einzelnen Verfügungen vorgeschrieben.

Da aber nach den bisherigen Erfahrungen, durch diese Verfügungen, der Zweck, die bei jenen Auslagen und deren Wiedereinzahlung

statt gefundenen Inconvenienzen abzustellen, nicht vollständig erreicht worden ist; so wollen wir, um dieses zu bewirken, und um zugleich die Königlichen Consuls der Weitläufigkeit zu überheben, welche ihnen die Wiedereinziehung ihrer Auslagen von den Rhedern verursacht, hiermit folgende anderweite und nähere Instruction für die Königlichen Preussischen Consula ertheilen.

In nachstehenden sechs Fällen ist es unbedenklich, dass die Königlichen Consuls den Preussischen Matrosen die nöthige Unterstützung Behufs ihrer Rückreise in die Heimath oder zur Bestreitung der Kur- und Unterhaltungskosten während der Krankheit eines Matrosen verabreichen können:

- 1) wenn ein Matrose ohne rechtlichen Grund während der Contractszeit entlassen worden ist;
- 2) wenn derselbe durch einen im Schiffsdienst, ohne seine Schuld, sich ereignenden Zufall hat abgedankt werden müssen, oder durch eine im Schiffsdienst erhaltene Beschädigung erkrankt ist;
- 3) wenn das Schiff durch höhere Macht, oder unvermuthete Kriegs- oder Räubergefahr, oder durch einen auf das Schiff gelegten Beschlag in See zu gehen verhindert worden, und der Schiffsmann nicht an dem Orte des beabsichtigten Ausgehens des Schiffes gedungen, sondern von anderwärts her verschrieben worden ist;
- 4) wenn die Reise, zu der die Schiffsleute gedungen worden sind, nach der Disposition der Rheder, oder durch einen blossen Zufall ~~abgebrochen~~ worden ist;
- 5) wenn das Schiff vom Feinde oder Räubern genommen worden, oder sonst durch Zufall verloren gegangen ist;
- 6) wenn der Schiffsmann zwar nicht im Dienste, jedoch ohne seine Schuld, durch einen Zufall beschädigt, oder zum Dienst unfähig gemacht worden ist.

In folgenden Fällen, nämlich:

- 1) wenn der Schiffsmann auf der Reise zum Dienst untüchtig befunden worden, oder sich selbst untüchtig gemacht hat, oder mit einer venerischen Krankheit befallen ist;
- 2) wenn er durch eigene Schuld erkrankt ist, oder durch eigene Schuld sich beschädigt hat;
- 3) wenn er den Dienst eigenmächtig verlassen hat, und ihn der Schiffer nicht zurückhaben will.

sind zwar die Matrosen verpflichtet, für ihre Rückreise ins Vaterland selbst zu sorgen. Doch in jenen ersten beiden Fällen können ihnen die Königlichen Consuls ebenfalls die nöthige Unterstützung verabreichen, in dem dritten Falle aber, wird es auf die Umstände ankom-

men; und bleibt es der Beurtheilung der Königlichen Consuln überlassen: ob der Matrose, welcher den Dienst eigenmächtigerweise verlassen hat, und welchen der Schiffer nicht zurückhaben will, eine Unterstützung verdiene oder nicht.

Ueber dergleichen von den Königlichen Consuln geschehene Auslagen haben dieselben ihre Rechnungen viertel- oder halbjährig bei dem unterzeichneten Ministerio einzureichen, worauf sie sodann zugesäumt den Betrag wiedererstattet erhalten sollen.

Damit indessen die Vorschüsse hierauf von den dazu verpflichteten Rhedern wieder eingezogen werden können, ist es nöthig, dass die Königlichen Consuln bei ihren Rechnungen den Namen und Wohnort des Matrosen oder Schiffsmannes, den Namen des Schiffes, des Schiffers und des Rheders beifügen, und alle Umstände anführen, welche sie zu der geleisteten Unterstützung veranlasst haben.

Dies gilt auch in Ansehung der Kosten, welche die Königlichen Consuln für Preussische Matrosen in den zuletzt gedachten drei Fällen verschossen, und welche die Königliche Kasse trägt, wenn der Matrose, für den sie gemacht sind, zu arm ist, als dass sie von ihm wieder eingezogen werden könnten.

Die Königlichen Consuln haben sich daher vor allen Dingen davon zu überzeugen, dass die bei ihnen Hilfe suchenden Schiffleute Preussische Unterthanen sind. In den meisten Fällen werden sie sich durch die am Bord des Schiffes befindliche Musterrolle, in welche künftig auch der Name des Rheders eingetragen werden soll, und durch ein besonderes, jedem Matrosen zu ertheilendes Certificat, welches seinen Namen, seinen Geburtsort, den Namen des Schiffes, Schiffers, und des Rheders, so wie das vollständige Signalment des Matrosen enthalten soll, davon überzeugen können. Da überdem jedesmal bei der Musterung des Schiffsvolkes der Matrosen, der Name des Rheders vorgelesen werden soll, so werden die Königlichen Consuln auch in dem Falle, dass die sämtlichen Papiere verloren gegangen, doch durch Vernehmung der Matrosen im Stande sein, sich die nöthigen Nachrichten zu verschaffen.

Es werden freilich dennoch Fälle vorkommen, wo auch keine Vernehmung der Matrosen statt finden kann, und in diesen Fällen bleibt es denselben den Königlichen Consuln überlassen, sich von der Nationalität der Hilfe suchenden Matrosen so gut wie möglich zu überzeugen.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dass die Königlichen Consuln bei Unterstützung der Matrosen Sparsamkeit zu beobachten haben und daher

- 1) kranke Matrosen in gute öffentliche Krankenanstalten, wo dergleichen vorhanden sind, unterzubringen suchen müssen, und
- 2) bei ihrer Rückkehr ins Vaterland, sie wo möglich auf ein Preussisches Schiff zu verdingen haben, um für sie freie Reise und freie Kost zu erlangen.

ren Veranlassungen eines hilflosen Zustandes ist besonders zu verstehen, wenn Schiffleute wegen eines Zufalls, welcher das Schiff betroffen hat, oder wegen Untüchtigkeit, Krankheit oder körperlicher Beschädigung haben verabschiedet oder zurückgelassen werden müssen, imgleichen wenn ein Schiffer es sich etwa hätte zu Schulden kommen lassen, einen Schiffsmann ohne rechtlichen Grund zu entlassen.

3. Es versteht sich, dass die Bedingung, zuletzt auf einem Preussischen Schiffe gedient zu haben, auf solche Schiffleute nicht Anwendung findet, welche in dem Nothstande, worin sie zur Zeit ihres Dienstes auf einem vaterländischen Schiffe in entfernten Gegenden durch Schiffbruch oder Zurücklassung gerathen sind, nur ihres ehrlichen Unterhalts wegen, und um sich ihrem Vaterlande wieder zu nähern, einsteilen auf einem fremden Schiffe Dienste genommen haben.

4. Ausgetretene Schiffleute, welche der Schiffer, seiner gesetzlichen Befugniss zufolge, nicht wieder annehmen will, imgleichen solche Deserteurs, welche erst nach Abgang des Schiffes aufgefunden und von den Behörden zur Disposition des Consuls gestellt werden, dürfen eben so wenig, wie die im §. 3 der Verordnung erwähnten Individuen, welche als Verbrecher nach ihrer Heimath zu transportiren sind, einem Preussischen Schiffsführer wider dessen Willen zur Mithilfe überwiesen werden. Ueberhaupt aber sind, da die Verordnung in dem Zwecke beruhet, im Interesse des Staats für die Conservation rechtlicher Preussischer Schiffleute zu sorgen, und zugleich letzteren eine Wohlthat zu erweisen, in allen solchen Fällen, wo nicht eine unzweifelhafte Verpflichtung der Rheder besteht die Kosten der Zurückschaffung der Matrosen zu tragen, diejenigen Individuen von dieser Wohlthat auszuschliessen; in Ansehung derer es dem Consul unzuverlässig bekannt ist, dass sie derselben unwürdig sind.

5. Ueber die Angaben der die Zurücksendung nachsuchenden Schiffleute haben die Consule ein Protokoll aufzunehmen, und darin besonders auch dasjenige zu vermerken, woraus sie nach Anleitung der Circular-Verfügung vom 30. Januar 1815 die Ueberzeugung entnommen haben, dass die ihre Hilfe in Anspruch nehmenden Schiffleute wirklich Preussische Unterthanen sind.

6. In der schriftlichen Anweisung zur Aufnahme, welche den Schiffen (§§. 2 und 5 der Verordnung) zuzustellen ist, haben die Consule anzugeben:

- 1) Vor- und Zuname, Alter und Geburtsort der aufzunehmenden Schiffsmänner;
- 2) das Preussische Schiff und dessen Führer, mit welchem, imgleichen den Preussischen Hafen, aus welchem die Aufzunehmenden zuletzt in See gegangen sind;
- 3) die Veranlassung der Hilflosigkeit.

Von der erfolgten Aufnahme und der deshalb mit dem Schiffer getroffenen Verabredung ist ohne Zeitverlust, unter Einreichung des oben

(Nr. 5) gedachten Protokolls, eines Personen-Verzeichnisses der aufgenommenen und Angabe der dem Schiffer etwa gezahlten Vorschüsse, dem unterzeichneten Ministerio Anzeige zu erstatten, damit die Behörden wegen prompter Auszahlung der dem Schiffer gebührenden Transport- und Verpflegungskosten, so wie wegen Wiedereinziehung derselben von den etwa dazu verpflichteten Rhedern, mit der erforderlichen Anweisung versehen werden können.

7. Diejenigen Consula in einem näher belegenen fremden Hafen, an welche, in Ermangelung einer Gelegenheit zur unmittelbaren Rücksendung nach einem Preussischen Hafen, von einem entfernteren Consul Preussische Schiffsleute mit Schiffsgelegenheit überwiesen worden sind, haben in solchen Fällen gegen Aushändigung der Annahme-Ordre, auf welcher der Schiffer über den Empfang der ihm von dem Consul im Absendungshafen zugesicherten Entschädigung zu quittiren hat, in gleichen einer Bestcheinigung der Schiffsleute über die ihnen gereichte Beköstigung, dem Schiffer jene Entschädigung vorschussweise auszuzahlen, und demnächst für die weitere Rückkehr der Schiffsleute nach deren Heimath Sorge zu tragen. Ist hiezu eine Schiffsgelegenheit vorhanden, so ist dabei nach den Bestimmungen der Verordnung von ihnen weiter zu verfahren; muss aber die Rückkehr zu Lande erfolgen, so haben die Consula die Schiffsleute mit einem Passe nach ihrer Heimath zu versehen, worin eine bestimmte Reiseroute, von welcher ohne dringende Veranlassung nicht abgewichen werden darf, vorzuschreiben ist. Die Unterhaltungskosten, welche den zu Lande heimkehrenden Matrosen von den Consula vorgeschossen werden, dürfen in der Regel den Betrag von 2 1/2 Sgr. für die Meile und 10 Sgr. für den Tag, an welchem die Schiffsleute sich unumgänglich in Hafenplätzen oder Städten aufhalten müssen, nicht überschreiten. Von demjenigen, was in dem hier gedachten Falle ein Consul gethan und anmerken sich veranlasst gefunden hat, ist von demselben sofort, unter Beifügung der im Empfang genommenen Annahme-Ordre und der Quittungen über die von ihm geleisteten Vorschüsse, dem unterzeichneten Ministerio Bericht zu erstatten.

8. Wenn gleich in §. 6 der Verordnung ein Maximum von 10 Silbergroschen täglich zur Entschädigung der Schiffer für die Ueberfahrt und Beköstigung eines Schiffsmannes bewilligt worden ist, so wird doch erwartet, dass die Königlichen Consula auch ferner bemüht sein werden, den Schiffsleuten, besonders wenn sie arbeitsfähig sind, eine unentgeltliche oder doch eine wohlfeilere Aufnahme zu vermitteln.

9. Die Consula werden die für die Zurückbeförderung hilfsloser Schiffsleute geleisteten Vorschüsse in die bei dem unterzeichneten Ministerio einzutreichende Berechnung ihrer amtlichen Auslagen aufnehmen; jedoch bleibt es ihnen auch unbenommen, in Fällen unzweifelhafter Verpflichtung der Rheder zur Kosten-Erstattung, oder wenn sie von diesen oder deren Correspondenten zur Rückschaffung eines

Schiffsmannes aufgefördert worden sind, sich unmittelbar mit selbigen in Berechnung zu setzen.

10. Hinsichtlich solcher zu transportirender Schiffsleute, deren Mitnahme zu verweigern die Preussischen Schiffer berechtigt sind, so wie in solchen Fällen, wo eine Gelegenheit zur Rücksendung mit einem Preussischen Schiffe nicht vorhanden, auch nicht zu erwarten ist, verbleibt es bei dem bisherigen Verfahren, wonach die Consuln in geeigneten Fällen mittelst freiwilliger Uebereinkunft mit Preussischen oder fremden Schiffen die Schiffsleute nach ihrer Heimath oder nach einem derselben näher belegenen Hafen beförderten. Indem alsdann eine schriftliche Uebereinkunft an die Stelle der Annahme-Ordre tritt, werden die Königlichen Consuln übrigens auch hiebei nach den obigen Bestimmungen verfahren.

Berlin, den 24. April 1834.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Eichhorn.

Verordnung, die Verpflichtung der Preussischen Seeschiffer zur Mitnahme verunglückter vaterländischer Schiffsmänner betreffend.

Vom 5. Oktober 1833.

Wir FRIEDRICH WILHELM, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc. verordnen, auf Antrag Unsers Staats-Ministeriums, wie folgt:

§. 1.

Die in Folge von Strandungen oder Schiffbrüchen, von Anführung durch feindliche Kaper oder Seeräuber, oder aus anderer Veranlassung in einem hilflosen Zustande sich befindenden Schiffsmänner, welche Preussische Unterthanen sind, und zuletzt auf einem Preussischen Schiffe gedient haben, sollen an Hafen-Orten des Auslandes von dem daselbst angestellten Preussischen Consuln und Agenten, zu ihrer Rückkehr in das Vaterland unterstützt werden.

§. 2.

Die Führer Preussischer Schiffe, welche aus fremden Häfen unmittelbar nach einem Preussischen Hafen fahren, sollen verbunden sein, die im §. 1. bezeichneten und von dem Consul mit einem Retour-Passe versehenen Schiffsleute auf schriftliche Anweisung des Consuln in ihre Schiffe aufzunehmen und in dem Hafen ihrer Bestimmung abzusetzen.

Eine gleiche Verpflichtung findet auch in Hinsicht derjenigen Schiffsführer statt, welche sich nach Bremen, Hamburg, Helsingör, Ko-

pehagen, oder auch nach einem innerhalb der Ostsee, der Heimath des Aufzunehmenden zunächst gelegenen fremden Hafen begeben, und sind in diesen Fällen die Aufgenommenen den dortigen Preussischen Consulaten zu überweisen, welche dann für die weitere Zurückbeförderung derselben zu sorgen haben.

Im Falle ungegründeter Weigerung Seitens des Schiffers haben die Consuln die Hilfe der Hafen-Ortsobrigkeiten oder Hafen-Polizeibehörden gegen die sich Weigernden in Anspruch zu nehmen.

§. 3.

Rechtmässige Weigerungsgründe der Aufnahme aber sind:

- a) wenn, bei voller Ladung eines Schiffs von 50 Normallasten oder mehr, weder im Raume noch auf dem Oberdecke ein angemessener Platz für die Aufzunehmenden auszumitteln ist; oder
- b) wenn der Aufzunehmende bettlägerig krank, mit einer venerischen oder sonst ansteckenden Krankheit behaftet ist, oder eines Verbrechens schuldig transportirt werden soll; oder
- c) wenn und insoweit die Zahl der Aufzunehmenden die Hälfte der Schiffs-Besatzung übersteigt; oder endlich
- d) wenn die Aufnahme nicht zur gehörigen Zeit, d. h. mindestens zwei Tage, bevor das Schiff segelfertig ist, verlangt wird.

§. 4.

Die Ausmittlung des zur Aufnahme erforderlichen Raumes (§. 3. Litt. a.) geschieht von dem Consul, mit Zuziehung von Sachverständigen.

Dabei gilt als Regel, dass auf einem Schiffe von 50 Last zwei Mann, auf einem Schiffe von 100 Last vier Mann u. s. w. untergebracht werden. Befinden sich jedoch bereits früher aufgenommene Reisende als Passagiere am Bord, so muss auf dieselben bei der Ausmittlung des noch vorhandenen Raumes Rücksicht genommen werden, insofern von den Reisenden nicht die Schiffskajüte des Schiffers, welche bei der Bestimmung des Raumes ausser Anspruch bleibt, eingenommen wird.

§. 5.

Während der Reise und bis zur Ankunft an dem Bestimmungs- oder Landungsorte erhält der Aufgenommene von dem Schiffer die gewöhnliche Kost und Verpflegung; dagegen ist derselbe schuldig, wenn er arbeitsfähig, seinem Range gemäss an den der Schiffsmannschaft obliegenden Arbeiten, nach den Anweisungen des Schiffers, Theil zu nehmen, und wie die zur Besatzung gehörigen Schiffsleute, der gesetzlichen Schiffsdisciplin unterworfen.

§. 6.

Der Schiffer soll für die Aufnahme, Ueberfahrt und Beköstigung

eines im §. 1 bezeichneten Preussischen Schiffsmannes auf eine jedesmal von dem Consul zu verabredende Entschädigung Anspruch haben, das Maximum derselben jedoch auf 10 Sgr. für den Mann und Tag, vom Tage der Aufnahme bis zum Tage der Ankunft im Bestimmungsorte einschliesslich, bestimmt, und die hiernach ihm zugesicherte Entschädigung, gegen Aushändigung der Aufnahme-Ordre des Consuls und einer, von den aufgenommenen Schiffsfleuten auszustellenden Bescheinigung über die empfangene Beköstigung, an dem inländischen Bestimmungsorte durch die Hafenkasse, oder, falls die Ablieferung in den im §. 2 bestimmten Fällen an ein Preussisches Consulat im Auslande erfolgt, durch letzteres ausbezahlt werden.

§. 7.

Auf eine vorschussweise Vorausbezahlung der verabredeten Entschädigung bis zur Hälfte des Betrages kann der Schiffer bestehen, wenn er wegen Mangels an hinreichendem Schiffsproviand erweislich genöthigt ist, die zur Beköstigung des oder der Aufzunehmenden nothwendigen Lebensmittel anzuschaffen.

§. 8.

Schiffer, welche der Aufforderung des Consuls zur Aufnahme eines von demselben zur Rückkehr in die Preussischen Staaten bestimmten Schiffsmannes (§. 1. 2) ohne rechtmässigen Grund (§. 3) widersprechen, und dadurch die Anrufung der obrigkeitlichen Hilfe veranlassen, oder sich der geforderten Aufnahme entziehen, sollen auf die Anzeige des Consuls mit einer Geldbussé von 20 bis 50 Thlr. zum Besten der Seearmth des Heimathhafens des Schiffers belegt, wegen eines damit etwa verbundenen thätigen Widerstandes aber nach den Vorschriften der Criminalgesetze, auf vorgängige Untersuchung, bestraft werden.

§. 9.

Uebrigens wird durch die gegenwärtige Verordnung in den bestehenden gesetzlichen Verpflichtungen der Rheder, die Schiffsmannschaft nach deren Heimath zurückzuschaffen oder die desfallsigen Kosten zu tragen, nichts geändert.

So geschehen Berlin, den 5. October 1833.

(L. S.)

Friedrich Wilhelm.

Friedrich Wilhelm, Kronprinz.

Frh. v. Altenstein. v. Schuckmann. Gr. v. Lottum. Maassen.

Frh. v. Brenn. Mühler. Ancillon.

Für den Kriegsminister im Allerhöchsten Auftrage.

v. Witzleben.

Auszug aus der Verfügung vom 6. Januar 1837.

1) Wenn während der Anwesenheit eines Preussischen Schiffes in dem Hafen oder dem Bezirke des Consulats ein Matrose von diesem Schiffe desertirt, und der Capitain die Vermittelung des Consuls zur Verhaftung und Auslieferung des Deserteurs in Anspruch nimmt, so muss die consularische Vermittelung wie bisher eintreten. Der Capitain trägt alsdann die bei den fremden Behörden aufgelaufenen Kosten, und nimmt den Deserteur an seinen Bord zurück.

2) Will der Capitain den Deserteur nicht wieder annehmen, verlangt er aber dennoch dessen Anhaltung und Zurücksendung, so kann der Consul auch diesem wohl nur selten vorkommenden Antrage genügen, da die Kosten der Rhederei zur Last fallen würden, er muss aber wo möglich für unentgeltliche Unterbringung des Deserteurs auf einem Preussischen zurückkehrenden Schiffe sorgen.

3) Hat ein Schiffs-Capitain einen während seiner Anwesenheit entwichenen Matrosen reclamirt, jedoch vor erfolgter Anhaltung und Auslieferung des letzteren schon absegeln müssen, so hat der Consul, wenn ihm demnächst der Matrose ausgeliefert wird, denselben ebenfalls nach Vorschrift des §. 7 des Consuls-Reglements in die Heimath zu befördern, es sei denn, dass der Capitain vor seiner Abfahrt ausdrücklich die Reclamation zurückgenommen hätte, und der Consul nicht gezwungen wäre, den einmal reclamirten Deserteur nunmehr auch von dem dortigen Behörden zu übernehmen, sondern den dortigen Verhältnissen nach erklären könne, dass er auf die Auslieferung Verzicht leiste.

4) Von desertirten Matrosen, welche der Schiffs-Capitain, obgleich im Hafen anwesend, nicht reclamirt hat, ingleichen von solchen, welche schon vor längerer Zeit irgendwo desertirt, und vagabondirend, oder in fremdem Staatsdienste nach dem Orte des Consulats gekommen sind, hat der Consul ex officio gar keine Notiz zu nehmen.

5) Wird ein nicht reclamirter Deserteur von den Landesbehörden ergriffen und dem Consul vorgeführt, so hat letzterer zwar diejenigen Notizen über ersteren, welche den vaterländischen Behörden interessant sein können, aufzunehmen und darüber Bericht zu erstatten, dessen Uebernahme aber, wenn sie ihm zugesprochen werden sollte, abzulehnen, es sei denn, dass sich ihm Gelegenheit darböte, denselben unentgeltlich auf einem Preussischen Schiffe zur Uebernahme unterzubringen.

6) In solchen Fällen, wo ein dienstfähiger, besonders auch ein noch im militairpflichtigen Alter stehender Preussischer Matrose entwichen wäre, und sich bei einem Consul unter glaubhafter Angabe seiner Herkunft und seiner bisherigen Schicksale meldete, um durch dessen Unterstützung in seine Heimath zu gelangen, kann der Consul demselben zwar, wenn dieser dessen würdig zu sein scheint, nach Anleitung der Instruction vom 30. Januar 1815 eine geringe Geld-Unterstützung verabreichen, auch suchen, ihm unentgeltliche Rückkehr zu

vermitteln, wo diese aber nicht zu erlangen ist, hat er an das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten unter Angabe aller Umstände zu berichten, und anzufragen, ob die Zusage gegen Bezahlung genehmigt werde.

Denkschrift

der Königl. Preussischen Regierung über Leitung und Regelung der Auswanderungen.

Während früher die Auswanderungen aus Deutschland nach überseeischen Ländern fast ausschliesslich nach den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika gerichtet waren, und nur ausnahmsweise und auf besondere Anregungen nach Brasilien stattfanden, werden jetzt von verschiedenen Seiten Schritte gethan, um deutsche Auswanderer nach Mexico, den einzelnen Staaten Mittel-Amerikas, nach Chili und Brasilien zu lenken. Die dortigen Regierungen selbst müntern zu derartigen Einwanderung auf, und in Deutschland kommt ihnen die Bildung von Gesellschaften entgegen, die es sich zur Aufgabe machen, die Auswanderung nach dem einen oder dem anderen jener Staaten zu erleichtern oder selbst dazu anzuregen.

Unter diesen Umständen wird es für die Preussische Regierung erforderlich, der Auswanderung von Deutschen nach mittel- und süd-amerikanischen Staaten mehr, als bisher geschehen, ihre Aufmerksamkeit zuzuwenden. Die Mehrzahl dieser Auswanderer gehört allerdings nicht dem Preussischen Staate, sondern namentlich Süddeutschland an. Indessen ist doch die Anzahl der auswandernden Preussen an sich erheblich, und überdies kommen die meisten übrigen Auswanderer aus Staaten des Zollvereines, welche besondere diplomatische Agenten und Consuls in den betreffenden überseeischen Ländern nicht angestellt haben. Es wird daher auch der Preussischen Regierung und deren Vertretern in den überseeischen Ländern vorzugsweise obliegen, den Verhältnissen der dortigen Einwanderung mit aufmerksamem Blicke zu folgen, ihre Wahrnehmungen durch Berichtserstattung an die Preussische Regierung für die theilhaftigen deutschen Staaten nutzbar zu machen, und den Einwanderern selbst den gesandtschaftlichen Schutz nach Möglichkeit zu gewähren.

Fast ohne Ausnahme werden die deutschen Auswanderer bei ihrer Abreise aus ihrer bisherigen Heimath ihr Unterthans-Verhältniss auflösen. Auch wo dies nicht geschähe, würde, nach der Gesetzgebung der meisten deutschen Staaten, die Unterthanenschaft durch die That- sache der Ansiedelung in einem fremden Staate von selbst erlöschen. Es darf mithin vorausgesetzt werden, dass die nach überseeischen

Ländern ausgewanderten Deutschen nicht mehr Unterthanen ihres bisherigen Heimathsstaates sind. Hieraus folgt, dass dem Rechte nach die Auswanderer den gesandtschaftlichen Schutz nicht mehr würden in Anspruch nehmen können, und dass die Gesandtschaften bei Gewährung desselben, den fremden Regierungen gegenüber, nicht sich auf eine noch fortdauernde Unterthanschaft dieser Leute als Grundlage dieses Schutzes berufen dürfen. Diese Verhältnisse machen eine besondere Vorsicht bei Gewährung und Geltendmachung des gesandtschaftlichen Schutzes nöthig. Es wird derselbe nicht sowohl in streng amtlichen Wege, als vielmehr durch ein nur auf die Nationalität und die früheren Verhältnisse der Auswanderer gestütztes officielles Einschreiten geltend zu machen sein.

Dass dieser Schutz überhaupt zu gewähren ist, beruht wesentlich darauf, dass die Rechtspflege in Mittel- und Südamerika noch nicht in dem Masse geregelt und gesichert ist, um die deutschen Einwanderer lediglich sich selbst und der Fürsorge der dortigen Behörden überlassen zu können. Es lässt sich aber auch erwarten, dass die Befugniß der Gesandtschaften zu diesem Schutze, wenn er mit Vorsicht und richtigem Takte nach Verschiedenheit der Fälle bemessen wird, von den dortigen Behörden nicht wird bestritten werden, da es im eigenen Interesse dieser Staaten liegt, die Einwanderung Deutscher zu begünstigen.

Als wesentlichstes Bedürfniss, wenn diese Einwanderung überhaupt dauernd nach jenen Staaten sich richten soll, erscheint es, dass die Verhältnisse solcher Einwanderer dort gesetzlich geregelt werden. In den einen Staaten wird daher Seitens der Preussischen Gesandtschaften auf Herbeiführung einer solchen Gesetzgebung, in den anderen, wodergleichen Gesetze schon vorhanden sind; auf deren vollständige und dem Interesse der Einwanderer entsprechende Ausführung hinzuwirken sein. Zu wünschen ist, dass diese Gesetze Bestimmungen enthalten, wonach entweder die betreffenden Regierungen oder von ihnen anerkannte Kolonisations-Gesellschaften es übernehmen, die ersten Einrichtungen und Vorbereitungen zur Aufnahme der ankommenden Einwanderer, sowie zu ihrer Beförderung in die etwa zu ihrer Ansiedelung bestimmten Gegenden zu treffen. In dieser Beziehung würde es namentlich von Worth sein, wenn Seitens der dortigen Regierungen in den gewöhnlichen Auslieferungshäfen Commissarien angestellt werden, welchen die Empfangnahme und Weiterbeförderung der Einwanderer obliegt.

Im Interesse Deutschlands würde es liegen, wenn die sonst gewöhnliche Zersplitterung der ankommenden Genossenschaften deutscher Auswanderer vermieden und statt dessen darauf hingewirkt werden könnte, die deutschen Einwanderer beisammen zu halten, sie bei der Ansiedelung zu Gemeinden zu bilden und in letzteren die Einrichtung von Kirchen und Schulen zu fördern. Auf dies Ziel werden theils die dortigen Regierungen, wenn sie ihren wahren Vortheil erkennen, hinstreben haben, theils auch die sich bildenden Vereine zum Schutze

der Einwanderer es unterstützen müssen. Zur Erleichterung dieses Zusammenhaltens der Deutschen würde dienen, wenn den aus ihnen sich bildenden Gemeinden eigene Verfassung zugesichert, und bei denjenigen Ansiedelungen, welche auf unmittelbare Anregung des Staates geschehen, darauf Bedacht genommen würde, die Directoren der anzulegenden Colonien, sowie die bei der Anlage, den Vorbereitungs- und Vermessungs-Arbeiten anzuwendenden Techniker und Arbeiter möglichst aus der Zahl der Deutschen selbst zu ernennen und zu bestellen.

In den englischen Colonien hat sich das System vortheilhaft gezeigt, die den Ansiedlern zu überlassenden Staatsländereien nicht zu verschenken, sondern den Colonisten zu mässigem Preise zu verkaufen, aus dem Erlöse aber einen Fonds zu bilden, aus welchem alsdann für unbemittelte Auswanderer die Kosten für die Ueberfahrt und Niederlassung bestritten werden können. Die Befolgung dieses Systems würde in Süd- und Mittel-Amerika sowohl für die dortigen Landesregierungen, als auch für die Colonisations- oder Schutz-Vereine ein Mittel darbieten, neue Einwanderer nach denjenigen Gegenden zu lenken, wo schon Deutsche angesiedelt sind, und auf diese Weise die deutschen Gemeinden zu stärken und das Gedeihen der begonnenen Ansiedlungen zu befördern.

Jemehr Werth die einzelnen Regierungen in Mittel- und Süd-Amerika darauf legen, die Einwanderung von Deutschen nach ihren Staaten zu begünstigen, um so eher werden dieselben sich dazu verstehen, durch ihre Gesetzgebung die Bedingungen zu gewähren, von welchen der gedeihliche Fortbestand deutscher Ansiedelungen abhängig ist. Es wird in dieser Hinsicht unerlässlich sein, dass den Deutschen alle die Vortheile ebenfalls eingeräumt werden, welche etwa den Einwanderern anderer Nationalität, sei es für ihre Person, ihr Vermögen oder die von ihnen ein- und auszuführenden Producte, zustehen. Als besonders wünschenswerth erscheint aber auch die Gestattung unbedingter Religionsfreiheit, zumal da die auswandernden Deutschen zum grossen Theil evangelischer Confessionen sind, die Freiheit von Abschoss- und Abfahrtsgeld, Zollbegünstigungen für deutsche, zum Gebrauche der Ansiedler bestimmte Waaren; und wo es thunlich ist, auch Freiheit von der inländischen Militairpflicht, oder doch Errichtung besonderer deutscher Corps unter deutschen Officieren.

Gebühren-Taxe für die Königl. Preussischen Consulate.

Vom 10. Mai 1832.

I. Allgemeine Consulate-Gebühren, welche von jedem in einem Hafen, wo ein Preussischer Consul oder Vice-Consul angestellt ist, ankommenden Preussischen Schiffe, welches daselbst Ladung lüschet,

Ladung einnimmt, oder auch beides verrichtet, oder einen Nothhafen sucht, oder überwintert, nach der aus dem Beil- oder Meschriefe hervorgehenden Trächtigkeit des Schiffes zu entrichten sind.

- 1) In den aussereuropäischen Häfen für eine jede Premasische Normallast 2 Sgr.
- 2) In den europäischen Häfen ausserhalb der Ostsee, für die Normallast 1 Sgr. 6 Pf.
- 3) In den Häfen innerhalb der Ostsee, mit Einschluss des Sundes, der Belte und des Schleswig-Holsteinischen Kanals
 - a. von Schiffen über fünfzig Normallasten, für die Last 1 Sgr.
 - b. von Schiffen unter fünfzig Normallasten, für die Last 6 Pf.

Anmerkungen.

- 1) Schiffe, welche in einem Hafen nur mit Ballast einkommen und mit Ballast wieder von dort ausgehen, imgleichen Schiffe, welche zwar beladen, und zum Zwecke der Löschung einlaufen, jedoch denselben wegen anderweitig erhaltener Bestimmung ohne vorgenommene Löschung wieder verlassen, zahlen nur die Hälfte der obigen Gebühren.
- 2) In denjenigen Fällen, wo einem Königlichem Consulate ein nicht auf den Hafen seines Wohnorts beschränkter grösserer Bezirk angewiesen ist, haben die Schiffe, welche zwar innerhalb dieses Bezirks, aber in einem Vor- oder Nebenhafen, wo weder der Consul, noch ein Vice-Consul residirt, einlaufen, nur dann die Consulat-Gebühr zu entrichten, wenn sie in den Fall kommen, die amtlichen Functionen des Consulates in Anspruch zu nehmen.
- 3) Hinsichtlich der dem Consulate zu Helsingör zustehenden Gebühr hat es bei den Bestimmungen vom 12. März 1820 sein Bewenden, wonach an selbiges von jedem den Sund passirenden Schiffe 10 Sgr. zu entrichten sind.

II. Gebühren für besondere amtliche Verrichtungen.

- 1) Für die Aufnahme einer neuen Musterrolle 2 Thlr.
- 2) Für Abänderungen einer Musterrolle 1 Thlr.
- 3) Für Aufnahme eines Seeprotestes 1 Thlr. 10 Sgr.
- 4) Für Ertheilung oder Beglaubigung eines Ursprungs- oder Gesundheits-Attestes, imgleichen für Beglaubigung von Unterschriften oder Abschriften anderer Documente 1 Thlr.

In sofern von einem Versender mehrerer mit demselben Schiffe abzusendender Gegenstände für ein jedes derselben ein dergleichen Attest verlangt wird, sind für jedes die Anzahl von fünf übersteigende Attest nur zu entrichten 15 Sgr.

- 5) Für Aufnahme oder Attestirung von Vollmachten 2 Thlr.
- 6) Für Ausstellung eines Reisepasses 1 Thlr. 10 Sgr.
- 7) Visirung eines Reisepasses 15 Sgr. (ad 6 und 7 bei Matrosen, Handwerksburschen und anderen Unvermögenden gratis.)

8) Für Ertheilung von Certificationen über Handels- und Schiffahrts-Gegenstände, imgleichen Legalisationen von Acten und Contracten, welche Preussische Unterthanen am Orte des Consulats unter sich errichten, in den im §. VIII. des Consulat-Reglements vom 18. September 1796 vorgesehenen Fällen 1 Thlr. 15 Sgr.

9) Für Abschriften von im Consulate aufgenommenen Verhandlungen, die nicht gebrochene Folioseite 2 Sgr.

Hinsichtlich derjenigen nicht eigentlich amtsmässigen Verrichtungen bei See- und Kriegs-Unfällen der Schiffe, Prozessen, Todesfällen u. dergl., welche von den Consuln entweder auf besonderes Verlangen der betheiligten Preussischen Unterthanen, oder bei dringenden Vorfällen, und wenn die betheiligten Preussischen Unterthanen keine Correspondenten oder Bevollmächtigte am Orte haben, von Amtswegen geleistet werden, verbleibt es bei der Bestimmung des §. IX. des Consulat-Reglements, wonach die Consuln berechtigt sind, gleich andern Kaufleuten, sich eine billige Provision für solche Commissions-Geschäfte zu berechnen.

Berlin, den 10. Mai 1832.

Friedrich Wilhelm.

v. Schuckmann. Graf v. Bernstorff.

Vorstehender Gebührentarif, durch welchen die betreffenden Bestimmungen des Artikels 12 des Consulat-Reglements vom 18. Sept. 1796 abgeändert worden sind, wird hierdurch zur öffentlichen Kenntniss und Nachachtung namentlich der Königlich Preussischen Consuln, so wie des Schiffahrt und Handel treibenden Publikums gebracht.

Berlin, den 16. Juni 1832.

Der Minister des Innern für Handels- und Gewerbe-Angelegenheiten.
v. Schuckmann.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 24. Januar 1845 wegen der, in Helsingör zu zahlenden Consulats-Gebühren.

Nach Ihrem Vorschlage in dem Berichte vom 6. d. Mts. bestimmte ich zur Erleichterung der diesseitigen Sundschiffahrt, dass der Consul in Helsingör von sämmtlichen dorthin kommenden Preuss. Schiffen, gleichviel, ob sie der Sundzoll-Clarirung wegen, oder aus einem andern Grunde dort verweilen, ausser den im Tarife vom 10. Mai 1832 unter Nr. II. bestimmten Gebühren für besondere amtliche Verrichtungen keine weitere Gebühr als 10 Sgr. von jedem Schiffe erheben soll. Ich ermächtige Sie, hiernach das Nöthige anzuordnen.

Berlin, den 24. Januar 1845.

gez. Friedrich Wilhelm.

An die Staats-Minister, Frh. v. Bülow und Flottwell.

III. Hannover.

Das hannöversche Reglement weicht nur in sehr unwesentlichen Punkten von dem Preussischen ab. Besondere Verordnungen der hannöverschen Regierung sind folgende:

Die Uniform der hann. Consuln ist durch Cabinetsschreiben vom 2. September 1845 festgesetzt.

Verordnung vom 24. März 1817, betr. die Anmeldung der Schiffer bei dem Consulat, die spätestens binnen 4 Tagen nach ihrer Ankunft erfolgen muss; bei Geldstrafe von 10 Thlr. die ostfriesischen Torfschiffe, die Elb- und Weserschiffe sind davon befreit.

Verordnung vom 21. Juli 1840, betr. die zu führenden Schiffspapiere; erforderlich sind:

- 1) Beiblief, event. mit Erwerbungsdocument,
- 2) Massbrief, 3) Musterrolle, 4) Seepass.

Die Watt- und Küstenfahrer brauchen nur den Massbrief zu führen. (Die nur die Häfen von der Eider bis zur Schelde befahren, sind Wattfahrer.)

Bekanntmachung der königl. Provinzialregierung zu Stade vom 30. April 1822. Die Consuln sind zu einer Prolongation erloschener Seepässe nicht befugt.

Ein Circular vom 18. Januar 1836 verbietet gleichfalls abgelaufenen Seepässen das Visa zu ertheilen; zulässig ist es nur zur Heimfahrt, was darin aber ausdrücklich bemerkt werden muss.

Gesetz über die Gebühren für Aufnahme von Schiffsmusterrollen vom 23. Oktober 1844.

Für Aufnahme oder Ergänzung einer Musterrolle, wenn der gleichzeitig gemusterten Leute nicht mehr als fünf sind, 8 gGr., und wenn ihre Zahl grösser ist, für jeden Kopf mehr 1 gGr.

Passverordnung vom 29. December 1836.

Die Unterthanen-Qualität und Unverdächtigkeit des Reisenden muss fest stehen. In der Regel ist für jede Person ein besonderer Pass erforderlich, doch Frauen, Kinder, Gesunde können auf das Elterner Pass reisen.

Die Ertheilung eines Passes kostet nicht über 8. gGr.

Bekanntmachung vom 24. April 1843, betr. die Legalisation von Urkunden.

Die Consuln legalisiren: Unterschrift des Finanz- und Handels- und auswärtigen Ministers, der in demselben Lande befindlichen Gesandtschaft, anderer hannövr. Consuln, der Ortsbehörde, der Behörde, welche ihnen das exequatur ertheilt hat; der dortigen Handelsagenten eines dritten Staats; die Gebühr für jede Legalisation beträgt 12 gGr.

Circular vom 23. März 1833, betr. die Unterstützung Hilfsbedürftiger.

Prüfung der Papiere, der Patente. — Die hannöv. Schiffer sind verpflichtet, sie unentgeltlich in die Heimath zu nehmen; die Zehrgelder bewilligt der Consul; dieselben dürfen jedoch 6 Thaler Conv. Münze für den Seemann nicht übersteigen.

Bei Weigerung des Schiffsführers ist an das Ministerium zu berichten.

Bei mangelnder Gelegenheit ist der Bedürftige an den nächsten Hafen, wo ein hannöv. Consul oder ein Correspondent des Consuls ist, zu expediren.

Die übrigen minder wichtigen Verordnungen wolle man im Handbuche für hannövershe Consula nachsehen.

IV. Mecklenburg.

Es wird hier, da es unseres Wissens bis jetzt nicht gedruckt ist, das mecklenburgische Consular-Reglement in seiner ganzen Ausdehnung veröffentlicht.

Instruction

für

die Grossherzoglichen Consule in den auswärtigen Städten und Seehäfen.

Schwerin, den 29. Juli 1818.

Friedrich Franz

von Gottes Gnaden Grossherzog von Mecklenburg, Fürst zu Wenden, Schwerin und Ratzeburg, auch Graf zu Schwerin, der Lande Rostock und Stargard Herr etc.

Wir haben zur genaueren Bestimmung der Befugnisse, Pflichten und Geschäfte Unserer, in den verschiedenen Seeplätzen und Häfen fremder Mächte angestellten, Consule und Handels-Agenten für dieselben eine verbesserte Instruction nöthig befunden und, mit Wiederaufhebung der Instruction vom 4. Januar 1817, solcherhalb nachstehende Artikel abfassen lassen:

Art. 1.

Die Handels-Agenten in den auswärtigen Handelsstädten und Häfen haben gewöhnlich den Namen Consule, oder werden stets als solche angesehen, und auf die hier folgenden Vorschriften verpflichtet, wenn sie auch unter den besonderen Benennungen von Handels-Commissarien, General- oder Vice-Consule angestellt sind.

Art. 2.

Unsere Consuln haben Uns für ihre Dienstleistungen den nachstehenden Eid zu schwören:

Ich N. N. gelobe und schwöre hiemit: nachdem der Aller-
durchlauchtigste Fürst und Herr, Herr, *Friedrich Franz*,
regierender Grossherzog von Mecklenburg, Fürst zu Wenden,
Schwerin und Ratzeburg, auch Graf zu Schwerin, der Lande
Rostock und Stargard Herr etc. etc. zum Grossherzoglich
Mecklenburgischen Consul und Handels-Agenten in
mich bestellt haben, dass Sr. Königl. Hoheit ich stets hold,
getreu und gewärtig sein, Allerhöchst Ihre Nutzen und Vor-
theil, nach meinem besten Wissen und Vermögen, jederzeit
zu befördern, Schaden und Nachtheil hingegen eben mässig
abzuwenden suchen, besonders den Grossherzoglich Mecklen-
burgischen, in den Staaten und Gewässern Handlung
und Schiffahrt treibenden Unterthanen, auf ihr freies aus-
drückliches Verlangen, in ihren hiesigen Handlungs-Vorkom-
menheiten treulich rathen und Beistand leisten, auch die
unter ihnen darüber hieselbst entstehenden Streitigkeiten,
nach gewissenhafter Prüfung, in Güte beizulegen suchen,
mithin deren Handlungs-Interesse mir sorgfältig angelegen
sein lassen, und überhaupt die Vorschriften der mir geworde-
nen Grossherzoglichen Instruction genau beobachten, folglich
allewege so, wie es einem rechtschaffenen Consul und Han-
dels-Agenten wohl ansteht und gebühret, mich betragen
soll und will.

So wahr mir Gott helfe und sein heiliges Wort!
und sind schuldig, diese Eides-Formel, von ihnen geschrieben und
unterschrieben, gleich nach ihrer Ernennung, an Unser Ministerium
einzusenden. Sie müssen auch solchen Eid persönlich bei demselben
ablegen, wenn sie zum erstenmal in Unsere Residenz kommen.

Art. 3.

Zu Unsern Consulats-Geschäften sollen sie sich Unsers Grossher-
zoglichen Insignels, welches zur Unterschrift haben muss:

Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinsches Consulat

zu

und wovon ihnen ein Abdruck zugestellet werden soll, bedienen, ins-
besondere damit die von ihnen beglaubigten Papiere, ingleichen die
von ihnen Unseren Unterthanen ausgestellten Pässe besiegeln.

Art. 4.

Sobald Unsere Consuln ihre Patente werden erhalten haben, sol-
len sie bei der Regierung des Landes, worin sie sich aufhalten, das
Requatur nachsuchen.

Art. 5.

Wenn ihnen dasselbe ertheilt ist, haben sie ihre Anerkennung

als Unsere Consuln bei der bestellten Obrigkeit ihres Wohnorts zu bewirken.

Art. 6.

Sobald sie vorerwähnte Anerkennung von der Obrigkeit ihres Wohnorts werden erwirkt haben, dürfen sie über dem Eingange ihrer Wohnung Unser Grossherzogliches Wappen, auf einem Schilde von mittler Grösse gemalt, aufstellen, jedoch dabei nie vergessen, dass diese Gestattung einzig und allein die Bequemlichkeit der Mecklenburgischen Schiffs-Capitaine und übrigen Seeleute zum Zweck hat, keinesweges aber die Wohnungen Unserer Consuln in Freistätten gegen die Ortsobrigkeiten und deren Verfügungen umwandeln soll.

Art. 7.

Ueberhaupt haben Unsere Consuln in ihren Verhältnissen mit den Ortsobrigkeiten und andern Geschäftsmännern stets die grösste Umsicht und Mässigung zu beobachten, auch allwege sich so zu benehmen, dass eines Theils die mit ihrer Stelle vertrags- oder gewohnheitsmässig verbundenen Vorzüge und Auszeichnungen ungekränkt erhalten werden, andern Theils aber sie niemals durch übertriebene Forderungen zu Beschwerden über sich und zu Weiterungen zwischen den resp. Landesherren Veranlassung geben, auch sich keine Art der Gerichtsbarkeit anzumassen, und Niemand zu nöthigen, bei Streitigkeiten zuvörderst bei ihnen einen Versuch der Güte zu machen und eine schiedsrichterliche Entscheidung zu suchen, viel weniger irgend Jemand, er sei Kaufmann, Schiffer oder ein anderer, abzuhalten, sich mit irgend einem Geschäft oder einer Streitigkeit an dortige Behörden und auctorisirte Personen zu wenden.

Art. 8.

Allemaal haben Unsere Consuln sich gewissenhaft nach den Befehlen zu richten, die ihnen durch Unsere Minister oder durch Unsern Gesandten, dem sie untergeben sind, zugehen werden.

Art. 9.

Bei dem Schriftwechsel Unserer Consuln mit Unserm Ministerio müssen sie, so viel möglich, die verschiedenen Gegenstände absondern, und in ihren Briefen jeden Gegenstand, der irgend eine Erwägung oder Resolution veranlassen dürfte, besonders behandeln.

Art. 10.

Von Zeit zu Zeit müssen sie Unserm, ihnen vorgesetzten, Ministerio und Gesandten Bericht von demjenigen abstaten, was bei ihnen, als Consuln, in Schiffs-, See-, Handels- und andern Sachen, welche Mecklenburgische Unterthanen betreffen, die sich an sie gewandt haben, oder die etwa an ihrem Ort von den Behörden in Anspruch genommen sein möchten, vorgegangen ist, ebenso auch von allgemeinen und besonderen bedeutenden Vorfällen, die Schiffahrt und Handlung betreffen.

Diesen Bericht, den sie allemal auch jährlich einzusenden haben, müssen sie mit ihren Bemerkungen und Vorschlägen über alles dasjenige begleiten, was sie dem Mecklenburgischen Handels- und Schiffahrts- oder anderm Gewerbe für zuträglich oder nachtheilig halten, so wie sie ihm auch jährlich die an ihrem Ort und in ihrem Lande vorkommenden Schiffahrts- und Handels-Listen über die im verfloßenen Jahre eingekommenen und abgegangenen Schiffe, aus- und eingeführten Waaren beizufügen und diese auf ähnliche Weise zu erläutern haben.

Art. 11.

Eben so haben sie Unserm Ministerio das Exequatur zu übermitteln, welches sie über ihr Anstellungs-Patent erhalten haben, auch dürfen sie es nie vernachlässigen, sowohl Unsern Ministern, die in ihrem Ort oder Lande angestellt sind, oder Unserm Ministerio, überdem denjenigen in Unserm Lande, die sich gewöhnlich an sie in ihren Handels- und Schiffahrts-Angelegenheiten wenden, alsobald Nachricht zu geben, wenn sich in der Nähe ihres Wohnorts, oder in benachbarten Ländern, oder auf Schiffen, die von entfernteren Gegenden kommen, Spuren einer ansteckenden Krankheit zeigen, oder wenn sie bemerken und erfahren, dass in den Häfen ihrer Gegend oder ihres Landes Massregeln genommen werden, die einen nahen Krieg befürchten lassen, oder auch Verfügungen zum Nachtheil und zur Einschränkung der Schiffahrt und der Handlung anderer Länder gemacht, oder benachbarte und entferntere Gewässer durch ausserordentliche Kapereien und Seeraub heunruhigt werden.

Art. 12.

Jeder Unserer Consuln muss ein genaues Verzeichniss von allem halten, was er in dieser Eigenschaft ausrichtet, imgleichen ein Copial-Buch von seinen Berichten und Briefen in Dienstsachen. Im Fall seines Ablebens oder seiner Dienstentlassung müssen diese Register und Copien einer zuverlässigen Person und demnächst seinem Nachfolger eingehändigt werden.

Art. 13.

Keiner Unserer Consuln darf das Consulat einer andern Nation übernehmen, wie Wir Uns denn auch nie entschliessen werden, das Mecklenburgische Consulat dem Consul einer andern Nation zu übertragen.

Art. 14.

Gleichermassen bleibt allen Unseren Consuln untersagt, sich von ihrem Posten zu entfernen, es sei denn, dass sie die Erlaubniss dazu von Unserm Ministerio oder demjenigen Unserer Gesandten, dem sie untergeben sind, erhalten haben. In jedem Fall aber sind sie verpflichtet, solche Massregeln zu nehmen, dass durch ihre Abwesenheit ihre Dienstgeschäfte nicht leiden.

Art. 15.

Unseren Consuln ist die Bestallung von Vice-Consuln für andere

Handelsörter und Häfen in der Nähe oder in demselben Lande schlechthin untersagt, und können Vice-Consuln nur vom Uns und Unserm Ministerio ihre Bestallung und Instruction erhalten. Ueber die Nothwendigkeit der Anstellung solcher Vice-Consuln bleibt es Unseren Consuln unbenommen, solcherhalb Unserm Ministerio Vorträge zu machen, und wollen Wir dann nach Befinden darüber Beschluss fassen.

Ueberhaupt beschränkt sich der Geschäftskreis eines Consuln auf den Ort und Hafen, für welchen er angenommen ist, es sei denn, dass Schiffer und Kaufleute von andern Oertern, Häfen oder Rheden aus sich freiwillig an ihn wenden und seine Hülfe nachsuchen, oder ihm ihre Geschäfte auftragen.

Art. 16.

Unsere Consuln haben sich besonders zu befeissigen, den Mecklenburgischen Schiffen, welche an ihrem Wohnort oder in dessen Nähe einkehren und sich daselbst aufhalten werden, alle von ihnen irgend abhängende Dienstleistungen zu erweisen, mithin den Commandeurs solcher Schiffe allewege Beistand zu leisten, wenn es zum Fortgange ihrer Absendung irgend erforderlich sein kann.

Art. 17.

Insbesondere müssen Unsere Consuln allen Schiffscapitainen und Seeleuten, die zur Mecklenburgischen Nation gehören, die sich an sie wenden, oder gänzlich hilflos sind, jegliche von ihnen nur abhängende Unterstützung und Dienste leisten, vorzüglich aber ihrer Unkunde der Sprachen und der Gesetze dadurch abhelfen, dass sie ihnen als Dolmetscher und Vertheidiger bei den verschiedenen Landes-Collegien und Behörden dienen.

Indess soll nie ein Consul sich irgend Jemandem zu Hilfsleistungen oder Geschäften für ihn aufdringen, noch auch ihn nöthigen, bei ihm zu erscheinen, sondern jedem, er sei Schiffer, Kaufmann oder anderer Mecklenburgischer Unterthan, in dem Betriebe seines Geschäfts und Verkehrs völlige Freiheit lassen, die Mecklenburgische Handlung und Schifffahrt nicht mit Consulat-Abgaben belästigen, und sich mit denjenigen Provisionen oder Commissions-Gebühren begnügen, die unter Kaufleuten herkömmlich und in Ansehung einzelner Consulat-Geschäfte in der beigefügten Taxe zugestanden sind, wenn Schiffer, Kaufleute und andere Personen ihnen freiwillig ihre Geschäfte übertragen, oder ihre Hülfe, Durchsicht, Unterzeichnung, Beglaubigung oder Ausfertigung von Pässen, Attesten, Schiffspapieren und anderer Documente verlangen.

Art. 18.

Bei Streitigkeiten zwischen Kaufleuten, oder dieser mit Schiffern, oder der Letzteren unter einander und mit ihrem Volk, bleibt es den Parteien völlig freigestellt, zur Beilegung und Ausgleichung oder Entscheidung derselben nach Gutdünken und ohne Concurrenz des Consuln Schiedsrichter zu wählen, oder sich an eine Landes- oder Orts-Behörde

zu wenden, ohne dass der Consul sie nöthigen darf, den Versuch der Güte und der schiedsrichterlichen Beilegung erst bei ihm zu machen; wird die letztere aber freiwillig bei ihm nachgesucht, so soll er sich gewissenhaft und sorgfältig mit dem Gegenstand des Streits bekannt machen und die Parteien durch möglichst kurz gefasste Darlegung seiner Ueberzeugung von Recht und Unrecht, nach Billigkeit und Coutume, oder bestimmt anerkannter Vorschrift, entweder zu vereinigen suchen, oder auf Verlangen derselben, doch mit Vorbehalt vom weiteren Wege Rechtens, schiedsrichterlich entscheiden. Den Beistand der Ortsobrigkeit darf der Consul aber nur mit Vorsicht und in den Fällen nachsuchen, da die Widerspenstigkeit des einen Theils, oder das Vergehen desselben nach See-Coutume, Seerecht und besonderer Anordnung oder Vorschrift des Landes und Orts es nothwendig machen.

Art. 19.

Denjenigen Mecklenburgischen Seeleuten, welche Schiffbruch gelitten haben, oder aus feindlicher Gefangenschaft entkommen sind, und in ihr Vaterland zurückzukehren wünschen, hat Unser Consul gehörige Pässe zu geben und dafür zu sorgen, dass sie zu Wasser zurückgehen.

Des Endes kann er die Mecklenburgischen Schiffscapitaine nöthigen, sie auf ihren Fahrzeugen fortzubringen, und ist verpflichtet, Unserm Ministerio diejenigen Capitaine, welche sich diesem Ansinnen nicht gefügt haben, anzuzeigen und zu denunciiren.

Art. 20.

Sollten aber Krieg oder andere Umstände die Zurücksendung zu Wasser unthunlich machen, so hat Unser Consul solche Schiffbrüchige oder aus dem Gefängniss entkommene Seeleute zu Lande zurück zu schicken, und kann ihnen alsdann 10 Schillinge für jeden Tag, wo sie sich unumgänglich in einem Hafen oder einer Stadt aufhalten müssen, und 2 Schillinge für jede Stunde Weges geben, welche von seinem Wohnort bis zu Unserm nächsten Consulate auf der Landstrasse nach Mecklenburg gerechnet wird.

Art. 21.

Jeder Consul muss auf dem Pass des also abreisenden Seemanns die Summe Geldes bezeichnen, welche er ihm in Gemässheit des vorigen Artikels zugestellet hat, und sollen ihm diese Vorshüsse auf die specielle Berechnung, welche er darüber jährlich Unserm Ministerio überreichen wird, erstattet werden.

Art. 22.

Wenn einer Unserer Consuln erfährt, dass an seinem Orte oder in der Gegend ein Mecklenburger verstorben ist, der weder bekante Erben, noch einen Testaments-Vollstrecker, oder einen Commissionair oder sonstigen Bevollmächtigten hinterlassen hat, und dessen Testaments- oder Intestat-Erben sich in Mecklenburg befinden, so muss er unverzüglich für die Aufnahme eines nach derartigen Gesetzen zu Recht bestehenden Inventarii, und für einstweilige Sicherstellung des Nach-

lasses sorgen, baldmöglichst Unserm Ministerio die Anzeige machen, auch die Papiere, die den Geburts- oder Wohnort, so wie den bürgerlichen Zustand des Verstorbenen ergeben, imgleichen eine beglaubigte Abschrift des Inventarii einsenden, überdem muss er den Erben, wenn sie ihm bekannt sind, sofort eine Anzeige von dem Todesfall machen. Von armen Verstorbenen, d. h. solchen, deren Nachlass am Sterbeorte nicht zur Bezahlung ihrer Schulden und Beerdigungskosten ausreicht, hat er bloss den Todesfall mittelst eines obrigkeitlichen Attestes über denselben und die Insufficienz anzuzeigen, und sollen ihm dafür die Kosten ersetzt werden. Wenn sich im erstern Fall die Erben schriftlich oder persönlich, oder durch ihre Bevollmächtigte an ihn wenden, so soll er ihnen jegliche, von ihm nur abhängende Hülfe, Unterstützung und Dienste leisten, vorzüglich aber ihrer Unkunde der Sprache und der Gesetze dadurch abhelfen, dass er ihnen als Dolmetscher und Vertheidiger bei den verschiedenen Landes-Collegien und Behörden dienet.

Art. 23.

Gleichergestalt haben Unsere Consuln bei aller Gelegenheit das Interesse der Mecklenburgischen Kaufleute wahrzunehmen, ihre Gerechtmässigkeit geltend zu machen und nicht bloss auf die Aufrechthaltung der gegenwärtig bestehenden Handels-Tractaten und Gewohnheiten zu halten, sondern auch gegen die Einführung neuer oder erhöhter Auflagen, so wie gegen jede andere, dem Handel nachtheilige Massregel auf der Hut zu sein.

Art. 24.

Wenn der Consul erfährt, dass ein Mecklenburgisches Schiff in seiner Nähe Schiffbruch leidet, und vom Schiffer und Volk verlassen ist oder der Schiffer keinen andern Correspondenten hat und wählt, sondern sich an ihn wendet, so darf er nichts unterlassen, um dasselbe, mit Zuziehung der nach der Verfassung des Landes und Orts erforderlichen Anstalten, Behörden oder Personen, zu retten und den Schiffs-Wrack so wie die Ladung in Sicherheit zu bringen. Er muss darüber ein nach dortigen Gesetzen zu Recht bestehendes Inventarium aufnehmen, selbiges den Eigenthümern oder Rhedern zustellen, und darf für seine Bemühung die, unter den Kaufleuten in ähnlichen Fällen gewöhnliche, Entschädigung begehren.

Art. 25.

Wenn aber der Eigenthümer selbst, oder einer seiner Correspondenten oder Bevollmächtigten sich in der Nachbarschaft befindet, und mit der Sorge für das gescheiterte Schiff und dessen Ladung sich befassen will, auch der Schiffer selbst einen Correspondenten und Bevollmächtigten dazu wählt, oder nach Gewohnheit und bestimmter Vorschrift des Orts aus den Eingesessenen wählen und sich deshalb an eine dortige Behörde wenden muss; so soll dem Consul nicht erlaubt sein, weiter, als vom Schiffer, dessen Correspondenten und Bevollmächtigten, oder

von den Interessenten verlangt wird, sich darein zu mengen, und hat derselbe in solchem Fall kein Recht, die im vorherigen Artikel erwähnte Entschädigung zu fordern.

Art. 26.

Falls ein Mecklenburger sein Fahrzeug in einem fremden Hafen verkaufen sollte, hat Unser daselbst residirender Consul dafür zu sorgen, dass die Schiffspapiere desselben von dem Capitain kassirt und zerschnitten, sodann aber ihm, dem Consul, wieder zugestellt werden, damit er sie derjenigen Regierung, welche sie ausgestellt hat, wieder zusende: Alles bis dahin, dass solcherhalb endliche genauere Bestimmung erfolgt sein wird.

Art. 27.

Die Consuls sind bevollmächtigt, diejenigen zur Handlung und Schifffahrt gehörigen Bescheinigungen und Certificate, die an ihrem Ort, oder in andern Gegenden desselben Landes ausgestellt worden sind, zu bestätigen, wenn die Inhaber derselben es nöthig finden, die rechtliche Wirkung, welche sie an und für sich haben, dadurch zu verstärken, als da sind: Vollmachten, Pässe, Schiffspapiere, Havarie-Proteste, Assecuranz-Polizen, Taxirungs-Protocolle und andere Instrumente (actes) ähnlicher Art.

Art. 28.

Keiner Unserer Consuls darf von Mecklenburgischen Schiffern und Handelsleuten Consulat-Gebühren fordern, ohne von diesen freiwillig um ein Geschäft oder eine Ausfertigung ersucht zu sein, auch für die in der beigefügten Gebühren-Taxe besonders erwähnten Bemühungen nicht mehr und nach einer andern Berechnung fordern, als in derselben festgesetzt ist.

Im Fall eines Streits zwischen dem Consul und Kaufleuten, oder jenem und Schiffern, über verlangte und verweigerte Gebühren, darf der erstere sich nicht länger durch Arrest auf Schiffe und Güter, als bis zur Deposition oder Bestellung einer Caution durch ein Handelshaus seines Wohnorts, zu decken suchen, und muss sich dann die Bestimmung Unsers Ministerio gefallen lassen.

Art. 29.

Jeder Consul muss ein Exemplar dieser Instruction stets zu Jedermanns Einsicht bereit halten, und jeder Schiffer ist schuldig, stets eins am Bord zu haben.

Art. 30.

Keiner Unserer Consuls darf von Mecklenburgischen Schiffscapitainen und Handelsleuten Consulats-Gebühren fordern, welche dasjenige übersteigen, was ihm durch die hieneben angefügte Gebühren-Taxe bestimmt ist.

Art. 31.

Die Verfertigung des im 3. und 6. Artikel erwähnten Consulats-Siegels und Schildes geschieht auf Kosten Unserer jedesmaligen Consuls.

Ebenso können sie keine Erstattung der Kosten ihres Comptoirs, der Geschenke und anderer sonstigen Ausgaben verlangen, welche sie gut gefunden haben zu machen.

Jedoch sind hievon die im 22. Artikel bestimmten Vorschüsse und das Postgeld für solche Briefe ausgenommen, die sie geradezu von Unserm Ministerio oder von einer Unserer Gesandtschaften, sowohl zu ihrer eignen Benachrichtigung, als zur weiteren Besorgung, erhalten.

Von solchem Postgelde dürfen sie ein Verzeichniss an Unser Ministerium einsenden, und soll dasselbe nachgesehen und gewöhnlichermassen deshalb liquidirt werden.

Gegeben Schwerin, den 26. Juli 1818.

Friederich Franz.

(L. S.)

A. G. von Brandenstein.

Gebühren - Taxe.

	Thlr.	Schil.
Für die Vorzeigung und Visirung der bisherigen Musterrolle, Seepässe und anderer Schiffspapiere, wenn sie vom Schiffer oder dessen Commissionair nöthig gefunden und verlangt wird, von der Last des Schiffs — (und zwar von der Rostockschen Roggen-Last) nach Angabe des am Schiffe befindlichen Messbriefes	—	2
Für einen Pass der Seeleute, ausser wenn sie arm sind	—	16
Für einen Pass für die Schiffsmannschaft überhaupt	—	32
Für Beglaubigung, Cassirung und Ausfertigung der Seepässe pro Stück	—	32
Für die verlangte Musterung des Volks nebst Anfertigung einer neuen speciellen Musterrolle		
eines Fahrzeugs von 25— 60 Last	1	—
ditto ditto „ 61—120 „	1	24
„ „ „ 121—160 „	2	24
„ „ „ 161—240 „	3	24
„ „ „ 241 und darüber	4	24
Die Lastengrösse oder Trächtigkeit des Schiffs wird überall nach Rostocker Roggen-Lasten, und zwar durch den am Bord desselben befindlichen Messbrief bestimmt.		
Für einen Herkunfts-Schein oder irgend einige andere Bescheinigung dieser Art doch nur auf Verlangen der Interessenten ausgefertiget	1	24
Für die eidliche Beglaubigung der Instrumente, der Protocolle u. s. w.; für die erste Seite von 20 Zeilen Schrift	—	16
Für jede folgende Seite von 20 Zeilen	—	6
jedoch dergestalt, dass die Gesamtgebühren nie die Summe v. übersteigen.	4	—

V. Belgien.

PROJET DE LOI^{*)}

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Nos ministres des affaires étrangères et de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Nos ministres des affaires étrangères et de la justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit:

DES CONSULS ET DE LA JURIDICTION CONSULAIRE.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. Le gouvernement peut, soit à titre de réciprocité, soit en vertu d'usages ou de conventions diplomatiques établir des consulats dans les places ou ports étrangers où les besoins du commerce l'exigent. — Le corps de consuls se compose de consuls-généraux, de consuls, de vice-consuls et d'élève-consuls nommés par le Roi, qui déterminera l'étendue de la juridiction du consulat, et d'agents consulaires nommés par les consuls, sous l'approbation du ministre des aff. étrangère.

Art. 2. Les étrangers sont admissibles aux fonctions consulaires et aux autres emplois des consulats.

Art. 3. Les Belges nommés aux dites fonctions ou emplois prêteront le serment suivant:

„Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. Je jure de remplir fidèlement et dans toutes ses parties la commission qui m'est confiée, conformément aux instructions et aux ordres qui m'ont été donnés ou qui me seront donnés par la suite et de contribuer de tout mon pouvoir à tout ce qui peut favoriser les intérêts de la navigation et du commerce belges.“

Art. 4. Les étrangers nommés aux mêmes fonctions ou emplois prêteront le serment suivant:

„Je jure de remplir fidèlement, et dans toutes ses parties, la commission qui m'est confiée, conformément aux instructions et aux ordres qui m'ont été donnés ou qui me seront donnés par la suite et de con-

^{*)} Der Gesetz-Entwurf ist mit den von der Repräsentanten-Kammer beliebten Änderungen mitgetheilt.

tribuer, de tout mon pouvoir, à tout ce qui peut favoriser les intérêts de la navigation et du commerce belges."

Art. 5. Le serment prescrit par les deux articles qui précèdent pourra être consigné dans un écrit signé et daté. Cette pièce sera transmise au ministre des affaires étrangères.

Art. 6. Le consul sera, en cas d'absence ou d'empêchement, remplacé par le vice-consul, et à défaut de celui-ci, par la personne qu'il aura dûment désignée à cet effet.

A défaut de consul et de remplaçant par lui désigné, le chef de la légation belge désigne la personne qui est appelée à remplir les fonctions consulaires.

Art. 7. Le consul peut nommer un chancelier ou désigner, au besoin, une personne pour en exercer les fonctions, et suivant les cas, celles de greffier et d'huissier.

Art. 8. Les personnes désignées, en vertu de deux dispositions qui précèdent, prêteront, selon le cas, le serment prescrit par l'art. 3 ou par l'art. 4.

Art. 9. Les lois belges sont applicables aux consuls et aux autres employés des consulats, lorsque les lois ou les usages du pays dans lequel ils résident ou les conventions diplomatiques n'y mettent obstacle.

Art. 10. Le consul exerce les fonctions d'officier de l'état-civil conformément aux dispositions du Code civil.

Art. 11. Il exerce les fonctions de notaire dans les cas prévus par le même Code.

Art. 12. Il reçoit les contrats maritimes prévus par les dispositions du Code de commerce en présence de deux témoins qui signeront avec lui.

Art. 13. Il fait, dans les limites des usages et des conventions diplomatiques, tous les actes conservatoires en cas d'absence ou de décès d'un belge en pays étranger et de naufrage d'un navire belge.

Art. 14. Il légalise les actes et documents expédiés dans son arrondissement et destinés à être produits ailleurs.

Art. 15. Il dresse ou reçoit tous autres actes autorisés par les lois, les usages ou les conventions diplomatiques.

Art. 16. Les actes dressés ou reçus par les consuls ou leurs chanceliers sont dispensés des formalités prescrites par les lois pour leur validité lorsqu'il y a impossibilité matérielle de les observer; dans ce cas, il devra être fait mention expresse des causes de cette impossibilité dans les actes.

Art. 17. Le consul juge comme arbitre, lorsque la connaissance lui en est déférée, les contestations nées entre des Belges qui se trouvent dans son arrondissement.

Art. 18. Il juge également comme arbitre les contestations, si la connaissance lui en est déférée, sur le payement de salaires des hommes

de l'équipage des navires de commerce de sa nation et de l'exécution des engagements respectifs entre les hommes, le capitaine et autres officiers de l'équipage ainsi qu'entre eux et les passagers, lorsqu'ils sont seuls intéressés.

Art. 19. Il statue sur les fautes de discipline maritime, prononce les peines disciplinaires et fait les actes d'instruction en matière de délits ou crimes maritimes conformément à la législation en vigueur.

Art. 20. Les jugements rendus par les consuls ou par les tribunaux consulaires et les actes passés par les consuls ou leurs chanciers dans les limites de leur compétence et de leur arrondissement, seront exécutoires, tant dans le pays où ils ont été rendus ou passés qu'en Belgique, sans visa ni pareatis, en vertu d'expéditions dûment délivrées et légalisées.

Art. 20 bis. Les Consuls, qui reçoivent un traitement de l'Etat, ne peuvent faire aucun commerce, n'être directement ni indirectement intéressés dans aucune entreprise commerciale.

TITRE II.

Dispositions spéciales à la juridiction consulaire dans les pays hors de chrétienté.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA JURIDICTION EN MATIÈRE CIVILE ET RÉPRESSIVE.

Art. 21. Les contestations nées dans les pays hors de chrétienté, entre des citoyens belges et des indigènes, seront jugées conformément aux lois et usages de ces pays et aux conventions diplomatiques.

Art. 22. Les contestations nées dans lesdits pays entre des citoyens belges et des citoyens d'autres pays, et dans lesquelles les premiers sont défendeurs, seront jugées conformément aux lois belges et, suivant le mode déterminé ci-après pour les contestations nées entre nationaux, si les usages ou les conventions diplomatiques n'y sont contraires.

Art. 23. Le consul statue seul et sans appel, sur toutes les contestations, nées dans son ressort, entre Belges, de quelque nature qu'elles soient, jusqu'à la valeur de 100 francs.

Art. 24. Il connaît seul et sans appel de toutes les contraventions de police comprises par les nationaux dans son ressort.

Art. 25. Il statue assisté de deux juges assesseurs, à charge d'appel, sur les contestations nées dans son ressort, entre nationaux, de quelque nature qu'elles soient, au delà de la valeur de 100 francs.

Art. 26. Il connaît, assisté de même de deux juges assesseurs, en

premier ressort, de tous les délits commis par les Belges dans l'étendue de la juridiction.

Art. 27. Les juges assesseurs sont choisis par le consul et, à défaut de consul, par le chef de la légation belge, entre les notables belges ou étrangers, qui résident dans le ressort du consulat ou de la légation.

Art. 28. La personne désignée par le chef de la légation belge, pour exercer les fonctions du juge ou pour présider le tribunal consulaire, à défaut de consul prête entre ses mains ou par écrit, et les juges assesseurs prêtent entre les mains du président, avant d'entrer en fonctions, le serment suivant :

„ En présence de Dieu et devant les hommes, je jure et promets, en mon âme et conscience, de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat.“

Il est dressé procès-verbal de la prestation de serment dans les registres des actes de la chancellerie.

Art. 29. L'appel de jugements rendus par les tribunaux consulaires tant en matière correctionnelle, aux termes des articles 25 et 26, sera porté devant la cour d'appel de Bruxelles.

Art. 30. Néanmoins les jugements rendus par les tribunaux consulaires, en matière civile, dans les échelles du Levant et de Barbarie, sont portés en appel devant le chef de la légation de Belgique à Constantinople.

Ses décisions seront définitives si l'objet de la demande n'excède pas la somme de cinq cents francs.

Au delà de cette valeur, ses décisions seront soumises à un recours devant la cour d'appel de Bruxelles.

Art. 31. La cour d'assises du Brabant connaîtra des crimes commis par les nationaux dans les pays hors de chrétienté.

Art. 32. Les contraventions, les délits et les crimes commis par des Belges dans les pays hors de chrétienté seront punis des peines portées par les lois belges.

Art. 33. Toutefois, en matière correctionnelle, dans tous les cas où le Code pénal prononce la peine d'emprisonnement, les juges sont autorisés à y substituer l'amende qui ne pourra être au-dessous de l'amende de simple police ni excéder 5,000 francs.

Cette amende spéciale sera infligée, indépendamment de celle qui aurait été encourue par le délinquant aux termes des lois pénales ordinaires.

Art. 34. Les contraventions aux règlements faits par les consuls pour la police dans les pays hors de chrétienté seront punies d'un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq jours et d'une amende qui ne pourra excéder 15 francs.

Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément.

Art. 35. Les jugements et arrêts rendus en vertu de la présente loi pourront être attaqués par la voie de cassation dans les cas prévus par les lois, tant en matière civile qu'en matière criminelle.

CHAPITRE II.

DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE.

Art. 36. Toute demande sera portée devant le consul sur requête présentée par l'intéressé en personne ou par son fondé de pouvoir.

Toutefois il sera loisible à l'intéressé ou à son fondé de pouvoir de remplacer cette requête par une déclaration circonstanciée faite à la chancellerie du consulat et dont il lui sera délivré expédition, laquelle sera présentée au consul pour tenir lieu de requête.

Art. 37. Sur ladite requête ou déclaration, le consul ordonnera, que les parties comparaitront en personne au lieu, jour et heure qu'il jugera à propos d'indiquer, suivant la distance des lieux et les circonstances; il pourra même ordonner que les parties comparaitront d'heure à autre, dans le cas d'urgence. Cette ordonnance de comparution sera, dans tous les cas, exécutoire, non obstant opposition ou appel.

Art. 38. La requête ou déclaration de l'ordonnance de comparution seront signifiées, avec les pièces à l'appui, par l'officier qui remplira les fonctions de chancelier; si les pièces à l'appui sont très-étendues, elles pourront rester déposées à la chancellerie, où il en sera donnée communication au défendeur sans déplacement.

Art. 39. Cette signification sera faite en parlant à la personne du défendeur ou à son domicile, s'il en a un connu dans le ressort du consulat, et par affiches apposées à la porte de la chancellerie du consulat, à ceux qui n'auront pas de domicile, qui se seront absentés ou ne pourront être rencontrés; il sera fait mention dans l'original et dans la copie, du nom du défendeur, de la personne à laquelle la signification aura été laissée, ou de l'affiche qui aura été apposée; il sera donné assignation au défendeur de comparaître devant le consul et le tribunal consulaire, aux jour, lieu et heure indiqués par l'ordonnance du consul; l'original et la copie seront signés par l'officier faisant fonctions de chancelier, le tout à peine de nullité et sans qu'il soit besoin d'observer d'autres formalités.

Art. 40. Les navigateurs et passagers qui n'auront d'autre demeure que le navire, seront assignés à bord, dans la forme prescrite par l'article précédent.

Art. 41. Les parties seront tenues de se présenter en personne devant le consul ou le tribunal consulaire, au lieu, jour et heure indiqués dans l'acte d'assignation.

Elles pourront toutefois, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement légitime dûment constaté, se faire représenter par des fondés de pouvoirs, munis d'une procuration spéciale, ou simplement

faire remettre des mémoires signés par elles; ces mémoires contiendront les demandes ou défenses, et seront accompagnés des pièces à l'appui; les procurations ou mémoires seront déposés à la chancellerie du consulat.

Art. 42. Il sera sur lesdites comparutions ou sur les mémoires renvoyés rendu, séance ténante, une sentence par le consul ou par le tribunal consulaire, si la cause leur paraît suffisamment instruite; dans le cas contraire, la cause sera tenue en délibéré.

Art. 43. Lorsqu'il sera jugé nécessaire d'entendre oralement l'une des parties ayant quelque empêchement légitime de se présenter en personne, le consul se transportera auprès d'elle ou commettra l'un des officiers du consulat ou toute autre personne notable pour interroger la dite partie, et sera le consul ou ledit commissaire assisté de l'officier faisant les fonctions de chancelier, lequel rédigera procès-verbal de l'interrogatoire.

Art. 44. S'il est jugé nécessaire de faire une descente sur les lieux ou à bord des navires, le consul ou le tribunal consulaire pourra ordonner qu'ils s'y transporteront, ou nommer à cet effet un commissaire ainsi qu'il est dit à l'article précédent. Le consul ou le tribunal consulaire fixera, par la même ordonnance, le lieu, le jour et l'heure du transport auquel il sera procédé en présence des parties ou celles-ci dûment appelées, par la signification de ladite ordonnance dans la forme prescrite par les art. 38, 39 et 40, qui précèdent: de tout quoi il sera dressé procès-verbal.

Art. 45. Quand il s'agira seulement de constater l'état ou la valeur d'un navire, d'agrès, d'appareaux, d'effets ou de marchandises, le consul pourra se borner à nommer d'office des experts qui procéderont, en présence des parties, ou celles-ci dûment appelées, aux visites et estimations qui auront été ordonnées et ils en dresseront procès-verbal, lequel sera déposé en la chancellerie du consulat.

Avant de procéder à l'expertise, les experts prêteront le serment suivant:

„Je jure et promets de bien et fidèlement remplir la mission qui m'est confiée,

„Ainsi Dieu me soit en aide.“

Dans le cas où la croyance religieuse d'un expert s'opposerait à ce qu'il prêtât le serment ci-dessus prescrit ou à ce qu'il fit aucune espèce d'affirmation, le procès-verbal le constatera et il sera passé outre à l'expertise.

Art. 45 bis. Si le consul ou le tribunal consulaire ne trouve point dans le rapport des experts les éclaircissements suffisants, il pourra ordonner d'office une nouvelle expertise par un ou plusieurs experts, qu'il nommera également d'office, et qui pourront demander aux précédents experts les renseignements, qu'ils trouveront convenables.

Art. 46. Il sera délivré aux parties qui le requerront, une copie

des expéditions des procès-verbaux mentionnés aux articles précédents, et sur lesquels elles pourront fournir leurs observations, sans qu'il soit nécessaire de faire signifier lesdits procès-verbaux.

Art. 47. Quand la preuve testimoniale est admissible et quand la comparution de témoins est requise, le consul peut ordonner que les témoins seront assignés à comparaître devant lui ou devant le tribunal consulaire aux lieu, jour et heure qu'il désignera par l'ordonnance.

Art. 48. Les témoins, sujets belges, seront assignés en vertu de l'ordonnance du consul, par le chancelier ou par la personne chargée d'en remplir les fonctions.

Art. 49. Les Belges assignés comme témoins et qui ne se présenteront pas aux lieu, jour et heure indiqués, sans pouvoir produire une excuse valable, seront passibles d'une amende de 30 à 100 francs.

Le consul pourra aussi ordonner, même sur le premier défaut, que les défaillants seront contraints par corps à venir déposer; toutefois cette dernière disposition n'est applicable que dans les pays où les consuls sont, en vertu de traités particuliers, investis de pouvoirs nécessaires pour l'exercice extérieur de leur autorité.

Art. 50. Avant la déposition, chaque témoin prêtera serment de dire toute la vérité, rien que la vérité. Le consul lui demandera ses nom, prénoms, âge, qualité, demeure, s'il est domestique, serviteur, parent ou allié de l'une des parties.

Il sera fait mention de la demande et des réponses du témoin.

Dans les cas où la croyance religieuse du témoin s'opposerait à ce qu'il prêtât le serment ci-dessus prescrit, ou à ce qu'il fit aucune espèce d'affirmation, le procès-verbal le constatera et il sera passé outre à son audition.

Art. 51. Si les témoins ne sont pas Belges, le consul aura recours aux moyens en usage dans le pays où il réside, pour faire, si c'est possible, comparaître ces témoins.

Art. 52. Lorsqu'il sera nécessaire d'avoir recours à un interprète; celui-ci avant de remplir son office devra prêter, devant le consul, le serment suivant:

„Je jure de remplir fidèlement et suivant ma conscience, les fonctions d'interprète; ainsi Dieu me soit en aide.“

Dans le cas où la croyance religieuse de l'interprète s'opposerait à ce qu'il prêtât le serment, ou à ce qu'il fit aucune espèce d'affirmation, le procès-verbal le constatera et il sera passé outre à son audition.

Art. 53. La simple signification faite aux parties condamnées dans la forme indiquée aux art. 38, 39 et 40, des sentences définitives, contradictoires ou par défaut rendues par le consul ou par le tribunal consulaire, tiendra lieu de toute sommation et commandement, et les parties seront contraintes à exécuter lesdites sentences par les voies usitées dans le pays où la sentence aura été rendue.

Art. 54. Les tribunaux consulaires pourront prononcer la contrainte par corps, dans tous les cas prévus et énoncés dans les lois belges.

Art. 55. Ceux contre lesquels il aura été rendu des sentences par défaut seront admis à présenter, au consul, une requête en opposition dans les trois jours de la signification.

Toutefois, dans le cas où la partie serait absente ou n'aurait pas de procureur fondé pour la représenter, le délai d'opposition ne commencera à courir contre elle, que du jour où elle aura eu connaissance de la signification de la sentence: mais cette sentence n'en sera pas moins exécutoire sur les biens du défaillant, trois jours après la signification faite à la personne, au domicile ou par affiche, dans la forme prescrite par les art. 38, 39 et 40.

Art. 56. Seront les instances sur les oppositions vidées le plus tôt qu'il sera possible; en observant, suivant les circonstances, les formes sommaires ci-dessus prescrites.

Art. 57. Les sentences définitives rendues par les tribunaux consulaires, sur des lettres de change, billets, comptes arrêtés ou autres obligations écrites, seront exécutoires par provision nonobstant opposition ou appel; mais il devra en être fait mention dans lesdites sentences.

Art. 58. Dans les affaires où il s'agira de conventions verbales ou de comptes courants non reconnus, les tribunaux consulaires pourront ordonner que la sentence sera exécutoire nonobstant appel, moyennant caution agréée par le consul.

Art. 59. La partie qui voudra, en vertu de l'article précédent, faire exécuter une sentence contre laquelle il aura été fait opposition ou appel, présentera au consul une requête par laquelle elle indiquera sa caution.

Le consul ordonnera aux parties de comparaître devant lui, aux lieu, jour et heure qu'il indiquera, pour être procédé, s'il y a lieu, à la réception de ladite caution.

La requête et l'ordonnance qui en sera la suite seront signifiées au défendeur dans la forme prescrite par les art. 38, 39 et 40 qui précèdent.

Art. 60. La caution offerte, si elle est notoirement solvable, pourra être admise sans être obligée à fournir un état de ses biens.

Art. 61. Il pourra être suppléé à la caution par le dépôt du montant des condamnations dans la caisse du consulat; et après la signification de la reconnaissance du consul, les sentences seront exécutées.

Art. 62. Le jugement du chef de la légation sera notifié directement au consul du lieu où la cause aura été introduite; celui-ci fera signifier le jugement rendu par le chef de la légation aux parties intéressées, dans la forme prescrite par les art. 38, 39 et 40.

Art. 63. Pour les recours portés au chef de la légation de Belgique à Constantinople et pour les appels portés à la cour d'appel de Bruxelles, la déclaration sera faite au consul du lieu où a été prononcé le jugement en première instance, par l'appelant en personne ou par son fondé de pouvoir, dans les dix jours après la signification du jugement.

Pendant ce délai et pendant l'instance du recours ou de l'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement de condamnation, sans préjudice des dispositions des art. 57 et 58 ci-dessus.

Art. 64. La déclaration d'appel devant la cour d'appel de Bruxelles devra contenir élection de domicile à Bruxelles: faute de quoi, les notifications à faire à l'appelant pourront être faites au procureur général près la cour, sans qu'il soit besoin d'aucune prorogation de délai à raison des distances.

Art. 65. La déclaration du recours au chef de la légation à Constantinople, comme la déclaration d'appel à la cour d'appel de Bruxelles, sera, dans la huitaine, notifiée à la partie intéressée, dans la forme prescrite par les art. 38, 39 et 40.

Art. 66. La procédure, la déclaration du recours ou de l'appel et la requête, s'il en a été déposé une par l'appelant, seront immédiatement transmises, suivant le cas, au chef de la légation de Belgique à Constantinople ou au procureur général de la cour d'appel de Bruxelles.

CHAPITRE III.

DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE.

Art. 67. Les consuls informeront, soit sur plaintes ou dénonciations, soit d'office, et sans qu'il soit besoin de ministère public sur les délits et crimes commis par des Belges dans l'étendue des pays hors chrétienté et sur les contraventions, délits et crimes commis à bord des navires belges en cours de voyage.

Art. 68. Toute personne qui se prétendra lésée par un crime un délit ou une contravention pourra en rendre plainte; elle pourra, si bon lui semble, se constituer partie civile.

La partie civile qui ne demeurera pas dans le lieu de la résidence du consul saisi de la poursuite, sera tenue d'y élire domicile par déclaration faite à la chancellerie du consulat, faute de quoi elle ne pourra se prévaloir du défaut de signification d'aucun des actes de l'instruction.

Art. 69. Sur la plainte portée au consul, soit par requête soit par déclaration faite à la chancellerie ou sur la connaissance qu'il aura, par la voix publique, d'un crime ou délit qui aurait été commis par un Belge, le consul se transportera, s'il y a lieu, avec toute la célérité possible, assisté de l'officier qui remplira les fonctions de greffier,

sur lieu du crime ou du délit, pour le constater par un procès-verbal: il saisira les pièces de conviction et pourra faire toutes visites et perquisitions aux domicile et établissement de l'inculpé.

Si le crime a été commis à bord d'un navire belge, en cours de voyage, le consul se transportera ainsi qu'il est dit à bord du navire.

Art. 70. Lorsqu'il s'agira de voies de fait ou de meurtre, le consul se fera, autant que possible, assister d'un officier de santé qui, après avoir prêté le serment en tel cas requis, visitera le blessé ou le cadavre, constatera la gravité des blessures ou le genre de mort, et fera sur le tout sa déclaration au consul. Cette déclaration sera insérée au procès-verbal lequel sera signé du consul, du greffier et de l'officier de santé.

Dans le cas où la croyance religieuse de l'officier de santé s'opposerait à ce qu'il prêtât le serment requis ou à ce qu'il fit aucune espèce d'affirmation, le procès-verbal le constatera, et il sera passé outre la déclaration.

Art. 71. Le consul entendra, en tant qu'il sera possible, les témoins sur le lieu du crime ou du délit sans qu'il soit besoin d'assignation.

Toute information aura lieu tant à charge qu'à décharge.

Art. 72. Les agents consulaires donneront immédiatement avis au consul dont ils relèvent, des délits et crimes qui seraient commis par des belges dans l'étendue de leur ressort et de ceux qui auraient été commis à bord de navires belges en cours de voyage; ils recevront aussi les plaintes et dénonciations et les transmettront à cet officier.

Ils dresseront, dans tous les cas, les procès-verbaux nécessaires, ils saisiront les pièces de conviction et recueilleront, à titre de renseignement, les dires des témoins; mais ils ne pourront faire, si ce n'est en cas de flagrant délit, des visites et perquisitions aux domiciles et établissements des inculpés, qu'après avoir reçu à cet effet une délégation spéciale du consul ou de celui qui en remplit les fonctions.

Art. 73. Le consul pourra, selon la nature des faits constatés par son procès-verbal, rendre une ordonnance pour faire arrêter le prévenu de la manière usitée dans le pays de son consulat.

Le prévenu ne pourra être mis en détention que dans les cas suivants: 1^o s'il s'agit d'un crime, 2^o s'il s'agit d'un délit emportant la peine de l'emprisonnement, et si, dans ce dernier cas, le prévenu n'est pas immatriculé, soit comme chef, soit comme gérant d'un établissement commercial.

Art. 74. En cas de prévention de délit, la mise en liberté provisoire pourra être accordée en tout état de cause à l'inculpé, s'il offre caution de se représenter et s'il élit domicile au lieu où siège le tribunal consulaire.

Le cautionnement, dans ce cas, sera fixé par le consul.

S'il y a partie civile, le cautionnement devra être augmenté de

toute la valeur du dommage présumé, telle qu'elle sera provisoirement arbitrée par le consul. L'inculpé sera admis à présenter une caution solvable.

Les vagabonds et les individus condamnés pour crime ou à un emprisonnement de plus d'une année pour délit ne pourront, en aucun cas, être mis en liberté provisoire.

Art. 75. Le prévenu contre lequel il n'aura pas été décerné d'ordonnance d'arrestation, sera assigné au jour et heure que le consul indiquera par son ordonnance, pour être interrogé.

Lorsqu'un belge, prévenu de crime ou de délit, sera arrêté et mis en lieu de sûreté, soit à terre, soit dans un navire belge de la rade, le consul l'interrogera dans les vingt-quatre heures au plus tard.

L'interrogatoire sera signé par l'inculpé après qu'il lui en aura été donnée lecture: sinon, il sera fait mention de son refus de signer ou des motifs qui l'en empêchent. Cet interrogatoire sera coté et paraphé à chaque page par le consul qui en signera la clôture avec le greffier.

Art. 76. Le consul pourra réitérer l'interrogatoire de tout prévenu, autant de fois qu'il le jugera nécessaire pour l'instruction du procès.

Art. 77. Lorsque le consul découvrira des écritures et signatures privées dont il pourrait résulter des preuves ou des indices, il les joindra au procès, après les avoir paraphées; elles seront représentées au prévenu lors de son interrogatoire; le consul lui demandera s'il les a écrites ou signées ou bien s'il veut ou s'il peut les reconnaître; il sera, dans tous les cas, interpellé de les parapher.

Art. 78. Dans le cas où le prévenu refuserait de reconnaître les écritures et signatures saisies, le consul se procurera, s'il est possible, des pièces de comparaison qui seront par lui paraphées et jointes au procès, après avoir été représentées au prévenu dans la forme prescrite en l'article précédent et avec les mêmes interpellations.

La vérification de ces écritures et signatures sera faite devant les juges qui procéderont au jugement définitif, tant sur les pièces ci-dessus que sur toutes autres qui pourraient être produites avant le jugement.

Art. 79. Les écritures et signatures saisies par le consul seront aussi représentées, lors de l'information, aux témoins, qui seront interpellés de déclarer la connaissance qu'ils peuvent en avoir.

Art. 80. En matière de faux, le consul se conformera aux trois articles précédents, sauf à être supplée, autant que faire se pourra, aux autres formalités, par les juges du fond.

Art. 81. Tous les objets pouvant servir à la conviction de l'inculpé seront déposés à la chancellerie, et il sera dressé de ce dépôt, un procès-verbal qui sera signé du consul et du greffier.

La représentation desdits objets sera faite à l'inculpé dans son

interrogatoire, et aux témoins dans les informations; les uns et les autres seront interpellés de déclarer s'ils les reconnaissent.

Art. 82. Pour procéder à l'information, hors le cas prévu en l'art. 71 ci-dessus, le consul rendra une ordonnance portant fixation du jour et de l'heure auxquels les témoins se présenteront devant lui.

Les témoins seront cités conformément aux dispositions des art. 48 et 51 de la présente loi.

Art. 83. Avant sa déposition, chaque témoin prêtera serment ainsi qu'il est dit à l'art. 50 de la présente loi.

Art. 84. Les témoins déposeront oralement et séparément l'un de l'autre.

Chaque déposition sera écrite en français par le greffier; elle sera signée tant par le témoin, après que lecture lui en aura été donnée et qu'il aura déclaré y persister, que par le consul et le greffier; si le témoin ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention.

Art. 85. Les procès-verbaux d'information seront cotés et paraphés à chaque page par le consul, et seront clos par une ordonnance qu'il rendra, soit pour procéder à un supplément d'information, soit pour renvoyer à l'audience dans les cas où il s'agirait d'une peine correctionnelle ou de simple police, soit aux fins de procéder, selon les règles ci-après, au récolement et à la confrontation, lorsqu'il y aura indice de crime passible d'une peine afflictive ou infamante.

Néanmoins le consul pourra, dans tous les cas où il jugera convenable, confronter les témoins avec le prévenu.

Art. 86. S'il y a lieu, en vertu de l'article précédent, de récoiler les témoins en leurs dépositions, et de les confronter avec le prévenu, le consul fixera dans son ordonnance les jour et heure auxquels il y procédera.

Art. 87. Cette ordonnance sera notifiée au prévenu trois jours avant celui qu'elle aura fixé, avec copie de l'information. Le prévenu sera averti de la faculté qu'il aura de se faire assister d'un conseil, lors de la confrontation; s'il n'use point de cette faculté, il pourra lui en être désigné un d'office par le consul; ce conseil pourra conférer librement avec lui.

Art. 88. Le consul fera comparaître les témoins devant lui au jour fixé de la manière prescrite aux art. 48 et suivants.

Il pourra se dispenser d'appeler les témoins qui auront déclaré, dans l'information, ne rien savoir; toutefois, il les appellera si l'inculpé le requiert.

Les témoins belges seront tenus, dans tous les cas prévus par les articles ci-dessus, de satisfaire à la citation. Les défaillants pourront être condamnés à l'amende fixée par l'art. 48.

Ils seront cités de nouveau; s'ils produisent des excuses légitimes, le consul pourra les décharger de l'amende encourue.

Le consul aura toujours le droit d'ordonner, même sur le premier défaut, que les défaillants seront contraints par corps à venir déposer.

Art. 89. Pour procéder au récolement, la lecture sera faite, séparément et en particulier, à chaque témoin, de sa déposition par le greffier, et le témoin déclarera s'il n'y veut rien ajouter ou retrancher, et s'il y persiste. Le consul pourra, lors du récolement, faire de questions aux témoins pour éclaircir ou expliquer leurs dépositions. Les témoins signeront leurs récolements après que lecture leur en aura été donnée, ou déclareront qu'ils ne savent ou ne peuvent signer. Chaque récolement sera, en outre, signé du consul et du greffier. Le procès-verbal sera coté et paraphé sur toutes les pages par le consul.

Art. 90. Après le récolement, les témoins seront confrontés avec le prévenu. A cet effet, le consul fera comparaître ce dernier, en présence duquel chaque témoin prêtera de nouveau serment de dire toute la vérité, rien que la vérité.

Art. 91. La déclaration du témoin sera lue au prévenu; interpellation sera faite au témoin si le prévenu est bien celui dont il a entendu parler.

Si le prévenu, ou son conseil, remarque dans la déposition quelque contradiction ou quelque circonstance qui puisse servir à le justifier, l'un et l'autre pourront requérir le consul d'interpeller le témoin à ce sujet.

Le prévenu et son conseil auront le droit de faire au témoin par l'organe du consul, toutes les interpellations qui seront jugées nécessaires pour l'éclaircissement des faits ou pour l'explication de la déposition.

Ils ne pourront interrompre le témoin dans le cours de ses déclarations.

Le conseil du prévenu ne pourra répondre pour celui-ci, ni lui suggérer aucun dire ou réponse.

Art. 92. Lorsqu'un témoin ne pourra se présenter à la confrontation, il y sera suppléé par la lecture de sa déposition. Cette lecture sera faite en présence de l'inculpé et de son conseil dont les observations seront consignées dans le procès-verbal.

Art. 93. Le prévenu pourra, par lui-même ou par son conseil, fournir des reproches contre les témoins. Il lui est permis de les proposer en tout état de cause, tant avant qu'après la connaissance des charges.

S'il en est fourni au moment de la confrontation, le témoin sera interpellé de s'expliquer sur ces reproches et il sera fait mention, dans le procès-verbal, de ce que le prévenu et le témoin auront dit réciproquement à cet égard.

Art. 94. S'il y a plusieurs prévenus, ils seront aussi confrontés les uns avec les autres après qu'ils auront été séparément récoles en

leurs interrogatoires, dans les formes prescrites pour le récolement des témoins.

Art. 95. Les confrontations seront écrites dans un cahier séparé, coté et paraphé à toutes les pages par le consul. Chaque confrontation, en particulier, sera signée par le prévenu et le témoin, après que lecture leur en aura été faite par le greffier; s'ils ne peuvent ou ne veulent signer, il sera fait mention de la cause de leur refus. Chaque confrontation sera également signée par le consul et par le greffier.

Art. 96. L'inculpé aura, en tout état de cause, le droit de proposer les faits justificatifs, et la preuve de ces faits pourra être admise, bien qu'ils n'aient été articulés ni dans les interrogatoires, ni dans les autres actes de la procédure.

Dès qu'ils auront été proposés, le prévenu sera interpellé de désigner ses témoins; il sera fait mention du tout dans un procès-verbal, au bas duquel le consul ordonnera d'office que les témoins seront appelés et par lui entendus aux jour et heure qu'il indiquera, suivant les règles prescrites pour les informations.

Art. 97. Dans l'information à laquelle il sera procédé en vertu de l'article précédent, les témoins seront d'abord interpellés de s'expliquer sur les faits justificatifs énoncés dans le procès-verbal; le consul pourra ensuite faire aux témoins les questions qu'il jugera nécessaires à la manifestation de la vérité.

Art. 98. Il sera procédé aux informations, récolements et confrontations avec les témoins qui n'entendront pas la langue française, par le secours d'un interprète assermenté du consulat ou de tel autre interprète qui sera commis par le consul. Dans ce dernier cas le consul fera prêter à l'interprète le serment prescrit à l'art. 52; il en dressera procès-verbal, qui sera joint aux pièces; ce serment servira pour tous les actes de la même procédure qui requerront le ministère du même interprète.

Les informations, récolements et confrontations seront signés par l'interprète dans tous les endroits où le témoin aura signé ou déclaré ne le pouvoir.

Art. 99. En cas de fuite ou d'évasion de l'inculpé, le consul dressera un procès-verbal signé de lui et du greffier, pour constater qu'il a fait d'inutiles perquisitions et qu'il ne lui a pas été possible de s'assurer de l'inculpé; ce procès-verbal, joint aux pièces, tiendra lieu de toute autre formalité pour justifier de la contumace.

Art. 100. Le consul s'assurera de tous les effets, titres et papiers appartenant à l'inculpé fugitif, après en avoir fait faire inventaire et description par le greffier.

Art. 101. La procédure par contumace s'instruira, avec toute la célérité possible, par des informations, par le récolement des témoins et par la représentation auxdits témoins des titres et autres objets qui pourront servir à conviction.

Art. 102. L'instruction terminée, l'affaire sera soumise au tribunal consulaire.

Art. 103. Le tribunal consulaire prononcera ainsi qu'il suit:

Si le fait ne présente ni délit, ni crime, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, le tribunal déclarera qu'il n'y a pas lieu à poursuivre.

Si le tribunal est d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention l'inculpé sera renvoyé devant le consul pour y être jugé conformément à l'art. 24 de la présente loi.

Dans les deux cas ci-dessus, l'inculpé, s'il est en état d'arrestation, sera mis en liberté, et s'il avait fourni un cautionnement, il lui en sera donnée main-levée.

Art. 104. Si les juges reconnaissent que le fait constitue un délit et qu'il y a charges suffisantes, le prévenu sera renvoyé à l'audience.

Dans ce dernier cas, si le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en état d'arrestation, y demeurera provisoirement à moins qu'il ne soit admis à fournir caution aux termes de l'art. 74.

Si le prévenu est immatriculé comme il est dit à l'art. 73, ou si le délit ne doit pas entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu sera mis en liberté, à la charge de se représenter au jour de l'audience.

Art. 105. Si le fait emporte peine afflictive ou infamante et si la prévention est suffisamment établie, le tribunal consulaire décrètera une ordonnance de prise de corps contre le prévenu, et il sera ultérieurement procédé selon les règles prescrites ci-après.

Art. 106. Lorsque le tribunal consulaire aura déclaré qu'il n'y a lieu à suivre, ou lorsqu'il aura renvoyé à la simple police un fait dénoncé comme crime ou délit, ou enfin lorsqu'il aura attribué à la police correctionnelle un fait qui aurait le caractère d'un crime, la partie civile aura le droit de former opposition à l'ordonnance à la charge par elle d'en faire la déclaration à la chancellerie du consulat, dans le délai de trois jours, à compter de la signification qui lui sera faite de cette ordonnance.

La partie civile devra notifier son opposition au prévenu dans la huitaine suivante, avec sommation de produire devant la chambre des mises en accusation tels mémoires justificatifs qu'il jugera convenable.

Cette opposition n'empêchera pas la mise en liberté de l'inculpé, si elle a été ordonnée avant l'opposition de la partie civile ou si elle a été prononcée depuis, sans préjudice de l'exécution ultérieure de l'ordonnance de prise de corps qui pourra être rendue par la chambre des mises en accusation.

Art. 107. Le droit d'opposition appartiendra, dans tous les cas, au procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

L'opposition sera déclarée dans les formes et les délais réglés par

l'article 131 de la présente loi. Elle sera portée devant la chambre des mises en accusation.

Art. 108. Le tribunal consulaire sera saisi de la connaissance des délits, soit par citation, directe, soit par suite du renvoi qui lui aura été fait d'après les art. 85 et 104 ci-dessus.

Art. 109. Le jour de l'audience sera indiqué par ordonnance du consul; il y aura au moins un délai de trois jours entre la citation et le jugement, lorsque le prévenu résidera dans le lieu où est établi le consulat. S'il n'y réside pas, l'ordonnance déterminera, d'après les localités, les délais pour la comparution.

Art. 110. La personne citée comparaitra par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale.

Toutefois, lorsque la loi prononcera la peine de l'emprisonnement, le prévenu devra se présenter en personne.

Art. 111. L'instruction à l'audience se fera dans l'ordre suivant:

Les procès-verbaux et rapports seront lus; les témoins pour ou contre prêteront serment et seront entendus; les reproches proposés seront jugés; lecture sera faite des déclarations écrites de ceux des témoins qui, à raison de leur éloignement, ou pour toute autre cause légitime, ne pourraient comparaître. Les témoins défailants, hors les cas ci-dessus, pourront être condamnés et contraints à comparaître, conformément à l'art. 49. Les pièces pouvant servir à conviction ou décharge seront représentées aux témoins et aux parties; la partie civile sera entendue; le prévenu ou son conseil, ainsi que les parties civilement responsables, proposeront la défense; la réplique sera permise à la partie civile; mais le prévenu, ou son conseil, aura toujours la parole le dernier; le jugement sera prononcé immédiatement, ou, au plus tard, à l'audience qui sera indiquée et qui ne pourra être différée au delà de huit jours.

Le jugement contiendra mention de l'observation de ces formalités; il sera motivé; et s'il prononce une condamnation, les termes de la loi appliquée y seront insérés.

Si le prévenu est acquitté, il sera mis en liberté sur-le-champ, ou il lui sera donné mainlevée de son cautionnement.

Art. 112. Dans le cas où, par suite de l'instruction à l'audience, il serait reconnu que le fait imputé au prévenu a le caractère de crime, il sera procédé de la manière suivante:

Si le prévenu avait été cité directement à l'audience, en conformité de l'art. 108, il sera renvoyé devant le consul qui procédera aux informations, interrogatoires, récolement et confrontation dans la forme prescrite ci-dessus.

Si le prévenu avait été traduit à l'audience par suite de l'ordonnance aux termes de l'art. 85, il sera renvoyé devant le même consul, qui procédera à tel supplément d'information que bon lui semblera et aux formalités du récolement et confrontation.

Enfin, si le prévenu n'avait été soumis aux débats qu'à la suite d'une instruction complète, le tribunal consulaire décernera contre lui une ordonnance de prise de corps et il sera ultérieurement procédé selon les règles prescrites ci-après.

Dans le cas où, par suite de l'instruction à l'audience, il sera reconnu que le fait imputé au prévenu ne constitue qu'une contravention, le tribunal consulaire renverra l'inculpé devant le consul, conformément à l'art. 24.

Les condamnations par défaut qui interviendront en matière correctionnelle et de simple police, seront considérées comme non avenues si, dans les huit jours de la signification qui en aura été faite à la personne du condamné, à son domicile réel ou élu, même à sa dernière résidence, lorsqu'il n'aura plus ni domicile ni résidence actuels dans le ressort du consulat, il forme opposition à l'exécution du jugement par déclaration à la chancellerie du consulat.

Toutefois tribunal pourra, suivant la distance du dernier domicile et le plus ou moins de facilité des communications, proroger, par ce jugement, ce délai, ainsi qu'il lui paraîtra convenable.

En cas d'acquiescement prononcé par le jugement définitif, les frais de l'expédition de la signification du jugement par défaut et de l'opposition pourront être mis à la charge du prévenu.

Art. 114. L'entrée du lieu où siègera le tribunal ne pourra être refusée aux Belges immatriculés, durant la tenue des audiences, si ce n'est dans les cas où le droit commun de la Belgique autorise les huis-clos.

Le consul a la police de l'audience.

Art. 115. Le procès-verbal d'audience énoncera les noms, prénoms, âges, profession et demeures des témoins qui auront été entendus; leur serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; leurs déclarations s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties et les reproches qui auraient été fournis contre eux; il contiendra le résumé de leurs déclarations.

Art. 116. La faculté d'appel appartiendra tant au prévenu et aux personnes civilement responsables qu'au procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. Elle appartiendra également à la partie civile quant à ses intérêts civils seulement.

La déclaration d'appel et la transmission des pièces de la procédure seront faites conformément à l'art. 62 et suivants de la présente loi.

Le condamné, s'il est détenu, sera dirigé sur la Belgique par les soins du consul et conduit dans la maison d'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles.

La détention ne pourra toutefois pas être prolongée au delà de la durée de l'emprisonnement telle qu'elle est déterminée par la condamnation et à compter du jour du jugement.

Art. 117. Si la liberté provisoire est demandée en cause d'appel, le

cautionnement sera au moins égal à la totalité des condamnations résultant du jugement de première instance, en y comprenant une somme qui n'excédera pas celle de 10 francs pour chaque jour d'emprisonnement prononcé.

Art. 118. Immédiatement après l'arrivée des pièces et celle du condamné, s'il est détenu, l'appel sera porté à l'audience de la cour d'appel de Bruxelles, chambre des appels de police correctionnelle.

L'affaire sera jugée comme urgente.

Art. 119. S'il s'agit de l'appel de la partie civile, l'original de la notification de la déclaration d'appel, contenant citation, sera joint aux pièces qui doivent être transmises à la cour.

Art. 120. Dans tous les cas ci-dessus, l'appel sera jugé suivant les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle.

Néanmoins les condamné non arrêté ou celui qui aura été reçu à caution, pourra se dispenser de paraître en personne à l'audience et se faire représenter par un fondé de procuration spéciale.

Art. 121. Lorsque la cour, en statuant sur l'appel, reconnaîtra que le fait sur lequel le tribunal consulaire a statué comme tribunal correctionnel constitue un crime, elle procédera ainsi qu'il suit:

Si l'information préalable a été suivie de récolements et de confrontation, la cour statuera comme chambre des mises en accusation et décrètera une ordonnance de prise de corps.

Dans tous les autres cas, elle ordonnera un complément d'instruction et à cet effet, elle déléguera le consul, sauf ensuite, lorsque la procédure sera complète, à prononcer comme dans le cas précédent.

Art. 122. Lorsqu'il aura été déclaré par le tribunal consulaire, aux termes de l'art. 105 ou de l'art. 112, que le fait emporte peine afflictive ou infamante, l'ordonnance de prise de corps sera notifiée immédiatement au prévenu. Celui-ci sera, par les soins du consul, dirigé sur la Belgique par la première occasion favorable et il sera renvoyé avec la procédure et les pièces de conviction au procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

Dans le plus bref délai, le procureur général fera son rapport à la chambre des mises en accusation de la même cour, laquelle procédera ainsi qu'il est prescrit par le Code d'instruction criminelle.

Art. 123. En matière de faux la chambre des mises en accusation procédera aux vérifications prescrites par les art. 78 et 80 de la présente loi.

Art. 124. Si la chambre des mises en accusation reconnaît que le fait a été mal qualifié et ne constitue qu'un délit, elle annulera l'ordonnance de prise de corps et renverra le prévenu et la procédure devant le tribunal de première instance de Bruxelles, lequel statuera correctionnellement et sauf l'appel. Elle maintiendra le prévenu en état d'arrestation, ou ordonnera sa mise en liberté conformément à l'art. 104.

Le tribunal saisi en vertu du présent article procédera suivant les

dispositions du Code d'instruction criminelle, sauf les expéditions ci-après.

Il sera donné lecture à l'audience de la procédure écrite: les témoins, s'il en est produit, seront entendus sous la foi du serment.

Le prévenu, s'il a été mis en liberté, aura le droit de se faire représenter par un mandataire spécial.

Le tribunal aura la faculté de convertir la peine d'emprisonnement en une amende spéciale, conformément aux règles prescrites par l'art. 33.

Art. 125. Dans les cas d'opposition formée à l'ordonnance du tribunal consulaire par la partie civile ou par le procureur général, aux termes des art. 106 et 107 de la présente loi les pièces de la procédure seront transmises au procureur général près la cour d'appel de Bruxelles et la chambre des mises en accusation statuera comme ci-dessus. Néanmoins, si la chambre des mises en accusation met l'inculpé en simple prévention de délit, elle le renverra devant le tribunal consulaire, et s'il est en Belgique ou dirigé sur la Belgique, conformément à l'art. 122, devant le tribunal correctionnel de Bruxelles.

Art. 126. Si la mise en accusation est ordonnée, l'arrêt et l'acte d'accusation seront notifiés à l'accusé et celui-ci sera traduit devant la cour d'assises.

Art. 127. Il sera procédé devant la cour d'assises et il y sera statué suivant les formes et les règles prescrites par le Code d'instruction criminelle, sauf les exceptions suivantes:

Il sera donné lecture à l'audience de la procédure écrite et il pourra n'être appelé et entendu que les témoins qui, lors de l'instruction et de l'examen, se trouveront sur le territoire belge ou dans un des pays limitrophes de la Belgique.

Art. 128. L'arrêt de condamnation à une peine afflictive ou infamante sera affiché dans les chancelleries des consulats établis dans les pays hors de chrétienté.

Art. 129. Si l'accusé est contumace, il sera procédé conformément au Code d'instruction criminelle. Néanmoins, lorsque l'accusé sera domicilié dans les pays hors de chrétienté, l'ordonnance de contumace sera notifiée tant à son domicile qu'à la chancellerie du consulat, où elle sera affichée.

Art. 130. Les consuls enverront au ministère des affaires étrangères un extrait des ordonnances rendues dans le cas des art. 103, 104 et 105, et des jugements correctionnels qui auront été prononcés, un mois, au plus tard, après que ces ordonnances et jugements seront intervenus. Ledit extrait sera transmis par le ministre des affaires étrangères au ministre de la justice.

Art. 131. Sur les instructions qui lui seront transmises par le ministre de la justice, le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles aura le droit de se faire envoyer les pièces et procédures.

Lorsqu'il exercera son droit d'opposition ou d'appel aux termes des art. 107 et 116, il devra en faire la déclaration au greffe de la cour.

S'il s'agit d'une opposition, il la fera dénoncer à la partie avec sommation de produire son mémoire, si elle le juge convenable.

S'il s'agit d'un appel, il fera citer la partie.

Les déclaration, notification et citation ci-dessus auront lieu dans le délai de six mois, à compter de la date des ordonnances ou jugements, sous peine de déchéance.

Art. 132. Les frais de justice faits en exécution de la présente loi, tant à l'étranger qu'en Belgique, et dans lesquels devra être comprise l'indemnité due aux capitaines pour le passage de prévenus, seront avancés par l'Etat; les amendes et autres sommes acquises à la justice seront versées au trésor public.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 133. Les causes actuellement pendantes en Belgique devant les tribunaux en matière civile ou de commerce et dont la connaissance est attribuée, par la présente loi, aux consuls ou aux tribunaux consulaires, seront renvoyées devant ces dernières juridictions.

Art. 134. Sont abrogées, en tant qu'elles sont applicables en Belgique et contraires à la présente loi, les dispositions de l'ordonnance du roi de France du mois d'août 1681 et de l'édit du mois de juin 1778, ainsi que celles de la loi du 20 octobre 1831.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

Art. 135. Tout capitaine de navire belge, en destination pour l'Europe, qui sans motif légitime refusera d'obtempérer aux réquisitions du consul, faites aux termes de la présente loi ou du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, à l'effet d'embarquer un prévenu ou condamné, ainsi que les pièces de procédure et de conviction, sera puni conformément audit Code d'une amende de 50 à 500 francs.

La peine d'emprisonnement et celle de l'interdiction de tout commandement, pendant trois mois au moins et un an au plus, pourront de plus être prononcées.

Les capitaines ne seront toutefois pas tenus d'embarquer des prévenus au delà du cinquième de l'équipage de leurs navires.

Donné à Ardenne, le 29 janvier 1851.

LÉOPOLD.

Par le Roi:

Le ministre de affaires étrangères,

C. D'HOFFSCHMIDT.

Le ministre de la justice,

VICT. TESCH.

In Belgien gilt der französische Gebühren-Tarif.

VI.

Bairischer Gebühren-Tarif.

1. Für Ausstellung eines Gesundheits- und eines Ursprungs-Attestes, und zwar:
 - a. Für die Ausfertigung im Ganzen 45 Kr.
 - b. Für jedes Packet oder Kolli besonders 24 Kr.
 2. Für ein Attest jeder Art 45 Kr.
 3. Für Procurationsbestellung 1 Fl. 30 Kr.
 4. Für Ausstellung eines Passes 1 Fl.
 5. Für Ertheilung eines Visa 45 Kr.
Künstlern und Armen werden Pässe und Visa umsonst ertheilt.
- Im Uebrigen haben sich die bairischen Consuls nach den andern deutschen Tarifen zu richten.

Der oldenburgische Gebühren-Tarif.

1. Für einen Gesundheitspass, imgleichen für ein Ursprungs-Certificat:
 - a) in deutschen Häfen 2 Thlr. in der am Hafenplatz geltenden Währung;
 - b) in russischen Häfen 2 Rubel Silber;
 - c) in dänischen, schwedischen und norwegischen Häfen 3 Rbthlr.;
 - d) in niederländischen Häfen 4 Fl.
 - e) in französischen und belgischen Häfen 8 Francs.
 - f) in britischen Häfen 7 Sch.
 - g) in spanischen, portugiesischen und amerikanischen Häfen 1 1/2 Dollar.
2. Für die Attestation oder Legalisation einer Unterschrift, die Aufnahme eines Protestes, die Visirung eines Seepasses, die Hälfte des obigen Betrages. (1 Thlr. oder im Verhältniss.)
3. Für die Ertheilung oder Visirung eines anderen Passes 1/4 des obigen Betrages. (1/2 Thlr. oder im Verhältniss.)
4. Für umständliche Proteste (Verklarungen) für Vergleiche und Entscheidungen von Streitigkeiten, nach billigem Ermessen und unter Berücksichtigung der Weitläufigkeit und Wichtigkeit des Gegenstandes 1 bis 5 Thlr. oder im Verhältniss (ad 1, b — g.)
5. Für jeden sonstigen Act, wobei das Siegel und die Unterschrift des Consuls erfordert wird, 1 Thlr. oder im Verhältniss (ad 1, b — g.)

Auf jeder Urkunde ist der Betrag der dafür bezahlten Gebühren zu bemerken.

Hamburgischer Gebühren-Tarif.

Auszug aus §. 19 des Reglements von 1851.

Ausnahmsweise ist den Consuln gestattet, in den Fällen, da sie auf ausdrückliches Verlangen ihre Unterschrift unter Beidrückung des Consulatssiegels ertheilen, eine Gebühr von einem Spanischen Thaler oder dem Werth desselben zu erheben, sofern sie hierüber keine andere Vorschrift besonders erhalten haben. Diese Gebühr ist jedoch nur einmal, nicht aber für etwaige Duplicate und Triplicate zu berechnen. Die für Ausstellung eines interimistischen Schiffspasses zu entrichtende Gebühr ist auf Crt. *78* 7. 8 *8* (circa 2 Spanische Thaler) bestimmt. Am Jahresschluss hat der Consul ein detaillirtes Verzeichniss der von ihm erhobenen Gebühren einzusenden.

Bremischer Gebühren-Tarif.

1. Die Bremischen Schiffe, welche zu . . . ankommen, sind rücksichtlich des dortigen Geschäftsbetriebes an das bremische Consulat keinerlei Abgabe unterworfen; die Capitains und Führer derselben haben keine Verpflichtung, sich der Beihilfe des Consuls in ihrem Geschäftsbetriebe zu bedienen, und sind daher, wenn sie diese nicht in Anspruch nehmen, zu keiner Zahlung an dasselbe verbunden.
2. Wenn dagegen, sei es ein Schiffscapitain oder eine andere Privatperson, die amtlichen Functionen des Consuls in Anspruch nimmt, und in dieser Hinsicht dessen Dienstleistungen begehrt, so soll der bremische Consul für jetzt bis auf anderweite Bestimmung für solche von ihm verlangte und ausgefertigte Acte die nachstehenden Gebühren von dem Requirenten zu erheben haben:
 - a) für einen Gesundheitspass, welcher verlangt wird 2 Doll.
 - b) ein Ursprungscertificat, welches begehrt wird 2 „
 - c) eine Attestation oder Legalisation einer Unterschrift 1 „
 - d) Aufnahme eines Protestes 1 „
 - e) Anfertigung oder Visirung von Pässen . . . 1/2 „
Die indess bei gemeinen Matrosen und anderen unbemittelten Personen gratis zu ertheilen ist.
 - f) für alle sonstigen Acte, wobei die Unterschrift und das Siegel des Consuls erfordert wird . . 1 „

(Abgesehen von den mässig zu berechnenden Ausfertigungsgebühren in denjenigen Fällen, worauf die Abfassung grösserer Documente, z. B. von Verklarungen dem Consul übertragen wird.)

3. Bei allen vorstehenden Acten, welche von dem Consul begehrt werden, ist derselbe angewiesen, den Betrag der Ausfertigungsgebühren auf der Ausfertigung selbst zu bemerken.

Portugiesischer Gebühren-Tarif.

(Die Kanzleigebühren.)

Un passport délivré ou visé	1600 reis.
Certificat de vie et de residence, légalisation de signature, d'une copie ou traduction, serment reçu ou déféré, certificat d'origine, patente de santé	1600 „
Extraits des archives (n'excedant pas) 2 pages de 35 lignes chacune et de 48 lettres à la ligne	2400 „
Idem par chaque en sus	800 „
Traduction d'une langue quelconque en portugais ou vice-versa, la même taxe que pour l'extrait des archives.	
Procuracion, donation, acte de naissance, convention matrimoniale	4000 „
Rédaction de testament, ou d'inventaire, chaque page	1600 „
Approbation du testament, ouverture du testament	6000 „
Vacation à une vente, 1 pro Cent du produit liquide de la vente.	
Certificat de marchandises vendues aux enchères publiques, par page	2000 „
Expertise de marchandises, protêt de lettres de change, rapports, et autres actes d'interêts de capitaux, de société ou d'hypothèque	4800 „
Charte-partie	2400 „
Droit de navigation sur tout navire portant pour le Portugal, par tonneau	60 „
Pour chaque colis dont se compose la cargaison, selon les conaissements, et pour la comparaison de ces conaissements avec le manifeste paieront les chargeurs	20 „
Légalisation de chaque manifeste	1000 „
En cas de naufrage les frais d'aller et retour, et en outre 3 pro Cent de la somme sauvée, liquide.	
Copie d'un document quelconque dans les régistres du consulat, par page	240 „

Griechischer Gebühren-Tarif von 1835.

Declaration d'arrivée d'un bâtiment, ou visa d'un journal	par tonneau. 2 Lep.
Sous forme de consulat avec appointment	2 „
Avec audition d'équipage	3 „
d'avaries avec visite à bord pour les constater	6 „
Visa d'un rôle d'équipage	2 „
Enregistrement d'un manifeste d'entrée	6 „
Monument d'un rôle d'équipage	
„ „ pour le débarquement	3 „
„ „ pour l'embarquement	3 „
„ „ quelque soit le nombre des individus débarqués ou embarqués	„ „
Visite à bord d'un bâtiment pour en constater l'état avant qu'il prevue charge	6 „
Expedition d'un bâtiment	6 „
Passavant avec un rôle d'équipage pour un bâtiment	20 „
Enregistrement d'un manifeste de sortie	3 „
Patente de santé pour un bâtiment	3 „
„ „ „ pour un passager $\frac{1}{2}$ Drachm.	
Contrat d'affrètement ou de nolisement	5 „
Police de chargement	3 „
Police d'assurance	3 „
Contrat de prêt à la grosse, ou enregistrement de celui	6 „
Proces verbal de sauvetage et protêt pour un bâtiment naufragé, ou capturé	6 „
Liquidation ou vente de bâtiment et de marchandises $1\frac{1}{2}$ pro Cent sur la somme de liquidation ou de vente.	
Vocation d'experts pour toute expertise à bord pour cha- que séance et pour chaque expert 6 Drachm.	
Acte d'achat ou de vente de bâtiment	12 „
Manifeste reçu à l'administration locale	
„ „ pour les navires d'un à 50 tonneaux	2 „
„ „ pour les navires d'un à 50 — 400 tonneaux et dessus	4 „

Der niederländische Gebühren-Tarif.

Voor eene legalisatie	60 ct.
Voor certificaten van oorsprong of soortgelijke verklarin- gen, voor zooverre die verlangd worden	600 „
Voor beëdigde acten, processen-verbaal, enz. voor de 1ste blad von 20 regels	100 „

Voor de verdere bladzijden von 20 regels, jeder . . . 50 ct.
 Das echter, dat het geheel de som von frc. 15 nimmer te
 boven ga.

Spanischer Gebühren-Tarif vom 13. August 1788.

1. Die Schiffsgebühr wird nach Tonnen entrichtet, und zwar:
 wenn das Schiff aus dem Mittelmeer kommt . . . 2 Realen.
 kommt es aus dem Ocean 3 „
 Im Falle der Relache zahlen Schiffe aus dem
 Mittelmeere im Ganzen 8 „
 aus dem Ocean 12 „
2. Bei Kauf oder Verkauf eines Schiffs gebührt dem
 Consul für Aufnahme der Verhandlung $1\frac{1}{2}$
 pro Cent der stipulirten Summe.
3. Reisekosten beim Fall eines Schiffbruchs für
 den Tag 48 „
4. Für Aufnahme eines Protokolls, Inventars:
 a. bei Schiffen aus dem Mittelmeere 2 „
 b. aus dem Ocean, für das geschriebene Blatt 3 „
5. Für Legalisation 20 „
6. Ein Certificat:
 a. an einen fremden Kaufmann 30 „
 b. einen spanischen Unterthan 20 „
 c. an Arme unentgeltlich.

Russischer Tarif.

1. Für Visirung eines russischen Schiffspasses 2 Rbl. S.
2. Für Bescheinigung der Ankunft und Abfahrt 3 „
3. Für Bescheinigung der Ladung am Wohnort
 des Consuls 3 „
4. Für ein Ursprungsattest 3 „
5. Für einen Gesundheitsschein 1 „
6. Für Visirung eines Passes, jedes Mal 50 K.
7. Für jeden Pass an Passagiere, (ausgenommen
 Arme) 2 „
8. Für einen Act zur Sicherung des Eigenthums
 russischer Unterthanen, die in der Fremde
 gestorben oder zur Sicherung der Effec-
 ten anderer russischer Unterthanen, die
 beim Schiffbruch gerettet worden sind . 3 „

9. Für jede Erläuterung, Contract, Garantie, die von einem russischen Consul aufgenommen worden 1 Rbl. S.
 10. Für einen Ausspruch, den der Consul als Schiedsrichter abgegeben oder für jede friedliche Vereinigung streitender Parteien 3 „
 11. Für Attestate oder Certificate, welcher sich Unterthanen oder Fremde in Russland bedienen wollen 2 „
 12. Für Aufnahme einer Handelsvollmacht 2 „
 13. Eines Protestes 1 „
 14. Legalisirung von Abschriften, je eine 1 „
 15. Für eine Musterrolle 1 „
 16. Für Bemerkung eines Wechsels in der Schiffsmannschaft 50 K.
 17. Für Verwaltung von Geld und Gut 2 p. C.
 18. Für Abschluss des Verkaufs von Schiffen u. Gütern 2 pro Cent.
 19. Abhaltung einer Auction 2 pro Cent.
 20. Für eine gewöhnliche Lebens - Bescheinigung 1 „
- Hat der Consul einen Secretair, so gebührt diesem $\frac{1}{3}$.

**Tarif des droits consul. établis pour les consul. de la
sublime porte.**

Expéditions de navires.

Navires de la postée de	50 à 100 tonnaux	25 frc.
„ „ „ „	„ 101 à 130 „	35 „
„ „ „ „	„ 131 à 201 „	50 „
„ „ „ „	„ 201 et au dessus	60 „

Actes des chancellerie.

Contrats de mariage, donations entre vifs et après décès, et Codicilles	15 „
Ouverture, légalisation et enregistrement d'un Testament solonel	10 „
Descente et apposition des Scellés sur quelque maison, magasin ou navire	10 „
Chaque décret consulaire	10 „
Chaque procès-verbal	12 „ 50 ct.
Certificat quelconque en matière de commerce, Manifeste de Cargaison etc.	7 „ 50 „

Certificat d'Etat de Personnes et légalisation de Signature	7 frc. 50 ct.
Acte de Naissance, extrait mortuaire et de décharge d'un	
Acquit à caution	3 „ 50 „
Protêt, procuration, compromis, cession etc.	5 „
Copie authentique, chaque feuille	3 „
Patente de Santé d'un Navire	5 „
„ „ „ d'un Passagèr	2 „ 59 „
Visa des lettres de mer d'un navire entrant par relâche	
dans un port, sans y charger ni décharger	5 „
Contrat de commerce quelconque, d'affrètement, actes	
d'association, de dissolution de Société etc.	15 „
Passport de Voyageurs	5 „
Visa de Passeport	2 „ 50 „
Certificat pour Règlement d'Avarie	7 „ 50 „
Assistance à une Vente aux Enchères de marchandises,	
d'effets, de biens immeubles et de navires, inven-	
taires — (sur la valeur) $\frac{1}{2}$ 0/0.	
Droit de présence, chaque journée	12 „ 50 „
Consignation de Dépôt de Marchandises et d'effets —	
(sur la valeur) 1 0/0.	
Consignation de Dépôt en argent, or et espèces $\frac{1}{2}$ 0/0.	
Expertise de navire et marchandises etc. $\frac{1}{4}$ 0/0.	
Passeports, visa, certificats et assistance quelconque aux	
matelots indigents — gratis.	
Dans les cas des naufrages, vol, baratterie, et autres	
événements extraordinaires, qui nécessiteraient le	
déplacement du Consul, les frais seront remboursés	
au juste déboursé; en outre, chaque journée ainsi	
employée, se payera à raison de	15 „

Wer die Zahlung dieser Gebühr weigert, zahlt das Doppelte, die
Schiffsführer sind für die Zahlung verantwortlich.


Gebühren-Tarif der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika.

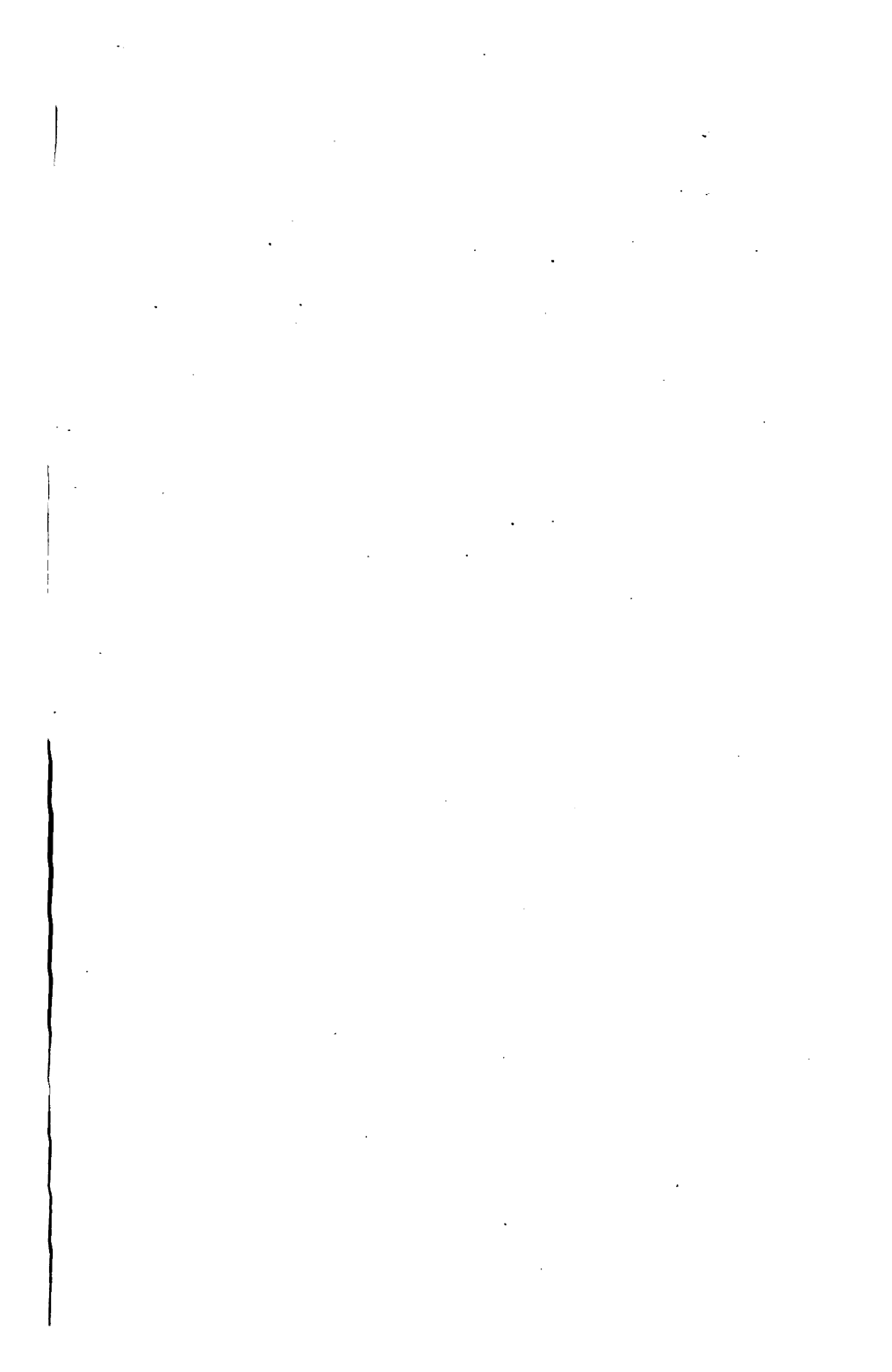
- 1) For authenticating, under the consular seal, every protest, declaration, deposition, or other act, which captains, masters, mariners, seamen, passengers, merchants, or others as are citizens of the U. S., may, respectively, choose to make, the sum of two Doll. 2.

Dem Consul ist frei gestellt, in Fällen, wo er Fremden Dienste leistet, nach der Gebührentaxe der dortigen Notare zu liquidiren.

- 2) For taking into possession, inventorying, selling and finally settling, and paying or transmitting, according to law, the balance due the personal estate of any citizen who shall die within the limits of his consulate, $\frac{5}{100}$ on the gross amount of such estate.

If part of such estate shall be delivered over before a final settlement, $2\frac{1}{2}$ pCt. is allowed on the part so delivered as is not in money, and $\frac{5}{100}$ on the gross amount of the residue.

- 3) For granting a certificat of the delivery of merchandise under the revenue laws, 1 Dollar; and for administering the oath 25 cts.
 - 4) For every verification and certificate of an invoice, 2 Doll. but every shipper shall have a right to include all articles shipped by him in the same invoice.
 - 5) For every certificate of discharge of any seaman in a foreign port, 50 cts.
 - 6) And for receiving and paying the amount of wages due on such discharge $2\frac{1}{2}$ pCt.
 - 7) On the deposit of a ships papers, the Consul shall give a certificate there of under seal; and on the delivery of them a like certificate, for which he is entitled, as above, to 2 Doll. each, making, the whole of the fees for the deposit and delivery of the papers, 4 Doll. which as not to be exceeded.
- 





HARVARD LAW LIBRARY

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART
MARQUÉS DE OLIVART

RECEIVED DECEMBER 31, 1911

BK 2003

